Bureau international du Travail

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI 2011

Le défi d'une reprise de l'emploi

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI 2011

Le défi d'une reprise de l'emploi

Bureau international du Travail · Genève

Copyright © Organisation internationale du Travail 2011
Première édition 2011

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leurs ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN 978-92-2-224545-1 (imprimé)
ISBN 978-92-2-224546-8 (pdf)

Tendances mondiales de l'emploi 2011: Le défi d'une reprise de l'emploi
Genève: BIT, 2011

Bureau international du Travail

Également disponible en anglais, *Global Employment Trends 2011: The challenge of a job recovery* (ISBN 978-92-2-124545-2), Genève, 2011, et en espagnol, *Tendencias Mondiales del Empleo 2011: El desafío de la recuperación del templeo* (ISBN 978-92-2-324545-0), Genève, 2011.

emploi / chômage / taux d'activité / récession économique / pays développés / pays en développement

13.01.3

Données de catalogage des publications du BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Photocomposé en Suisse SCR

Imprimé en Suisse ATA

Table des matières

Remerciements vii

Principales conclusions ix

1 Croissance et emploi: Le contexte macroéconomique 1

2 Situation mondiale de l'emploi 11

Emploi 11
Chômage 12
Taux d'activité 15
Productivité du travail et salaires réels 17
Emploi par secteur 20
Emploi vulnérable et pauvreté au travail 22

3 Évolution régionale de l'économie et du marché du travail 29

Économies développées et Union européenne 29
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI 34
Amérique latine et Caraïbes 37
Asie de l'Est 40
Asie du Sud-Est et Pacifique 44
Asie du Sud 48
Moyen-Orient 51
Afrique du Nord 54
Afrique subsaharienne 57

4 Conclusions 61

Annexe 1 Tableaux mondiaux et régionaux 65

Annexe 2 Projections 77

Annexe 3 Figures régionales 79

Annexe 4 Note sur les estimations mondiales et régionales 99

Annexe 5 Note sur les projections mondiales et régionales 101

Tableaux

Tableau 1 Impact: Classification des pays en fonction de la variation en points de pourcentage du taux de chômage total et de l'évolution du PIB en pourcentage pendant la phase d'impact de la crise 7

Tableau 2 Reprise: Classification des pays en fonction de la variation en points de pourcentage du taux de chômage et de l'évolution du PIB en pourcentage pendant la période de reprise 8

Tableau 3 Taux de pauvreté au travail aux niveaux de 1,25 et 2 dollars EU, certains pays de l'Asie du Sud . . . 51
Tableau A1 Taux de croissance du PIB réel annuel, monde et régions (%) . . . 65
Tableau A2 Taux de chômage par sexe, monde et régions (%) . . . 65
Tableau A3 Taux de chômage des jeunes et des adultes, monde et régions (%) . . . 66
Tableau A4 Chômage dans le monde (millions) . . . 67
Tableau A5 Ratio emploi-population par sexe, monde et régions (%) . . . 67
Tableau A6 Croissance annuelle de l'emploi, monde et régions (%) . . . 68
Tableau A7 Production par travailleur, niveau et croissance annuelle . . . 69
Tableau A8 Taux d'activité par sexe, monde et régions (%) . . . 69
Tableau A9 Taux d'activité des adultes et des jeunes, monde et régions (%) . . . 70
Tableau A10 Parts de l'emploi par secteur et par sexe, monde et régions (%) . . . 71
Tableau A11 Emploi par secteur et par sexe, monde et régions (millions) . . . 72
Tableau A12 Parts de l'emploi vulnérable par sexe, monde et régions (%) . . . 73
Tableau A13 Emploi vulnérable par sexe, monde et régions (millions) . . . 74
Tableau A14a Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et régions (1,25 dollar EU par jour) . . . 75
Tableau A14b Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et régions (2 dollars EU par jour) . . . 75
Tableau P1 Chômage 2007-2011 (taux) . . . 77
Tableau P2 Chômage 2007-2011 (nombre de personnes) . . . 78

Figures

Figure 1 Taux de croissance économique trimestriels et nombre de pays en repli économique, T1 2007-T4 2010 . . . 3
Figure 2 Nombre de pays présentant des ratios emploi-population en hausse/en baisse (évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente), T1 2007-T2 2010 . . . 5
Figure 3 Tendances et projections mondiales de la croissance du PIB, de la consommation, de l'investissement, du commerce et du chômage, 2007-2011 . . . 6
Figure 4 Tendances mondiales de l'emploi, 2000-2010 . . . 11
Figure 5 Tendances mondiales du chômage, 2000-2010 . . . 12
Figure 6 Évolution du taux d'activité, 2002-2007 par rapport à 2007-2009, certaines régions . . . 15
Figure 7 Taux de chômage officiels des jeunes et taux révisés tenant compte de la baisse du taux d'activité, 2009 . . . 17
Figure 8 Hausse de la productivité du travail et croissance de l'emploi, monde et régions, 2007 et 2009 . . . 19
Figure 9 Croissance du PIB réel, de l'emploi, de la productivité du travail et des salaires réels, certaines économies, T1 2008-T1 2009 et T1 2009-T1 2010 . . . 20
Figure 10 Emploi par secteur (part de l'emploi total), 1999-2009 . . . 21
Figure 11 Emploi par secteur, monde et certaines régions, variation annuelle moyenne en pourcentage 2002-07 et 2008-09 . . . 22

Figure 12 Tendances mondiales de l'emploi vulnérable, 1999-2009 24
Figure 13 Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 1999-2009 (1,25 dollar EU par jour) 25
Figure 14 Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 1999-2009 (2 dollars EU par jour) 26
Figure 15 Variation annuelle de l'emploi, certaines économies, 2007-2009 (moyenne an.) et 2009-10 32
Figure 16 Variations des taux de chômage des jeunes en glissement annuel, certaines régions (points de pourcentage) 36
Figure 17 Taux de productivité du travail par rapport à celui de la région des économies développées et de l'Union européenne, certaines régions, 1991-2010 40
Figure 18 Ratio entre le taux de chômage des jeunes et le taux de chômage des adultes, 2010 46
Figure 19 Part des travailleurs en situation d'emploi vulnérable par sexe, certains pays de l'Asie du Sud 50
Figure R1 Monde: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 79
Figure R2 Économies développées et Union européenne: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 81
Figure R3 Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 83
Figure R4 Amérique latine et Caraïbes: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 85
Figure R5 Asie de l'Est: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 87
Figure R6 Asie du Sud-Est et Pacifique: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 89
Figure R7 Asie du Sud: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 91
Figure R8 Moyen-Orient: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 93
Figure R9 Afrique du Nord: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 95
Figure R10 Afrique subsaharienne: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres 97

Encadrés

Encadré 1 Prix alimentaires mondiaux et pauvreté 27
Encadré 2 Voir plus loin que les estimations agrégées: Chômage et origine ethnique aux États-Unis 30
Encadré 3 L'emploi à temps partiel dans les économies développées 33
Encadré 4 L'emploi dans l'industrie manufacturière et les salaires en Asie de l'Est 43
Encadré 5 Vulnérabilité en Indonésie pendant la crise et reprise 47
Encadré 6 Le chômage en Arabie saoudite 52
Encadré 7 Le Projet d'avantages sociaux au Ghana 60

Spotlights par pays

1 Spotlight par pays sur la croissance et l'emploi en Allemagne, en Espagne et aux États-Unis 31

2 Spotlight par pays sur la croissance et l'emploi en Croatie, Fédération de Russie et Turquie 35

3 Spotlight par pays sur la croissance et l'emploi en Argentine, au Brésil et au Mexique 38

4 Spotlight par pays sur la croissance et l'emploi en Chine, à Hong-kong (Chine), en République de Corée et à Taïwan (Chine) 41

5 Spotlight par pays sur la croissance et l'emploi aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande 44

6 Spotlight par pays sur la croissance et l'emploi en Égypte et au Maroc 54

Remerciements

Le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2011* a été préparé par Steven Kapsos et Theo Sparreboom. Kee Beom Kim, Phu Huynh, Gyorgy Sziraczki et Nikhilesh Bhattacharyya (Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique) ont préparé les sections sur l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est et du Pacifique; Dorothea Schmidt (équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique du Nord – DWT) a rédigé la section sur l'Afrique du Nord; Richard Horne a rédigé la section sur l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI; Tariq Haq a apporté sa contribution à la section sur le Moyen-Orient et Moazam Mahmood a contribué aux conclusions. Les encadrés ont été préparés par Richard Horne, Marc van Imschoot et Derk van Wijk. Fares Al Hussami et Hwa Lee ont également apporté leur aide aux recherches. Nous tenons à citer spécifiquement Valia Bourmpoula qui a préparé les estimations mondiales et régionales à partir des modèles économétriques des tendances mondiales de l'emploi (TME). Par ailleurs, ce rapport n'aurait pas été possible sans les contributions d'autres membres de l'équipe des tendances de l'emploi du BIT – Philippe Blet, Sara Elder, Isabelle Guillet, Julia Lee, Kimberley Müller et Alan Wittrup –, notamment pour rassembler les données.

Le manuscrit a bénéficié des suggestions de Moazam Mahmood, directeur du Département de l'analyse économique et des marchés du travail, et des commentaires de José Manuel Salazar-Xirinachs, directeur exécutif, Duncan Campbell, directeur de la planification des politiques, et Sara Elder, économiste, Secteur de l'emploi du BIT, ainsi que de Stephen Pursey du Département de l'intégration des politiques, Philippe Egger du Cabinet du Directeur général, Raymond Torres, Marva Corley et Verónica Escudero de l'Institut international d'études sociales et Rafael Diez de Medina du Département de statistique. Nous tenons enfin à remercier Rob Vos, directeur de la Division de l'analyse des politiques de développement du secrétariat des Nations Unies à New York, pour sa révision du rapport.

La valeur de l'analyse proposée dans la série *Tendances mondiales de l'emploi* dépend des données d'entrée disponibles. Nous saisissons cette occasion pour remercier toutes les institutions qui interviennent dans la collecte et la diffusion des informations sur le marché du travail, notamment les agences nationales de statistiques et le Département de statistique du BIT. Nous encourageons la poursuite de la collecte et de la diffusion de données ventilées au niveau national en vue d'affiner l'analyse des tendances de l'emploi proposée dans les futures actualisations du présent rapport.

Nous souhaitons présenter nos remerciements à nos collègues du Département de la communication et de l'information au public pour leur collaboration et leur soutien sans faille pour porter le rapport *Tendances mondiales de l'emploi* à l'attention des médias du monde entier.

Enfin, les membres de l'équipe souhaitent faire part de leur profonde gratitude aux personnes non citées qui ont apporté leur aide ou leurs conseils tout au long de l'élaboration de ce rapport.

Principales conclusions

Le chômage demeure élevé

- En 2010, le nombre de chômeurs a atteint 205 millions. S'il a peu varié par rapport à l'année précédente, ce chiffre représente 27,6 millions de chômeurs de plus qu'en 2007 et l'espoir est faible de le voir revenir prochainement aux niveaux d'avant la crise. Après avoir atteint 6,3 pour cent en 2009, le taux de chômage mondial s'est établi à 6,2 pour cent en 2010, soit un niveau encore très supérieur aux 5,6 pour cent enregistrés en 2007.
- Le niveau élevé du chômage mondial contraste nettement avec la reprise constatée dans plusieurs indicateurs macroéconomiques clés, à savoir: le PIB mondial réel, la consommation privée, l'investissement fixe brut et le commerce mondial, qui s'étaient tous redressés en 2010, dépassant même leurs niveaux d'avant la crise.
- La reprise sur les marchés du travail s'est avérée inégale, la région des économies développées et de l'Union européenne enregistrant une hausse constante du nombre de sans-emploi, contrairement à la plupart des régions en développement où la situation du chômage s'améliore légèrement et régulièrement.

Une reprise de la croissance qui ne s'est pas traduite par une reprise comparable de l'emploi

- Au niveau mondial, le ratio emploi-population, qui indique si la capacité d'un pays ou d'une région à générer de l'emploi est en baisse ou en hausse, a baissé de 61,7 pour cent en 2007 à 61,2 en 2009 et, selon les estimations, à 61,1 pour cent en 2010. De nombreuses économies ne génèrent tout simplement pas un nombre de possibilités d'emploi suffisant pour absorber l'augmentation de la population en âge de travailler.
- Dans 64 pays pour lesquels on dispose de données trimestrielles, le nombre de pays enregistrant une baisse de leur ratio emploi-population était encore, au deuxième trimestre 2010, le double de ceux enregistrant une hausse dudit ratio. À l'évidence, dans un grand nombre de pays, la reprise économique actuelle ne débouche pas encore sur un développement suffisant des possibilités d'emploi.

L'emploi industriel a été le plus durement frappé

- L'emploi mondial total dans l'industrie a légèrement baissé en 2009, ce qui est radicalement en contradiction avec le taux de croissance annuel historique de 3,4 pour cent pendant la période allant de 2002 à 2007. L'emploi dans l'agriculture a augmenté en 2009, ce qui est également en contradiction avec les tendances antérieures.

Un nombre croissant de jeunes découragés

On estime que le nombre de jeunes (de 15 à 24 ans) sans emploi a baissé de 79,6 millions en 2009 à 77,7 millions en 2010, soit un niveau encore nettement supérieur aux 73,5 millions enregistrés en 2007. Le taux de chômage mondial des jeunes est passé de 11,8 pour cent en 2007 à 12,6 pour cent en 2010, mais il enregistre toutefois une légère baisse par rapport aux 12,8 pour cent en 2009.

- Toutefois, les taux de chômage sous-estiment l'importance des effets catastrophiques de la crise sur les jeunes, dont le taux d'activité s'est trouvé fortement affecté. Dans l'ensemble des 56 pays pour lesquels des données sont disponibles, on constate qu'il y a 1,7 million de jeunes en moins sur le marché du travail que ne le laissaient présager les tendances à long terme, ce qui traduit la forte hausse du découragement parmi les jeunes. Or, ces jeunes découragés ne sont pas comptés parmi les chômeurs car ils ne sont pas activement à la recherche d'un travail.

Les tendances de la productivité du travail et des salaires réels font apparaître les pressions qui pèsent sur la qualité de l'emploi

- La productivité du travail a enregistré une croissance négative en 2009, avec une baisse de 1,4 pour cent par rapport à une hausse de 3,3 pour cent en 2007. En 2010, la hausse de la productivité mondiale est repartie à 3,1 pour cent.

- Le problème du retard de la reprise du marché du travail apparaît non seulement dans le décalage dans le temps entre la croissance de la production et de l'emploi et la réduction du chômage mais aussi, dans certains pays, dans le décalage entre la hausse de productivité et la reprise de la hausse des salaires réels. Ce phénomène peut menacer les futures perspectives de reprise, compte tenu des liens étroits existant entre l'emploi et la croissance des salaires réels d'une part, et la consommation d'autre part.

Stagnation de la réduction de l'emploi vulnérable et ralentissement de la réduction de la pauvreté au travail

- En se basant sur les données disponibles, on estime actuellement que 1,53 milliard de travailleurs se trouvaient en situation d'emploi vulnérable en 2009, ce qui correspond à un taux mondial d'emploi vulnérable de 50,1 pour cent. La proportion d'emplois vulnérables est demeurée à peu près stable entre 2008 et 2009, après avoir enregistré une baisse moyenne constante et non négligeable au cours des années précédant la crise.

- Selon les estimations, l'extrême pauvreté au travail (1,25 dollar EU par jour) était en 2009 de 20,7 pour cent, soit 1,6 point de pourcentage de plus que le taux initialement prévu en se basant sur la tendance observée avant la crise. Cela représente environ 40 millions de travailleurs supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,25 dollar EU par jour) en 2009, par rapport aux projections faites sur la base des tendances observées avant la crise. On estime par ailleurs à 39 pour cent la part des travailleurs vivant avec leurs familles sous le seuil de pauvreté de 2 dollars EU par jour, soit 1,2 milliard de travailleurs sur l'ensemble du globe.

En dépit des progrès réalisés par l'économie mondiale, les risques de détérioration de la situation en 2011 l'emportent

- Après un repli en 2009, l'économie mondiale a enregistré une croissance rapide de 4,8 pour cent en 2010. La reprise devrait normalement se poursuivre en 2011, mais à un rythme plus modéré (4,2 pour cent). Toutefois, compte tenu de la fragilité du marché du travail dans de nombreux pays, des niveaux élevés de la dette publique et de la vulnérabilité persistante du secteur financier et des ménages privés, les risques de rechute l'emportent.

- Selon les prévisions macroéconomiques du moment, le taux de chômage mondial devrait être de 6,1 pour cent en 2011, ce qui correspond à 203,3 millions de chômeurs de par le monde, soit une légère amélioration par rapport aux niveaux de 2010.

Évolution régionale de l'économie et du marché du travail

- Cinquante-cinq pour cent de la hausse totale du chômage mondial entre 2007 et 2010 sont survenus dans la région des **économies développées et** de l'**Union européenne**, alors que cette région ne compte que pour 15 pour cent de la population active mondiale. Après un repli de 2,2 pour cent en 2009, l'emploi a encore reculé de 0,9 pour cent en 2010. L'industrie a ainsi perdu 9,5 millions d'emplois entre 2007 et 2009. Même si l'on prévoit une légère baisse du chômage en 2011, son niveau sera encore supérieur de plus de 50 pour cent à ce qu'il était en 2007 (soit 15 millions de chômeurs de plus). L'augmentation rapide des emplois à temps partiel témoigne elle aussi de la poursuite de la détérioration du marché du travail.
- L'augmentation massive du chômage des jeunes qui s'est produite pendant la crise dans les économies développées et l'Union européenne s'est accompagnée d'une chute importante du taux d'activité des jeunes, faisant apparaître chez ces derniers un découragement largement répandu.
- C'est dans la région de l'**Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et** de la **CEI** que le taux de chômage a atteint son record mondial en 2009, s'établissant à 10,4 pour cent en ayant enregistré une hausse de 1,7 point de pourcentage. Le chômage des jeunes a ainsi enregistré en 2009 une hausse plus forte que dans toute autre région en développement, un jeune sur cinq en âge d'être économiquement actif étant au chômage en 2010. Les projections pour 2011 prévoient un ralentissement de la croissance du PIB à 4,3 pour cent, tandis que le taux de chômage régional devrait peu évoluer.
- Après un fort repli de la croissance du PIB en 2009, la croissance économique est fermement repartie en 2010 dans la région de l'**Amérique latine et** des **Caraïbes**. Les indicateurs du marché du travail à court terme montrent que la reprise se poursuit dans de nombreux pays de la région. Toutefois, la crise économique a entraîné, pour la première fois dans la région depuis 2002, une hausse de la part de l'emploi vulnérable en 2009. On prévoit que la hausse du PIB devrait se poursuivre en 2011 mais à un taux plus faible de 4,0 pour cent, parallèlement à une baisse modeste du taux de chômage régional.
- Contrairement à un grand nombre d'autres régions du monde, le marché du travail s'est redressé relativement vite en **Asie de l'Est**. Le chômage des jeunes demeure toutefois un défi de taille, avec un taux de 8,3 pour cent en 2010, soit 2,5 fois supérieur au taux de chômage des adultes. On prévoit que, en 2011, la croissance économique devrait ralentir à 8,6 pour cent par suite de la réduction des mesures de relance, alors que le taux de chômage régional devrait normalement peu évoluer.
- En dépit de la forte reprise de la production économique dans la région de l'**Asie du Sud-Est et** du **Pacifique**, on estime que le taux de chômage régional n'a que légèrement baissé, passant de 5,2 pour cent en 2009 à 5,1 pour cent en 2010 même si, dans certains pays de la région, les taux de chômage sont égaux ou inférieurs à ceux d'avant la crise. Dans le même temps, on estime que le nombre de travailleurs en situation d'emploi vulnérable a augmenté de 5,4 millions depuis 2007 pour atteindre 173,7 millions en 2009. Les jeunes de la région continuent de rencontrer d'importantes difficultés à obtenir des emplois décents et productifs et ils ont 4,7 fois plus de risques d'être au chômage que les adultes. On prévoit que le taux de chômage régional devrait peu évoluer en 2011 et que la croissance devrait quant à elle ralentir à 5,3 pour cent.
- Les économies d'**Asie du Sud** ont dans l'ensemble bien résisté pendant la crise. Si la région a enregistré une reprise rapide de la croissance économique en 2010, elle affiche toutefois le taux d'emploi vulnérable le plus élevé du monde, qui représentait 78,5 pour cent de l'emploi

total en 2009. Les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail demeurent une préoccupation majeure, l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin étant de plus de 40 points de pourcentage et un nombre disproportionné de femmes opérant dans le secteur agricole, pour une grande part dans des activités de subsistance. L'un des principaux risques pour 2011 est l'inflation, en particulier dans le prix des denrées alimentaires et des produits de base, ce qui souligne la nécessité d'élargir les filets de protection sociale aux plus démunis.

- La tendance à la baisse du taux de chômage observée dans la région du **Moyen-Orient** a été interrompue par la crise économique mondiale et l'on estime actuellement que le niveau du chômage pourrait atteindre en 2010 10,3 pour cent, soit le taux régional le plus élevé du monde. Le taux de chômage des jeunes est près de quatre fois supérieur à celui des adultes. Les inégalités entre les hommes et les femmes demeurent extrêmement préoccupantes, l'écart entre les ratios emploi-population masculin et féminin étant, avec 47,2 points de pourcentage, le double de la moyenne mondiale. Quant au taux de croissance économique de 5,1 pour cent prévu pour 2011, il reste en deçà des tendances observées avant la crise, et le taux de chômage régional devrait peu évoluer.

- L'**Afrique du Nord** a été moins durement frappée que d'autres régions par la crise économique et financière, mais les difficultés rencontrées sur le marché du travail avant la crise ont persisté. Les femmes de la région sont confrontées à des taux de chômage beaucoup plus élevés que les hommes (15 pour cent contre 7,8 pour cent), ce qui est d'autant plus inquiétant que les taux d'activité féminins sont extrêmement bas. Autre élément très préoccupant: 23,6 pour cent des jeunes en âge d'être économiquement actifs étaient au chômage en 2010. La croissance de la productivité continue de stagner, ce qui laisse peu de chances de voir augmenter les rémunérations et les salaires ou se développer les systèmes de protection sociale. Dès lors, même si les perspectives économiques sont favorables pour la région, aucun des pays d'Afrique du Nord n'enregistrera probablement un taux de croissance suffisant pour lui permettre de réduire dans un avenir proche son déficit de travail décent.

- Avec plus des trois quarts des travailleurs de l'**Afrique subsaharienne** en situation d'emploi vulnérable et environ quatre travailleurs sur cinq vivant avec leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour, les économies de la région étaient déjà confrontées à d'énormes défis en termes de travail décent avant le début de la crise. Les inégalités entre les sexes apparaissent clairement dans la proportion beaucoup plus forte de femmes que d'hommes en situation d'emploi vulnérable et dans les taux de pauvreté au travail des femmes, qui dépassent ceux des hommes dans 22 des 27 pays pour lesquels des données sont disponibles. Selon les projections, la croissance économique devrait retrouver en 2011 un niveau d'avant la crise avec un taux de 5,5 pour cent, le taux de chômage devant quant à lui peu évoluer. Les perspectives économiques sont extrêmement incertaines, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et dans les pays exportateurs de pétrole, et elles dépendront de la reprise de l'économie mondiale.

Principales considérations d'ordre politique

- Le retard accusé par la reprise du marché du travail vient exacerber le coût humain exorbitant de la récession, y compris en termes de revenus et d'employabilité tout au long de la vie; avec, comme corollaire, des conséquences sociales et sur la santé plus importantes. Étant donné que ces effets pourraient très bien perdurer, affectant la génération actuelle de travailleurs et menaçant le potentiel de capital humain tant de la présente que des futures générations, il est essentiel de concevoir une reprise qui soit à la fois créatrice d'emplois et durable.

- De nombreuses économies ont entamé une marche de funambule sur la corde raide allant de la relance à l'assainissement budgétaire. Chaque fois que les budgets le permettent, il est vital de maintenir ou de renforcer les mesures susceptibles d'aider à favoriser la création d'emplois et à donner un nouvel élan à une reprise durable de l'emploi. L'amélioration des résultats du marché du travail contribuerait à une reprise macroéconomique plus large et pourrait aider à compenser les effets négatifs des mesures d'assainissement budgétaire. Dans tous les cas, une conception étroite axée sur la réduction des déficits sans relever le défi de la création d'emplois affaiblirait encore les perspectives d'emploi et menacerait la reprise.

- Dans les économies avancées, il faut mettre en place des politiques et des mesures incitatives pour stimuler les investissements privés, tout en annonçant simultanément des plans crédibles de réduction des déficits budgétaires à moyen terme. Il est également essentiel que les pays déficitaires (essentiellement les pays développés) relancent leurs exportations nettes, donnant ainsi lieu à une demande accrue et à une plus grande marge pour l'assainissement budgétaire. Des politiques favorisant la hausse de la productivité du travail sont nécessaires pour réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre et améliorer la compétitivité.

- Les économies en développement qui, pour leur croissance, dépendaient de leurs exportations doivent renforcer leur demande intérieure. Étant donné que ces économies ont généralement bénéficié d'un rebond plus rapide de la croissance, étayé par une marge de manœuvre budgétaire comparativement plus importante et des fondamentaux macroéconomiques plus solides, elles disposent d'un bon point de départ pour une réorientation de la croissance vers la consommation intérieure. Le renforcement de la protection sociale est un élément crucial pour obtenir une meilleure sécurité économique et une plus forte consommation. Des politiques du marché du travail visant à mieux faire le lien entre hausses de la productivité du travail et hausses des salaires réels sont elles aussi essentielles et elles doivent être soutenues par le dialogue social entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements.

- Il est vital de renforcer les mécanismes de coopération internationale, y compris à travers le G20, pour obtenir une reprise durable et équilibrée.

1 Croissance et emploi: Le contexte macroéconomique

L'un des thèmes centraux du rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2011* s'intéresse au fait que, malgré le rebond actuel de la croissance économique mondiale sur une meilleure trajectoire que celle anticipée, le marché du travail mondial se comporte à bien des égards comme prévu à mi-parcours pendant la crise et comme le soulignait l'édition des *Tendances mondiales de l'emploi 2010*. On assiste en effet à la persistance de taux de chômage élevés et d'une lente reprise de la création d'emplois dans les économies développées conjuguée à des déficits considérables d'emplois décents même dans les économies en développement affichant la croissance la plus rapide. Dans le contexte d'une reprise économique vigoureuse malgré ses incertitudes et ses déséquilibres, ces difficultés rencontrées par le marché du travail représentent une menace sérieuse. Sans une reprise solide et durable des marchés du travail – qui aide à remédier aux déséquilibres mondiaux ayant contribué à l'émergence de la crise –, la reprise macroéconomique plus large reposera elle-même sur des fondations fragiles et instables.

La situation économique mondiale s'est améliorée mais un déficit endémique d'emplois persiste

Plus de trois ans se sont écoulés depuis le début de la baisse de l'activité économique mondiale la plus rapide et la plus importante jamais enregistrée depuis la Grande Dépression. Ce qui, au départ, semblait être une crise du système bancaire liée aux crédits hypothécaires à risque (aux États-Unis) susceptible d'être maîtrisée s'est rapidement mué, par un mouvement en spirale, en une véritable crise économique mondiale assortie de replis considérables de la production, des échanges commerciaux et de l'investissement. Sur toute la planète, les entreprises et les travailleurs ont subi le choc de plein fouet. Le chômage mondial a atteint des niveaux sans précédent, de nombreuses économies développées enregistrant une hausse particulièrement forte de leurs taux de chômage. D'autres indicateurs du marché du travail ont fait apparaître certaines difficultés supplémentaires importantes sur le marché du travail, telles que la chute des ratios emploi-population, l'augmentation des formes d'emploi vulnérable, la stagnation de la hausse de la productivité du travail et un découragement croissant – en particulier chez les jeunes.

La crise a incité les gouvernements et les banques centrales du monde entier à annoncer une série de mesures de relance budgétaire et monétaire – mesures auxquelles on attribue largement le mérite d'avoir donné un coup d'arrêt à la crise et d'être à l'origine d'une reprise qui est survenue beaucoup plus vite que prévu et qui, à la surprise générale, s'est avérée plus forte que ne le prévoyaient la plupart des perspectives fin 2009, à l'époque de la parution des *Tendances mondiales de l'emploi 2010*[1]. En juin 2009, les États membres de l'OIT ont adopté à l'unanimité le Pacte mondial pour l'emploi, un ensemble de mesures que les pays peuvent prendre pour atténuer l'impact de la crise et accélérer la reprise de l'emploi[2]. Depuis lors, l'OIT a activement aidé les pays à mettre en œuvre le Pacte.

---

[1] L'OIT estimait que les mesures de relance budgétaire délibérées avaient permis le maintien ou la création de 21 millions d'emplois dans les pays du G20 en 2009 et 2010. Voir BIT: *Accélérer une reprise riche en emplois dans les pays du G20: Leçons de l'expérience* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/public/libdoc/jobcrisis/download/g20_report_accelerating_fr.pdf.

[2] Voir: http://www.ilo.org/jobspact/about/lang--fr/index.htm.

Pourtant, en dépit de la rapidité et de la vigueur des mesures prises pour riposter à la crise, de nombreuses économies sont aujourd'hui confrontées à la perspective réelle d'une période prolongée de croissance inférieure à la moyenne. Cette perspective ne fait qu'exacerber le problème croissant de la hausse des déficits budgétaires et des niveaux intolérables de la dette publique, situation provoquée par la réduction brutale des recettes fiscales conjuguée à une hausse des dépenses à la fois pour des stabilisateurs automatiques et des mesures de relance exceptionnelles. Il n'est donc pas surprenant que de nombreux gouvernements, en particulier dans les régions développées du monde, se trouvent actuellement confrontés, sur les marchés financiers, à des pressions accrues pour une adoption rapide de mesures drastiques d'austérité budgétaire.

Au contraire, bien des économies de nombreuses régions en développement – en particulier en Asie mais aussi en Amérique latine – ont connu une reprise plus rapide et plus forte qu'initialement prévu. Ce phénomène est dû pour une part non négligeable à une reprise rapide des échanges commerciaux mondiaux parallèlement à une reprise de la demande intérieure. Mais il a aussi pour origine la vague croissante de flux financiers se déplaçant des économies développées vers les économies en développement à mesure que les perspectives de croissance des régions s'inversaient. Les capitaux cherchent à obtenir des rendements et l'opinion généralement admise aujourd'hui en matière d'économie est que, dans le contexte actuel, les économies émergentes sont les plus susceptibles d'offrir les meilleurs rendements possible. Cette tendance est encore renforcée par les pressions à la baisse subies sur leurs taux de change par de nombreuses économies développées par rapport aux pays en développement. Des afflux de capitaux rapides peuvent menacer la croissance et les emplois du fait des bulles d'actifs et de l'inflation qu'ils peuvent provoquer, et ces flux peuvent parfois brusquement s'inverser.

La rédaction du présent rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2011* survient donc dans le contexte d'une reprise économique mondiale inégale. Même s'il est évident qu'une reprise *économique* a réellement commencé, cette édition apporte de nouvelles preuves de la forte tension à laquelle les marchés du travail demeurent soumis sur la majeure partie du globe. Dans bon nombre d'économies développées, les niveaux de l'emploi demeurent très inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise, les taux de chômage sont restés dangereusement élevés et le nombre de chômeurs de longue durée et de travailleurs à temps partiel involontaires continue d'augmenter[3].

Même si la croissance a fortement rebondi dans de nombreuses économies en développement, les déficits de travail décent existant de longue date – incluant l'emploi vulnérable et une pauvreté au travail à grande échelle – continuent d'être à l'origine de graves difficultés, la crise n'ayant fait que ralentir l'évolution amorcée vers une réduction de ces déficits. L'absence d'un niveau minimal fiable de protection sociale dans de nombreuses économies – seuls 20 pour cent de la population mondiale en âge de travailler ayant accès à des systèmes complets de sécurité sociale – perpétue le problème des faibles niveaux de consommation qui ont contribué aux déséquilibres mondiaux actuels[4].

Il importe de noter que, dans les pays développés comme dans les pays en développement, les récessions et les crises économiques entraînent des «coûts humains» élevés. L'ampleur sans précédent de la récession actuelle soulève des inquiétudes que les coûts puissent être trop lourds à supporter pour de nombreux travailleurs et leurs familles[5]. Les coûts humains engendrés par les récessions peuvent en effet prendre un certain nombre de formes. D'une manière générale, les tra-

---

[3] Voir IIES: *Rapport sur le travail dans le monde 2010: D'une crise à l'autre?* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_145078.pdf.

[4] Voir OIT: *Rapport mondial sur la sécurité sociale 2010/11: Assurer une couverture sociale en temps de crise et au-delà* (Genève, 2010); http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/ShowTheme.do?tid=1985.

[5] Voir OIT et FMI: *Les défis de la croissance de l'emploi et de la cohésion sociale*, article préparé pour la Conférence conjointe OIT-FMI en coopération avec le cabinet du Premier ministre de la Norvège; http://www.osloconference2010.org/discussionpaper.pdf.

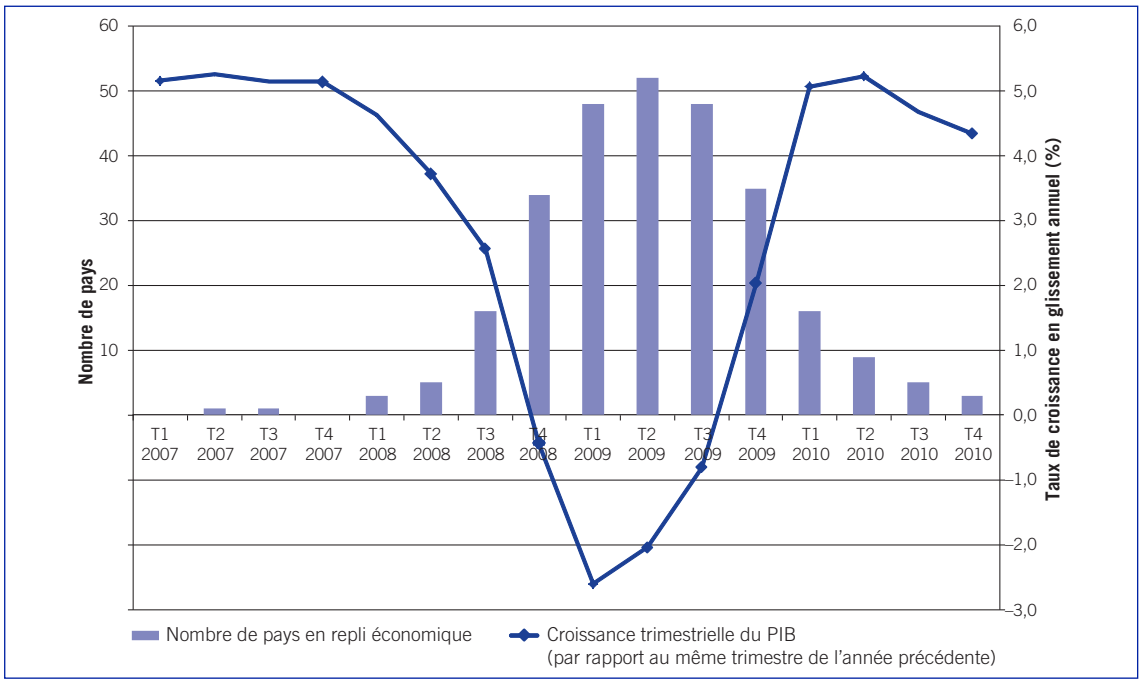
vailleurs licenciés voient leur employabilité réduite car leurs compétences s'altèrent et le discrédit social lié à leur chômage ne fait qu'augmenter avec la durée de leur inactivité. Les travailleurs subissent souvent une baisse des revenus sur toute une vie, avec des conséquences particulièrement désastreuses pour les jeunes. Il en résulte fréquemment des effets négatifs sur la santé physique et mentale des travailleurs, ce qui accroît encore les difficultés auxquelles leurs familles se trouvent confrontées. Cette situation peut avoir des retombées intergénérationnelles négatives, notamment sur les résultats scolaires des enfants, réduisant ainsi leur potentiel productif.

Dès lors, s'employer à résoudre les difficultés du marché du travail engendrées ou exacerbées par la crise économique mondiale est non seulement une nécessité économique mais aussi une obligation impérative dans une perspective de bien-être collectif. La nécessité urgente de favoriser une reprise de l'emploi a été soulignée dans la Déclaration des Dirigeants du G20 de novembre 2010, à l'issue de leur réunion à Séoul, République de Corée, dans laquelle ils annonçaient que «nous sommes déterminés à placer l'emploi au cœur de la reprise, à fournir une protection sociale et du travail décent ainsi qu'à veiller à l'accélération de la croissance dans les pays à faible revenu»; et le G20 a une fois encore convié l'OIT et d'autres organisations internationales à offrir leur savoir-faire en la matière[6].

Malgré une amélioration de la croissance économique en 2010, les risques de détérioration de la situation l'emportent

L'économie mondiale a commencé à régresser sur une base annuelle au cours du quatrième trimestre 2008, avec de forts replis enregistrés au cours des deux premiers trimestres 2009 (voir figure 1). Sur les 60 pays pour lesquels des données existent dans la base de données du FMI du

Figure 1 Taux de croissance économique trimestriels et nombre de pays en repli économique, T1 2007-T4 2010



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010.

[6] Voir: http://media.seoulsummit.kr/contents/dlobo/E1._Seoul_Summit_Leaders_Declaration.pdf et http://media.seoulsummit.kr/contents/dlobo/E2._Seoul_Summit_Document.pdf.

rapport *Perspectives de l'économie mondiale* (qui comptent pour près de 90 pour cent du PIB mondial), un record sans précédent de 52 pays enregistrait un repli économique au deuxième trimestre 2009. Au troisième trimestre 2009, le rythme de la baisse de l'activité économique avait commencé à ralentir, mais 48 des 60 économies restaient en régression. Dans l'ensemble, le FMI estime que le PIB mondial a baissé de 0,6 pour cent en 2009.

Vers le quatrième trimestre 2009, quelques signes positifs ont commencé à se faire sentir, la croissance mondiale redevenant légèrement positive, entraînée par un fort rebond des régions asiatiques. Une croissance vigoureuse a suivi en 2010, en particulier au premier semestre, une fois encore tirée par l'Asie, mais aussi avec une accélération notable en Amérique latine, Afrique du Nord, Afrique subsaharienne et dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI. La région des économies développées et de l'Union européenne a elle aussi remonté la pente au cours du premier trimestre 2010, avec une croissance estimée modestement positive pour l'ensemble de l'année (voir tableau A1). On estime que, d'une manière générale, l'économie mondiale a enregistré en 2010 une croissance rapide au rythme de 4,8 pour cent[7]. Toutefois, les estimations de croissance pour le second semestre 2010 font apparaître un ralentissement sensible de l'activité économique. Les perspectives du FMI pour une reprise ininterrompue mais plus lente en 2011 n'ont pas changé, avec une projection de ralentissement de la croissance mondiale à 4,2 pour cent.

En se basant sur les taux de change du marché plutôt que sur les pondérations de PPA utilisées par le FMI pour ses estimations de la croissance mondiale, les estimations du rapport des NU *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011* prévoient une croissance mondiale de 3,6 pour cent en 2010, contre –2,0 pour cent en 2009, avant un ralentissement à 3,1 pour cent en 2011[8]. Les estimations actuelles des NU pour la croissance mondiale en 2010 sont meilleures que les projections antérieures, alors que les projections pour 2011 ont peu varié. Les NU avertissent toutefois que la croissance pourrait ralentir à un niveau inférieur à 2 pour cent si plusieurs des risques qui la menacent actuellement venaient à se concrétiser, en faisant tout particulièrement ressortir les graves conséquences provoquées par la persistance de niveaux élevés du chômage, notamment une période prolongée de croissance inférieure aux prévisions.

Les risques de détérioration de la situation continuent de l'emporter du fait de la fragilité du marché du travail dans de nombreux pays, des niveaux élevés de la dette publique et de l'endettement des ménages et des vulnérabilités tenaces du secteur financier[9]. Une grande partie des risques soulignés par les NU se retrouve également dans les numéros les plus récents des *Perspectives économiques* de l'OCDE, qui font ressortir cinq risques spécifiques de détérioration pesant sur l'économie mondiale: 1) la possibilité de nouvelles baisses des prix de l'immobilier, qui pourrait avoir des effets négatifs sur la consommation et la croissance; 2) la viabilité de la dette dans certains pays de l'OCDE et l'éventualité de brusques rechutes des rendements des obligations publiques; 3) les incertitudes persistantes quant au secteur bancaire et à la disponibilité du crédit pendant la reprise; 4) l'impact négatif d'afflux de capitaux importants dans de nombreux pays en développement; et 5) les tensions liées à des interventions de change massives qui pourraient donner lieu à des politiques protectionnistes[10].

---

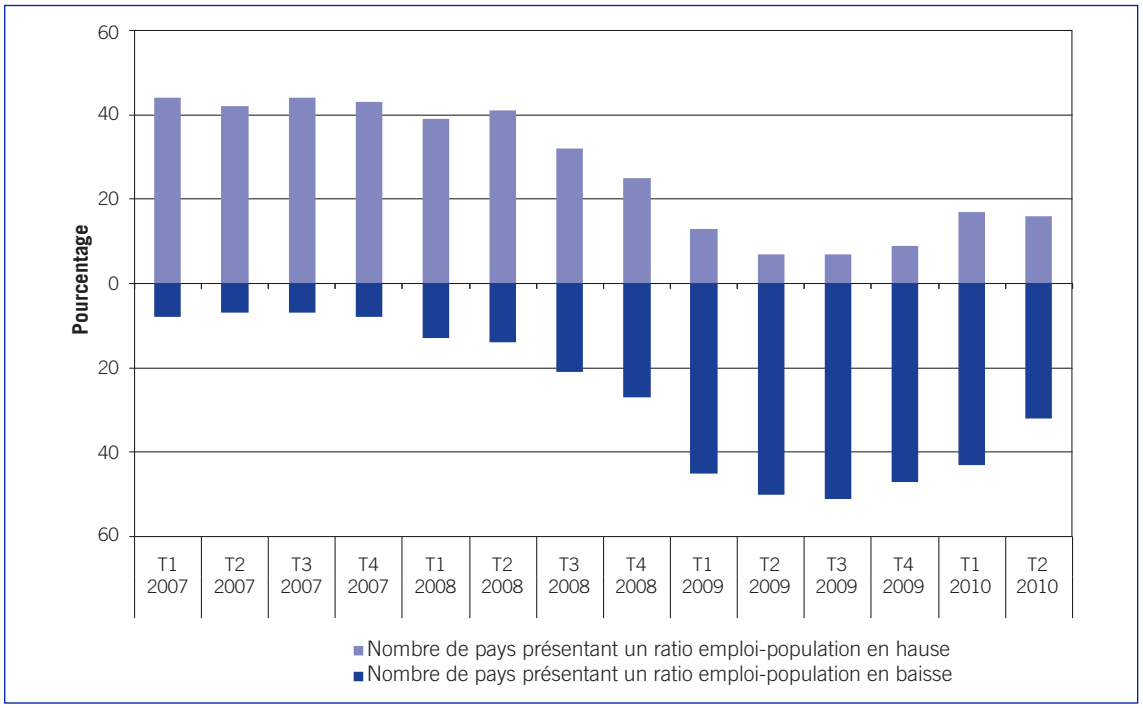
[7] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

[8] Voir: Département des affaires économiques et sociales des NU: *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011*, (New York, 2010); http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp2011files/wesp2011_prerelease1.pdf.

[9] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

[10] Voir OCDE: *Perspectives économiques n° 88* (Paris, novembre 2010); http://www.oecd.org/document/4/0,3746,fr_21571361_40155017_20347588_1_1_1_1,00.html.

Figure 2 Nombre de pays présentant des ratios emploi-population en hausse/en baisse (évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente), T1 2007-T2 2010



Source: BIT, Base de données des indicateurs à court terme du marché du travail; données du bureau national de statistique.

Une reprise de la croissance qui ne s'est pas traduite par une reprise comparable de l'emploi

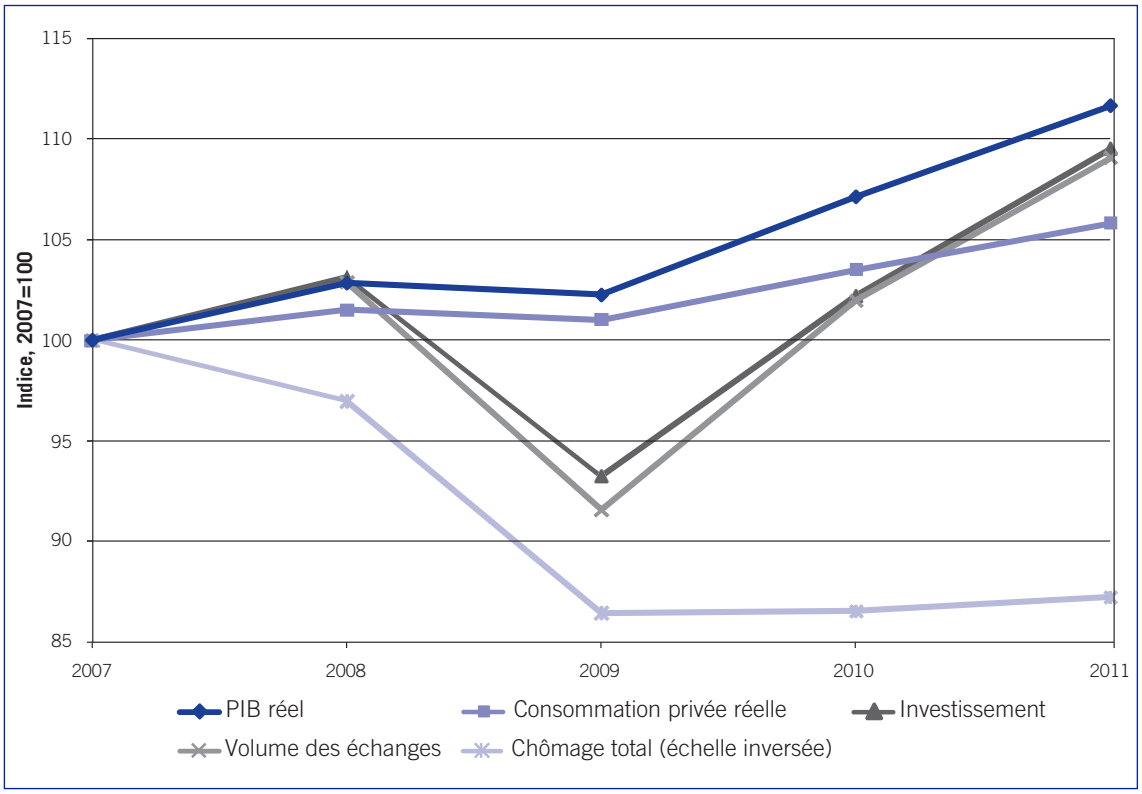
Jusqu'ici, il apparaît sans conteste que la reprise de la croissance économique n'a dans un grand nombre de pays pas été assortie d'une augmentation correspondante des possibilités d'emplois. L'indicateur ratio emploi-population, défini comme étant la part de la population en âge de travailler qui a un emploi, est pertinent dans un tel contexte car il offre une vue normalisée entre les pays (en tenant compte des écarts démographiques) montrant si la capacité de création d'emplois est en hausse ou en baisse dans un pays donné[11]. La figure 2 illustre l'évolution des ratios emploi-population dans les 64 pays pour lesquels des données trimestrielles sont disponibles, en faisant apparaître au-dessus (ou au-dessous) de la ligne zéro le nombre de pays présentant des ratios emploi-population en hausse (ou en baisse) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les pays dont le ratio emploi-population n'a pas évolué ne sont pas affichés.

À partir du 4e trimestre 2008, le nombre de pays présentant des ratios emploi-population en baisse a dépassé celui des pays dont les ratios étaient en hausse et la situation n'a fait ensuite que rapidement et sévèrement empirer. Aux deuxième et troisième trimestres 2009, 7 pays seulement avaient des ratios emploi-population en hausse; et, alors que le PIB commençait à se redresser au 2e trimestre 2009 et que la croissance redevenait positive au 4e trimestre 2009, le nombre de pays présentant des ratios emploi-population en baisse était encore, au 2e trimestre 2010, le double de ceux affichant une hausse de ce ratio[12]. À l'évidence, dans bon nombre de pays, la reprise économique en cours ne suscite pas encore une augmentation suffisante des possibilités d'emplois.

[11] Pour des données et des descriptions techniques du ratio emploi-population et de 19 autres indicateurs du marché du travail, voir BIT: *Indicateurs clés du marché du travail, 6e édition* (Genève, 2009); http://www.ilo.org/empelm/what/pubs/lang--en/WCMS_114060/index.htm.

[12] Neuf pays seulement disposaient de données jusqu'au 3e trimestre 2010, on ne possède donc pas d'observations suffisantes pour tirer des conclusions de portée générale sur des tendances de l'emploi au cours du trimestre en question.

Figure 3 Tendances et projections mondiales de la croissance du PIB, de la consommation, de l'investissement, du commerce et du chômage, 2007-2011



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010; BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2010; Economist Intelligence Unit.

Dès 2010, alors que les principaux indicateurs macroéconomiques mondiaux s'étaient déjà redressés, le chômage se maintenait à un niveau sans précédent

On notera avec intérêt que, en se basant sur un certain nombre des principaux indicateurs macroéconomiques, l'économie mondiale est effectivement sortie de la crise en 2010. La figure 3 donne ainsi les indices de quatre indicateurs macroéconomiques mondiaux: le PIB réel, la consommation privée en termes réels, l'investissement fixe brut réel et le volume du commerce des biens et services; ainsi qu'un indicateur du marché du travail mondial: le niveau de chômage mondial. Chaque indicateur est établi à une valeur de 100 en 2007 et il est ensuite calculé de telle sorte qu'une évolution négative traduit une détérioration de l'indicateur (pour les indicateurs macroéconomiques, une détérioration signifie une baisse; alors que, pour le chômage, il s'agit d'une hausse). Dès lors, un choc négatif en 2008 et 2009 aboutirait à une valeur inférieure à 100 pour ces années, alors qu'un retour à 100 signifie que l'indicateur s'est entièrement redressé à son niveau de 2007 (d'avant la crise).

En dépit du taux de croissance négatif du PIB enregistré en 2009, le PIB mondial réel n'a en réalité jamais régressé pendant la crise en deçà de son niveau de 2007 et, selon les estimations du FMI, il a atteint en 2010 7 pour cent de plus qu'en 2007. De la même façon, la consommation privée n'a que modestement baissé en 2009 et l'on estime qu'elle a été en 2010 supérieure de 3,3 pour cent à 2007. L'investissement fixe brut a fortement reculé en 2009, chutant de près de 10 pour cent mais, selon les estimations, l'investissement a dépassé en 2010 son niveau de 2007. Le commerce mondial a chuté de près de 12 pour cent en 2009, mais l'on estime qu'il a lui aussi dépassé en 2010 son niveau de 2007. Ainsi, alors que l'on note, aux niveaux régional et

national, des variations considérables dans les performances économiques et les trajectoires de reprise et en dépit du choc massif et général qui a accompagné l'effondrement de la croissance en 2008 et 2009, on constate, en se basant sur ces quatre indicateurs macroéconomiques clés, un redressement de l'économie mondiale.

Malheureusement, le contraste entre la reprise des indicateurs macroéconomiques et l'indicateur du chômage ne saurait être plus évident. Le chômage mondial avait déjà commencé à augmenter en 2008, l'incertitude grandissante liée à la crise entraînant une réduction des embauches. Le nombre de chômeurs dans le monde a ensuite massivement augmenté de plus de 22 millions en 2009; ce taux de chômage élevé a peu évolué au cours de l'année 2010, pour laquelle on a enregistré au total 27,6 millions de chômeurs de plus qu'en 2007; et l'espoir de voir ce chiffre revenir dans un proche avenir aux niveaux d'avant la crise est faible. Selon les projections actuelles de ces indicateurs, l'écart entre la reprise macroéconomique et un retour du chômage à ses niveaux d'avant la crise va encore se creuser en 2011.

Cette «rigidité» du chômage à la baisse – les taux de chômage ont tendance à rester élevés en dépit d'une reprise de la croissance économique – se retrouve également dans les données nationales, suscitant des craintes que de nombreux pays connaissent une reprise sans emploi. Les tableaux 1 et 2 montrent la relation entre l'évolution du PIB et les variations des taux de chômage pendant la récession (définie ici comme étant l'évolution à partir du début de la crise, mesurée comme correspondant au niveau record de la production jusqu'au creux de la production dans chaque pays) et la reprise (définie comme étant la période allant du creux de la production au trimestre le plus récent pour lequel on dispose de données – généralement le 2e trimestre 2010). L'analyse se cantonne aux pays pour lesquels des données trimestrielles comparables sur le chômage et le PIB sont disponibles. Le tableau 1 donne les baisses du PIB en ordonnée selon quatre catégories: positive, de 0 à –2 pour cent; de –2 à –5 pour cent; et inférieure à –5 pour cent. L'impact de la crise sur les taux de chômage est porté en abscisse selon quatre catégories: négative, de 0 à 2 pour cent; de 2 à 5 pour cent; et supérieure à 5 pour cent. Le tableau 2 est conçu de manière identique pour la période de reprise.

Alors qu'il existe d'importantes variations dans l'impact subi par les différents pays, la grande majorité des pays présentés dans l'analyse a connu une baisse de production supérieure à 2 pour

Tableau 1 Impact: Classification des pays en fonction de la variation en points de pourcentage du taux de chômage total et de l'évolution du PIB en pourcentage pendant la phase d'impact de la crise

		Taux de chômage (variation en points de pourcentage)			
	Du début de la crise au creux de la production dans chaque pays	**< 0**	**0 à < 2**	**2 à 5**	**> 5**
PIB (variation en pourcentage)	**> 0**				
	0 à > –2	Colombie	Australie, Israël, Philippines		
	–2 à –5		Afrique du Sud, Autriche, Belgique, Brésil, République de Corée, France, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Suisse, République tchèque	Canada, Chypre, États-Unis, Grèce	
	< –5	Allemagne	Croatie, Finlande, Hong-kong (Chine), Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Pays-Bas, Singapour, Slovaquie, Suède, Taïwan (Chine)	Bulgarie, Danemark, Hongrie, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Slovénie, Turquie	Espagne, Estonie, Irlande, Lettonie

Source: BIT, Indicateurs à court terme de la base de données sur le marché du travail; données du bureau national de statistique; et FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010.

Tableau 2 Reprise: Classification des pays en fonction de la variation en points de pourcentage du taux de chômage et de l'évolution du PIB en pourcentage pendant la période de reprise

		Taux de chômage (variation en points de pourcentage)			
	Du creux de la production au trimestre disponible le plus récent dans chaque pays	> 0	0 à > –2	–2 à –5	< –5
PIB (variation en pourcentage)	< 0				
	0 à < 2	Belgique, Bulgarie, Croatie, Finlande, France, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède	Allemagne, Autriche, Espagne, Grèce, Hongrie, Lettonie, Royaume-Uni, Suisse		
	2 à 5	Afrique du Sud, Colombie, Danemark, Estonie, Japon, Nouvelle-Zélande, Philippines, Slovénie, République tchèque	Canada, États-Unis, Israël		
	> 5	Australie, République de Corée, Mexique, Slovaquie	Brésil, Hong-kong (Chine), Malaisie, Fédération de Russie, Singapour, Taïwan (Chine)	Turquie	

Source: BIT, Indicateurs à court terme de la base de données sur le marché du travail; données du bureau national de statistique; et FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010.

cent et plus de la moitié d'entre eux ont même enregistré une baisse supérieure à 5 pour cent. Pendant la récession, le fait que la plupart des pays se trouvent placés au-dessous de la «diagonale» du tableau 1 (cette diagonale illustrant l'équilibre entre impact sur l'emploi et impact sur le PIB) montre que la crise a eu un impact plus important sur le taux de croissance du PIB que sur les taux de chômage, ces derniers ayant augmenté de plus de 2 points de pourcentage dans 16 pays et de plus de 5 points dans 4 pays – Espagne, Estonie, Irlande et Lettonie.

Les modalités de la reprise font apparaître une formidable diversité entre les pays, même si la majeure partie d'entre eux a enregistré une croissance du PIB de 0 à 5 pour cent par rapport au point le plus bas, et 11 pays une croissance supérieure à 5 pour cent. La plupart des pays connaissent à l'heure actuelle un décalage dans le temps entre la reprise de la croissance du PIB et une réduction ultérieure des taux de chômage, c'est-à-dire une «rigidité» du chômage et le risque d'une reprise non créatrice d'emplois. De fait, dans 24 pays présentés dans le tableau 2, la hausse des taux de chômage s'est poursuivie pendant la période de reprise, alors que ces taux ont baissé de 0 à 2 points de pourcentage dans 17 pays. Mais la baisse du taux de chômage n'a dépassé 2 points de pourcentage que dans un seul pays. Ces tendances au niveau national sont explorées plus avant dans le chapitre 3.

Défis macroéconomiques à relever pour promouvoir la croissance et l'emploi

Si l'on se tourne vers l'avenir, en dépit de l'amélioration des perspectives de croissance économique pour 2011 et au-delà et des espoirs qu'elle suscite d'une hausse de la croissance de l'emploi, des gains de productivité et des salaires, des risques considérables perdurent à court et à long termes. Ainsi, la détérioration des finances du secteur public et la difficulté à réduire les dépenses publiques sans compromettre les perspectives de reprise et d'emploi constituent l'une des préoccupations immédiates les plus urgentes. La détérioration des finances publiques la plus importante s'est produite dans les régions de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI et les économies développées et l'Union européenne (dans cette dernière, le déficit budgétaire public proportionnellement au PIB a augmenté de plus de 6,6 points de pourcentage entre 2007 et 2010), mais les économies de toutes les régions du globe ont enregistré une hausse des déficits et de la

dette publics[13]. De ce fait, d'ici à fin 2010, la dette publique sur l'ensemble du globe devrait atteindre un niveau sans précédent depuis cinquante ans[14]. Le risque évident est que le problème du retard de la reprise du marché du travail se trouve exacerbé par les effets négatifs de ressources publiques de plus en plus limitées.

Dans le même temps, tout en ayant enregistré un rebond, l'investissement demeure bien en deçà de ses niveaux antérieurs à la crise dans les économies développées. Le désengagement actuel du secteur privé et l'aggravation des incertitudes macroéconomiques pourraient restreindre les niveaux de croissance de l'investissement privé et y mettre un frein. Sans un rebond de l'investissement dans le secteur privé, l'assainissement des budgets publics induit un risque élevé de nouvelles baisses de l'emploi, avec les difficultés que cela entraîne sur le marché du travail[15]. Cette situation ferait alors peser une pression à la baisse sur la consommation et menacerait les perspectives de croissance à venir. Renforcer les mesures incitant les entreprises à relancer leurs investissements est vital pour compenser la réduction des dépenses publiques et favoriser la création d'emplois.

À plus long terme, le principal enjeu macroéconomique mondial qui menace la croissance économique durable est la nécessité de réussir à rééquilibrer l'économie mondiale en augmentant les performances de l'épargne et des exportations dans les pays qui présentent habituellement des déficits élevés de leurs comptes courants et de leur balance commerciale, et en stimulant la consommation intérieure dans les pays qui dépendaient pour leur croissance d'excédents importants des recettes d'exportation et affichaient des taux d'épargne supérieurs aux taux optimaux. La crise s'est en grande partie transmise par une baisse importante des exportations, la consommation intérieure et la hausse des dépenses publiques venant amortir le choc porté au PIB dans de nombreux pays. Pendant la reprise, l'épargne privée a fortement augmenté dans certaines économies à faibles taux d'épargne historiques. Ainsi, par exemple, aux États-Unis, le taux d'épargne des particuliers a dépassé chaque trimestre 5 pour cent depuis le 4e trimestre 2008, ce qui représente une hausse substantielle par rapport aux taux d'avant la crise[16]. Pourtant, selon les données disponibles, il apparaît également que certains déséquilibres majeurs persistent, de nombreuses économies émergentes continuant de dépendre des exportations pour leur croissance; tandis que de nombreuses économies développées continuent quant à elles de dépendre de la consommation intérieure.

Les marchés du travail peuvent à la fois subir l'impact et avoir eux-mêmes un impact sur les résultats liés au rééquilibrage de l'économie mondiale. Dans les pays qui, pour leur croissance, se sont traditionnellement appuyés sur la consommation et qui cherchent à développer leurs exportations, une hausse de la productivité s'avérera essentielle car elle permet de réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre et d'être plus compétitif dans l'économie mondiale. Pour ce faire, les principaux domaines d'action consistent à développer les compétences par l'amélioration des résultats scolaires et des programmes de formation; à améliorer les conditions de travail et à recourir plus largement aux nouvelles technologies. Dans les pays ayant des taux d'épargne historiquement élevés qui cherchent à augmenter la consommation intérieure, il sera essentiel de développer la protection sociale par l'assurance-chômage, les retraites et les soins de santé. Des politiques

---

[13] Voir OCDE: *Perspectives économiques n° 88* (Paris, novembre 2010); http://www.oecd.org/document/4/0,3746,fr_21571361_40155017_20347588_1_1_1_1,00.html.

[14] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

[15] Voir BIT: *Trajectoires de reprise, potentiel de croissance et d'emploi, notamment dans les pays qui souhaitent appliquer le Pacte mondial pour l'emploi selon une approche intégrée* (Conseil d'administration, 309e session, Genève, novembre 2010, GB,309/ESP/1/2; http://www.ilo.org/gb/GBSessions/lang--fr/docName--WCMS_146125/index.htm.

[16] Voir United States Bureau of Economic Analysis, National Economic Accounts: http://www.bea.gov/briefrm/saving.htm.

d'emploi et un renforcement des institutions du marché du travail pour encourager le développement de l'emploi salarié, en particulier dans les secteurs d'activité à forte valeur ajoutée, de même que l'amélioration des conditions de travail et un renforcement des liens entre hausse de la productivité et augmentation des salaires réels seront également nécessaires.

C'est dans ce contexte macroéconomique que le présent rapport examine les principaux problèmes et tendances du marché du travail sur l'ensemble du globe. Le chapitre 2 donne une vue d'ensemble des tendances mondiales de l'emploi et du chômage, du taux d'activité, de la productivité et d'un certain nombre d'autres indicateurs clés du marché du travail. Le troisième chapitre observe l'évolution survenue dans les différentes régions du monde. Les chapitres 2 et 3 font largement appel aux données nationales pour enrichir l'analyse conduite aux niveaux mondial et régional; mais aussi pour attirer l'attention sur les importantes disparités constatées à l'intérieur des régions en termes de tendances et de défis à relever. Le chapitre 4, qui présente la conclusion, est suivi de cinq annexes. L'annexe 1 présente les tableaux des estimations mondiales et régionales des indicateurs du marché du travail, ainsi que les estimations et projections de croissance du PIB. L'annexe 2 donne les projections du chômage aux niveaux mondial et régional[17]. L'annexe 3 présente les chiffres régionaux du chômage, des ratios emploi-population, de l'emploi par secteur, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail. L'annexe 4 décrit les sources des données et les méthodologies employées pour produire des estimations mondiales et régionales; et l'annexe 5 donne la description correspondante pour la production de projections mondiales et régionales.

[17] Tous les indicateurs du marché du travail regroupés aux niveaux mondial et régional présentés dans ce rapport sont des estimations de l'OIT tirées du modèle des tendances mondiales de l'emploi du BIT qui est décrit dans l'annexe 4. Des intervalles de confiance concernant les estimations ponctuelles ont été donnés dans les chiffres et tableaux annexes portant sur les projections des indicateurs du marché du travail (pour 2010 et 2011); toutefois, dans un souci de clarté, seules des estimations ponctuelles ont été présentées pour les estimations historiques jusqu'à 2009. Les écarts par rapport à certaines estimations déjà publiées sont essentiellement dus à des données nouvelles ou révisées sur le marché du travail mises à disposition par les instituts nationaux de statistique et à des révisions d'estimations et de projections de croissance du PIB.

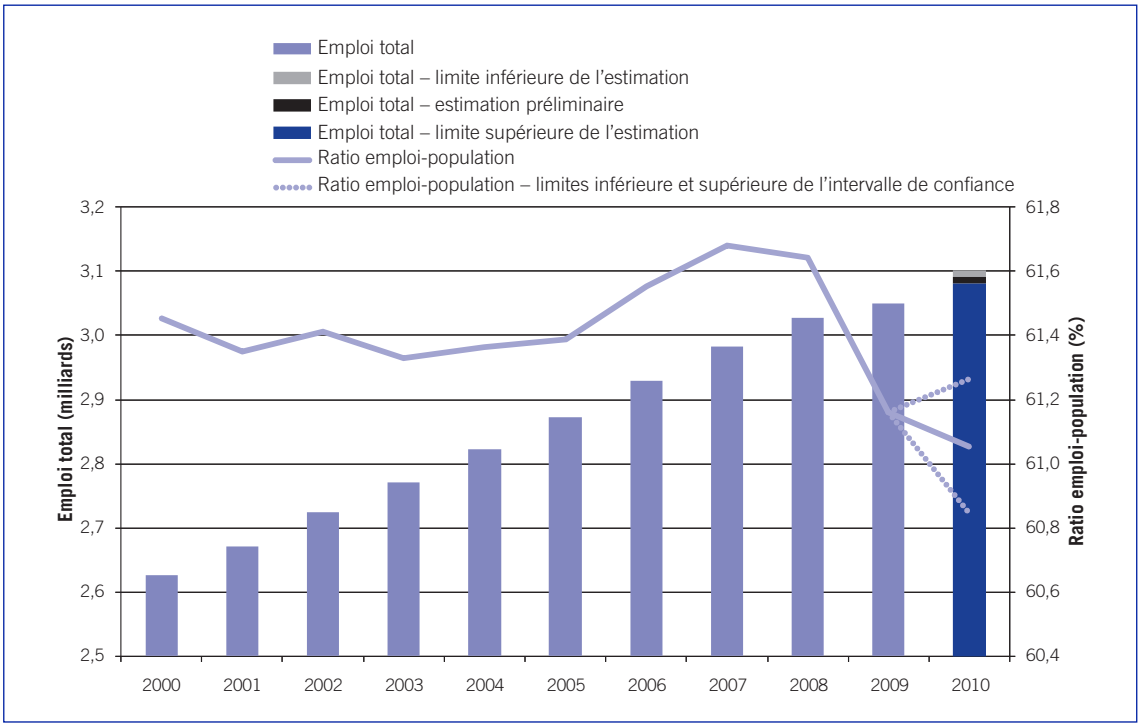
2 Situation mondiale de l'emploi

Emploi

L'emploi mondial continue d'augmenter, mais avec de fortes baisses dans de nombreuses économies développées

Contrairement à ce que l'on pouvait prévoir, l'emploi mondial a poursuivi sa progression tout au long de la crise, mais à un niveau inférieur de moitié à celui observé avant la crise (voir figure 4 et tableau A6). L'emploi a enregistré en 2009 un net repli dans les régions des économies développées et de l'Union européenne (–2,2 pour cent) et de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI (–0,9 pour cent), mais l'emploi total a continué à progresser pendant la crise dans toutes les autres régions. Dans de nombreuses régions en développement, notamment les moins avancées et celles enregistrant une croissance démographique rapide, la croissance de l'emploi est essentiellement tirée par les tendances démographiques, puisque la majorité des travailleurs n'intègre pas l'emploi salarié formel mais opère plutôt dans une activité indépendante ou dans un travail familial non rémunéré, par exemple dans l'agriculture de subsistance. De ce fait, les chocs macroéconomiques ont tendance à n'avoir dans ces régions qu'un impact limité sur la croissance générale de l'emploi.

Figure 4 Tendances mondiales de l'emploi, 2000-2010*



* Les estimations pour 2010 sont préliminaires.

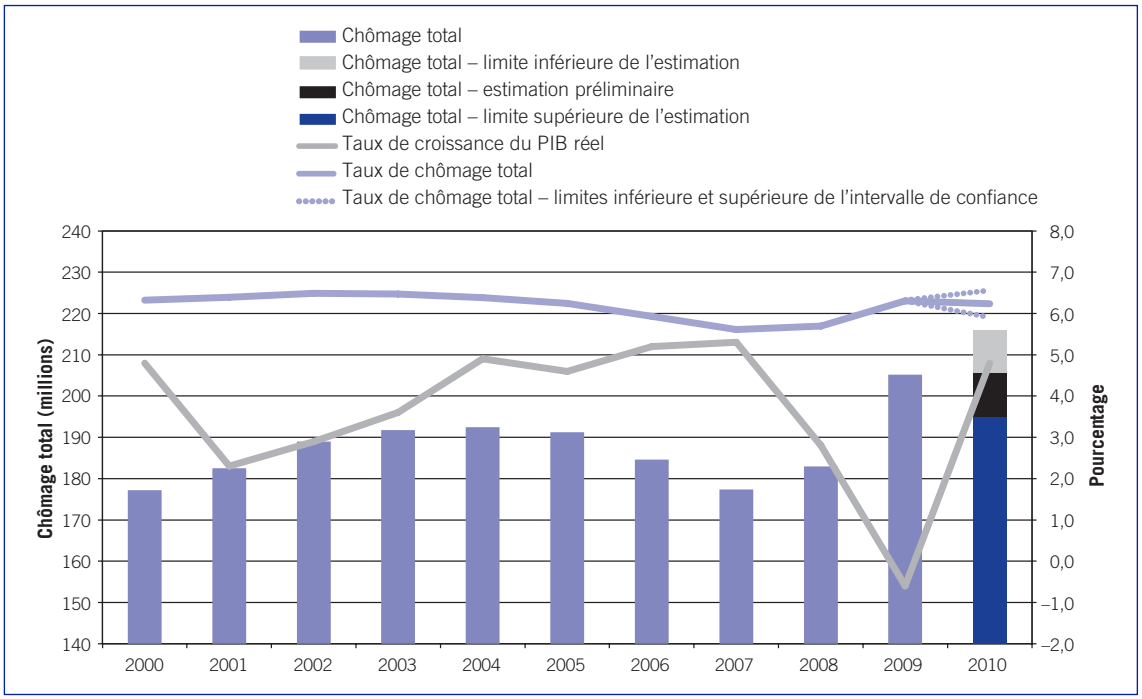
Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

Alors que l'emploi mondial continuait à augmenter, le ratio emploi-population, qui représente la part de la population en âge de travailler ayant effectivement un emploi, après avoir baissé de 61,7 en 2007 à 61,2 pour cent en 2009, a peu évolué en 2010, s'établissant à 61,1 pour cent (intervalle de confiance de 60,9 à 61,3). Dans la région des économies développées et de l'Union européenne, le ratio emploi-population a de nouveau baissé en 2010 à 54,7 pour cent, après avoir chuté de 57,1 pour cent en 2007 à 55,5 pour cent en 2009 (intervalle de confiance de 54,5 à 54,9). À l'évidence, de nombreuses économies développées ne génèrent tout simplement pas suffisamment de possibilités d'emploi pour absorber l'augmentation de la population d'âge actif, ce qui est une fois encore révélateur du retard qui existe actuellement dans la région entre la reprise économique et la reprise de l'emploi. Cette situation contraste avec celle de nombreuses régions en développement. En effet, même si certaines d'entre elles ont commencé par enregistrer une baisse de leur ratio emploi-population, l'estimation de celui-ci a peu varié en 2010 par rapport à 2007 dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Asie de l'Est.

Chômage

En 2010, en dépit de la reprise rapide de l'économie mondiale après deux années de situation dramatique du marché du travail, le chômage mondial s'est maintenu à un niveau élevé. Le nombre de chômeurs, qui a peu varié par rapport à l'année précédente, s'est établi à 205 millions en 2010, ce qui représente 27,6 millions de plus qu'en 2007 (voir tableau A4 et figure 5). Étant donné que le nombre de chômeurs avait augmenté de plus de 22 millions rien qu'en 2009, 2010 a dans l'ensemble marqué un coup d'arrêt à l'envolée du chômage dans le monde, mais la situation sur les marchés du travail ne s'est pas suffisamment améliorée pour réparer sensiblement les dégâts causés. En 2010, le taux de chômage mondial s'est établi à 6,2 pour cent (intervalle de confiance de 5,9 à 6,5 pour cent), contre 6,3 pour cent en 2009 et 5,6 pour cent en 2007.

Figure 5 Tendances mondiales du chômage, 2000-2010*



* Les estimations pour 2010 sont préliminaires.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

Alors que le taux de chômage mondial a cessé d'augmenter en 2010, les estimations régionales font apparaître une divergence manifeste entre régions développées et régions en développement. Dans la région des économies développées et de l'Union européenne, qui a enregistré la plus forte croissance régionale du taux de chômage entre 2007 et 2009 (2,6 points de pourcentage, voir tableau A2), ce taux a continué d'augmenter en 2010 de 0,4 point de pourcentage, atteignant 8,8 pour cent (intervalle de confiance de 8,5 à 9,1 pour cent). Dans les régions de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE), de la CEI et de l'Asie de l'Est, les taux de chômage ont baissé en 2010. Dans toutes les autres régions, l'incidence du chômage a peu varié. On voit donc progressivement apparaître une situation d'augmentation ininterrompue du nombre de sans-emploi dans les régions développées contrastant avec une situation d'amélioration légère et régulière de la situation du chômage dans les régions en développement.

Tendances du chômage des femmes et des hommes

Au niveau mondial, le nombre d'hommes au chômage s'est établi à 118,4 millions en 2010, soit une augmentation de 17 millions depuis 2007. Quant aux femmes, elles étaient 86,5 millions en 2010, soit 10,6 millions de plus depuis 2007 (voir tableau A4). Le taux de chômage des hommes a peu varié (les estimations prévoient 6,0 pour cent en 2010 contre 6,2 pour cent en 2009), pendant que celui des femmes demeurait inchangé à 6,5 pour cent. L'écart des tendances entre les sexes est principalement déterminé par l'évolution enregistrée dans les régions de l'Asie de l'Est et de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI (voir tableau A2).

Dans les autres régions, on ne discerne en 2010 aucune disparité des taux de chômage fondée sur le sexe. Au niveau mondial, les hommes ont d'une certaine façon été plus durement touchés que les femmes pendant la crise en termes de hausse de l'incidence du chômage (une augmentation de 5,4 à 6,2 pour cent entre 2007 et 2009 pour les hommes contre une augmentation de 6,0 à 6,5 pour cent pour les femmes). Cette situation est principalement due à une augmentation importante du chômage des hommes dans la région des économies développées et de l'Union européenne, où des licenciements massifs sont intervenus pour l'essentiel dans des industries employant presque exclusivement des hommes, en particulier la construction et le secteur financier[18].

Tendances du chômage chez les jeunes et les adultes

Les graves conséquences de la crise sur les jeunes ont été exposées en détail dans le rapport des *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2010*[19]. En se basant sur les toutes dernières données disponibles, on estime que le nombre de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) au chômage a baissé de 79,6 millions en 2009 à 77,7 millions en 2010 (voir tableau A4). L'estimation ponctuelle pour 2010 demeure toutefois très au-dessus du niveau de 73,5 millions de jeunes chômeurs en 2007. Le taux de chômage mondial des jeunes est ainsi passé de 11,8 pour cent en 2007 à 12,6 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 11,9 à 13,3 pour cent) (voir tableau A3).

Il faut noter qu'il s'agit là d'une estimation du chômage des jeunes plus optimiste que celle donnée dans le rapport *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2010*. Cette différence est due en partie à une croissance du PIB plus rapide en 2010 que prévu au début de l'année et aussi

---

[18] Pour une analyse sexospécifique complémentaire des marchés du travail, voir BIT: *Les femmes sur le marché du travail: mesurer les progrès et identifier les défis* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_elm/---trends/documents/publication/wcms_123835.pdf.

[19] Voir BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes, août 2010* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_elm/---trends/documents/publication/wcms_143349.pdf.

à de nouvelles données nationales sur le chômage au cours des trois premiers trimestres 2010 à présent disponibles pour de nombreux pays. Mais elle est également due à une tendance très négative chez les jeunes révélée par les données nouvellement disponibles sur le taux d'activité des jeunes. On constate en effet une forte baisse du taux d'activité des jeunes dans de nombreux pays, ce qui traduit très probablement une forte augmentation du découragement chez les jeunes confrontés à des perspectives d'emploi peu encourageantes. Les jeunes qui cèdent au découragement et abandonnent le marché du travail ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs mais ils souffrent néanmoins d'un manque de possibilités d'emploi et de toutes les conséquences sociales et économiques négatives qui en découlent. Comme le montre la section suivante, dans 56 pays pour lesquels des données sont disponibles, on estime à 1,7 million le nombre de jeunes ayant abandonné ou différé leur entrée sur le marché du travail entre 2007 et 2009; ce qui révèle, outre la forte hausse du chômage des jeunes, l'existence d'un nombre massif de jeunes découragés. Cette situation représente un gaspillage considérable de potentiel humain, qui pourrait avoir de graves répercussions à long terme sur les jeunes concernés mais aussi sur la collectivité dans son ensemble.

En 2010, le taux de chômage des jeunes a augmenté dans la région des économies développées et de l'Union européenne, où il a atteint 18,2 pour cent (intervalle de confiance de 17,6 à 18,7 pour cent), contre 12,4 pour cent en 2007. Même s'il a fortement baissé dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, où il est passé de 20,8 pour cent en 2009 à 18,9 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 18,1 à 20 pour cent), il demeure encore très supérieur à ses niveaux d'avant la crise.

Contrairement à la tendance du chômage des jeunes, on estime que le nombre d'adultes (âgés de 25 ans et plus) sans emploi a continué d'augmenter en 2010 de 1,7 million, soit au total 23,5 millions de chômeurs de plus depuis 2007 (voir tableau A4). En 2010, le taux de chômage mondial des adultes, de 4,8 pour cent (intervalle de confiance de 4,5 à 5 pour cent), est resté le même qu'en 2009, enregistrant une hausse de 0,7 point de pourcentage depuis 2007.

Perspectives mondiales de la croissance et du chômage en 2011

Le FMI prévoit une baisse de la croissance économique mondiale, qui devrait passer de 4,8 pour cent en 2010 à 4,2 pour cent en 2011 (voir tableau A1). Les risques de récession demeurent une préoccupation majeure. Au moment où les effets des mesures de relance budgétaire commencent à s'essouffler et où il est peu probable que la hausse de l'investissement du secteur privé puisse intégralement compenser la réduction des dépenses publiques, des ralentissements de la croissance devraient se produire dans toutes les régions, à l'exception du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne (où l'on prévoit une accélération de la croissance) et de l'Afrique du Nord (où la croissance devrait rester à peu près constante).

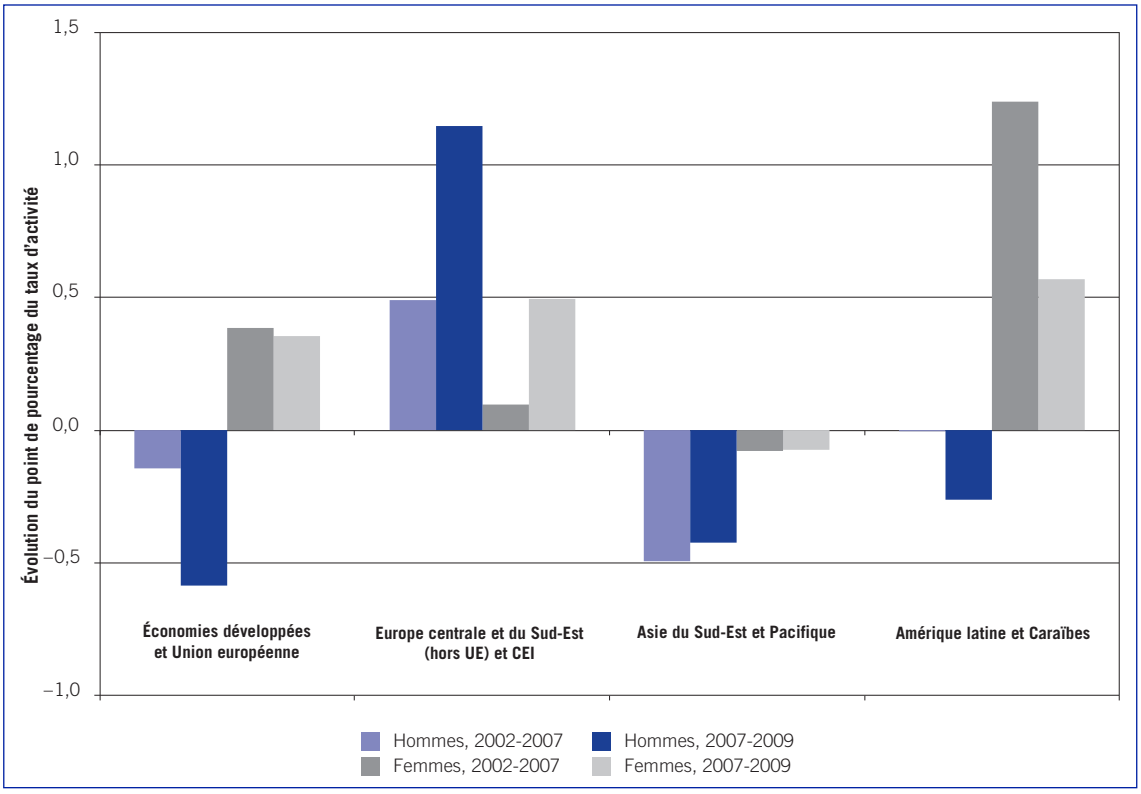
En se basant sur ces prévisions macroéconomiques, on prévoit pour 2011 un taux de chômage mondial de 6,1 pour cent (intervalle de confiance de 5,6 à 6,6 pour cent), par rapport à 6,2 pour cent en 2010; ce qui correspond à 203,3 millions de chômeurs de par le monde (voir tableaux P1 et P2). Ces projections du chômage présentent un degré d'incertitude non négligeable étant donné les risques qui subsistent pour l'ensemble des perspectives macroéconomiques. En outre, cette incertitude est encore accrue du fait que cette projection repose sur un modèle économétrique qui s'appuie nécessairement sur le lien historique existant entre la reprise de la production et l'emploi; et que la crise actuelle marque sans conteste une rupture avec le passé récent. Pourtant, eu égard aux niveaux extrêmement élevés du chômage dans de nombreuses régions conjugués à un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire dans bon nombre d'économies, les prévisions penchent à l'heure actuelle en faveur d'un lent recul du chômage coïncidant avec une reprise progressive sur les marchés du travail.

Taux d'activité

Le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2010 (TME)* notait que, si les taux d'activité et les niveaux de population active peuvent également être affectés par une crise économique, l'existence d'effets de compensation entre les différents groupes de travailleurs et entre les pays tend à rendre l'impact de la crise difficile à discerner aux niveaux mondial et régional. Les données sur la population active analysées pour la présente édition du rapport *TME*, qui comprennent les taux d'activité nationaux annuels pour 2009 et incorporent par conséquent la période de la crise, confirment amplement cette observation antérieure. En 2009, le taux d'activité mondial, de 65,3 pour cent, n'avait pas varié par rapport à 2007 (voir tableau A8). De 2007 à 2009, les taux d'activité n'ont varié de manière importante que dans deux régions: l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI, et l'Asie de l'Est. Dans la première, le taux d'activité régional a augmenté de 0,8 point de pourcentage entre 2007 et 2009; tandis que, en Asie de l'Est, il a baissé de 0,6 point de pourcentage. Pourtant, dans les deux cas, ces changements vont dans le même sens que les tendances à long terme actuelles du taux d'activité.

Alors que l'ensemble des données regroupées au niveau mondial indique que les tendances des taux d'activité n'ont pas enregistré d'évolution importante pendant la crise, les données ventilées font apparaître une toute autre situation. En effet, les taux d'activité de certains groupes de travailleurs ont à l'évidence été affectés. La figure 6 examine les variations de points de pourcentage des taux d'activité masculin et féminin tout au long de la période allant de 2007 à 2009, comparées à la tendance moyenne observée sur deux ans au cours des cinq années ayant précédé la crise. L'examen porte sur quatre régions disposant de données suffisantes pour permettre de présenter une analyse fiable au niveau régional.

Figure 6 Évolution du taux d'activité, 2002-2007 par rapport à 2007-2009, certaines régions



Note: Les valeurs 2002-2007 sont des tendances moyennes sur deux ans.

Source: Calculs basés sur BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010.

Dans la région des économies développées et de l'Union européenne et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la période de crise a coïncidé avec une chute des taux d'activité masculins nettement supérieure à celle que l'on aurait pu prévoir en se basant sur les niveaux d'avant la crise. Dans le même temps, les taux d'activité féminins enregistraient dans les deux régions une hausse inférieure à celle attendue en se basant sur les taux de croissance de la tendance, en particulier dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ces deux tendances montrent que les marchés du travail ont subi un choc important assorti d'une hausse des niveaux de découragement chez des travailleurs qui, autrement, auraient été économiquement actifs et qui, dans ce contexte, ne cherchent même pas à trouver du travail du fait du manque réel ou supposé de possibilités d'emploi. Il importe de noter que ces travailleurs découragés ne sont pas inclus dans les estimations du chômage, ce qui souligne la nécessité d'examiner, en parallèle avec les taux de chômage, d'autres indicateurs du marché du travail pour évaluer de manière satisfaisante les tendances de ce marché.

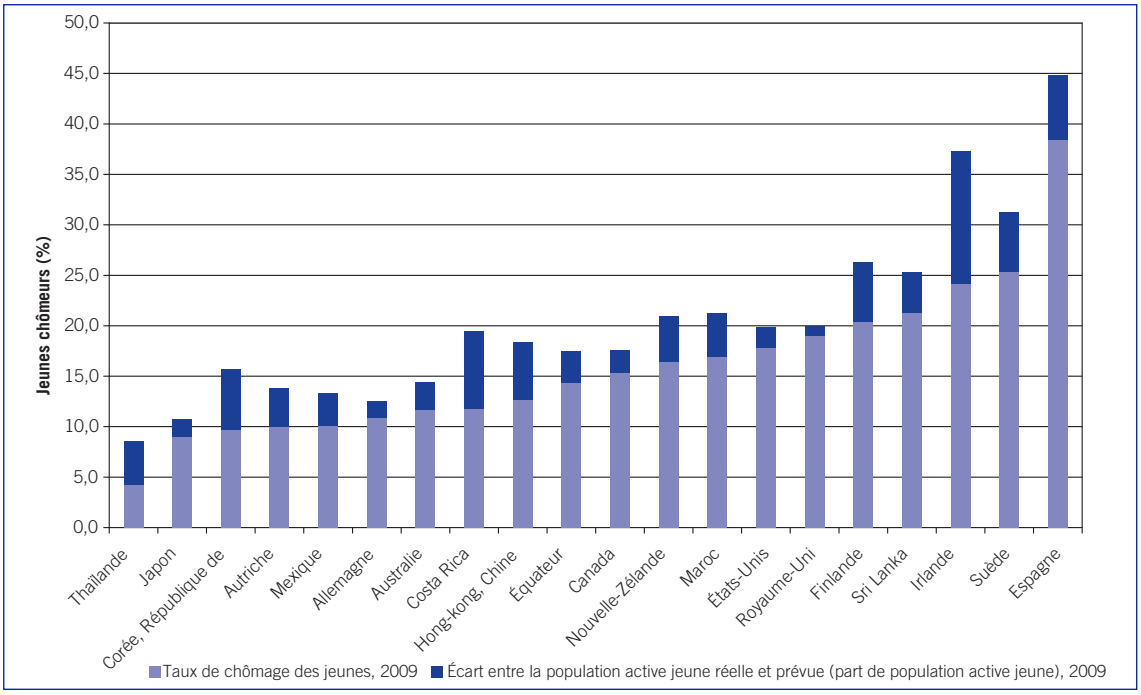
Dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, les taux d'activité ont peu évolué avant et pendant la crise. Ce phénomène pourrait s'expliquer par l'absence de système de protection sociale dans de nombreux pays de la région, qui a contraint les travailleurs touchés par la crise à chercher d'autres formes d'emploi, éventuellement dans l'économie informelle, plutôt que de grossir les rangs des chômeurs ou des personnes économiquement inactives. Dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, les taux d'activité ont enregistré, tant pour les hommes que pour les femmes, une hausse supérieure à ce que laissaient présager les tendances constatées avant la crise; ce qui pourrait s'expliquer par le fait que des travailleurs ont dû revenir sur le marché du travail pour contrebalancer la perte du revenu familial. Dans les deux régions, des enquêtes complémentaires devront être réalisées au niveau national pour déterminer les principaux facteurs qui sous-tendent ces tendances.

Les taux d'activité chez les jeunes fortement touchés par la crise

La ventilation par âge des taux d'activité peut elle aussi donner des résultats potentiellement importants. L'une des façons d'évaluer l'impact de la crise sur les taux d'activité des jeunes est de calculer l'écart entre l'effectif réel de la population active jeune en 2009 et l'effectif auquel on pourrait s'attendre en se basant sur une poursuite des tendances historiques (2002-2007) des taux d'activité pendant les années de crise. Cette analyse, qui a été conduite pour 56 pays pour lesquels on dispose de données mensuelles/trimestrielles comparables, a permis de constater que la population active jeune avait, pendant la crise, infiniment moins augmenté que ce que l'on aurait pu prévoir. En effet, pour les 56 pays, on a dénombré sur le marché du travail 1,7 million de jeunes en moins que le laissaient présager les tendances à long terme. Bien que nous ne disposions pas de données suffisantes pour pouvoir extrapoler au-delà de ces 56 pays, étant donné que la participation des jeunes aux marchés du travail a été pareillement affectée dans les pays développés et dans les pays en développement, ce chiffre est probablement nettement plus élevé au niveau mondial.

Étant donné que l'écart entre le taux d'activité réel et prévu des jeunes prend d'ores et déjà en compte la baisse à long terme de ce taux entraînée par l'augmentation du temps passé par les jeunes dans le système éducatif, on voit apparaître une situation de découragement des jeunes à grande échelle provoqué par la crise; ce qui suggère que les taux de chômage sous-estiment l'ampleur de l'impact de la crise sur les jeunes en termes de possibilités d'emploi. La figure 7 présente les 20 pays affichant les écarts les plus importants entre l'effectif réel et l'effectif prévu de la population active jeune. Le chiffre donne le taux de chômage réel des jeunes dans chaque pays en 2009, auquel s'ajoute l'écart existant en 2009 (indiqué en pourcentage de la population active jeune) entre la population jeune économiquement active réelle et celle prévue (sur la base d'une projection de la tendance constatée avant la crise).

Figure 7 Taux de chômage officiels des jeunes et taux révisés tenant compte de la baisse du taux d'activité, 2009



Source: Calculs basés sur BIT: *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010.

En Irlande, le chômage des jeunes a atteint le taux inquiétant de 24,1 pour cent, soit une hausse considérable par rapport au taux de 9,2 pour cent en 2007. Pourtant, même cette hausse consternante sous-estime l'ampleur du problème. En effet, le taux d'activité des jeunes a brusquement chuté dans le pays pendant la crise et l'écart par rapport à la population jeune prévue est considérable. De fait, si ces jeunes étaient activement à la recherche d'un travail, le taux de chômage des jeunes s'en trouverait majoré de 13,1 points de pourcentage. En Espagne, l'écart correspond à 6,4 points de pourcentage supplémentaires, tandis qu'en République de Corée, il est égal à 6 points de pourcentage. À l'évidence, les jeunes ont d'énormes difficultés à trouver un emploi. La hausse des taux de chômage des jeunes témoigne en partie de ces difficultés, mais on obtient une vision plus complète de l'ampleur du problème en examinant également le taux d'activité.

Pris ensemble, alors que les tendances mondiales de la participation au monde du travail ne font pas apparaître un impact important de la crise économique, l'analyse des données ventilées montre que la crise a manifestement eu des effets plus négatifs sur le taux d'activité de certains groupes de personnes. Cette analyse conforte encore la thèse selon laquelle les taux de chômage ne suffisent pas à eux seuls à donner une vision complète du déficit de travail décent qui s'est encore accru pendant la crise.

Productivité du travail et salaires réels

Les tendances de la productivité du travail et des salaires réels font apparaître des pressions sur la qualité de l'emploi

Les ratios emploi-population donnent l'instantané le plus évident de la quantité d'emplois générés. D'autres indicateurs sont nécessaires pour évaluer l'évolution de la qualité de l'emploi. L'examen des tendances de la productivité du travail et des salaires réels constitue un bon point de départ. Sur le long terme, la hausse de la productivité du travail, mesurée en production par

travailleur, est essentielle pour l'amélioration générale des niveaux de vie. Une hausse de productivité peut donner lieu à des hausses de salaires et/ou à des journées de travail réduites pour une rémunération égale, voire supérieure. La hausse de la productivité est également un élément essentiel pour une réduction durable de la pauvreté, car les travailleurs pauvres ne souffrent pas d'un manque d'emplois mais plutôt du faible niveau de productivité de leur travail et de la faible rémunération qui en découle. Dans le même temps, les salaires réels moyens donnent une mesure directe de la qualité de l'emploi, en montrant si le pouvoir d'achat du travailleur moyen augmente ou diminue.

La figure 8 donne les taux de croissance de l'emploi et de la productivité du travail en 2007 et 2009 pour l'ensemble du monde et pour les régions analysées dans la série des rapports *TME*. On peut ainsi voir l'impact relatif de la crise sur les deux indicateurs – il s'agit de savoir si la crise a eu des effets plus graves sur la croissance de l'emploi que sur la hausse de la productivité, ou vice versa. Sur l'ensemble de la planète, alors que l'emploi a continué de progresser pendant 2009, année principale de la crise, la hausse de la productivité du travail est devenue négative, chutant de 1,4 pour cent par rapport à une hausse de 3,3 pour cent en 2007. Cette situation cadre avec la «constitution de réserves de main-d'œuvre» qui se produit dans les premières phases d'une crise lorsque les gains de productivité accompagnent un rebond pendant que les employeurs demeurent peu enclins à embaucher.

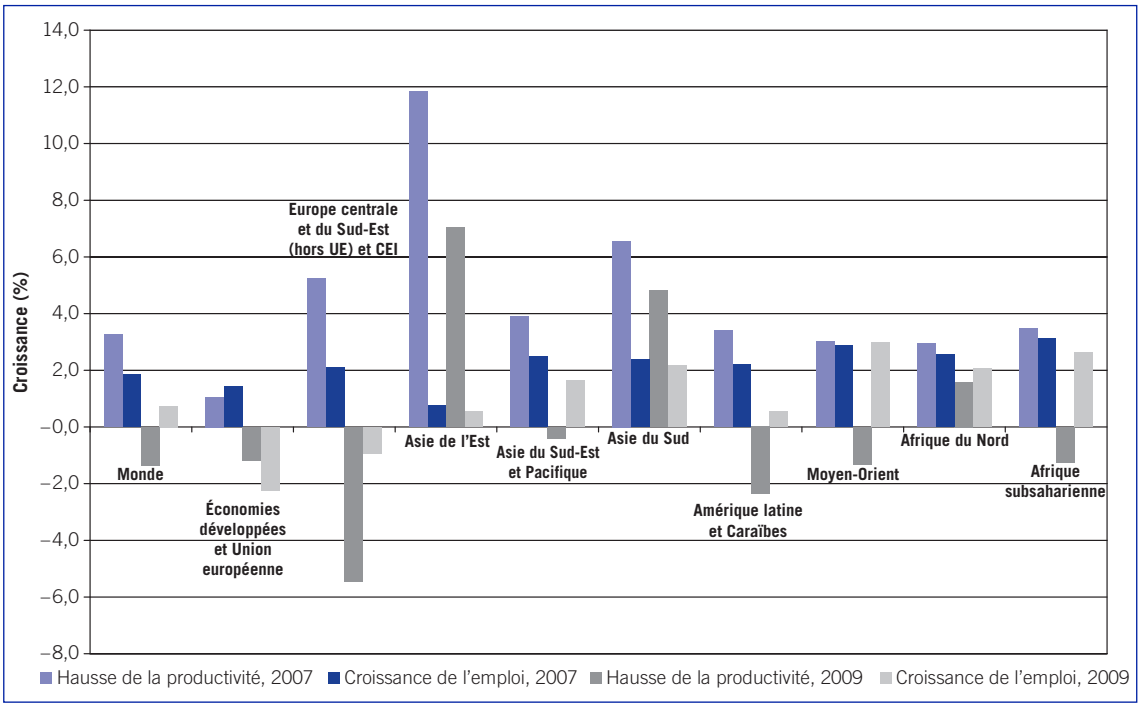
Dans la région des économies développées et de l'Union européenne, l'emploi et la productivité du travail ont tous deux enregistré une baisse en 2009, même si l'impact de la crise a été plus fort sur l'emploi. Au contraire, dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, en 2009, la productivité du travail a été la plus durement touchée même si l'emploi a lui aussi chuté. Dans les régions de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud et de l'Afrique du Nord qui, par rapport à d'autres régions, ont plutôt bien résisté à la crise, les taux de croissance de l'emploi et de la productivité sont demeurés positifs en 2009. Dans les régions de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne, la croissance de la productivité est devenue négative tandis que celle de l'emploi restait positive.

Qu'est-il advenu des salaires réels pendant la crise? Selon la toute dernière enquête du BIT sur cette question, les salaires mensuels réels mondiaux (à l'exclusion de la Chine, ou les statistiques se rapportent uniquement aux «établissements urbains»), après avoir augmenté de 0,8 pour cent en 2008 et de 2,2 pour cent en 2007, ont enregistré une hausse de 0,7 pour cent en 2009[20]. Dans les pays du G20 à l'exclusion de la Chine, les taux de croissance, de 1,8 pour cent en 2007, ont baissé à 0,5 pour cent en 2008 et 2009. Ainsi, alors que les salaires moyens ont continué à augmenter pendant la crise sur l'ensemble du globe, le rythme de cette croissance a ralenti considérablement en 2008 et en 2009. En termes de tendances régionales, on constate que, dans les économies avancées, les salaires réels, qui avaient augmenté de 0,8 pour cent en 2007, ont baissé de 0,5 pour cent en 2008 avant d'augmenter de 0,6 pour cent en 2009. En Europe centrale et de l'Est, les salaires réels ont baissé de 0,1 pour cent en 2008, après avoir enregistré une croissance de 4,6 pour cent en 2008 et de 6,6 pour cent en 2007. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, après avoir augmenté de 3,3 pour cent en 2007, les salaires réels n'ont augmenté que de 1,9 pour cent en 2008 et de 2,2 pour cent en 2009. Pour l'examen de ces tendances générales des salaires, rappelons que, même dans les années ayant précédé la crise économique mondiale, on avait observé un peu partout dans le monde une aggravation croissante des inégalités salariales[21].

[20] Ces chiffres portent uniquement sur les salariés et ne prennent donc pas en compte les personnes qui exercent une activité indépendante. Voir BIT: *Rapport mondial sur les salaires 2010/11: Politiques salariales en temps de crise* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_146706/lang--fr/index.htm.

[21] *Ibid.*

Figure 8 Hausse de la productivité du travail et croissance de l'emploi, monde et régions, 2007 et 2009



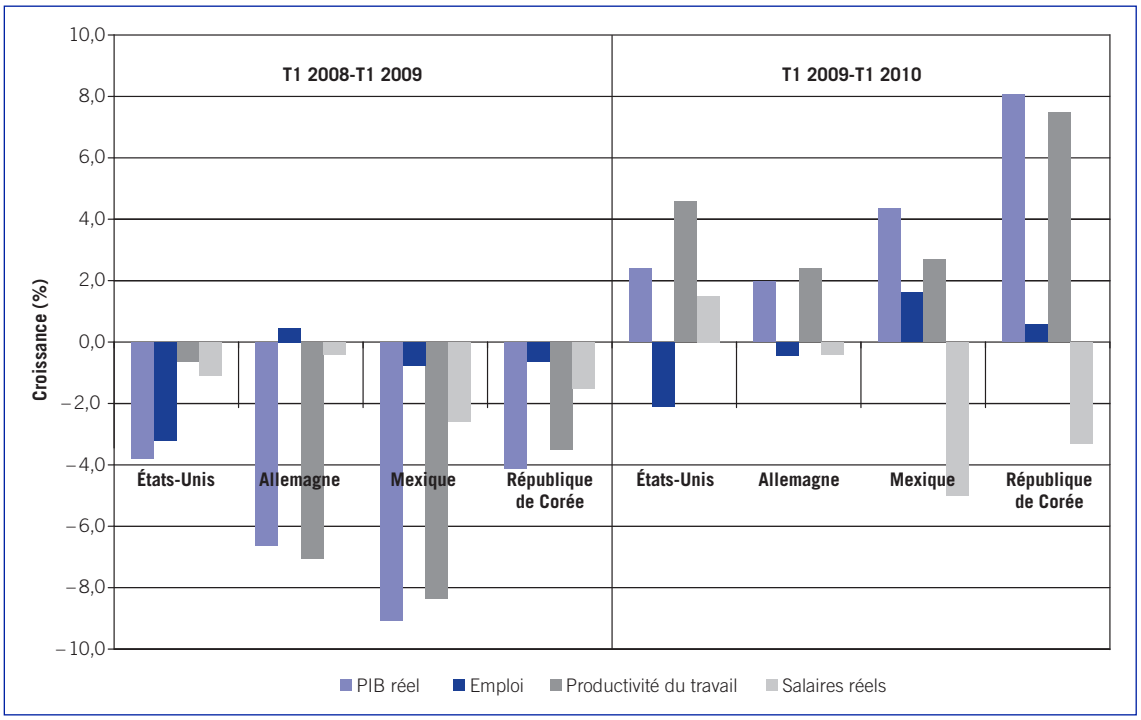
Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4); et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 2010.

Rappelons une fois encore que les moyennes mondiales et régionales masquent une grande hétérogénéité entre les pays. La figure 9 illustre, dans quatre économies, les dynamiques de la production, de l'emploi, de la productivité du travail et des salaires réels pendant la période de récession allant du premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009 et pendant la période ultérieure de reprise tout au long de l'année suivante (on notera que l'indicateur retenu pour les salaires est le taux de croissance annuelle sur 2008 et 2009).

Aux états-Unis et en Allemagne, deux pays qui figurent dans les estimations agrégées de la région des Économies développées et de l'Union européenne, la production a fortement chuté pendant la récession. Aux États-Unis, cette chute s'est essentiellement traduite par une baisse de l'emploi, alors que la productivité du travail a très peu baissé. En Allemagne, au contraire, l'emploi a effectivement augmenté pendant la crise alors que la productivité était en chute libre. Dans les deux pays, les salaires réels moyens n'ont que faiblement baissé au cours de la crise. Pendant la période de reprise, l'emploi a continué à chuter aux États-Unis et il a légèrement baissé en Allemagne, tandis que la productivité du travail s'est accrue dans les deux pays, faisant même un bond important aux États-Unis. Quant aux salaires réels, ils ont augmenté aux États-Unis alors qu'ils continuaient à enregistrer une baisse modérée en Allemagne.

Au Mexique et en République de Corée, la croissance a enregistré un brusque repli, qui a coïncidé avec des baisses de l'emploi et de la productivité du travail, cette dernière étant toutefois beaucoup plus importante que celle de l'emploi. Les salaires réels ont fortement chuté pendant la récession. Dans les deux pays, la reprise a donné lieu à des taux de croissance économique et à une reprise de la croissance de l'emploi spectaculaires. En République de Corée, on a assisté à une forte hausse de la croissance de la productivité du travail. Pourtant, dans les deux pays, en dépit de la reprise de la croissance économique et de la productivité, les salaires réels ont, pendant la période de reprise, accusé une baisse de pourcentage encore plus importante que pendant la période de crise.

Figure 9 Croissance du PIB réel, de l'emploi, de la productivité du travail et des salaires réels, certaines économies, T1 2008-T1 2009 et T1 2009-T1 2010



Note: Les données sur les salaires correspondent aux estimations annuelles pour 2008 et 2009; alors que les autres indicateurs correspondent aux variations annuelles enregistrées à partir du premier trimestre 2008 et 2009.

Source: Emploi, PIB et productivité: Calculs basés sur des données nationales; Salaires réels: BIT, *Rapport mondial sur les salaires 2010/11*.

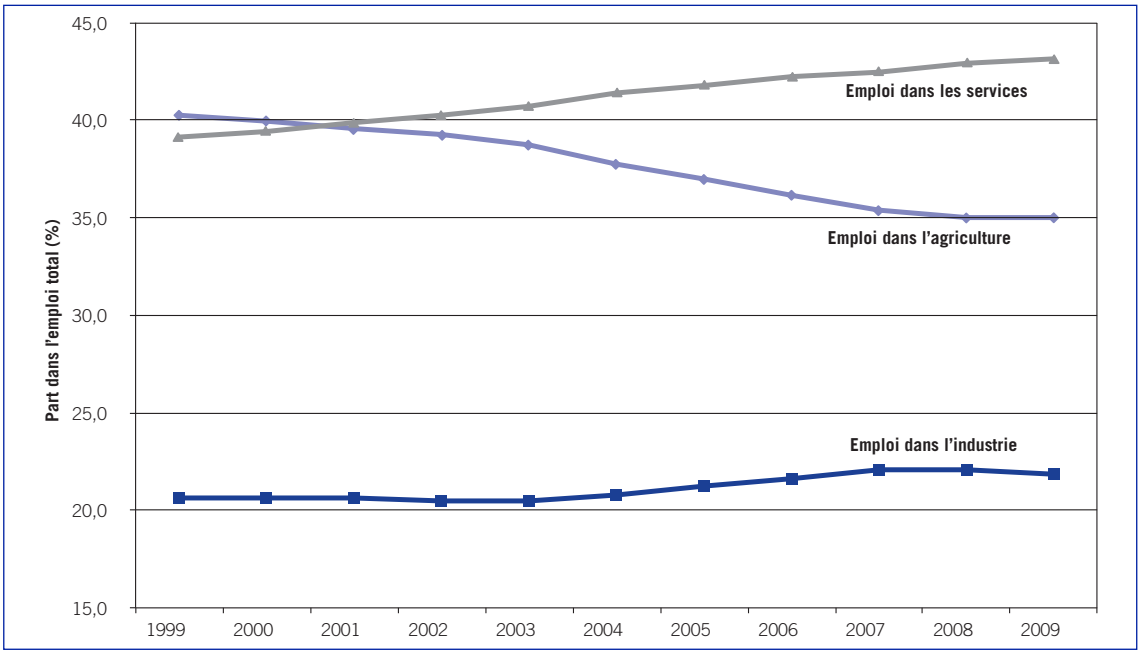
Dès lors, le problème du retard de la reprise du marché du travail n'apparaît plus uniquement dans le décalage dans le temps entre croissance de la production et de l'emploi et réduction du chômage mais aussi, dans certains pays, dans le décalage entre hausse de la productivité et reprise de la hausse des salaires réels. Ce phénomène peut menacer les futures perspectives de croissance, étant donné les liens étroits qui existent entre l'emploi et la hausse des salaires réels, d'une part, et la consommation, d'autre part. À cet égard, un dialogue tripartite soutenu entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement est essentiel au niveau national pour garantir une juste répartition des gains retirés d'une meilleure productivité, ainsi que pour rendre compte de manière satisfaisante des préoccupations des travailleurs et des employeurs dans la conception et la mise en œuvre de politiques destinées à favoriser la reprise du marché du travail.

Emploi par secteur

Que peut-on dire des tendances de l'emploi dans les trois grands secteurs économiques que sont l'agriculture, l'industrie et les services ? Au niveau mondial, on observe une tendance à long terme de baisse régulière de l'emploi dans l'agriculture en termes de part de l'emploi total, parallèlement à une hausse régulière de l'emploi dans les services (voir figure 10); l'écart entre les deux n'ayant cessé de se creuser depuis que le nombre d'emplois dans les services a dépassé en 2001 celui des emplois dans le secteur agricole. Dans l'industrie, l'emploi a enregistré une variation plus importante au niveau mondial, affichant une augmentation modérée entre 2004 et 2007 après avoir peu évolué entre 1999 et 2004.

En dépit de la baisse régulière de l'emploi dans l'agriculture, on estimait encore à 1,068 milliard le nombre de travailleurs opérant dans le secteur agricole en 2009. Ce nombre a

Figure 10 Emploi par secteur (part de l'emploi total), 1999-2009



Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

en effet augmenté au cours des dix dernières années, même si la proportion de travailleurs dans ce secteur s'est réduite à mesure que l'emploi augmentait plus rapidement dans les autres secteurs. En 2009, on comptait au total 1,317 milliard d'emplois dans le secteur des services, soit 300 millions de plus qu'en 1999. Le nombre d'emplois dans l'industrie est resté supérieur à 660 millions en 2009, ce qui représente une augmentation de plus de 130 millions depuis 1999.

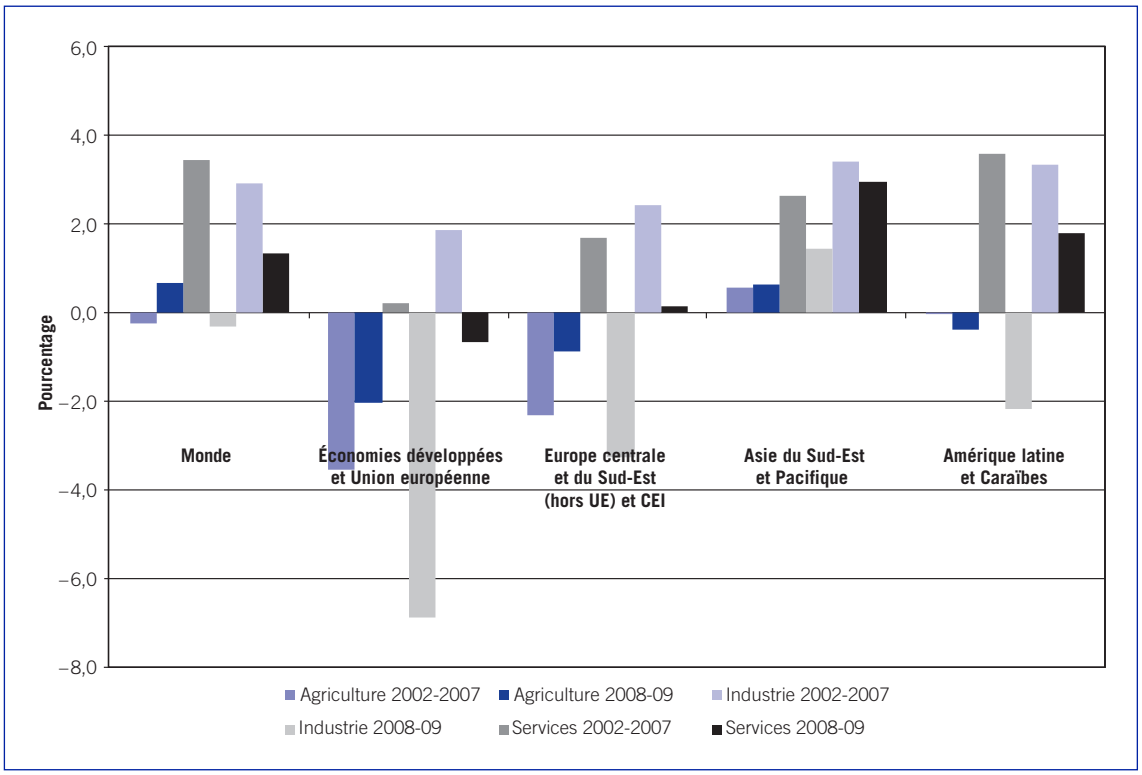
On trouve une plus grande proportion de femmes travaillant dans le secteur des services (46,8 pour cent en 2009 contre 40,7 pour cent d'hommes), alors qu'elle est plus faible dans le secteur industriel (15,6 pour cent contre 26 pour cent) (voir tableau A10). Au cours de la dernière décennie, les écarts entre les sexes se sont un peu creusés dans les deux secteurs. Le secteur agricole emploie quant à lui une proportion de femmes légèrement supérieure (37,6 pour cent contre 33,3 pour cent d'hommes).

En termes d'évolutions régionales, on constate que le nombre des travailleurs dans l'agriculture est en baisse dans les régions des économies développées et l'Union européenne, de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais en hausse dans toutes les autres régions (voir tableau A11 et figures dans l'annexe 3). En Afrique subsaharienne, la croissance de l'emploi dans l'agriculture a représenté la moitié de la croissance totale de l'emploi entre 1999 et 2009. En Asie du Sud, près de 33 pour cent de tous les nouveaux emplois depuis 1999 étaient des emplois dans l'agriculture. Il ne fait aucun doute que l'évolution du secteur agricole a un impact majeur sur la qualité de la vie dans la plus grande partie du monde, notamment du fait qu'un grand nombre de travailleurs pauvres opèrent dans l'agriculture de subsistance.

Chute de l'emploi mondial dans l'industrie pendant la crise, les économies développées étant les plus durement frappées

De quelle manière la crise a-t-elle touché l'emploi dans les trois secteurs ? Au niveau mondial, il apparaît clairement que le coup le plus dur a été porté à l'emploi dans l'industrie, ce qui n'est pas étonnant compte tenu de l'impact de la crise sur les exportations de produits manufacturés et

Figure 11 Emploi par secteur, monde et certaines régions, variation annuelle moyenne en pourcentage 2002-2007 et 2008-09



Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

sur le secteur de la construction. L'emploi mondial total dans l'industrie a légèrement baissé en 2009, ce qui représente une divergence importante par rapport à son taux de croissance annuel historique de 3,4 pour cent sur la période allant de 2002 à 2007 (voir figure 11).

La région dont les emplois industriels ont été le plus durement touchés a été celle des économies développées et de l'Union européenne, où le nombre d'emplois dans ce secteur a chuté de 9,5 millions entre 2007 et 2009; l'emploi total dans ce secteur ayant enregistré un recul de près de 7 pour cent rien que pour l'année 2009. Les régions de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI et de l'Amérique latine et Caraïbes ont également vu chuter considérablement l'emploi industriel en 2009. L'emploi dans l'agriculture a augmenté en 2009, ce qui contrastait également avec les tendances antérieures. En période de crise, on peut prévoir un abandon des emplois industriels au profit d'emplois agricoles dans les régions en développement offrant peu de protection sociale. C'est précisément ce qui s'est passé pendant la crise.

Emploi vulnérable et pauvreté au travail

Un nombre croissant de travailleurs en situation d'emploi vulnérable

Le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2010* attirait l'attention sur un indicateur important permettant d'évaluer dans quelle mesure les travailleurs d'un pays ou d'une région donné(e) sont susceptibles d'avoir un emploi salarié ou plutôt de se retrouver dans d'autres formes d'emploi. L'indicateur «emploi vulnérable», défini comme représentant le total des travailleurs pour leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés, donne de précieuses indications sur

les tendances de qualité générale de l'emploi. En effet, une proportion importante de travailleurs en situation d'emploi vulnérable est révélatrice de l'existence, sur une grande échelle, de travail régi par des dispositions informelles, qui privent habituellement les travailleurs d'une protection sociale et de mécanismes de dialogue social suffisants[22]. L'emploi vulnérable se caractérise également par une faible rémunération et des conditions de travail difficiles pouvant porter atteinte aux droits fondamentaux des travailleurs[23].

Dans les précédentes éditions des *TME*, on disposait de suffisamment de données pour 2009 pour pouvoir produire une estimation mondiale de l'emploi vulnérable en 2009. Le BIT a donc proposé trois scénarios permettant d'obtenir une projection de l'emploi vulnérable. Dans le premier scénario, le taux d'emploi vulnérable était projeté sur la base des tendances à long terme. Dans le deuxième scénario, la projection était faite sur la base de l'élasticité du taux d'emploi vulnérable par rapport au taux de croissance du PIB observée au cours de l'année ayant enregistré en glissement annuel la baisse du PIB la plus importante. Enfin, le troisième scénario appliquait l'augmentation la plus forte du taux d'emploi vulnérable observée d'une année sur l'autre par rapport au taux de chômage de chaque pays[24]. En partant de ces trois scénarios, le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2010* prévoyait au niveau mondial un taux d'emploi vulnérable oscillant entre 49,4 (scénario 1) et 52,8 pour cent (scénario 3), soit un nombre allant de 1,48 à 1,59 milliard de travailleurs de par le monde. Le rapport précisait que le scénario le plus optimiste avait peu de chances de se produire.

Sur la base des données disponibles, on estime actuellement à 1,53 milliard le nombre de travailleurs en situation d'emploi vulnérable en 2009, soit une augmentation de plus de 146 millions depuis 1999 (voir figure 12); ce qui correspond à un taux mondial d'emploi vulnérable de 50,1 pour cent, à mi-chemin entre les scénarios 1 et 2 proposés dans le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2010*. Le taux d'emploi vulnérable est demeuré à peu près stable entre 2008 et 2009, alors qu'il avait en moyenne enregistré une baisse régulière et non négligeable dans les années ayant précédé la crise.

On observait en 2009 une hausse du taux d'emploi vulnérable dans trois régions: Amérique latine et Caraïbes, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne (voir tableau A12). On estime ainsi que le nombre de travailleurs en situation d'emploi vulnérable avait augmenté en 2009 de 8,5 millions en Asie du Sud, de 7,4 millions en Afrique subsaharienne et de 1,5 million dans la région Amérique latine et Caraïbes en 2009. Les régions de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient avaient quant à elles enregistré des augmentations plus faibles (voir tableau A13).

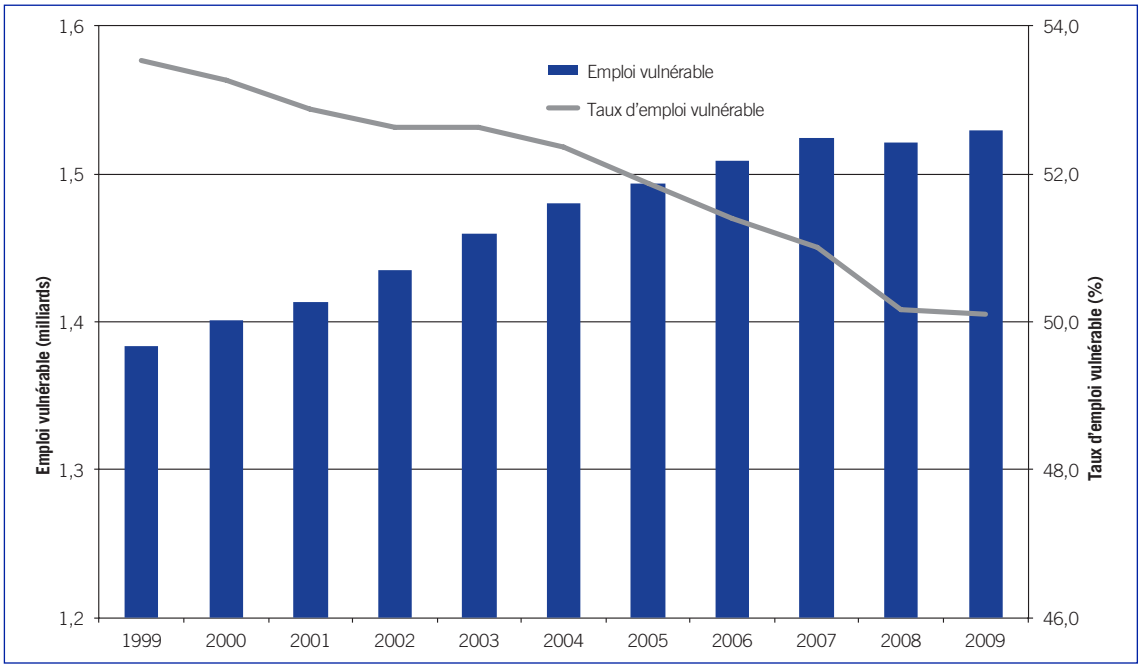
---

[22] L'indicateur de l'emploi vulnérable est l'un des indicateurs officiels des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'emploi, qui relève de l'objectif 1: «Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim»; de même que le ratio emploi-population, le taux de croissance de la productivité du travail et la part de la pauvreté au travail dans l'emploi total. Pour une liste exhaustive des indicateurs, voir: http://unstats.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Indicators/OfficialList.htm. Les indicateurs des OMD relatifs à l'emploi sont décrits en détail dans BIT: *Guide sur les nouveaux indicateurs d'emploi des objectifs du Millénaire pour le développement* (Genève, 2009); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_110512.pdf.

[23] Comme le notait le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2010*, l'indicateur de l'emploi vulnérable présente certaines lacunes: 1) un emploi rémunéré et salarié n'est pas forcément synonyme de travail décent, certains travailleurs pouvant être porteurs d'un risque économique élevé tout en ayant un emploi salarié; 2) bien qu'elles soient vulnérables, les personnes au chômage ne sont pas prises en compte dans l'indicateur; 3) un travailleur peut être classé dans l'un des deux groupes en situation de vulnérabilité sans pour autant être porteur d'un risque économique élevé, en particulier dans les économies développées.

[24] Voir annexe 5 de BIT: *Tendances mondiales de l'emploi, janvier 2009* (Genève, 2009) pour une description détaillée de la méthodologie de construction des scénarios; http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/publication/wcms_103280.pdf. On trouvera les toutes dernières estimations de l'emploi vulnérable publiées en se basant sur les scénarios dans BIT: *Tendances mondiales de l'emploi, janvier 2010* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/P/09332/09332(2010-January).pdf.

Figure 12 Tendances mondiales de l'emploi vulnérable, 1999-2009*



* L'estimation pour 2009 est préliminaire.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

On observe les plus fortes proportions d'emplois vulnérables en Asie du Sud (78,5 pour cent de l'emploi total en 2009), en Afrique subsaharienne (75,8 pour cent) et dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique (61,8 pour cent). Les régions de l'Asie de l'Est et de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI ont connu les plus fortes baisses des taux d'emploi vulnérable enregistrées ces dix dernières années, même si des baisses au moins modérées ont été enregistrées dans toutes les régions. À l'exception des deux régions économies développées et Union européenne et Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI, le taux d'emploi vulnérable des femmes dépasse celui des hommes dans toutes les régions, les plus grandes disparités entre les sexes étant observées en Afrique du Nord (plus de 21 points de pourcentage d'écart entre les sexes), en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient (plus de 14 points de pourcentage d'écart dans ces deux régions).

Ralentissement des avancées réalisées vers la réduction de la pauvreté au travail

Au cours des dernières décennies, le monde avait réalisé des avancées considérables en termes de réduction de l'incidence de l'extrême pauvreté et, en dépit de la crise économique mondiale, le *Rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement* des NU garde la perspective que, au niveau mondial, la cible des OMD de voir réduit de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à 1,25 dollar EU par jour pourra être atteinte[25]. Selon le rapport, c'est en Asie de l'Est que l'on continue d'enregistrer les réductions les plus importantes de la pauvreté, les taux de pauvreté devant normalement chuter autour de 5 pour cent en Chine en 2015. En Inde, ces taux devraient passer de 51 pour cent en 1990 à 24 pour cent en 2015, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devant diminuer de 188 millions. Il importe de noter que toutes les régions en développement, à l'exception de l'Afrique subsaha-

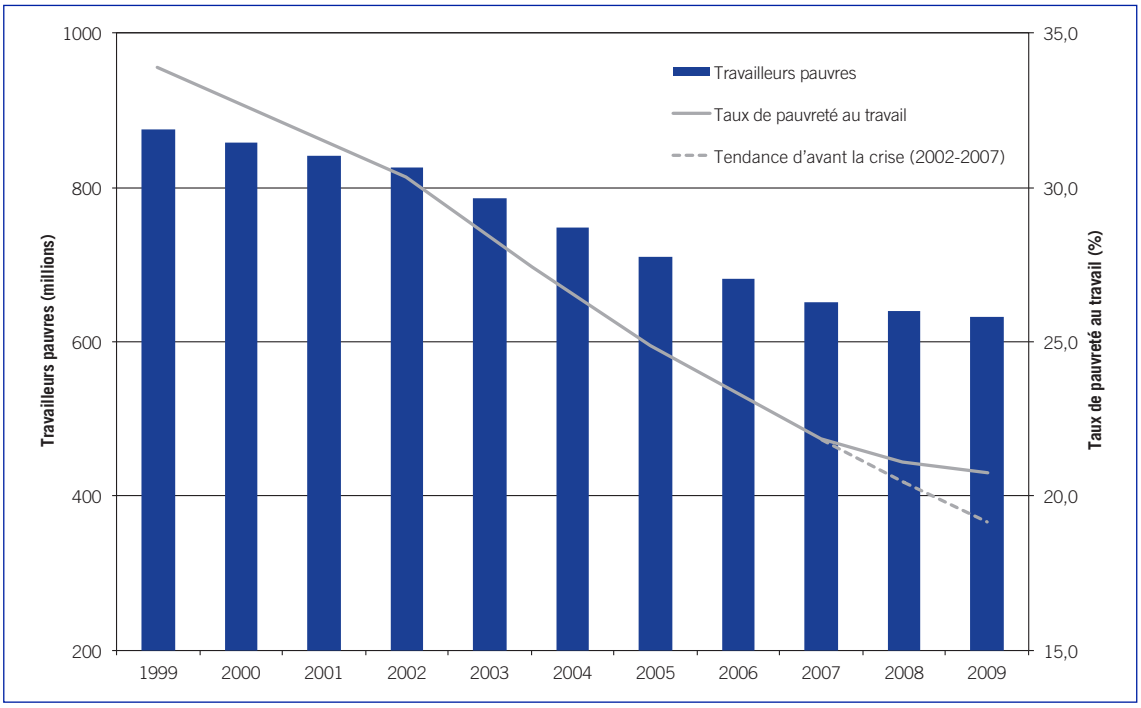
[25] Voir NU: *Rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement* (New York, 2010); http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG%20Report%202010%20En%20r15%20-low%20res%2020100615%20.pdf#page=8.

rienne, de l'Asie occidentale et de certaines parties de l'Europe orientale et de l'Asie centrale, sont censées atteindre cette cible des OMD. Néanmoins, la crise a eu un impact négatif sur la pauvreté et, selon les estimations, 50 millions de personnes de plus que dans un scénario hors crise stagneront dans une pauvreté extrême en 2009 et 64 millions vers la fin 2010. On prévoit que les effets néfastes de la crise sur les taux de pauvreté devraient persister jusqu'en 2015[26].

Le ralentissement, pendant la crise, des avancées vers la réduction de la pauvreté se traduit dans les estimations faites par l'OIT de la pauvreté au travail pour cette période (voir figure 13). Selon ces estimations, en 2009, un travailleur sur cinq dans le monde vivait avec sa famille dans l'extrême pauvreté sous le seuil de 1,25 dollar EU par personne par jour; soit une baisse considérable par rapport à la décennie antérieure, mais avec un aplatissement notable de la pente de la courbe de la pauvreté au travail à partir de 2007. Ainsi, pour 2009, on estime que le taux sera supérieur de 1,6 point de pourcentage à celui prévu sur la base de la tendance observée avant la crise. Même s'il s'agit d'une estimation sommaire, elle aboutit à environ 40 millions de travailleurs pauvres de plus vivant dans l'extrême pauvreté sous le seuil de 1,25 dollar EU par jour que le nombre qui aurait été prévu en se basant sur les tendances observées avant la crise.

Sur un total de près de 1,2 milliard de travailleurs dans le monde, on estime que près de 39 pour cent vivent avec leurs familles sous le seuil de pauvreté à 2 dollars EU par jour (voir figure 14). Ici encore, on a observé un aplatissement de la pente de la courbe de l'incidence de la pauvreté à 2 dollars EU[27]. Selon les estimations, le taux pour 2009 est de 1,9 point de pourcentage supérieur au taux projeté sur la base de la tendance observée avant la crise, soit 42 millions de travailleurs pauvres de plus au seuil de 2 dollars EU en 2009.

Figure 13 Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 1999-2009* (1,25 dollar EU par jour)



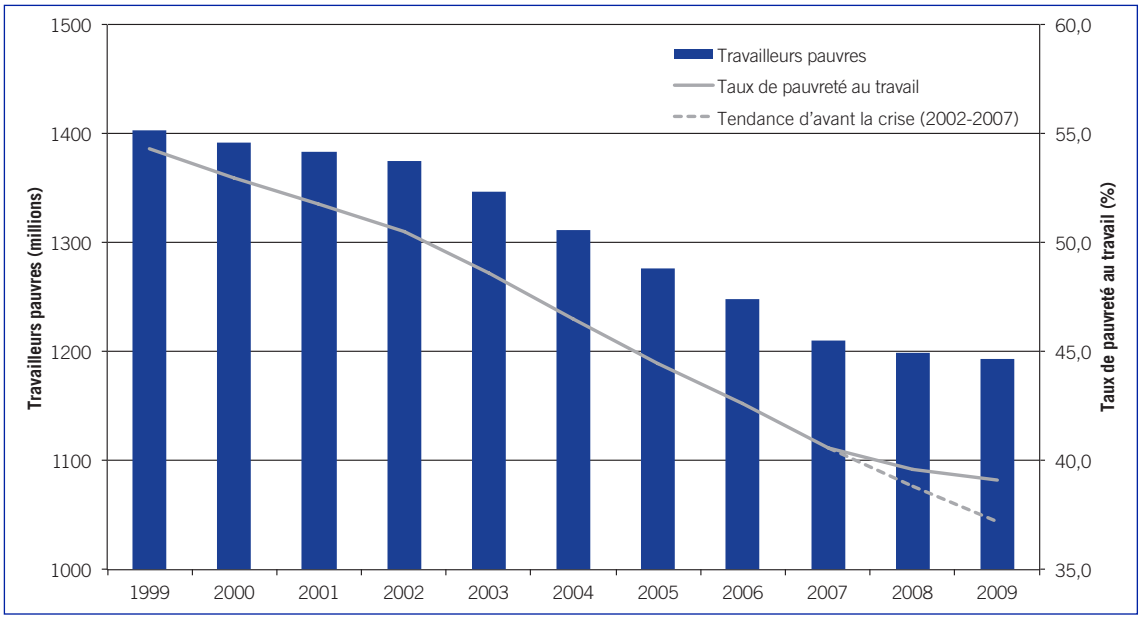
* Les estimations pour 2008 et 2009 sont préliminaires.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

[26] Voir NU: *Rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, *op. cit.*

[27] Il convient de noter que l'insuffisance de données en termes d'ensemble limité d'estimations récentes de la pauvreté renforce l'incertitude qui entoure les estimations récentes de la pauvreté et, par extension, les estimations de la pauvreté au travail. Les données sur la pauvreté internationale les plus récentes portent sur l'année 2007, avant le début de la crise économique mondiale.

Figure 14 Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 1999-2009* (2 dollars EU par jour)



* Les estimations pour 2008 et 2009 sont préliminaires.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir annexe 4).

L'ampleur du nombre de travailleurs vivant sous le seuil de pauvreté de 2 dollars EU par jour laisse entrevoir une vulnérabilité considérable à de nouveaux chocs économiques. À cet égard, les problèmes les plus évidents soulevés par l'inquiétude actuelle sont de deux ordres. Pour commencer, il existe une possibilité de voir vaciller la reprise économique en cours, ce qui se traduirait par des taux de croissance économique plus faibles que prévu et par une inversion de la réduction de la pauvreté. Même si ce risque existe effectivement, sa concrétisation semble pour le moment peu probable, en particulier dans les régions en développement qui connaissent actuellement une croissance plus rapide que celle enregistrée dans les régions développées. L'autre problème concerne l'existence d'un risque croissant, en dépit de la poursuite ou même de l'accélération de la reprise, d'assister à une hausse des taux d'inflation dans de nombreuses économies en développement. Dans la mesure où cette inflation aboutirait à une hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de base, ce phénomène pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour la population mondiale pauvre (l'encadré 1 examine les tendances des prix des denrées alimentaires et les effets de leur hausse).

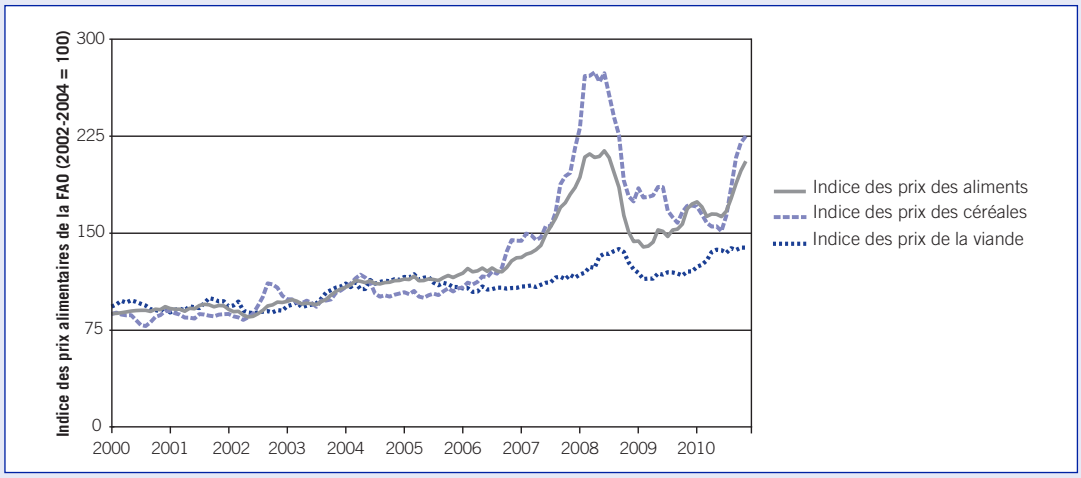
À cette fin, les gouvernements et les banques centrales des économies développées et des économies en développement doivent admettre que les interventions monétaires à grande échelle actuellement mises en œuvre, essentiellement dans les économies développées pour parer à une trajectoire de reprise plus lente que souhaité, peuvent avoir des effets importants sur les résultats macroéconomiques des pays en développement. En particulier, dans la mesure où une augmentation de la masse monétaire dans les économies développées provoque dans les économies en développement des afflux de capitaux accrus à la recherche de rendements supérieurs, les mesures d'assouplissement quantitatif récemment adoptées pourraient renforcer la probabilité de niveaux d'inflation plus élevés dans les pays en développement. Les risques courus par les plus démunis dans ces économies en développement seraient ainsi accrus, puisqu'ils sont les plus vulnérables aux hausses de prix. Dans le même ordre d'idée, les banques centrales des économies en développement doivent être soucieuses des effets de l'inflation sur les pauvres, en suivant de près les positions et régimes monétaires en place pour voir dans quelle mesure ils peuvent contribuer à des hausses de l'inflation plus importantes qu'il n'est souhaitable.

Encadré 1 Prix alimentaires mondiaux et pauvreté

Les prix alimentaires mondiaux ont augmenté ces dix dernières années du fait d'une multitude de facteurs incluant notamment la croissance démographique, une évolution des modèles de consommation dans les pays en développement et les besoins de biocarburants dans les économies développées, qui accroissent la demande de produits agricoles de base. Après avoir enregistré une grave flambée en 2007 et 2008, que seule la brusque récession économique est venue atténuer en 2009, les prix redeviennent plus volatils (voir figure ci-dessous). Cette situation peut avoir des conséquences catastrophiques pour les populations mondiales pauvres. On estime en effet que quelque 100 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté en raison de la crise alimentaire de 2008[1], faisant ressortir les vulnérabilités des défavorisés de la planète à des hausses de prix supplémentaires. Les pressions d'ordre structurel qui sous-tendent les hausses des prix, conjuguées à l'incertitude économique mondiale, ont incité la FAO, la Banque mondiale et d'autres organisations à mettre en garde contre les hausses de prix et la volatilité accrue des prix alimentaires à venir. Il est vital de protéger les pauvres de la planète des chocs sur les prix alimentaires si l'on veut éviter un recul des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté mondiale, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

La forte proportion consacrée par les ménages pauvres aux dépenses de consommation alimentaire renforce la sensibilité de ces ménages aux variations des prix des denrées alimentaires. D'autre part, en particulier dans les zones rurales, les petits producteurs agricoles représentent généralement les quintiles de revenus les plus bas des économies en développement. On pourrait donc s'attendre à ce que les augmentations des prix des denrées alimentaires améliorent les revenus, tandis que les ménages pauvres ayant peu ou pas de liens avec les marchés agricoles rencontrent les plus graves difficultés, notamment ceux des classes urbaines défavorisées. La mesure dans laquelle les producteurs agricoles tirent parti des hausses des prix alimentaires dépend des ventes nettes; la faible part de la production des petits agriculteurs mise sur le marché aide à expliquer pourquoi il s'avère que les hausses de prix ont des effets globalement défavorables sur les pauvres. Étant donné que les ménages sont contraints de dépenser une part de plus en plus importante de leur revenu pour se nourrir, d'autres indicateurs du développement humain sont au point mort lorsque les achats désertent des secteurs tels que l'éducation et la santé. Cette situation peut s'avérer particulièrement préjudiciable lorsque des avoirs productifs sont vendus, ce qui a des répercussions négatives sur de futures perspectives de recettes.

Quelques indices des prix alimentaires



Source: Indice des prix alimentaires mondiaux de la FAO, qui mesure les variations mensuelles des cours mondiaux pour un panier donné de produits alimentaires.

[1] Le Programme de réponse de la Banque mondiale à la crise alimentaire mondiale (2008) estime à 100 millions le nombre de pauvres causé par la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie; De Hoyos et Medvedev estiment que l'extrême pauvreté a augmenté de 1,7 pour cent de janvier 2005 à décembre 2007 (voir *Poverty effects of higher food prices: A global perspective*, World Bank Policy Research Working Paper 4887 (Banque mondiale, Washington, DC, 2009)).

Encadré 1 Prix alimentaires mondiaux et pauvreté (suite)

L'impact des variations des prix alimentaires varie considérablement en fonction du produit de base concerné, des importations nettes de denrées alimentaires du pays et des mesures correctives prises par le gouvernement pour répondre à la crise. Des simulations réalisées par la Banque mondiale ont tenté d'évaluer les répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la pauvreté. Wodon et Zaman (2008) ont calculé que, en moyenne, une hausse de 10 pour cent des prix de sept denrées alimentaires essentielles entraînerait une augmentation de 0,4 point de pourcentage du ratio de la population pauvre mondiale. Leur simulation a fait apparaître des disparités entre les pays et les régions, avec une forte augmentation de la pauvreté dans les pays importateurs nets tels que Madagascar, le Nicaragua, le Pakistan et la Zambie; et une réduction de la pauvreté dans les pays exportateurs nets tels que le Pérou et le Vietnam. Pour De Hoyos et Medvedev (2009), les répercussions étaient encore plus graves puisque, selon leurs estimations, une simple hausse de 5,5 pour cent des prix agricoles suffirait à provoquer une augmentation de 0,6 point de pourcentage de l'extrême pauvreté mondiale.

À mesure que les prix alimentaires augmentent, la production se réoriente pour accroître le rendement du secteur agricole. On peut alors observer des créations d'emplois et des hausses de salaires; mais l'incertitude accrue générée par l'instabilité des prix pourrait rendre les emplois agricoles plus précaires. Dans les secteurs non agricoles, on peut s'attendre à des pertes d'emplois si l'inflation des prix alimentaires se transmet à d'autres domaines de l'économie.

L'une des caractéristiques qui définit les travailleurs pauvres est qu'ils vivent au-dessous du seuil de pauvreté et travaillent par nécessité économique. À cause de l'augmentation des coûts supportés par les ménages du fait de la hausse des prix alimentaires, d'autres pourraient être forcés de travailler, par exemple les enfants et les personnes âgées. Des filets de sécurité sociale spécifiques sont nécessaires lorsque les flambées des prix alimentaires exacerbent les difficultés qui pèsent sur les plus pauvres, et il faudrait que de tels dispositifs mettent l'accent sur les groupes vulnérables. Lorsque les enfants doivent renoncer à l'éducation pour travailler, les conséquences sont préjudiciables non seulement pour les perspectives d'avenir de l'enfant mais aussi pour la base de compétences dont l'économie a besoin. Au Libéria, un programme d'alimentation scolaire a particulièrement réussi à maintenir les enfants à l'école en nourrissant 60 000 enfants depuis octobre 2008.

Étant donné la nature endémique des facteurs à l'origine de la flambée des prix mondiaux en 2008, on peut s'attendre à de nouvelles augmentations de prix et à des chocs ultérieurs. Il sera nécessaire de renforcer les systèmes de sécurité sociale pour les plus vulnérables, en particulier ceux qui permettent de préserver la scolarisation des enfants, pour pouvoir limiter les répercussions sur le marché du travail de nouvelles flambées des prix alimentaires.

Sources:

Banque mondiale, Programme de réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP): *Food and energy price briefing*, 9 juillet 2008; http://reliefweb.int/rw/RWFiles2008.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/YSAR-7H8QTL-full_report.pdf/$File/full_report.pdf.

Banque mondiale, portail de la crise alimentaire; http://www.banquemondiale.org/themes/crise-alimentaire/.

Banque mondiale: *La Banque mondiale va tripler le montant de son aide aux pays vulnérables à la suite de la crise économique*, communiqué de presse (Washington, DC), 21 avril 2009; http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,,contentMDK:22152293~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html (disponible le 28 oct. 2010).

FAO, Indices des prix alimentaires; http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/fr/.

R.E. De Hoyos et D. Medvedev: *Poverty effects of higher food prices: A global perspective*, World Bank Policy Research Working Paper 4887 (Banque mondiale, Washington, DC, 2009); http://www.eclac.org/comercio/noticias/paginas/4/34614/Poverty_Effects_of_Higher_Food_Prices.pdf.

M. Ivanic et W. Martin: *Implications of higher global food prices for poverty in low-income countries*, World Bank Policy Research Working Paper 4594 (Banque mondiale, Washington, DC, 2008); http://doc.abhatoo.net.ma/doc/IMG/pdf/wps4594.pdf.

S. Tiwari et H. Zaman: *The impact of economic shocks on global undernourishment*, World Bank Policy Research Working Paper 5215 (Banque mondiale, Washington, DC, 2010); http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2010/02/23/000158349_20100223161348/Rendered/PDF/WPS5215.pdf.

Q. Wodon et H. Zaman: *Rising food prices in Sub-Saharan Africa: Poverty impact and policy responses*, World Bank Policy Research Working Paper 4738 (Banque mondiale, Washington, DC, 2008); http://library1.nida.ac.th/worldbankf/fulltext/wps04738.pdf.

3 Évolution régionale de l'économie et du marché du travail

Économies développées et Union européenne

Entre 2007 et 2010, la majeure partie de la hausse du chômage mondial est survenue dans la région des économies développées et de l'Union européenne. En dépit d'une légère amélioration des perspectives régionales pour 2011, le chômage se maintient à des niveaux élevés

Comme nous l'avons vu dans les chapitres 1 et 2, la région des économies développées et de l'Union européenne a vu ces dernières années la situation de son économie et de ses marchés du travail se détériorer de manière considérable, avec une hausse massive des niveaux de la dette et des déficits publics. Avec l'apparition des premiers signes de la crise aux États-Unis, qui entrent pour 40 pour cent dans le PIB de la région, le taux régional de croissance du PIB a commencé à vaciller à la mi-2008, entraînant une croissance proche de zéro pour 2008 et un repli de –3,4 pour cent en 2009. Avec une estimation de croissance de 2,3 pour cent pour 2010, la région a commencé à se redresser.

Les États baltes ont été de loin les plus fortement touchés par la crise, affichant un repli économique de –18 pour cent en Lettonie, –14,8 pour cent en Lituanie et –13,9 pour cent en Estonie. En 2010, l'économie lettone a continué à régresser, tandis que la Lituanie et l'Estonie parvenaient à dégager des taux de croissance très légèrement positifs. Le choc subi par la croissance économique s'est produit sur une échelle considérable puisque, sur les 34 économies de la région, seules trois (Australie, Israël et Pologne) sont parvenues à enregistrer en 2009 une croissance certes faible mais néanmoins positive. Pour l'ensemble de la région, la croissance est redevenue positive au premier trimestre 2010, marquant ensuite une accélération au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année. La reprise économique s'est elle aussi produite sur une échelle relativement importante puisque, en dehors de cinq pays (Espagne, Grèce, Irlande, Islande et Lettonie), on estime que tous les pays sont parvenus à une croissance économique positive en 2010.

Étant donné que tous les pays de la région des économies développées et de l'Union européenne comptent une proportion élevée d'emplois salariés et que la plupart disposent d'une gamme étendue de prestations d'assurance sociale, les chocs économiques entraînent généralement une hausse du chômage, de même qu'une augmentation du sous-emploi et du travail à temps partiel (voir encadré 3). De fait, la hausse du chômage dans la région a atteint des niveaux sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cinquante-cinq pour cent de l'augmentation totale du chômage mondial entre 2007 et 2010 se sont produits dans la région, qui ne représente pourtant que quelque 15 pour cent de la population active mondiale. Si l'on resserre l'analyse aux jeunes de 15 à 24 ans, la situation est encore plus sombre. En effet, alors que la région ne compte que 10 pour cent de la population active jeune mondiale, elle entrait pour plus de 72 pour cent de la hausse totale du chômage mondial des jeunes.

Le taux de chômage régional est passé de 5,8 pour cent en 2007 à 8,4 pour cent en 2009 et à 8,8 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 8,5 à 9,1 pour cent) (voir tableau A2). Ainsi donc, tandis que la reprise économique commençait à véritablement prendre forme en 2010, le chômage continuait à grimper. Cette évolution allait dans le même sens pour les hommes et pour

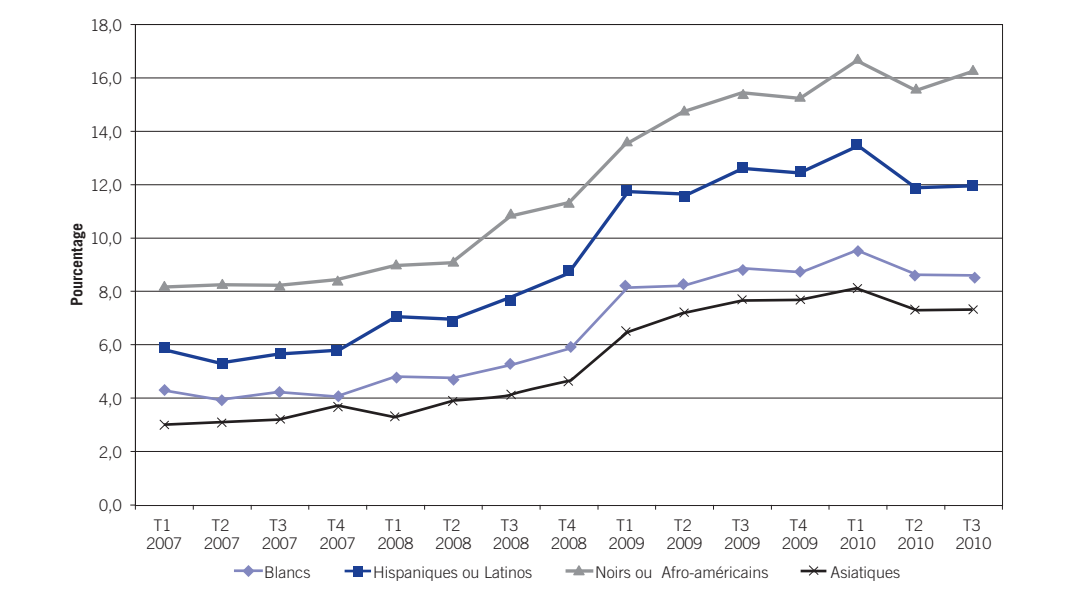
Encadré 2 Voir plus loin que les estimations agrégées: Chômage et origine ethnique aux États-Unis

Les États-Unis ont été confrontés aux premières attaques de la crise entraînant une baisse de la croissance de leur PIB au-dessous de 2 pour cent en 2007, suivie par une absence de croissance en 2008 et un repli économique de 2,6 pour cent en 2009. L'économie a commencé à se redresser, avec une estimation de 2,6 pour cent en 2010. Le marché du travail, en proie à de fortes tensions, a vu le taux de chômage plus que doubler, passant de 4,5 pour cent au T1 2007 à 10 pour cent au T3 2009, avant de baisser à 9,6 pour cent au T3 2010. Le nombre d'emplois a chuté de plus de 8,1 millions entre son niveau le plus élevé et son niveau le plus bas, soit une perte de 5,5 pour cent de l'emploi total.

Les taux de chômage masculins ont plus augmenté que les taux féminins correspondants. Étant donné les faibles possibilités d'emploi existant pour les nouveaux arrivants dans la population active, les taux de chômage des jeunes, déjà comparativement élevés, ont augmenté encore plus fortement que ceux des adultes. Ces chiffres montrent l'importance de la ventilation des données relatives au marché du travail, pour obtenir des indications plus précises des tendances générales de ce marché susceptibles d'aider à concevoir des mesures anticrise. C'est dans cet esprit que les modèles économétriques mis au point par le BIT pour produire des estimations agrégées mondiales et régionales des indicateurs clés du marché du travail ont été élaborés de manière à proposer, chaque fois que faire se peut, des estimations ventilées par âge et par sexe.

En outre, une ventilation plus poussée des données du marché du travail – à savoir par origine ethnique – peut aussi s'avérer très utile pour appréhender pleinement la situation des différents groupes de travailleurs sur le marché du travail. La figure ci-dessous fait apparaître les taux de chômage des personnes issues de quatre grands groupes ethniques du T1 2007 au T3 2010.

Chômage par origine ethnique aux États-Unis, T1 2007-T3 2010



Source: US Bureau of Labor Statistics.

Avant le début de la crise, les Afro-américains connaissaient les taux de chômage les plus élevés (près du double du taux des Blancs et 2,7 fois supérieur au taux des Asiatiques) suivis, par ordre décroissant, des Hispaniques/Latinos, des Blancs et des Asiatiques. Si chaque groupe ethnique a vu son taux de chômage augmenter pendant la crise économique mondiale, les écarts se sont néanmoins creusés entre les Afro-américains et les Hispaniques, d'une part, et entre les Blancs et les Asiatiques, d'autre part. Ainsi, l'écart entre les taux de chômage des Afro-américains et des Blancs est passé de 3,9 points de pourcentage au T1 2007 à 7,8 points de pourcentage au T3 2010, et l'écart entre les Hispaniques et les Blancs de 1,6 à 3,5 points de pourcentage au cours de la même période. Tandis que le tout dernier trimestre a vu le taux de chômage des Blancs baisser, on a assisté dans le même temps à une hausse des taux chez les Afro-américains et les Hispaniques.

L'examen des réalités très diverses du marché du travail pour les travailleurs d'origines ethniques différentes révèle une faiblesse importante des estimations agrégées aux niveaux mondial et régional présentées dans la série des *TME*. Malheureusement, l'insuffisance des données et l'hétérogénéité des populations de par le monde ne permettent pas de décomposer les statistiques par groupe ethnique (ou selon d'autres types de ventilation, par exemple entre travailleurs migrants internationaux et ressortissants nationaux) au niveau régional ou mondial. Même si les données ventilées par âge et par sexe offrent un solide point de départ pour l'analyse, l'exemple des États-Unis met en évidence qu'une analyse minutieuse des tendances des indicateurs du marché du travail observées chez d'autres groupes de personnes pourrait s'avérer nécessaire pour obtenir une vision exhaustive du marché du travail et concevoir des politiques du marché du travail adaptées.

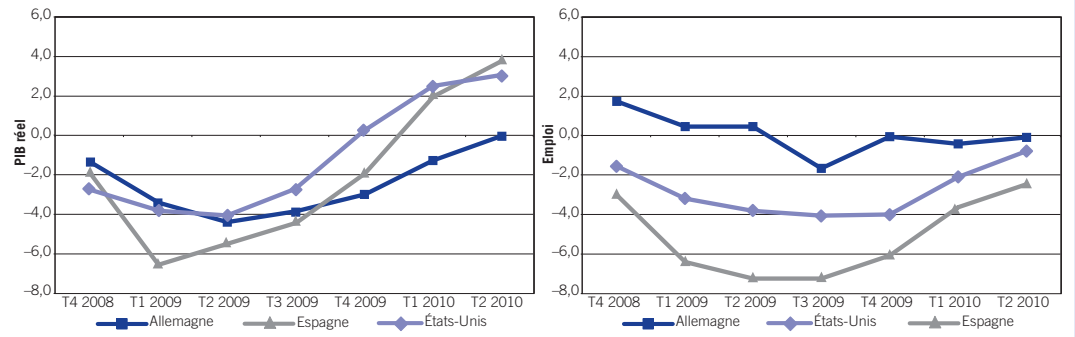
les femmes, alors que la hausse avait été plus forte chez ces dernières entre 2007 et 2009 (de 5,5 à 8,8 pour cent contre une hausse de 6,0 à 7,9 pour cent chez les femmes). Selon les estimations, le taux de chômage des hommes a encore augmenté de 0,5 point de pourcentage en 2010, s'établissant à 9,3 pour cent (intervalle de confiance de 8,9 à 9,5 pour cent), pendant que celui des femmes n'enregistrait qu'une légère hausse de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 8,2 pour cent (intervalle de confiance de 7,9 à 8,5 pour cent). Au-delà des estimations ventilées par âge et par sexe, l'encadré 2 étudie les taux de chômage chez les différents groupes ethniques aux États-Unis.

Les tendances des taux d'activité exacerbent les disparités de l'impact entre les sexes, le taux d'activité des hommes ayant baissé de 69 à 68,4 pour cent entre 2007 et 2009, tandis que celui des femmes enregistrait au cours de la même période une hausse de 52,7 à 53,1 pour cent. Le nombre total d'emplois a chuté de plus de 8 millions dans la région entre 2007 et 2009, dont 7,8 millions d'emplois masculins contre 0,3 million d'emplois féminins. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'impact relatif plus important sur les hommes est essentiellement dû au fait que les industries, qui ont été le secteur le plus touché par la crise, notamment la construction et les services financiers, se caractérisent par les proportions élevées d'emplois masculins. Dans la région, 9,5 millions d'emplois industriels ont été perdus entre 2007 et 2009, tandis que l'on enregistrait une augmentation de 2,7 millions d'emplois dans les services (voir tableau A11).

Spotlight 1 par pays sur la croissance et l'emploi en Allemagne, en Espagne et aux États-Unis*

Chaque coup de projecteur par pays sur la croissance et l'emploi fait apparaître les variations annuelles du PIB réel (figure de gauche) et de l'emploi (figure de droite) entre le trimestre indiqué sur l'axe x et le même trimestre de l'année précédente. Une croissance positive est représentée par les points au-dessus de la ligne zéro, alors que les points sous cette ligne représentent un repli.

PIB et emploi (variation de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010; Eurostat; US Bureau of Labor Statistics.

Pendant la crise économique mondiale, le PIB a brutalement chuté en Allemagne, en Espagne et aux États-Unis, le paroxysme se traduisant par un repli de plus de 6 pour cent en Espagne au T1 2009 (par rapport au T1 2008) et une chute de plus de 4 pour cent en Allemagne et aux États-Unis, où la croissance a atteint son niveau le plus bas au T2 2009. La croissance a ensuite fortement rebondi en Espagne et aux États-Unis, les deux pays ayant retrouvé une croissance positive dès le T1 2010. En Allemagne, la reprise a été plus progressive pendant tout le premier semestre 2010, avant de s'accélérer ensuite au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année (non indiqué sur le graphique).

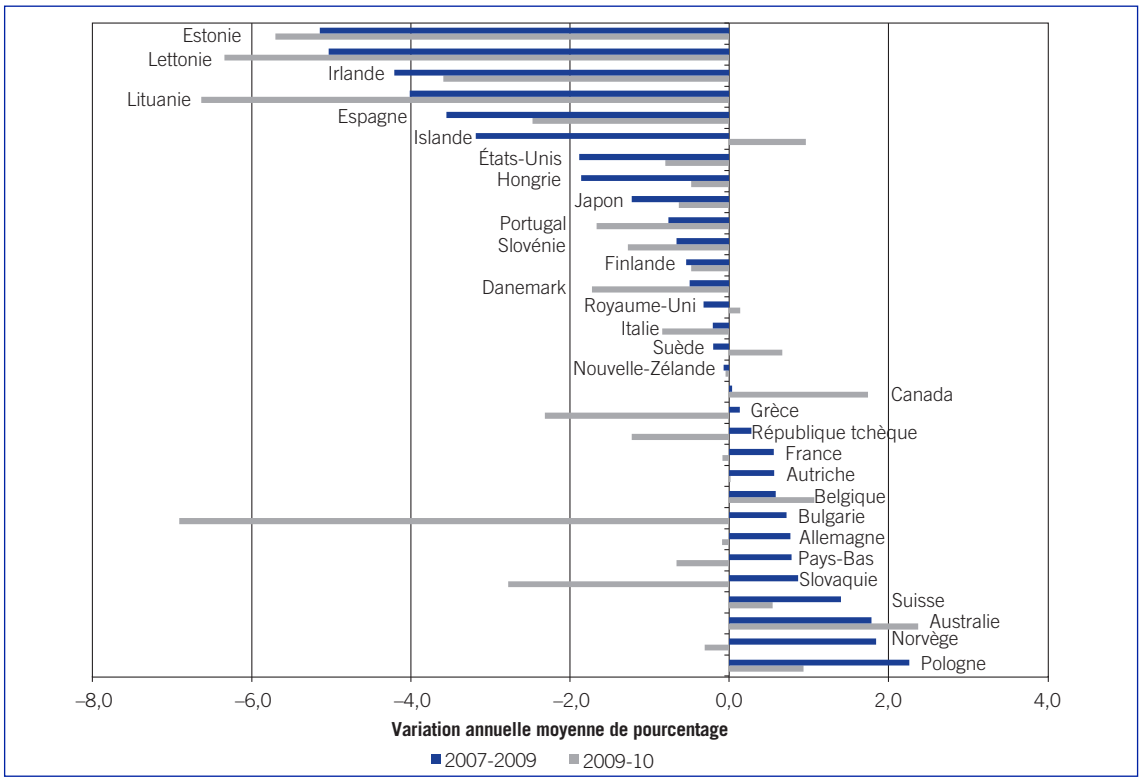
En Espagne, les pertes d'emplois se sont avérées encore plus importantes que les pertes de PIB et la reprise, qui n'a démarré qu'au T4 2009, a été beaucoup plus progressive, les taux de croissance de l'emploi d'une année sur l'autre demeurant négatifs jusqu'au T2 2010. Aux États-Unis, la reprise n'a démarré qu'au T1 2010. En Espagne comme aux États-Unis, d'importantes disparités dans l'emploi sont apparues et la reprise de la création d'emplois a été d'une lenteur consternante. L'Allemagne n'a pas enregistré un repli important de ses niveaux d'emploi, même si la croissance de l'emploi n'a pas été très vigoureuse, avec des taux négatifs d'une année sur l'autre à compter du T3 2009.

* Nouvel apport à la série des *Tendances mondiales de l'emploi*, les «spotlights par pays» se proposent de faire apparaître les tendances au niveau national et d'attirer l'attention sur l'hétérogénéité entre les pays qui ne peut être rendue par les données regroupées par région.

L'augmentation massive du chômage des jeunes survenue dans la région des économies développées et de l'Union européenne pendant la crise s'est accompagnée d'un fort recul de la participation des jeunes au marché du travail. Le taux régional de chômage des jeunes est passé de 12,4 pour cent en 2007 à 17,4 pour cent en 2009, puis à 18,2 pour cent en 2010 (voir tableau A3). Entre 2007 et 2010, le nombre de jeunes chômeurs a ainsi augmenté dans la région de plus de 3 millions, s'établissant à 11,1 millions en 2010, soit une augmentation supérieure à 37 pour cent. De plus, en 2009, on a compté sur le marché du travail 1,15 million de jeunes en moins que ce qu'avaient laissé présager les tendances d'avant la crise (voir chapitre 1 pour une analyse sur la baisse du taux d'activité des jeunes sur l'ensemble du globe pendant la crise). Ce phénomène montre que, malgré son importance, l'augmentation du chômage des jeunes qui s'est produite dans la région sous-estime l'ampleur du problème en termes de manque de possibilités d'emplois disponibles.

Dans la région, 54,7 pour cent seulement des personnes en âge de travailler avaient un emploi en 2010, soit une baisse importante par rapport aux 57,1 pour cent enregistrés en 2007 (voir tableau A5). L'emploi a reculé de 2,2 pour cent en 2009 et de 0,9 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de –1,2 à –0,5 pour cent). Même si certains pays ont commencé à voir une reprise de l'emploi à partir du deuxième trimestre 2010, la majorité des pays demeurait confrontée à une croissance de l'emploi négative par rapport au même trimestre de l'année précédente (voir figure 15). Les pertes du taux d'emploi se sont accélérées au Danemark, en Estonie, Italie, Lettonie, Lituanie, au Portugal et en Slovénie entre les T2 2009 et 2010 par rapport au taux moyen annuel enregistré entre les T2 2007 et 2009; tandis que les gains réalisés en termes de création d'emplois au cours de la période précédente se sont transformés en pertes d'emplois en France, Grèce, Norvège, République tchèque et Slovaquie. À l'évidence, de nombreux marchés du travail de la région demeurent en proie à de très graves difficultés.

Figure 15 Variation annuelle de l'emploi, certaines économies, 2007-2009 (moyenne an.) et 2009-10



Source: Bureaux nationaux de statistique.

Note: Basée sur les données portant sur le deuxième trimestre de chaque année.

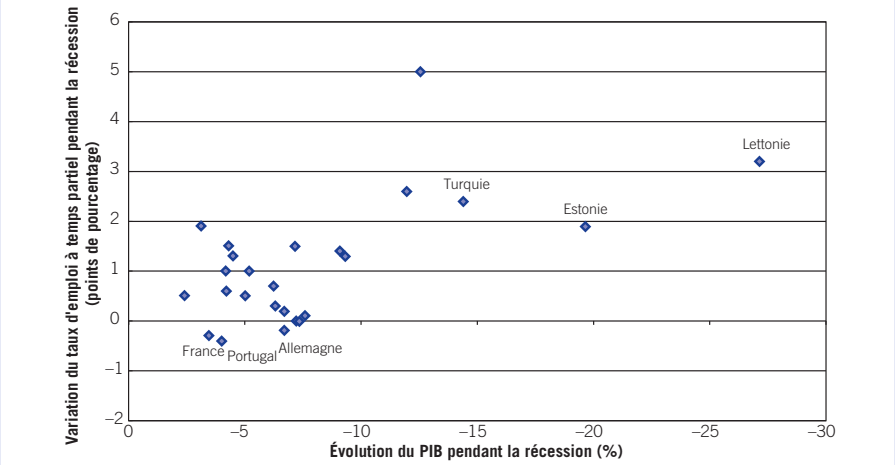
Encadré 3 L'emploi à temps partiel dans les économies développées

Des niveaux élevés d'emploi à temps partiel sont révélateurs de la persistance de l'impact de la crise économique mondiale sur les marchés du travail des économies développées. En elle-même, la hausse des taux d'emploi à temps partiel n'est pas nouvelle puisque, dans de nombreuses économies développées, il s'agit d'une tendance à la hausse à long terme déterminée par des facteurs institutionnels et structurels, souvent avec l'appui de politiques publiques antérieures à la crise économique. En outre, sur le court terme, le taux d'emploi à temps partiel évolue en général de manière contracyclique par rapport aux cycles conjoncturels[1]. Dans les périodes de faible demande, cela se traduit par une baisse de la durée de travail moyenne par travailleur et, partant, par une hausse du taux d'emploi à temps partiel; tandis que l'effet inverse se produit dans les périodes de forte demande. En réduisant le nombre d'heures de travail pendant une récession, les employeurs évitent des licenciements coûteux tout en gardant le même niveau de capacité de production. Dans certains pays, pendant la crise économique mondiale, le travail à temps partiel a reçu l'appui de politiques du chômage partiel[2].

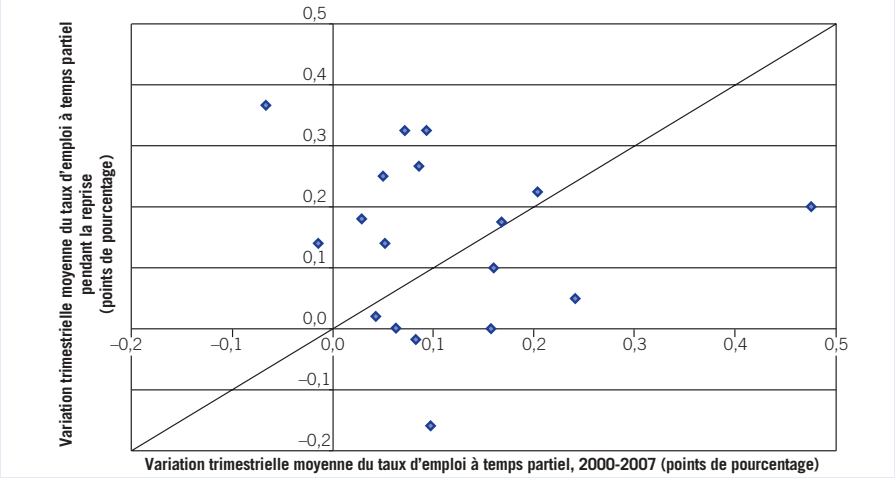
Ces facteurs aident à expliquer la relation positive, montrée dans la première figure ci-dessous, qui existe entre l'évolution du taux d'emploi à temps partiel et le choc subi par le PIB pendant la récession mondiale[3]. Le taux d'emploi à temps partiel a notamment enregistré une hausse considérable dans les pays où la crise a eu de fortes répercussions. Ainsi, l'Estonie, la Lettonie et la Turquie, qui ont été les plus durement touchées en termes de baisse du PIB, ont également vu leurs taux d'emploi à temps partiel fortement augmenter. Seuls trois pays ont vu ces taux baisser pendant la crise: l'Allemagne, la France et le Portugal.

Contrairement à ce que l'on aurait pu prévoir eu égard à la nature contracyclique du taux d'emploi à temps partiel, ce taux a continué d'augmenter dans de nombreux pays pendant la reprise, et ce à un rythme supérieur à celui des tendances structurelles à long terme. La seconde figure représente l'augmentation trimestrielle moyenne des taux d'emploi à temps partiel pendant la période de reprise par rapport à la tendance observée avant la crise. La courbe à 45 degrés ne montre aucune différence entre la variation trimestrielle pendant la reprise et celle de la tendance observée avant la crise. Dans la majorité des pays, on a constaté pendant la période de reprise une augmentation trimestrielle moyenne supérieure à ce qu'elle était avant la crise, faisant ainsi ressortir la persistance d'une faible demande de main-d'œuvre et d'une situation globale critique sur les marchés du travail des économies développées.

L'emploi à temps partiel a fortement augmenté pendant la crise...



et il continue de progresser pendant la reprise



[1] Voir OCDE: *Le travail à temps partiel: une bonne option?* État des lieux (2010); http://www.oecd.org/dataoecd/15/16/45602882.pdf et H. Buddelmeyer, G. Mourre et M. Ward: *Why do Europeans work part-time. A cross-country panel analysis*, Working Paper Series No. 872 (Francfort-sur-le-Main, Banque centrale européenne, 2008); http://www.ecb.int/pub/pdf/scpwps/ecbwp872.pdf.

[2] Voir IIES/OIT: *Rapport sur le travail dans le monde 2009: La crise mondiale de l'emploi et l'après crise* (Genève, 2009); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_118384.pdf.

[3] La figure est basée sur 18 économies développées: Allemagne, Belgique, Bulgarie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et République tchèque; ces pays ont été sélectionnés car ils disposaient de taux trimestriels récents de leur emploi à temps partiel (jusqu'au deuxième trimestre 2010); alors que, dans ces pays, la reprise a commencé avant le trimestre le plus récent pour lequel des données sur le travail à temps partiel étaient disponibles.

Avec la poursuite de la baisse de l'emploi et une hausse de la production, la région a vu en 2010 la productivité du travail augmenter pour la première fois depuis 2007. La production par travailleur a ainsi augmenté de 3,1 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 2,7 à 3,4 pour cent), contre un taux de –1,2 pour cent en 2009 et –0,1 pour cent en 2008 (voir tableau A7). Dans la mesure où une hausse de la productivité par travailleur peut permettre de financer une hausse des salaires réels, cette situation peut stimuler la consommation et la croissance. Il est d'autant plus important d'augmenter les rémunérations que les salaires réels ont soit stagné soit baissé pendant la crise dans de nombreuses économies de la région[28]. Mais il est à l'évidence tout aussi nécessaire de mettre en place une croissance soutenue de l'emploi pour faire baisser les niveaux extrêmement élevés du chômage et permettre aux économies de réaliser leur potentiel productif.

Ainsi que nous l'avons noté dans le chapitre 1, de nombreux pays de la région des économies développées et de l'Union européenne doivent à présent faire face à d'importants défis macroéconomiques, notamment des déficits budgétaires intenables et des pressions croissantes pour l'adoption de mesures d'austérité. Même si la solidité des finances publiques et la viabilité de la dette sont importantes, il est essentiel que les gouvernements poursuivent des politiques d'aide à la croissance et à la création d'emplois. C'est ce qu'a souligné un rapport récent du Bipartisan Policy Center aux États-Unis, qui soutient que les objectifs de réduction du chômage et de réduction de la dette doivent être poursuivis simultanément par l'adoption de politiques permettant de relancer la croissance tout en encourageant les entreprises à investir et à créer des emplois[29]. De fait, dans de nombreux pays, un rebond des investissements du secteur privé est absolument indispensable pour compenser l'essoufflement des mesures de relance mises en place par les gouvernements et soutenir la croissance économique et la création d'emplois.

Les perspectives pour 2011 prévoient un modeste ralentissement de la croissance économique à un taux de 2,0 pour cent contre 2,3 pour cent en 2010. Sur la base des projections macroéconomiques du moment, le taux de chômage de la région devrait peu évoluer en 2011, avec une projection à 8,6 pour cent (intervalle de confiance de 7,9 à 9,4 pour cent) contre une estimation de 8,8 pour cent en 2010. Cette baisse ne représenterait que 300 000 chômeurs de moins, la région continuant d'afficher plus de 15 millions de chômeurs de plus qu'en 2007.

Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI

Le taux de chômage, qui était en 2009 le taux régional le plus élevé du monde, est resté élevé en 2010, les groupes vulnérables subissant la majeure partie de l'impact de la crise économique mondiale

Les pays de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI ont subi certains des chocs économiques les plus importants pendant la crise économique mondiale, entraînant en 2009 une chute de 10,3 points de pourcentage de la croissance économique régionale, qui s'est établie à –6,0 pour cent. La croissance a été de –15,1 pour cent en Ukraine, soit une chute de 17,2 points de pourcentage; de –14,2 pour cent en Arménie, perdant 21,1 points de pourcentage; et de –7,9 pour cent dans la Fédération de Russie, où la perte était de 13,1 points de pourcentage[30].

---

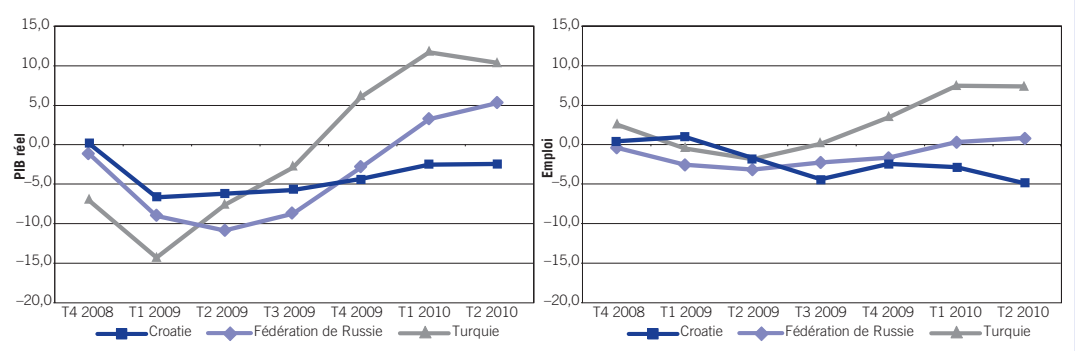
[28] Voir BIT, *Rapport mondial sur les salaires 2010/11: Politiques salariales en temps de crise* (Genève, BIT, 2010); http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_146706/lang--fr/index.htm.

[29] Voir: *Restoring America's future: Reviving the economy, cutting spending and debt, and creating a simple, pro-growth tax system* (Bipartisan Policy Center, Washington, DC, 2010); http://bipartisanpolicy.org/sites/default/files/FINAL%20DRTF%20REPORT%2011.16.10.pdf.

[30] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

Spotlight 2 par pays sur la croissance et l'emploi en Croatie, Fédération de Russie et Turquie

PIB et emploi (variation de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010, Statistiques financières internationales novembre 2010, Eurostat, OCDE.

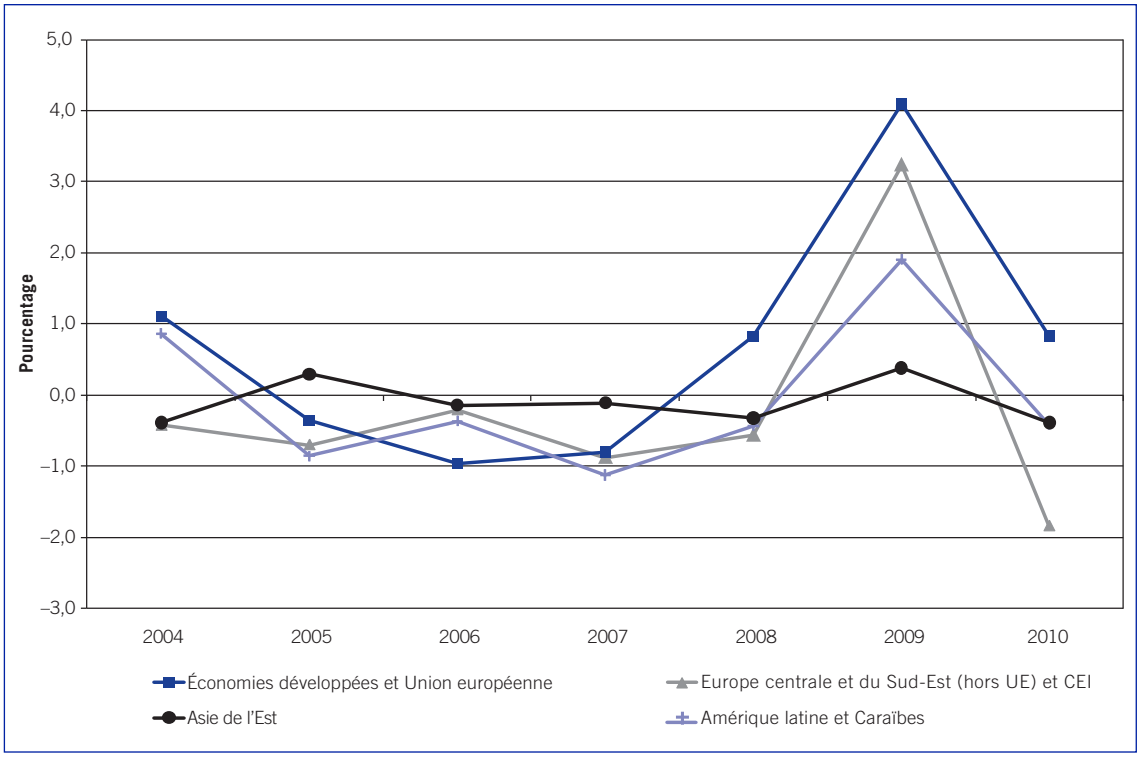
Les expériences de la Croatie, de la Fédération de Russie et de la Turquie illustrent le choc considérable qui a frappé la croissance et l'emploi en Europe centrale et du Sud-Est. En Turquie, la croissance s'est effondrée à –15 pour cent au T1 2009, avant de rebondir brusquement et de redevenir positive au quatrième trimestre de la même année. Dans la Fédération de Russie, la croissance économique a chuté de plus de 10 pour cent au T2 2009, avant de se redresser plus progressivement et de redevenir positive au T1 2010. La Croatie n'a pas enregistré une chute aussi forte de sa croissance mais sa trajectoire de reprise s'est avérée beaucoup plus progressive et, par rapport à l'année précédente, la croissance est demeurée négative au T2 2010.

En termes de pourcentage, les pertes d'emploi ont été moins sévères que les baisses de la croissance économique et, en Turquie et dans la Fédération de Russie, la croissance de l'emploi est redevenue positive au cours du même trimestre que la croissance du PIB. Dans les deux pays, la reprise de la croissance de l'emploi a toutefois été moins vigoureuse que la reprise de la hausse de la production. En Croatie, au contraire, l'emploi a commencé à baisser au T2 2009, soit un trimestre après la chute très importante de la croissance économique. Au T2 2010, le pays n'a toutefois enregistré aucune reprise de l'emploi, dont le niveau est demeuré inférieur de 5 pour cent approximativement à celui de l'année précédente.

En dépit de ce taux de croissance économique le plus faible de toutes les régions en 2009, la plupart des économies de la région se sont spectaculairement redressées puisque, en 2010, l'estimation de croissance régionale était de 4,9 pour cent, soit une augmentation de 10,9 points de pourcentage par rapport à l'année précédente (voir tableau A1). Ce redémarrage a été tiré par la reprise survenue dans les économies développées et par un retour des flux d'investissements étrangers et de la demande d'exportations. Dans de nombreux pays, l'ampleur du repli et de la reprise de la croissance traduit la faiblesse de la marge de manœuvre budgétaire dont les pays disposent pour parer aux effets de la crise, laissant ainsi les économies pleinement exposées aux fluctuations tant des récessions que des redressements économiques.

Avec une hausse de 1,7 point de pourcentage, la région a affiché en 2009 le plus fort taux de chômage régional du monde à 10,4 pour cent (voir tableau A2). Ces dernières années, le taux de chômage des adultes est resté constamment supérieur à celui des autres régions, atteignant 7,9 pour cent en 2010 contre 7,5 pour cent dans les économies développées, qui arrivaient en deuxième position des taux les plus élevés en dépit de la protection sociale plus limitée offerte dans les pays de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI. En outre, l'une des caractéristiques inquiétantes de la crise tenait à son impact particulièrement disproportionné sur le chômage des jeunes, ces derniers étant les plus durement touchés. Avec une augmentation de 3,2 points de pourcentage, le chômage des jeunes a ainsi enregistré en 2009 une hausse plus forte que dans toute autre région en développement (voir figure 16); et, de ce fait, un jeune sur cinq en âge d'être économiquement actif était au chômage en 2010 (voir tableau A3). Même si le taux de chômage des jeunes a régressé à 18,9 pour cent en 2010, des niveaux de chômage aussi élevés risquent d'avoir pendant longtemps des conséquences catastrophiques.

Figure 16 Variations des taux de chômage des jeunes en glissement annuel, certaines régions (points de pourcentage)



Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010.

La productivité du travail a enregistré dans la région une hausse rapide au cours de la dernière décennie, avec une croissance annuelle moyenne de la production par travailleur de 6,0 pour cent au cours de la période 2001-2006 (voir tableau A7). Toutefois, l'ampleur de la chute de la production en 2009 ayant même dépassé celle de la chute de l'emploi, la hausse de la productivité s'est effondrée à –5,5 pour cent, ce qui représente le taux de croissance de la productivité le plus faible de toutes les régions en 2009. Les estimations préliminaires prévoient une reprise en 2010, avec une hausse de la productivité se situant dans une fourchette de 3,6 à 4,7 pour cent.

Le niveau relativement faible de la productivité du travail (voir tableau A7) fait apparaître la fragilité des économies en transition pour ce qui a trait à la qualité de l'emploi. En effet, la restructuration de la phase de transition a jusqu'ici échoué à créer les emplois que les taux de croissance économique laissent présager, l'économie informelle ayant absorbé la majeure partie de la main-d'œuvre dans l'incapacité de trouver un travail plus productif. En outre, le manque de possibilités de travail décent dans la région a incité un grand nombre de personnes à chercher un emploi à l'étranger. Le programme par pays de la promotion du travail décent de l'OIT (PPTD) pour l'Albanie estime que 40 pour cent de la population active de ce pays travaillent actuellement à l'étranger; et le PPTD pour la République de Moldova estime à un quart la part de la population économiquement active travaillant hors du pays[31]. Étant donné que les travailleurs étrangers sont souvent employés dans des situations de travail précaire et sont parmi les premiers à être licenciés, cela a probablement aggravé la situation du chômage dans la région à la suite de la crise.

[31] Voir BIT: *Albania Decent Work Country Programme Document 2008-2010* et *Moldova Decent Work Country Programme Document 2008-2011*; http://www.ilo.org/public/english/region/eurpro/budapest/download/dwcp/dwcp_albania.pdf et http://www.ilo.org/public/english/bureau/program/dwcp/download/moldova.pdf.

Un autre sujet de préoccupation est l'augmentation de la part de l'emploi agricole dans l'emploi total entre 2007 et 2009 (voir tableau A10). Après avoir enregistré une baisse de 5,8 points de pourcentage entre 2000 et 2007, la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI est la seule à avoir vu la part de l'emploi dans l'agriculture augmenter entre 2007 et 2009. Les PPTD pour les pays de la région indiquent qu'une proportion importante des personnes qui opèrent dans l'économie informelle travaillent dans l'agriculture. La part croissante des emplois agricoles peut donc laisser penser que certaines pertes d'emplois survenues pendant la crise ont été absorbées dans l'économie informelle et que l'impact de la crise a été encore plus grave que ne le suggèrent les chiffres du chômage. Néanmoins, la tendance à la baisse de la part de l'emploi vulnérable observée avant la crise s'est maintenue en 2008 et 2009, mais à un rythme plus lent. L'écart entre le taux d'emploi vulnérable de la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI (20,0 pour cent en 2009) et celui de la région des économies développées et de l'Union européenne (9,7 pour cent) demeure toutefois considérable.

À la suite de la crise, on assiste dans la région à une stagnation de la tendance à la réduction de la pauvreté au travail, le taux de cette dernière (à 1,25 dollar EU par jour, voir tableau A14a) s'établissant à 4,3 pour cent en 2008 et 2009. Mais le taux régional de la pauvreté au travail ne reflète pas les disparités des taux observés entre les différents pays de la région. Pour les pays disposant d'estimations au niveau national, la fourchette de la pauvreté au travail à 1,25 dollar EU par jour allait de 33,1 pour cent au Tadjikistan en 2003 à 1,0 pour cent en Turquie en 2002[32]. Étant donné que la situation du chômage a empiré, il se pourrait que les niveaux stagnants de la pauvreté au travail ne rendent pas correctement compte des niveaux de pauvreté globaux sur le marché du travail, car le nombre de sans-emploi vivant sous le seuil de pauvreté pourrait être important dans la région.

Les perspectives pour 2011 sont modérées puisqu'on s'attend à un ralentissement à 4,3 pour cent de la croissance du PIB, dans le droit fil des tendances mondiales. Selon les projections, le taux de chômage devrait demeurer relativement stable à 9,7 pour cent (intervalle de confiance de 8,9 à 10,6 pour cent), c'est-à-dire supérieur à 2007 et 2008 mais en amélioration par rapport à 2009.

Amérique latine et Caraïbes

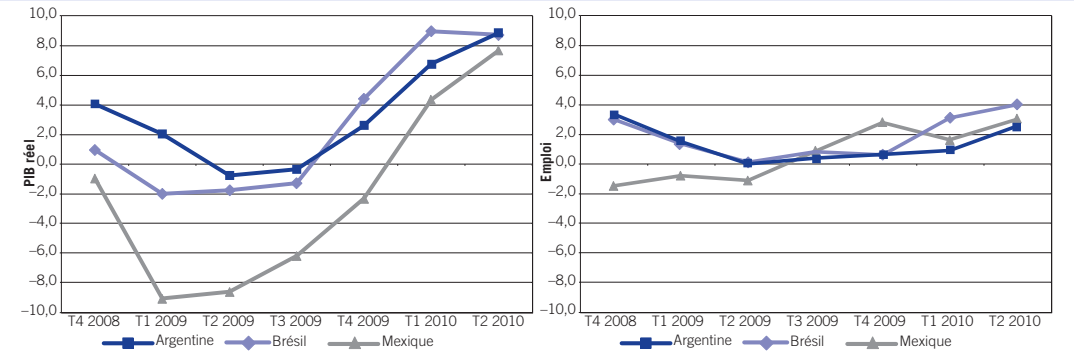
L'emploi augmente mais les faibles gains de productivité du travail limitent la création de possibilités d'emplois décents

Après la brusque contraction de croissance du PIB de –1,7 pour cent en 2009, la croissance économique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) a connu un fort rebond de 5,7 pour cent en 2010, ce qui représente le plus fort taux de croissance régionale en dehors des trois régions de l'Asie (voir tableau A1). Quatre des cinq plus importantes économies de la région, à savoir l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique, ont enregistré des taux de croissance s'inscrivant dans une fourchette de 4,5 à 7,5 pour cent. L'exception a été le Venezuela, dont la croissance économique s'est avérée négative – un sort qu'il partage avec trois économies des Caraïbes, en partie à cause de perspectives réduites en matière de tourisme et d'envois de fonds par les travailleurs émigrés (Jamaïque, Barbade) et, dans le cas d'Haïti, par suite des effets catastrophiques du tremblement de terre de janvier 2010.

[32] Voir tableau 20b de BIT: *Indicateurs clés du marché du travail, 6e édition* (Genève, 2009); http://www.ilo.org/empelm/what/pubs/lang--en/WCMS_114060/index.htm.

Spotlight 3 par pays sur la croissance et l'emploi en Argentine, au Brésil* et au Mexique

PIB et emploi (variation de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010; Statistiques financières internationales novembre 2010; LABORSTA; OCDE.

Du fait de ses liens étroits avec l'économie des États-Unis, le Mexique a été durement frappé par la crise économique mondiale, sa croissance ayant chuté d'environ 9 pour cent (par rapport à l'année précédente) au T1 2009. L'économie mexicaine a ensuite commencé à se redresser progressivement, la reprise s'accélérant à la fin 2009 et en 2010. Le choc infligé à la croissance a également été rude au Brésil, où la croissance a atteint son niveau le plus bas au T1 2009 et est demeurée négative pendant les T2 et T3 2009. La crise a eu un impact moins grave sur le taux de croissance de l'Argentine, qui n'est devenu que modestement négatif pendant les deuxième et troisième trimestres 2009. Au T1 2010, ces trois économies affichaient toutes de nouveau une croissance rapide.

Au Mexique, la croissance de l'emploi, qui était déjà négative au T4 2008, l'est restée jusqu'au T2 2009. Après quoi, à l'exception d'un ralentissement au T1 2010, la trajectoire de la croissance de l'emploi s'est améliorée, même si son rythme a été beaucoup plus lent que celui de la croissance économique correspondante. L'Argentine a enregistré un ralentissement important de sa croissance de l'emploi (bien que les taux de cette croissance soient demeurés positifs tout au long de la crise), et une accélération de sa croissance au cours des deux premiers trimestres 2010. Les zones urbaines du Brésil, qui ont connu une trajectoire analogue à celle de l'Argentine jusqu'au T1 2010, ont ensuite enregistré une brusque accélération de la croissance de l'emploi aux T1 et T2 2010.

* Pour le Brésil, les chiffres de l'emploi portent sur les zones urbaines, tandis que les chiffres du PIB sont donnés au niveau national.

Le retour de la croissance économique à des niveaux d'avant la crise a été aidé dans plusieurs pays par des fondamentaux économiques solides, qui ont offert une marge de manœuvre budgétaire permettant de riposter à la crise, de même que par la solidité des prix de certains produits de base. En outre, plusieurs pays avaient déjà lancé avant le début de la crise certains programmes sociaux, qui ont eux-mêmes atténué l'impact de celle-ci et ont pu être renforcés en temps opportun pour soutenir les groupes vulnérables.

En phase avec ces taux de croissance favorables, les indicateurs à court terme du marché du travail, tels que les taux de chômage mensuels et trimestriels, ont montré une tendance à la baisse dans de nombreux pays de la région[33]. Ainsi, en Uruguay, l'un des pays ayant affiché en 2010 un taux de croissance économique parmi les plus élevés d'Amérique latine et des Caraïbes (8,5 pour cent), le taux de chômage mensuel (6,2 pour cent) était en août 2010 le plus faible enregistré au moins depuis le début de 2007. De même, au Brésil, le taux de chômage, mesuré dans le cadre d'une série d'enquêtes mensuelles sur l'emploi conduites dans six grandes zones métropolitaines, a atteint en septembre 2010 son niveau le plus bas de la série à 6,2 pour cent, faisant ainsi apparaître une amélioration par rapport aux niveaux du chômage observés avant la crise[34]. Toutefois, les indices à court terme montrent également que, dans plusieurs pays, notamment en Colombie

[33] Voir BIT: *Indicateurs à court terme du marché du travail*, Département de statistique; http://laborsta.ilo.org/sti/sti_F.html.

[34] Voir également l'encadré 6 dans BIT: *Tendances mondiales de l'emploi, janvier 2010* (Genève, 2010), qui montrait que le taux de chômage dans les principales zones métropolitaines avait presque atteint ses niveaux d'avant la crise au troisième trimestre 2009.

et au Mexique, les marchés du travail ne se sont pas encore relevés de la crise en termes de taux de chômage.

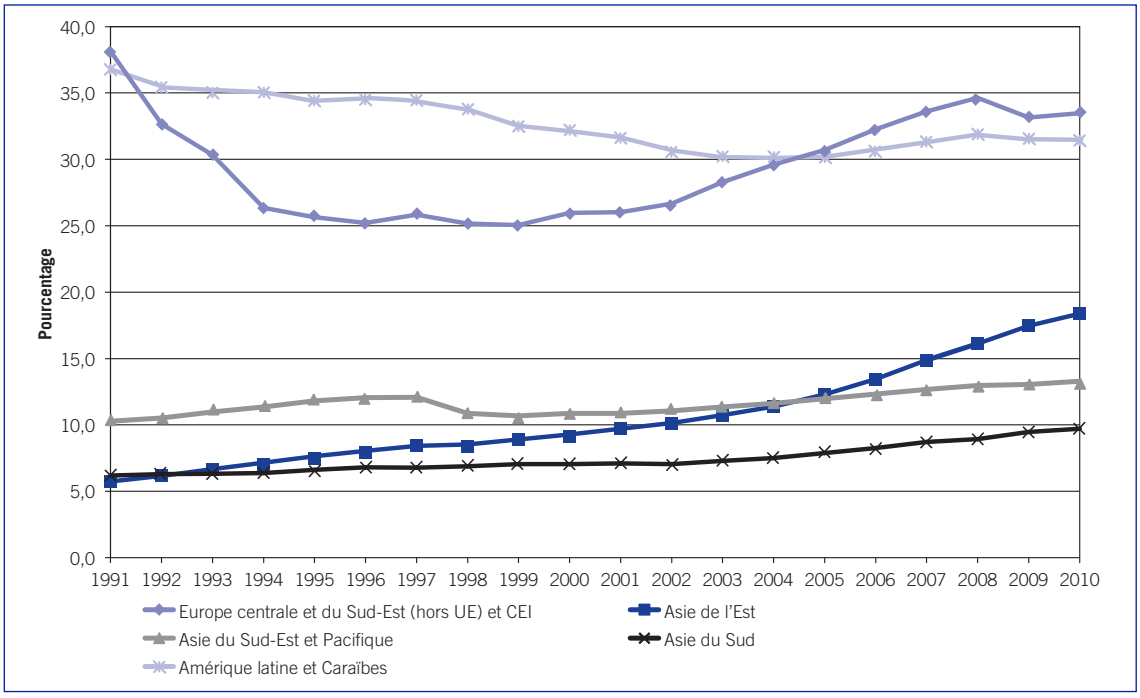
Si l'on observe les tendances annuelles à plus long terme de la région dans son ensemble, on constate que le taux de chômage dans l'ALC a baissé de 0,9 point de pourcentage, passant de 8,5 pour cent en 2000 à 7,7 pour cent en 2010 (voir tableau A2). Même si ce taux reste encore bien supérieur à la moyenne mondiale et à ceux des trois régions asiatiques, la région de l'ALC a néanmoins fait de réels progrès depuis 2000 en matière de création de possibilités d'emplois. Le ratio emploi-population a augmenté de 2,6 points de pourcentage au cours de la dernière décennie (par rapport à 1,7 point pendant les années 1990), en dépit du ralentissement de la croissance de l'emploi en 2009 (voir tableau A6). L'augmentation de ce ratio est due pour l'essentiel à l'augmentation des possibilités d'emplois pour les femmes. L'écart encore considérable entre les taux d'emploi des hommes et des femmes dans la région, d'un peu plus de 27 points de pourcentage en 2010, s'est réduit d'environ 5 points de pourcentage depuis le début de la décennie.

Dans la région de l'ALC, la plupart des nouveaux emplois créés le sont dans le secteur des services. Depuis 2000, la part des services dans l'emploi total a augmenté de 3,4 points de pourcentage, s'établissant à 61,6 pour cent en 2009. Chez les femmes, cette part est très nettement supérieure puisque plus de trois femmes sur quatre qui ont un emploi travaillent dans les services. Cette situation illustre bien la part de l'emploi industriel chez les hommes qui, à 27,8 pour cent, est plus de deux fois supérieure à celle des femmes dans ce secteur. Contrairement aux années 1990, l'emploi dans l'industrie a augmenté entre 2000 et 2009, même s'il a baissé de 2008 à 2009 du fait de la crise économique mondiale. La crise a par ailleurs provoqué un ralentissement de la baisse des emplois agricoles observée de longue date. Mais l'emploi dans l'agriculture a néanmoins reculé au cours de la décennie, non seulement en chiffres relatifs mais aussi en chiffres absolus. En 2009, environ un travailleur sur six dans la région avait un emploi agricole, ce qui représente la part dans l'emploi total la plus faible en dehors de la région des économies développées et de l'Union européenne.

En dépit de l'augmentation des emplois industriels et de la part relativement faible des emplois dans l'agriculture, l'écart de productivité entre l'ALC et la région des économies développées et de l'Union européenne ne semble pas près de se resserrer. En effet, le niveau de la productivité du travail dans l'ALC est inférieur à un tiers de celui des économies développées, alors qu'il était de 37 pour cent au début des années 1990. Comme le montre la figure 17, d'autres régions en développement sont en train de rattraper leur retard, en particulier l'Asie de l'Est (bien qu'elle partait de niveaux très inférieurs au début des années 1990). Même si, dans la région de l'ALC, le ratio a progressé lentement pendant les années qui ont précédé la crise économique, la difficulté à améliorer les niveaux de productivité limite les perspectives de voir rapidement augmenter les emplois décents.

Les progrès limités de la création d'emplois décents se traduisent par la part de l'emploi vulnérable dans l'emploi total dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Depuis le début des années 1990, la proportion de travailleurs en situation d'emploi vulnérable a diminué de 2,7 points de pourcentage. Cette baisse est due en partie au fait qu'aucune avancée n'a été réalisée entre 1990 et 2000, ainsi qu'à la première augmentation depuis 2002 de la part de l'emploi vulnérable provoquée en 2009 par la crise économique (voir tableau A12). La réduction de la pauvreté a mieux progressé, avec une régression (de la pauvreté à 2 dollars EU par jour) de 11,4 points de pourcentage entre 1991 et 2009, due en partie à l'élargissement des programmes sociaux. Conjuguée aux tendances de la productivité du travail et de l'emploi vulnérable, cette baisse suggère que de nombreux pays progressent en termes de création globale d'emplois mais ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs en termes de création d'emplois de bonne qualité, qui demeure un objectif important dans l'ALC, en particulier pour les femmes.

Figure 17 Taux de productivité du travail par rapport à celui de la région des économies développées et de l'Union européenne, certaines régions, 1991-2010*



* Les estimations pour 2010 sont préliminaires.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010.

Les perspectives pour 2011 prévoient la poursuite de la croissance, mais à un taux inférieur puisqu'elle devrait être de 4,0 pour cent. Le taux de chômage devrait baisser de 0,3 point de pourcentage à 7,4 pour cent, avec un intervalle de confiance de 6,8 à 8,1 pour cent.

Asie de l'Est

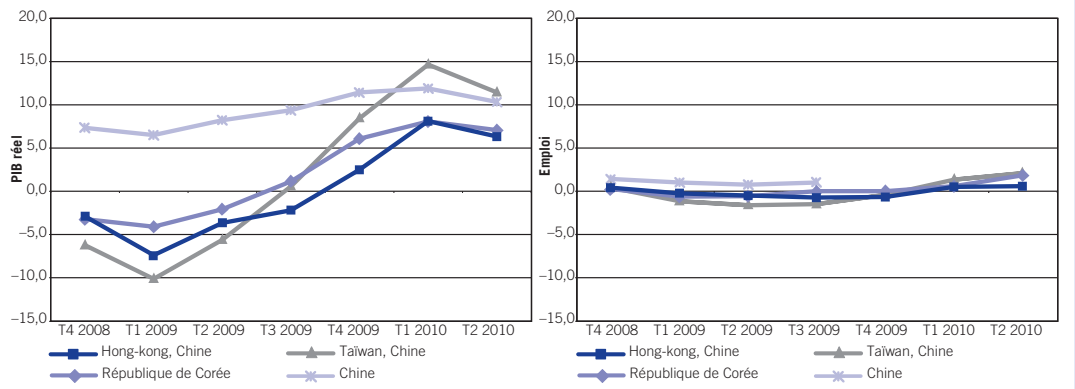
Les mesures prises pour surmonter la crise étant progressivement abandonnées, il est désormais nécessaire de se recentrer sur des marchés du travail ouverts à tous et sur l'égalité de traitement

Après avoir subi un brusque repli de sa production, de sa production industrielle et de ses exportations à la fin 2008 et au début 2009, l'Asie de l'Est a vu sa croissance économique fortement rebondir en 2010, à 9,8 pour cent selon les estimations – soit le taux de croissance le plus élevé de toutes les régions du monde. Ce rebond a été largement soutenu par les mesures massives de relance budgétaire et monétaire prises par les économies de la région, qui ont aidé à restaurer la confiance et à favoriser un rebond des échanges intra-asiatiques.

La forte demande de la Chine a soutenu les exportations des autres économies de la région. Selon les estimations, l'économie chinoise a progressé de 10,5 pour cent en 2010, après une croissance de 9,1 pour cent en 2009. Dans les autres économies est-asiatiques, les exportations et les investissements ont fortement ralenti en 2009 avant de rebondir en 2010. On estime ainsi que l'économie de la République de Corée, après une timide croissance de 0,2 pour cent en 2009, a progressé de 6,1 pour cent en 2010. Selon les estimations, l'économie de Hong-kong (Chine) a augmenté de 6,0 pour cent en 2010 après un repli de –2,8 pour cent en 2009. L'économie de la Mongolie a elle aussi fortement rebondi, enregistrant 8,5 pour cent de croissance en 2010 après avoir dégringolé à –1,6 pour cent en 2009.

Spotlight 4 par pays sur la croissance et l'emploi en Chine*, à Hong-kong (Chine), en République de Corée et à Taïwan (Chine)

PIB et emploi (variation de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010; LABORSTA; Statistics Korea.

Le choc porté à la croissance économique de la région de l'Asie de l'Est a été brutal mais bref par comparaison avec la région des économies développées et de l'Union européenne. La croissance en République de Corée, à Hong-kong (Chine) et à Taïwan (Chine) a atteint son niveau le plus bas au T1 2009, de fortes chutes étant alors enregistrées, notamment à Taïwan (Chine), à –10 pour cent par rapport au T1 de l'année précédente, et à Hong-kong (Chine), où la croissance était de –7,4 pour cent par rapport à l'année précédente. La Chine a affiché une croissance positive tout au long de la crise, atteignant elle aussi son plus bas niveau au T1 2009. Le rebond de la croissance s'est avéré remarquable, Taïwan (Chine) progressant de près de 15 pour cent au T1 2010 et Hong-kong (Chine) et la République de Corée de plus de 8 pour cent par rapport au T1 2009.

Les pertes d'emplois ont été, en termes de pourcentage, beaucoup moins sévères que les baisses de croissance économique, même si des taux de croissance de l'emploi négatifs ont persisté jusqu'au T4 2009 à Hong-kong (Chine) et à Taïwan (Chine). Si la croissance de l'emploi est restée faible à Hong-kong (Chine) jusqu'au T2 2010, la République de Corée et Taïwan (Chine) ont toutes deux enregistré une reprise remarquable de la croissance de l'emploi vers la mi-2010.

* Pour la Chine, les chiffres de l'emploi portent sur les zones urbaines, alors que les chiffres du PIB sont donnés au niveau national.

Le fort rebond économique survenu en 2010 a débouché sur certaines évolutions positives du marché du travail dans la région. Selon les estimations, le taux de chômage régional est passé de 4,4 pour cent en 2009 à 4,1 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 3,9 à 4,3 pour cent, voir tableau A2). Ce taux reste néanmoins supérieur à celui de 2007. On estime que le taux de chômage masculin a baissé de 5,0 pour cent en 2009 à 4,6 pour cent en 2010, alors que le taux de chômage féminin a peu évolué, passant de 3,7 pour cent en 2009 à 3,5 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 3,4 à 3,7 pour cent). En République de Corée, le taux de chômage de 3,5 pour cent au T3 2010 était supérieur à ses niveaux des T3 tant de 2007 que de 2008[35]. À Hong-kong (Chine), le taux de chômage était en septembre 2010 de 4,6 pour cent, c'est-à-dire modestement supérieur à son niveau du même mois en 2007 (4,3 pour cent) et nettement supérieur à son niveau de septembre 2008 (3,7 pour cent)[36]. De son côté, Macao (Chine) a retrouvé un taux de chômage (2,9 pour cent en septembre 2010) analogue à ses niveaux enregistrés à la fois en 2007 et 2008 avant la crise[37].

[35] Voir Statistics Korea, Korean Statistical Information Service: http://kosis.kr/eng/database/database_001000.jsp?listid=E&subtitle=Employment,%20Labor,%20Wages.

[36] Voir Census and Statistics Department, The Government of the Hong Kong Special Administrative Region: http://www.censtatd.gov.hk/home/index.jsp.

[37] Voir Statistics and Census Service, Macao, Chine, Time Series Database: http://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx?lang=en-US.

Le chômage des jeunes reste un défi de taille dans la région. En 2010, le taux de chômage des jeunes, de 8,3 pour cent, est 2,5 fois supérieur à celui des adultes (3,3 pour cent). Ce ratio entre taux de chômage des jeunes et taux de chômage des adultes est presque le même en République de Corée. À Hong-kong (Chine), où le taux de chômage des jeunes était en septembre 2010 de 14,8 pour cent contre 3,4 pour cent pour celui des adultes, les jeunes hommes et femmes sont 4,4 fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes[38]. Au contraire, à Macao (Chine), le ratio entre le taux de chômage des jeunes et celui des adultes était relativement faible en septembre 2010 et s'affichait à 1,7 au deuxième trimestre 2010.

Le taux d'activité, qui affiche une tendance à la baisse en Asie de l'Est depuis la fin des années 1990, a continué de chuter à 73,2 pour cent en 2009. En dépit de cette tendance, l'Asie de l'Est garde le taux d'activité le plus élevé de toutes les régions du monde et, cas unique sur la planète, le taux d'activité des jeunes femmes y est supérieur à celui des jeunes hommes. Si ce phénomène témoigne de la réussite de l'Asie de l'Est à créer des débouchés pour les femmes dans le monde du travail, il peut aussi traduire un recours au travail féminin à bas salaires dans des industries tournées vers l'exportation[39].

Selon les estimations, l'emploi en Asie de l'Est a progressé de 0,9 pour cent en 2010. Il s'agit du taux de croissance de l'emploi le plus rapide depuis 2003, en dépit d'une faible croissance de l'emploi en 2008 et 2009. On estime que le ratio emploi-population s'est maintenu en 2010 à environ 69,9 pour cent. Ces dernières années, le secteur des services a été le principal vecteur de la croissance de l'emploi, sa part dans l'emploi total étant passée de 33,9 pour cent en 2007 à 35,3 pour cent en 2009. La part de l'industrie dans l'emploi total a elle aussi augmenté de 27,1 pour cent en 2007 à 27,8 pour cent en 2009, tandis que la part de l'agriculture a chuté de 38,9 à 36,9 pour cent. Toutefois, dans certaines économies de la région, l'emploi dans l'industrie manufacturière, à l'instar des salaires, n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la crise (voir encadré 4).

S'appuyant sur un fort rebond de la production, la productivité du travail a augmenté de 8,5 pour cent en 2010 en Asie de l'Est, soit la plus forte hausse de toutes les régions. La vigueur et la constance de la croissance de la productivité du travail au cours des dernières décennies ont contribué à la hausse des niveaux de vie en Asie de l'Est, même s'il convient de ne pas perdre de vue que la rémunération et la qualité du travail demeurent faibles pour un grand nombre de travailleurs de la région. Environ 50,8 pour cent de ces travailleurs sont ainsi en situation d'emploi vulnérable. De plus, 25,1 pour cent des travailleurs (204,2 millions) vivent avec leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour, et 9,0 pour cent (73,0 millions) avec moins de 1,25 dollar EU par jour.

Contrairement à ce qui s'est produit dans de nombreuses régions du globe, le marché du travail s'est redressé relativement vite en Asie de l'Est. À mesure que certains pays de la région abandonnent les mesures prises pour une riposte immédiate à la crise, le besoin se fait sentir d'un recentrage sur l'égalité de traitement et sur des politiques du marché du travail à même de soutenir les changements structurels et la hausse de la consommation; ce qui permettra ensuite un rééquilibrage de la croissance économique mondiale. En Chine, par exemple, les revenus des ménages urbains sont en moyenne trois fois supérieurs à ceux des ménages ruraux équivalents[40]. La réduction des inégalités de revenus grâce à des marchés du travail plus ouverts, des régimes de

---

[38] Voir Census and Statistics Department of Hong Kong, Chine, General Household Survey, Detailed Statistical Tables on Labour Force, Employment, Unemployment and Underemployment: http://www.censtatd.gov.hk/hong_kong_statistics/statistics_by_subject/labour/GHS_tables.pdf.

[39] Voir BIT: *Les femmes sur le marché du travail: mesurer les progrès et identifier les défis* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_elm/---trends/documents/publication/wcms_123835.pdf.

[40] Calculs du BIT basés sur le Bureau national de statistique de la Chine: *Income of Urban Households by Region (1–2 Quarter, 2010)*, et *Per Capita Cash Income of Rural Households by Region (1–2 Quarter, 2010)*; http://www.stats.gov.cn/english/statisticaldata/Quarterlydata/t20100817_402665698.htm
et http://www.stats.gov.cn/english/statisticaldata/Quarterlydata/t20100817_402665702.htm.

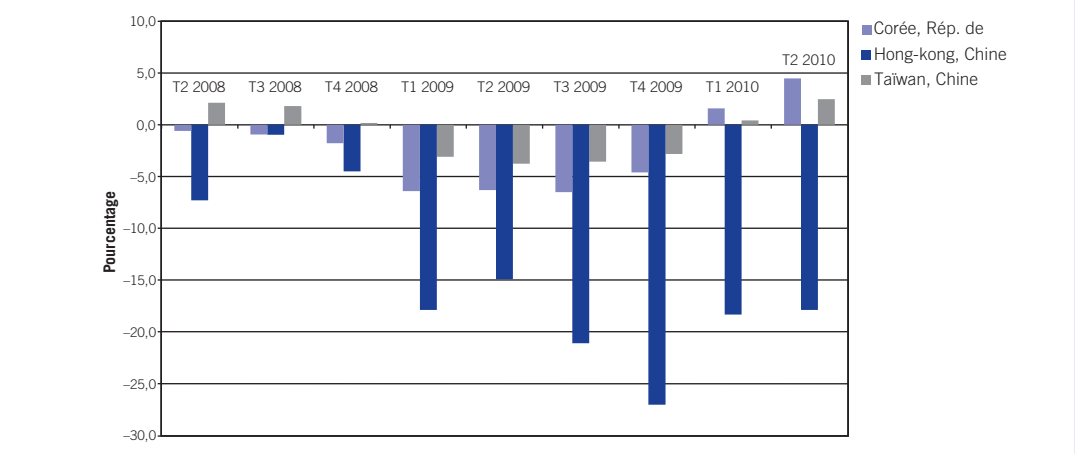
Encadré 4 L'emploi dans l'industrie manufacturière et les salaires en Asie de l'Est

Parallèlement au développement des exportations et à une solide demande du secteur privé, la production manufacturière en Asie de l'Est a poursuivi sa forte reprise pendant tout le premier semestre 2010. En République de Corée, la variation annuelle de la production manufacturière a chuté à –16,1 pour cent au T1 2009, soit son point le plus bas pendant la récession. Toutefois, vers le T3 2009, l'industrie manufacturière a recommencé à se redresser, avant d'enregistrer une croissance remarquable de 26,8 pour cent au T1 2010 et de 20,1 pour cent au T2 2010. De même, à Hong-kong (Chine), après avoir régressé de –10,6 pour cent au T4 2008, son niveau le plus bas sur deux ans, le secteur manufacturier est enfin reparti à la hausse au cours du premier semestre 2010. À Taïwan (Chine), l'industrie manufacturière a enregistré un fort rebond de 50,7 pour cent au T4 2009 et cette tendance à la croissance positive s'est poursuivie tout au long du T2 2010.

En dépit de ces évolutions, la reprise de l'emploi et des salaires dans le secteur manufacturier ne s'est pas faite au même rythme (voir figures ci-dessous). Au cours des trois premiers trimestres 2009, l'emploi dans ce secteur en République de Corée a régressé en moyenne de –6,4 pour cent et, malgré une croissance continue de 1,6 pour cent au T1 2010 et de 4,5 pour cent au T2, l'emploi dans ce secteur n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise. De la même façon, même si les salaires dans ce secteur ont connu un formidable rebond au cours du second semestre 2009 et du premier semestre 2010, l'augmentation totale des salaires sur deux ans, du T2 2008 au T2 2010, a simplement été de 1,5 pour cent.

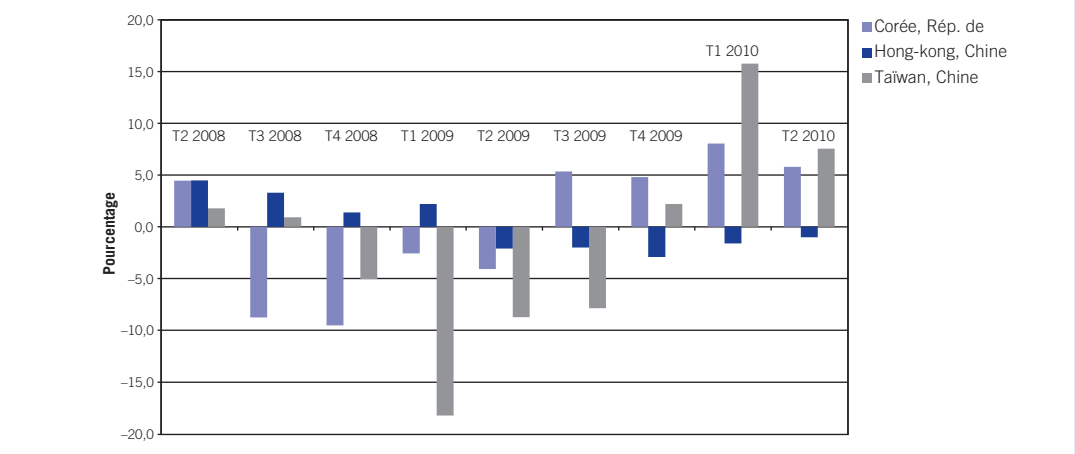
Dans l'intervalle, Taïwan (Chine) a enregistré des pertes d'emplois importantes dans l'industrie manufacturière tout au long de l'année 2009 et les augmentations modérées survenues au cours du premier semestre 2010 n'ont pas été suffisantes pour ramener l'emploi manufacturier à son niveau du T2 2008. De plus, en dépit des augmentations notables enregistrées pendant le premier semestre 2010, les salaires de l'industrie manufacturière ont dans l'ensemble régressé de –1,8 pour cent par rapport à leur niveau deux ans plus tôt. À Hong-kong (Chine), la situation des travailleurs des industries manufacturières s'est avérée encore plus inquiétante puisque, du fait du rebond plus lent de la production manufacturière, tant l'emploi que les salaires de ce secteur ont continué à régresser de manière considérable tout au long du T2 2010.

Évolution de l'emploi manufacturier (pourcentage, glissement annuel)



Source: Sources nationales officielles.

Évolution des salaires du secteur manufacturier (pourcentage, glissement annuel)



Source: OCDE et sources nationales officielles.

protection sociale plus résistants et le souci de voir les salaires suivre la productivité constituent un élément vital pour un modèle de croissance plus intégrateur et plus équilibré en faveur duquel de nombreux pays de la région se sont engagés.

En 2011, on prévoit un ralentissement de la croissance économique à 8,6 pour cent, tandis que le taux de chômage devrait peu évoluer et se situer autour de 4,0 pour cent (intervalle de confiance de 3,8 à 4,2 pour cent). Le ralentissement de la croissance traduit l'abandon des mesures de relance, en particulier au moment où des pays tels que la Chine ont dû faire face à une hausse de l'inflation au cours des derniers mois de 2010[41]. En outre, la poursuite au niveau mondial des tensions sur les taux de change et la politique monétaire engendre un risque de protectionnisme accru qui pourrait avoir des répercussions défavorables sur l'investissement et les échanges et des effets négatifs sur le marché du travail de la région.

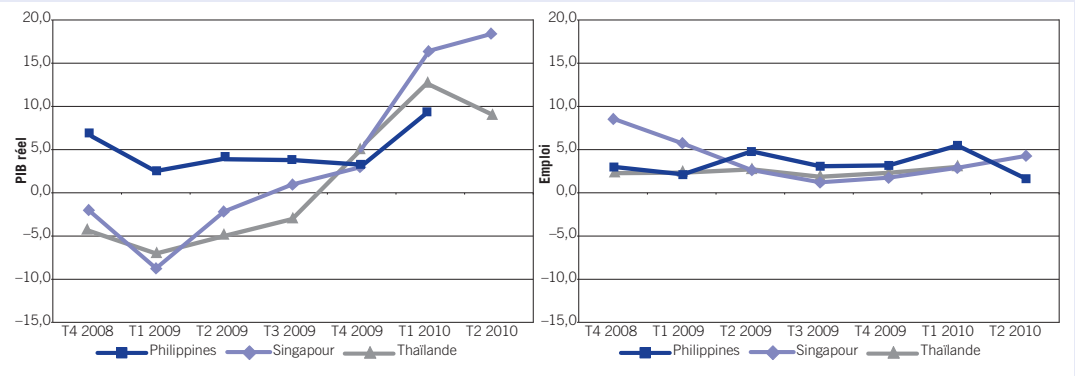
Asie du Sud-Est et Pacifique

En dépit d'une forte croissance économique, l'emploi n'a enregistré qu'une faible croissance, et une hausse soutenue de la productivité du travail est nécessaire pour générer des emplois de qualité

La région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, fortement tributaire du commerce extérieur et des investissements étrangers, a été durement touchée par la crise économique mondiale et, en 2009,

Spotlight 5 par pays sur la croissance et l'emploi aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande

PIB et emploi (variation de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010, Statistiques financières internationales, novembre 2010, LABORSTA.

La crise économique mondiale a entraîné de forts replis de la croissance à Singapour et en Thaïlande; mais les Philippines, qui ont vu leur activité économique se ralentir considérablement, sont parvenues à garder une croissance positive. Les trois économies ont toutes enregistré le plus fort ralentissement de leurs taux de croissance au T1 2009, suivi ensuite d'une reprise modérée aux Philippines et d'une importante accélération à Singapour, où la croissance est devenue positive au T3 2009, et en Thaïlande, où elle l'est devenue au T4 2009. Singapour a réussi à obtenir des taux de croissance dépassant largement 15 pour cent aux T1 et T2 2010.

La croissance de l'emploi est restée positive dans les trois pays pendant toute la durée de la crise économique mondiale, même si elle a affiché des taux nettement inférieurs par rapport aux tendances observées avant la crise. Singapour a enregistré un ralentissement important de la croissance de l'emploi, qui a atteint son niveau le plus bas au T3 2009, deux trimestres après le début de la reprise économique. En Thaïlande et aux Philippines, la croissance de l'emploi est demeurée relativement stable. Toutefois, les deux pays comptant une forte proportion de travailleurs exerçant une activité indépendante ou un travail familial non rémunéré, la crise a eu des effets plus importants sur la qualité que sur la quantité des emplois. Il est toutefois frappant de constater que la croissance de l'emploi s'est considérablement ralentie aux Philippines au T2 2010, en dépit de l'accélération de la croissance économique survenue au premier trimestre de l'année.

[41] L'inflation (IPC) a augmenté de 4,4 pour cent en glissement annuel en octobre 2010, soit la hausse la plus forte en 245 mois (Bureau national de statistique de la Chine).

sa croissance économique n'a été que de 1,5 pour cent. Depuis, la région a fortement rebondi et, selon les estimations, sa croissance économique a atteint 7,2 pour cent en 2010, soit le plus fort taux depuis 1996. Cette croissance a été soutenue par d'importants plans de relance mis en œuvre dans de nombreux pays de la région, par une reprise de la consommation privée et de l'investissement, ainsi que par un rebond de la demande dans l'ensemble de l'Asie et de la région Pacifique, en particulier en Chine et en Inde[42].

Les grandes économies de la région, dont le PIB avait régressé en 2009, ont connu un fort rebond. Ainsi, la croissance de l'économie a progressé en 2010 de 6,7 pour cent contre –1,7 pour cent en 2009 en Malaisie; de 15,0 pour cent en 2010 contre –2,2 en 2009 à Singapour; et de 7,5 pour cent contre –2,2 pour cent en 2009 en Thaïlande. D'un autre côté, les petites économies telles que celles de Brunéi Darussalam, des Fidji et des Îles Salomon, qui avaient elles aussi enregistré un repli en 2009 mais qui sont moins intégrées dans l'économie régionale, n'ont connu qu'un modeste rebond. Ainsi, par exemple, après une régression à –2,2 pour cent en 2009, l'économie des Fidji a enregistré une croissance de 1,8 pour cent en 2010. La plus grande économie de la région, l'Indonésie, qui a comparativement mieux fait face à la crise en termes de croissance de la production, après avoir augmenté de 4,5 pour cent en 2009, a progressé de 6,0 pour cent en 2010.

En dépit de la forte reprise de la production économique dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, le taux de chômage régional n'a selon les estimations que légèrement baissé, de 5,2 pour cent en 2009 à 5,1 pour cent en 2010 même si, dans certains pays de la région tels que la Thaïlande, les taux de chômage s'affichent à des niveaux équivalents ou inférieurs à ceux d'avant la crise. On estime que le taux de chômage des hommes a baissé à 5,0 pour cent en 2010, soit une perte de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2009; tandis que celui des femmes est demeuré inchangé à 5,2 pour cent. Contrairement à la tendance régionale, Singapour a connu une brusque chute du chômage entre 2009 et 2010, son taux de chômage corrigé des variations saisonnières au T3 2010 baissant de 4,8 pour cent à 3,1 pour cent par rapport au même trimestre de l'année précédente. En Indonésie, le chômage a continué de baisser même pendant la période de crise, passant de 8,5 pour cent en 2008 à 7,4 pour cent en 2010.

Les jeunes femmes et jeunes hommes de la région continuent de rencontrer de sérieuses difficultés à obtenir des emplois décents et productifs et ils sont 4,7 fois plus susceptibles que les adultes d'être au chômage. Ce ratio est le plus élevé de toutes les régions du monde (voir figure 18). Aux Philippines, par exemple, le taux de chômage des jeunes était en juillet 2010 de 17,3 pour cent, contre 6,9 pour cent pour les adultes, et les jeunes représentent 52,4 pour cent du chômage total[43]. En Thaïlande, même si le taux de chômage des jeunes, de 4,3 pour cent en 2009, est relativement bas par rapport à d'autres pays de la région, ce taux est néanmoins 3,6 fois supérieur au taux de chômage total.

Comme nous l'avons noté dans le chapitre 2, le taux d'activité dans la région a peu évolué pendant la crise, s'établissant à 69,5 pour cent en 2009. Le taux d'activité des femmes (57,6 pour cent en 2009) était nettement plus faible que celui des hommes (81,7 pour cent). Contrairement au taux d'activité de l'ensemble de la population, le taux des jeunes a enregistré une baisse relativement plus importante pendant la crise, régressant de 1,1 point de pourcentage entre 2007 et 2009, ce qui témoigne probablement de l'effet conjugué d'un nombre important de jeunes qui

[42] Voir également Banque mondiale: «Robust recovery, rising risks», dans *East Asia and Pacific Economic Update* (Washington, DC, 2010), vol. 2, novembre; http://siteresources.worldbank.org/INTEAPHALFYEARLYUPDATE/Resources/5501921287417391641/EAP_Update_Oct2010_fullreport.pdf.

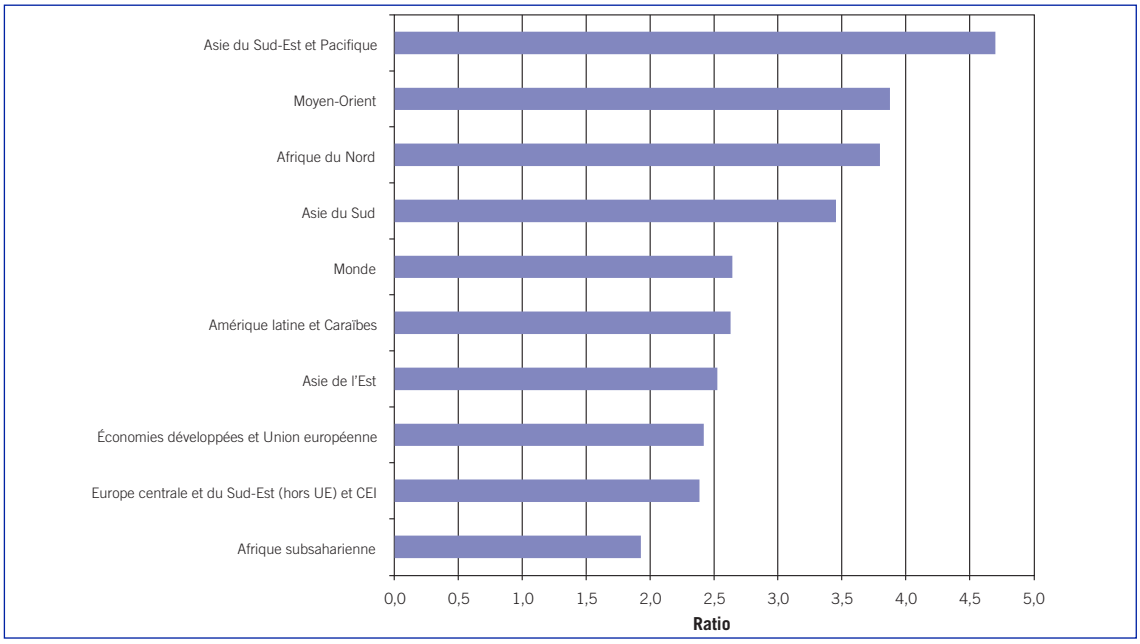
[43] Calculs du BIT basés sur les statistiques du Bureau de la main-d'œuvre et de l'emploi des Philippines, *Current Labor Statistics* (octobre 2010), voir: http://www.bles.dole.gov.ph/Current%20Labor%20Statistics/HTML/table%20of%20contents.html.

se découragent et prolongent leur scolarisation et/ou décrochent de la population active au vu du taux élevé de chômage des jeunes (voir tableau A9).

En 2010, l'emploi a augmenté dans la région de 1,7 pour cent, en phase avec le taux de croissance moyenne annuelle enregistré entre 2001 et 2006. Ce taux de croissance n'a toutefois entraîné qu'une variation marginale du ratio emploi-population, qui a perdu 0,2 point de pourcentage entre 2007 et 2010 (voir tableau A5). Ces dernières années, la croissance de l'emploi s'est essentiellement produite dans le secteur des services, dont la part dans l'emploi total a augmenté au niveau régional de 37,0 pour cent en 2007 à 38,0 pour cent en 2009, pendant que la part de l'emploi dans l'industrie, de 18,0 pour cent en 2007, a baissé à 17,8 pour cent en 2009. La part de l'emploi dans l'agriculture a elle aussi reculé, passant de 45,0 pour cent en 2007 à 44,3 pour cent en 2009. En Thaïlande, par exemple, entre 2007 et 2009, la part de l'emploi dans l'agriculture est passée de 39,4 à 39,0 pour cent, celle de l'emploi dans l'industrie de 21,9 à 20,8 pour cent, tandis que la part de l'emploi dans les services a progressé de 38,5 à 40,2 pour cent[44].

Les données en provenance d'Indonésie et de Malaisie indiquent que de telles évolutions sectorielles se sont poursuivies en 2010. En Indonésie, la part de l'emploi dans l'industrie est demeurée stable entre 2008 et 2010 (18,1 pour cent en 2008 à 18,0 pour cent en 2010), pendant que celle dans les services a augmenté de 40,1 pour cent en 2008 à 42,2 pour cent en 2010[45]. En Malaisie, la part des travailleurs employés dans l'industrie manufacturière a chuté de 18,8 pour cent au premier semestre 2007 à 16,8 pour cent au premier semestre 2010, tandis que celle des travailleurs employés dans les services est passée de 56,4 à 59,1 pour cent au cours de la même période[46]. De telles tendances peuvent s'inscrire dans le cadre d'une transition de longue durée de la production industrielle vers les services; mais une évolution rapide pendant une période de

Figure 18 Ratio entre le taux de chômage des jeunes et le taux de chômage des adultes, 2010



Note: Les estimations pour 2010 sont préliminaires.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010.

[44] Calculs du BIT basés sur les données du Bureau national de statistique de la Thaïlande: http://service.nso.go.th/nso/nso_center/project/search_center/23project-en.htm.

[45] Les données portent sur le mois de février des années correspondantes. Calculs du BIT basés sur BPS-Statistics Indonesia, *Labor force situation in Indonesia, February 2010*; http://dds.bps.go.id/eng/brs_file/eng-tenaker-10mei10.pdf.

[46] Malaysia Department of Statistics, *Labour force survey report, first half 2010*; http://www.statistics.gov.my.

fragilité du marché du travail peut aussi suggérer que des travailleurs sont passés de certains emplois manufacturiers à relativement forte valeur ajoutée (et, de ce fait, mieux payés) à des activités à relativement faible valeur ajoutée (et, de ce fait, moins bien payées) dans le secteur des services; en Malaisie comme en Indonésie, la productivité du travail dans l'industrie manufacturière est nettement plus élevée que dans les services[47].

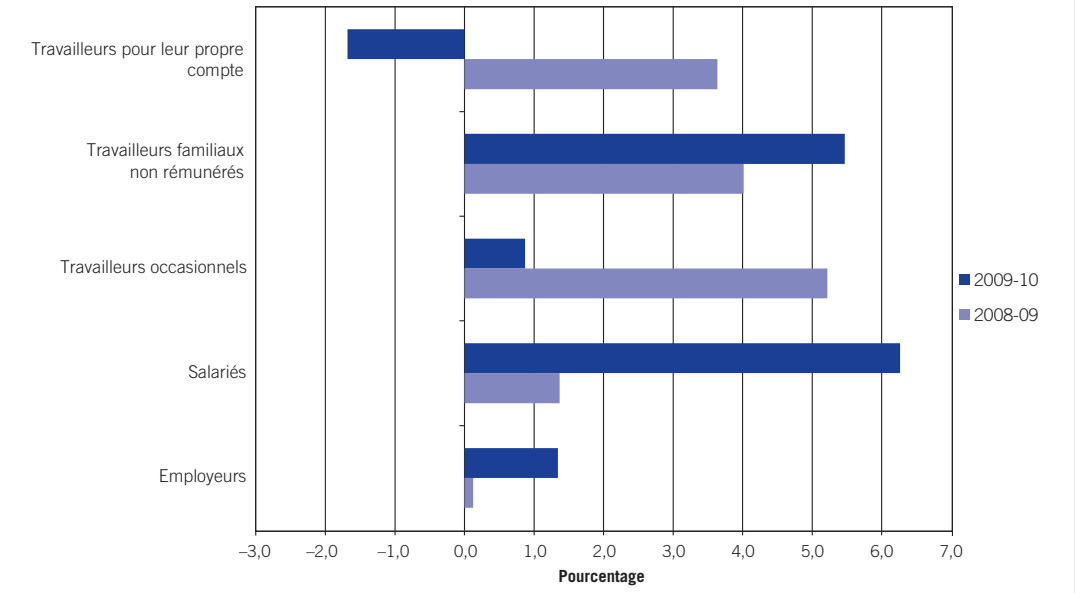
À cet égard, il convient de noter que ces tendances sectorielles ont eu pour corollaire une augmentation de l'emploi vulnérable, qui représente approximativement 62 pour cent de l'emploi régional[48]. Selon les estimations, le nombre de travailleurs en situation d'emploi vulnérable, de 173,7 millions en 2009, a augmenté de 5,4 millions depuis 2007. On estime que la proportion de ces travailleurs a diminué de 0,2 point de pourcentage pendant cette période, alors qu'elle avait baissé de 0,6 point de pourcentage dans la période antérieure à la crise allant de 2005 à 2007. L'encadré 5 illustre la vulnérabilité des travailleurs en Indonésie pendant la période de crise. En outre, quelque 143 millions de travailleurs de la région (soit approximativement la moitié) vivent actuellement avec leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour. Sur ce nombre, 73,0 millions de travailleurs vivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,25 dollar EU par jour.

Encadré 5 Vulnérabilité en Indonésie pendant la crise et reprise

En Indonésie, le taux de chômage a continué à chuter entre 2008 et 2010; mais, pendant toute cette période, on a assisté à une mobilité considérable de la main-d'œuvre sur le marché du travail, en particulier du fait de travailleurs tombant en situation d'emploi vulnérable et d'autres sortant de cette situation.

Comme le montre la figure, le nombre de travailleurs se trouvant dans des catégories d'emploi censées être plus vulnérables et comporter un risque économique plus élevé (travailleurs familiaux non rémunérés, travailleurs occasionnels et travailleurs pour leur propre compte) a nettement augmenté entre 2008 et 2009. Pendant cette période, par exemple, le nombre de travailleurs occasionnels a augmenté de 5,2 pour cent alors que le nombre de salariés n'a augmenté que de 1,4 pour cent. Au fil de la reprise intervenue entre 2009 et 2010, le nombre de salariés a fortement augmenté, de 6,3 pour cent, tandis que le taux de croissance du nombre de travailleurs occasionnels a chuté de manière importante et que le nombre de travailleurs pour leur propre compte a baissé. Il est toutefois préoccupant que le nombre de travailleurs familiaux non rémunérés ait continué d'augmenter.

Croissance de l'emploi, par situation au regard de l'emploi, 2008-09, 2009-10



Source: Calculs du BIT basés sur BPS-Statistics Indonesia.

[47] Voir BIT: *Labour and Social Trends in ASEAN 2010: Sustaining recovery and development through decent work* (Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, 2010); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_127957.pdf .

[48] Dans les années antérieures à la crise, la part de l'emploi dans l'industrie avait augmenté tandis que la proportion de travailleurs en situation d'emploi vulnérable avait diminué.

Le regroupement de ces évolutions du marché du travail fait apparaître deux problèmes majeurs. Il s'agit pour commencer de la faible croissance de l'emploi en dépit d'une forte croissance économique. Cette situation, qui existait déjà avant la crise, s'est maintenue pendant le vif rebond de l'économie en cours. On peut donc penser qu'il est nécessaire que les politiques macroéconomiques des pays de la région intègrent mieux le plein emploi productif comme un objectif macroéconomique majeur[49]. L'autre grand problème concerne la qualité de l'emploi. La majorité des travailleurs de la région étant en situation d'emploi vulnérable et une forte proportion étant constituée de travailleurs pauvres, il est nécessaire, afin d'améliorer la qualité de l'emploi, de soutenir la hausse de la productivité du travail qui, selon les estimations, a augmenté de 5,0 pour cent en 2010. Renforcer la protection sociale de base, l'éducation et le développement des compétences, tout en veillant à mieux relier hausse de la productivité et hausse des salaires, est important pour permettre d'améliorer la qualité de l'emploi dans la région et soutenir, dans le même temps, des sources de croissance plus équilibrées que de nombreux pays de la région cherchent à encourager.

Selon les prévisions pour 2011, le taux de chômage de la région devrait rester pratiquement inchangé (4,9 pour cent), avec un intervalle de confiance de 4,5 à 5,3 pour cent. La croissance économique devrait normalement ralentir à 5,3 pour cent en 2011. L'afflux massif de capitaux étrangers dans la région, qui a fait s'apprécier certaines monnaies de la région de plus de 10 pour cent et progresser certaines Bourses de plus de 40 pour cent en 2010, représente un défi majeur pour la croissance et les emplois car ces phénomènes pourraient engendrer des bulles d'actifs, creuser l'inflation et faire l'objet de brusques retournements de tendance.

Asie du Sud

La croissance économique a connu une reprise rapide mais il faut développer l'emploi salarié et les systèmes de protection sociale pour réduire les importants déficits de travail décent de la région

Même si elles ont évidemment été touchées par la crise économique mondiale, les économies de l'Asie du Sud, de très loin moins dépendantes à l'égard des exportations que les régions de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud-Est, ont dans l'ensemble bien résisté et la région a retrouvé en 2010 une croissance économique rapide[50]. Pour l'ensemble de la région, la croissance économique avait chuté de 9,1 pour cent en 2007 à 5,9 pour cent en 2008 et à 5,5 pour cent en 2009. On estime qu'elle est repartie à 8,9 pour cent en 2010, tirée par l'Inde, qui a enregistré une croissance rapide de 9,7 pour cent en 2010[51]. Les Maldives, le Népal et le Pakistan ont pris du retard. Au Pakistan où, selon les estimations du BIT, les graves inondations ont touché directement 4,7 millions de travailleurs, l'économie a enregistré une croissance de 4,8 pour cent en 2010[52]. Aux Maldives, dont l'économie dépend fortement du secteur du tourisme qui a subi le contrecoup de la crise économique mondiale, la croissance est estimée à 3,4 pour cent en 2010. Au Népal, on l'estime à 3,0 pour cent, essentiellement par suite de la réduction des transferts de fonds et des échanges entraînée par la crise[53].

Le taux de chômage régional s'est avéré plutôt stable ces dernières années, y compris pendant la période de la crise économique mondiale, avec des taux de 4,3 pour cent à 4,5 pour cent

[49] S. Dasgupta et K.B. Kim: «Coordinated macroeconomic, employment and social protection policies in Asia and the Pacific», document de travail du bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique (à paraître).

[50] Un «spotlight par pays» n'a pas été produit pour la région de l'Asie du Sud à cause du manque de données nominales trimestrielles récentes disponibles pour un nombre suffisant de pays.

[51] Il importe de noter que l'Inde compte pour 81 pour cent du PIB et pour environ 74 pour cent de la population active de l'Asie du Sud et qu'elle a donc un très fort impact sur les données régionales agrégées.

[52] Voir: http://www.ilo.org/islamabad/info/public/pr/lang--en/WCMS_144470/index.htm. Selon l'estimation initiale, 5,3 millions de travailleurs étaient concernés; mais elle a par la suite été revue à la baisse pour rendre compte des révisions des estimations officielles des dommages apportées par le gouvernement pakistanais.

[53] OIT et Nepal National Planning Commission: *Labour and Social Trends in Nepal 2010* (à paraître, 2010).

entre 2007 et 2010. Ce chiffre sous-estime le fait que le chômage n'est pas le principal défi posé au marché du travail dans la région[54]. Par exemple, au Sri Lanka, qui a vu son taux de chômage s'envoler entre le T1 et T2 2009 (de 5,3 à 6,3 pour cent), le taux de chômage était déjà supérieur à 6 pour cent avant la crise et, au T2 2010, il avait baissé à 5,4 pour cent. Mais il importe de noter que, dans ce pays, le taux de chômage des jeunes n'est pas revenu à ses niveaux d'avant la crise mais s'est établi à 20,7 pour cent au T2 2010, contre 18,0 pour cent au T3 2008[55]. Dans l'ensemble de la région, les jeunes sont trois fois et demi plus susceptibles que les adultes d'être sans emploi, le taux de chômage régional des jeunes étant de 9,5 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 8,8 à 10,2 pour cent). Il est vital de parvenir à relever le défi d'une création suffisante de possibilités d'emplois décents et productifs dans une région où près de 50 pour cent de la population ont moins de 30 ans (dans une fourchette allant du taux plus faible de 41 pour cent au Sri Lanka au taux considérable de 58 pour cent en Afghanistan)[56].

Les disparités entre les sexes sur le marché du travail demeurent une préoccupation majeure dans toute l'Asie du Sud. Ainsi, en 2009, le taux d'activité des femmes était inférieur à 40 pour cent – un écart d'environ 43 points de pourcentage par rapport aux hommes (voir tableau A8). Si l'on excepte le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, il s'agit de l'écart le plus important de toutes les régions dans le monde. Des avancées ont toutefois été réalisées ces dernières années en termes d'augmentation de l'emploi féminin. En effet, alors que 33,9 pour cent seulement des femmes en âge de travailler dans la région avaient un emploi en 2000, ce chiffre atteignait 38,0 pour cent en 2010 (voir tableau A5).

Une proportion plus importante de femmes (71,2 pour cent) que d'hommes (45,5 pour cent) travaille dans le secteur agricole. Étant donné que ce secteur affiche en général les niveaux les plus faibles de productivité du travail (au Sri Lanka, par exemple, la productivité du travail dans l'agriculture n'est environ que d'un quart de celle enregistrée dans le secteur des services), tout porte à croire que les femmes qui parviennent effectivement à travailler se retrouvent en nombre disproportionné dans des emplois à faible productivité[57]. Les données relatives à l'emploi vulnérable ne font que confirmer cette thèse puisque plus de 84 pour cent des femmes se trouvent en situation d'emploi vulnérable, contre moins de 76 pour cent des hommes. La figure 19 montre que, dans chaque pays de l'Asie du Sud pour lesquels on dispose de données, une proportion plus importante de femmes que d'hommes se trouvent en situation d'emploi vulnérable, les écarts entre les sexes étant particulièrement importants en Inde, au Népal et au Pakistan.

L'Asie du Sud présente le taux d'emploi vulnérable le plus élevé de toutes les régions du monde. À 78,5 pour cent de l'emploi total en 2009, ce taux a enregistré une baisse modeste ces dernières années puisqu'il était de 81,1 pour cent en 1999. Toutefois, étant donné les taux élevés de croissance de l'emploi de l'Asie du Sud (voir tableau A6), cette situation semble indiquer que la croissance de l'emploi ne va pas automatiquement de pair avec des tendances positives du marché du travail. Il faut donc mettre l'accent sur le développement de l'emploi salarié pour une population active de plus en plus éduquée. La forte proportion de travailleurs en situation d'emploi vulnérable en Asie du Sud confirme également la nécessité d'étendre les mesures de protection sociale telles que le Plan de garantie d'emploi en milieu rural adopté en Inde.

---

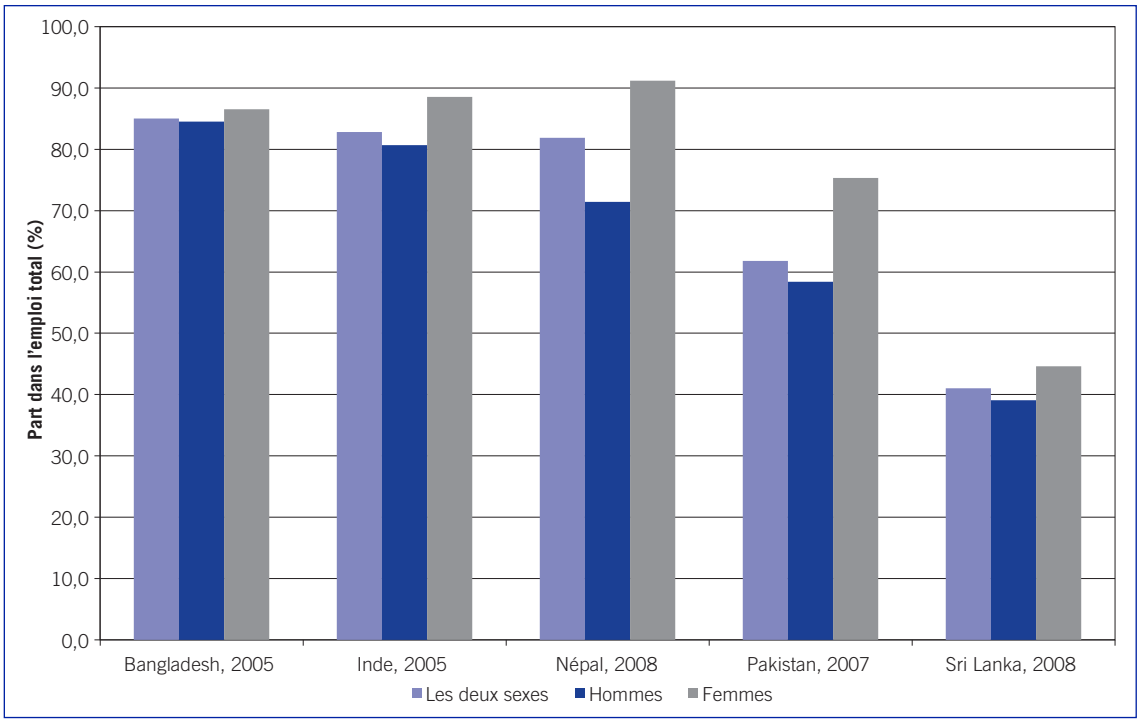
[54] En Inde, une enquête de la National Sample Survey Organisation sur les Dépenses de consommation et l'emploi/le chômage est réalisée tous les cinq ans au niveau national; la plus récente ayant été faite entre mi-2009 et mi-2010. Les résultats de cette enquête n'ayant pas encore été rendus publics, ils ne sont donc pas présentés dans cette édition des *TME*. À mesure que les données seront disponibles, elles seront intégrées dans les éditions ultérieures des *TME*.

[55] Voir Sri Lanka Department of Census and Statistics: *Quarterly Labour Force Surveys* (diverses); http://www.statistics.gov.lk/page.asp?page=Labour%20Force.

[56] Voir Division de la population des NU: *Perspectives démographiques mondiales: révision de 2008 de la base de données;* http://esa.un.org/UNPP/.

[57] Voir ministère des Relations du travail et de la Main d'œuvre du Sri Lanka et OIT: *Labour and Social Trends in Sri Lanka 2009* (Colombo, 2009); http://www.ilo.org/asia/whatwedo/publications/lang--en/docName--WCM_041779/index.htm.

Figure 19 Part des travailleurs en situation d'emploi vulnérable par sexe, certains pays de l'Asie du Sud



Source: BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 6e édition; bureaux nationaux de statistique.

Dans le même temps, le nombre élevé des travailleurs pauvres dans la plupart des pays de la région (voir tableau 3) démontre la nécessité de se concentrer en permanence sur l'augmentation de la hausse de la productivité du travail. L'Asie du Sud compte pour près de 45 pour cent de la pauvreté au travail dans le monde au niveau extrême de 1,25 dollar EU par jour, mais pour seulement 21 pour cent de l'emploi mondial. Sa production moyenne par travailleur était en 2009 d'environ 6 700 $EU (en dollars internationaux de 2005) (voir tableau A7). Même en tenant compte des écarts de prix relatifs, le travailleur ordinaire en Asie du Sud ne produit que 54 pour cent de ce que produit le travailleur ordinaire en Asie de l'Est et moins d'un tiers de la production du travailleur ordinaire dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette situation est étroitement liée à la forte proportion (53,5 pour cent) de travailleurs employés dans le secteur agricole (voir tableau A10). Comme nous l'avons noté au chapitre 2, le secteur agricole a également représenté près d'un tiers de la croissance totale de l'emploi au cours des dix dernières années. Pour pouvoir continuer à réduire la pauvreté, il sera donc nécessaire d'accroître la productivité, non seulement dans le secteur des services de plus en plus important, mais aussi dans le gigantesque secteur agricole de la région.

La pauvreté et le nombre massif d'emplois à faible productivité ont également un lien avec le problème du travail des enfants. La région de l'Asie du Sud compte le nombre le plus élevé d'enfants astreints au travail[58]. En Inde, environ 18 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans ne sont pas scolarisés. Selon l'enquête sur la population active du Népal réalisée en 2008, sur une population de 6,2 millions d'enfants au Népal, 2,1 millions d'enfants étaient économiquement actifs (5-14 ans). L'immense majorité de ces enfants travaillait dans l'agriculture et les filles étaient

[58] Voir BIT: *Intensifier la lutte contre le travail des enfants*, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 99e session, Genève, 2010 (Genève, 2010);
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms_136696.pdf.

Tableau 3 Taux de pauvreté au travail aux niveaux de 1,25 et 2 dollars EU, certains pays de l'Asie du Sud

Pays	Année	Travailleurs pauvres à 1,25 $EU	Travailleurs pauvres à 2 $EU
		(pourcentage de l'emploi total)	
Bangladesh	2005	50,1	80,1
Inde	2005	39,2	74,5
Népal	2003	50,4	74,1
Pakistan	2004	19,3	56,5
Sri Lanka	2007	6,4	28,0

Source: BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 6e édition; Gunatilaka, R. «Sri Lanka's working poor» (OIT, Colombo, 2010).

plus nombreuses que les garçons à être astreintes à un travail[59]. Ce problème est lié à la pauvreté mais aussi aux dépenses publiques: le Bangladesh et le Pakistan ne consacrent chacun que quelque 2,7 pour cent de leur revenu national à l'éducation. L'Inde investit quant à elle dans l'éducation une part plus faible de son revenu national (autour de 3,3 pour cent) que la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne[60]. Il est essentiel de placer l'éducation au premier rang des priorités des dépenses publiques et de faire en sorte que les enfants soient scolarisés et non au travail si l'on veut venir à bout du problème du travail des enfants; ce qui est vital pour jeter les fondations d'une amélioration du capital humain et d'une hausse des niveaux de productivité du travail dans la région.

Bien que l'on s'attende en 2011 à un ralentissement de la croissance économique dans la région, qui passera de 8,9 pour cent en 2010 à 7,7 pour cent, ce taux, encore vigoureux, constitue un élément vital – bien qu'insuffisant – pour permettre de relever les défis à long terme. On prévoit que le taux de chômage régional devrait peu évoluer en 2011 et se situer autour de 4,1 pour cent (intervalle de confiance de 3,7 à 4,4 pour cent). Étant donné le nombre considérable de travailleurs en situation de pauvreté et d'emploi vulnérable dans la région, l'un des principaux risques en 2011 est l'inflation, en particulier du prix des denrées alimentaires et des produits de base. Les pouvoirs publics doivent à cet égard rester vigilants et, chaque fois que la marge de manœuvre budgétaire le permet, chercher à étendre la protection sociale aux plus démunis.

Moyen-Orient

Face à l'interruption de la tendance à la baisse du taux de chômage régional provoquée par la crise économique mondiale, la création d'emplois, en particulier pour les femmes, est devenue une préoccupation majeure

La crise économique et financière a mis plus longtemps à faire sentir ses effets au Moyen-Orient que dans d'autres régions du globe. Qui plus est, l'impact lui-même a été moins marqué que dans d'autres régions, du fait de l'excédent de liquidités constitué grâce aux prix élevés du pétrole et à l'isolement relatif de certaines économies de la région par rapport aux marchés mondiaux. Néanmoins, le Moyen-Orient n'a pas échappé à un ralentissement de sa croissance pendant la crise, la croissance du PIB en 2009 (à 1,3 pour cent) chutant bien en deçà de sa tendance d'avant la crise. La région a toutefois largement bénéficié du rebond des prix du pétrole et de la rapidité

[59] OIT et Nepal National Planning Commission: *Labour and Social Trends in Nepal 2010* (à paraître, 2010).

[60] Voir BIT: *Intensifier la lutte contre le travail des enfants,* Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 99e session, Genève, 2010;
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms_136696.pdf.

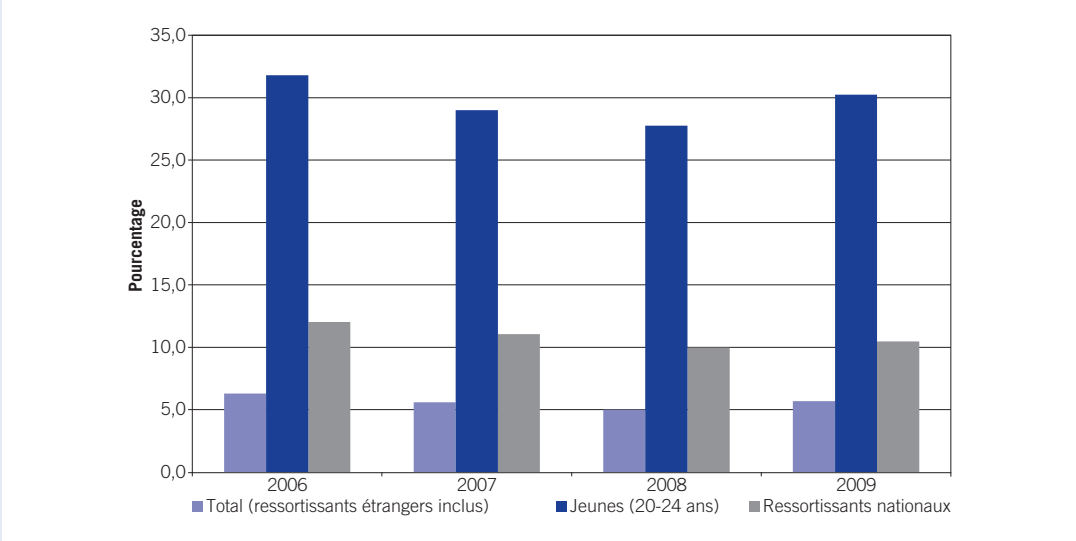
avec laquelle des mesures budgétaires de riposte à la crise ont été prises, en particulier dans les économies exportatrices de pétrole[61]. La croissance économique régionale en 2010 est estimée à 3,6 pour cent, alors qu'elle était de 4,8 pour cent en 2008 et affichait un taux moyen annuel de

Encadré 6 Le chômage en Arabie saoudite

Selon les autorités saoudiennes, la crise n'a eu qu'un impact limité sur l'emploi compte tenu du grand nombre de projets de développement en cours. Toutefois, le chômage chez les ressortissants saoudiens – et notamment la jeunesse saoudienne – était élevé même pendant les années exceptionnelles ayant précédé la crise financière (voir figure ci-dessous). En 2009, le taux de chômage des jeunes Saoudiens, à 30,2 pour cent, était près de trois fois supérieur à celui de l'ensemble des ressortissants saoudiens. Dans le même temps, le nombre élevé de travailleurs étrangers (4,7 millions) continuait de dépasser celui des ressortissants nationaux (4,3 millions) dans la population active. Contrairement à d'autres pays où la récession est allée de pair avec la déflation, la hausse des coûts de la vie, y compris du logement et de la nourriture, est venue s'ajouter aux difficultés auxquelles se trouve confronté le gouvernement saoudien, non tant en termes de capacité d'adopter des mesures budgétaires et monétaires élargies qu'en termes de capacité d'offrir à ses ressortissants des possibilités d'emploi durable.

Alors que la crise n'a eu aucun effet perceptible sur l'emploi en termes de licenciements, certaines sociétés se sont abstenues de verser des primes ou ont modifié la durée du travail. L'Arabie saoudite devrait pouvoir continuer d'absorber l'incidence de la crise sur l'emploi de ses ressortissants nationaux, à condition que le secteur privé génère en grand nombre les types d'emplois susceptibles d'intéresser les Saoudiens, dont les niveaux d'instruction sont de plus en plus élevés. Mais la capacité future du secteur privé de créer un nombre suffisant d'emplois décents pourrait constituer un défi difficile à relever compte tenu des résultats limités obtenus par de précédentes tentatives de «saoudisation» de la population active. Les mégaprojets entrepris par des conglomérats de la construction dans le passé se sont en général traduits par leurs faibles retombées pour les PME et par le peu d'emplois générés pour les ressortissants nationaux. Le précédent (8e) Plan quinquennal (2005-09) visait à réduire le nombre de chômeurs à 140 000 à l'horizon 2009 (c.-à-d. de près de la moitié par rapport aux 270 000 comptabilisés en 2004) mais, pendant cette période, le nombre de chômeurs a en réalité grimpé à plus de 400 000. De plus, la participation des femmes au marché du travail saoudien reste particulièrement faible. Les femmes représentent tout juste 15 pour cent de la population active saoudienne, à peu près réparties à égalité entre expatriées et ressortissantes nationales. Des disparités importantes entre les sexes persistent dans l'emploi, même si certaines déclarations politiques récentes offrent une base permettant de commencer à s'y attaquer.

Taux de chômage en Arabie saoudite, 2006-09



Source: BIT, Fiches pays G20, 2010.

[61] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

6,0 pour cent entre 2003 et 2008. Selon les estimations, plusieurs pays ont néanmoins enregistré une croissance du PIB égale ou supérieure à 5 pour cent, notamment le Liban (8,0 pour cent), le Qatar (16,0 pour cent), la République arabe syrienne (5,0 pour cent) et le Yémen (8,0 pour cent), mais les grandes économies telles que la République islamique d'Iran et l'Arabie saoudite ont enregistré des taux de croissance beaucoup plus faibles à 1,6 et 3,4 pour cent, respectivement[62].

Le chômage est une préoccupation majeure au Moyen-Orient. Au cours des années qui avaient abouti à la crise économique mondiale, de 2004 à 2008, le taux de chômage avait diminué de 1 point de pourcentage avant de stagner en 2008, et les estimations pour 2009 et 2010 font apparaître un taux de chômage constant à 10,3 pour cent. Ce taux demeure le taux régional le plus élevé du monde, seule l'Afrique du Nord affichant un taux de chômage d'un niveau presque analogue en 2010. Le chômage porte particulièrement atteinte aux perspectives des jeunes sur le marché du travail (voir encadré 6). Même si les taux de chômage des jeunes sont généralement supérieurs à ceux des adultes, ce taux est au Moyen-Orient près de quatre fois supérieur à celui des adultes[63]. Selon les estimations, un jeune sur quatre sur le marché du travail était au chômage en 2010. Le défi que représente le chômage des jeunes est encore aggravé par l'un des plus forts taux régionaux de population en âge de travailler, qui n'est dépassé que par celui de l'Afrique subsaharienne.

Au Moyen-Orient, les taux de chômage élevés, conjugués aux faibles taux d'activité, se soldent par des ratios emploi-population très bas. Le ratio régional s'est ainsi établi à 45,4 pour cent en 2010, indiquant que moins d'une personne sur deux d'âge actif travaille effectivement. Cette situation résulte du fait que, dans la région, seule une femme sur cinq travaille. L'écart entre les ratios emploi-population masculin et féminin s'est réduit de 8,7 points de pourcentage depuis le début des années 1990 mais, à 47,2 points de pourcentage, il reste deux fois plus élevé que la moyenne mondiale. Cet écart important, qui se retrouve également dans d'autres indicateurs du marché, témoigne des fossés culturels, sociaux et économiques qui existent entre les sexes au Moyen-Orient.

Les tendances de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail évoluent dans le bon sens au Moyen-Orient, mais les avancées sont lentes. Entre 2000 et 2009, l'emploi vulnérable a perdu 3 points de pourcentage et, à la fin de cette période, il concernait un peu moins du tiers de l'ensemble des travailleurs. La part de la pauvreté au travail au niveau de 1,25 dollar EU par jour est faible, mais celle à 2 dollars EU par jour est encore très élevée puisqu'elle s'établissait au taux de 18,7 pour cent en 2009. Au cours des années 1990, des progrès ont été réalisés dans la réduction du taux de pauvreté au travail mais, depuis le début du XXIe siècle, la baisse de ce taux a été inférieure à 1 point de pourcentage. L'absence de progrès vers la réduction de la pauvreté au travail est liée aux faibles taux de croissance de la productivité du travail pendant les cinq premières années de la décennie (voir tableau A7).

On prévoit que la croissance économique devrait être de 5,1 pour cent en 2011, ce qui est encore loin de ses tendances d'avant la crise. Le taux de chômage devrait baisser à 10,0 pour cent en 2011 (intervalle de confiance de 9,3 à 10,8 pour cent), contre 10,3 pour cent en 2010. On ne s'attend à aucune évolution significative du taux de chômage des jeunes dans la région et, de ce fait, la création d'emplois pour les jeunes et l'insertion des femmes sur les marchés du travail restent des défis majeurs.

---

[62] Un «spotlight par pays» n'a pas été produit pour la région du Moyen-Orient à cause du manque de données nominales trimestrielles récentes disponibles pour un nombre suffisant de pays.

[63] Pour une analyse de la situation des jeunes sur le marché du travail, voir BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes, août 2010 – Édition spéciale sur l'impact de la crise économique mondiale sur les jeunes* (Genève, 2010); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_elm/---trends/documents/publication/wcms_143349.pdf.

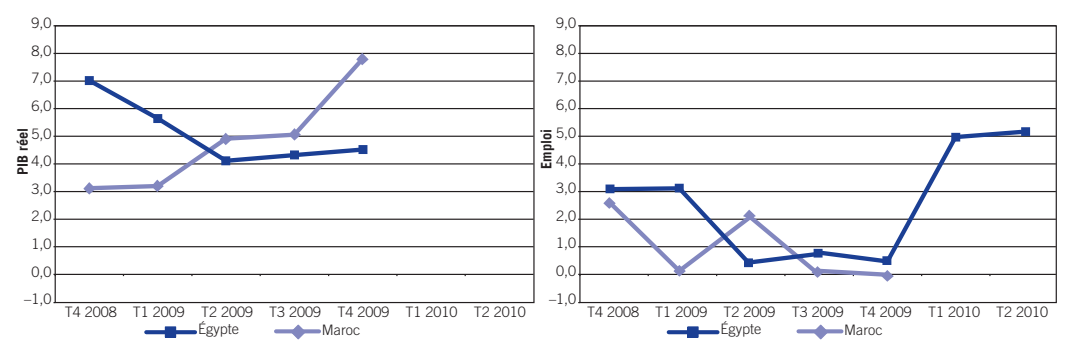
Afrique du Nord

Même si la région a bien résisté à la crise, les défis du marché du travail existant de longue date, tels que le chômage élevé et la faible participation des femmes au marché du travail, demeurent

Dans l'ensemble, l'Afrique du Nord n'a pas été aussi durement touchée par la crise économique et financière que d'autres régions[64]. Ainsi, pendant l'année de crise 2009, la croissance de son PIB a augmenté de 3,5 pour cent (dans une fourchette allant de –2,3 pour cent pour la Jamahiriya arabe libyenne à 4,9 pour cent pour le Maroc). Cette croissance relativement forte du PIB est en partie due au fait que les marchés de la région ne sont pas totalement intégrés dans les marchés internationaux, mais aussi à la rapidité avec laquelle les gouvernements ont pris des mesures de riposte pour atténuer l'impact de la crise par des plans de relance[65]. Ces plans comportaient un important volet infrastructure visant à créer rapidement des emplois tout en investissant simultanément dans le développement économique à venir. En 2010, le PIB régional affichait de nouveau une croissance de 5 pour cent (la Jamahiriya arabe libyenne arrivant en tête avec 10,6 pour cent de croissance économique et la Tunisie et l'Algérie en queue de peloton avec une croissance de 3,8 pour cent). L'augmentation du PIB provenait d'un renforcement des exportations de pétrole, d'une hausse des revenus du tourisme pour l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, ainsi que d'une reprise de la consommation intérieure et des exportations.

Spotlight 6 par pays sur la croissance et l'emploi en Égypte et au Maroc

PIB et emploi (variation de pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, Statistiques financières internationales, novembre 2010; LABORSTA.

Concernant la région de l'Afrique du Nord, on ne dispose de données trimestrielles sur l'emploi que pour l'Égypte et le Maroc. En Égypte, la croissance du PIB a nettement ralenti au cours des deux premiers trimestres 2009 mais elle est restée positive et a ensuite commencé à se redresser jusqu'à la fin de l'année. Le Maroc n'a pas subi de ralentissement pendant la crise économique mondiale. Au contraire, sa croissance s'est accélérée tout au long de l'année 2009, et a été plus rapide (près de 8 pour cent) au dernier trimestre de l'année.

Les deux pays ont connu une baisse de la croissance de l'emploi en 2009, enregistrant les taux de croissance les plus faibles aux T3 et T4 de l'année. L'Égypte a ensuite connu une forte accélération de la croissance de l'emploi au cours des deux premiers trimestres 2010; tandis que les données de l'emploi du Maroc pour 2010 n'ont pas encore été rendues publiques.

[64] Pour des précisions sur la situation économique de la région, voir: Forum économique mondial, *Global Competitiveness Report, 2010-2011* (2010); FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); FMI, «Perspectives économiques régionales: Moyen-Orient et Asie centrale», dans *World Economic and Financial Surveys* (Washington, DC, mai, 2010).

[65] L'Égypte, par exemple, a entrepris trois plans de relance.

En dépit des performances économiques relativement bonnes de l'Afrique du Nord, les difficultés déjà rencontrées sur le marché du travail avant la crise ont persisté, notamment les taux de chômage élevés (tout particulièrement chez les jeunes et les femmes), un taux d'activité des femmes très faible, une trop grande dépendance à l'égard du secteur informel pour la création d'emplois, la lenteur des progrès réalisés vers la réduction de la pauvreté au travail (au seuil de 2 dollars EU par jour) et la forte prévalence de l'emploi vulnérable. Les déficits de travail décent dans la région demeurent importants.

Le taux de chômage en Afrique du Nord demeure l'un des plus élevés du monde, à 9,9 pour cent en 2009 et avec une estimation à 9,8 pour cent en 2010 (intervalle de confiance de 9,1 à 10,5 pour cent). Ce taux globalement élevé résulte avant tout du taux de chômage des jeunes extrêmement élevé estimé à 23,6 pour cent en 2010 après avoir atteint 23,4 pour cent en 2009 (voir tableau A3). La situation est pire pour les femmes que pour les hommes puisque, selon les estimations, le taux de chômage en 2010 était de 15 pour cent chez les femmes contre 7,8 pour cent chez les hommes. L'écart des taux de chômage entre les sexes est important aussi bien chez les adultes que chez les jeunes, ce qui est d'autant plus inquiétant que les taux d'activité des femmes adultes et des jeunes femmes sont tous deux extrêmement faibles. À l'heure actuelle, dans la région, seules 28 femmes sur 100 sont actives sur les marchés du travail. Sur ces 28 femmes, 24 seulement ont un emploi, tandis que quatre sont au chômage. Autrement dit, moins d'un quart de la population totale de femmes en âge de travailler ont effectivement un emploi, le potentiel que représentent les 75 pour cent restants en mesure de contribuer à la croissance économique n'étant pas exploité. S'agissant des jeunes femmes, ces nombres deviennent encore plus extrêmes.

Le nombre élevé de personnes au chômage (tout spécialement les jeunes et les femmes) ne représente que la partie émergée de l'iceberg. Parmi les emplois existants, beaucoup sont de faible qualité, sous-payés, précaires et ne respectent ni les normes fondamentales du travail ni le droit de représentation des travailleurs. C'est ce que reflètent le rôle important joué par le secteur informel dans de nombreux pays de la région[66] et la persistance de la pauvreté au travail. Bien que la pauvreté au travail (2 dollars EU par jour) ait baissé de 11 points de pourcentage au cours des dix dernières années, près d'un tiers des personnes ayant un emploi vivent encore avec leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour par membre de la famille (voir tableau A14b). En outre, à 40,4 pour cent en 2009 (34,9 pour cent chez les hommes et 56,7 pour cent chez les femmes), l'emploi vulnérable ne régresse que lentement (2 points de pourcentage depuis le début de la décennie).

Le secteur agricole, qui représente 27,8 pour cent de l'emploi total, continue de jouer un rôle majeur dans la création d'emplois. Les emplois agricoles sont même encore plus importants pour les femmes que pour les hommes. Heureusement, les gouvernements de la région prennent de plus en plus conscience de l'importance des emplois dans ce secteur pour la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi on observe dans tous les pays de la région un nombre croissant d'initiatives prises dans le secteur de l'agriculture. Dans la région, on trouve près de la moitié du nombre total d'emplois dans le secteur des services, cette proportion étant demeurée plus ou moins constante au cours des dix dernières années. La création nette d'emplois s'est principalement produite dans le secteur industriel, dont la part dans l'emploi total est passée de 20,5 pour cent en 1999 à 22,5 pour cent en 2009 (voir tableau A10).

La région de l'Afrique du Nord arrive en troisième position en termes de rapidité de la croissance démographique, sa population d'âge actif ayant augmenté de 27,8 pour cent entre 2000 et

[66] Il faut noter que, pendant la crise, l'importance du secteur informel a contribué à atténuer l'impact de la crise. Cette partie de l'économie a en effet continué à fonctionner et à absorber un certain nombre de personnes évincées du secteur formel. Plus le secteur informel était important, plus sa capacité d'absorption s'est avérée remarquable pendant le choc. Dans les pays ayant un secteur informel limité, par exemple la Tunisie, le chômage a ainsi plus augmenté que dans des pays présentant un vaste secteur informel.

2010. Les taux de croissance du PIB, de 4 à 5 pour cent, ne sont pas suffisants pour créer des emplois décents et productifs pour cette population en hausse, ce qui se traduit par des taux très bas de croissance de la productivité du travail. Cette croissance s'est établie au niveau médiocre de 1,6 pour cent en 2009 et, selon les estimations, de 2,4 pour cent en 2010. Même si l'on peut estimer que la croissance de la productivité a été relativement favorable en 2009 pendant la crise, le taux pour 2010 est le plus bas du monde après le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne. Un taux de croissance de la productivité aussi faible est le signe d'une trajectoire de croissance qui laisse peu de possibilités de voir les rémunérations et les salaires augmenter ou le développement des systèmes de protection sociale progresser.

Quelles sont les principales causes de la permanence du déficit considérable de travail décent dans la région et de la situation difficile à laquelle se trouvent confrontés, en particulier, les jeunes et les femmes? Étant donné que la croissance économique ne crée pas des emplois d'une qualité suffisamment élevée, un taux intenable de croissance démographique est manifestement devenu un fardeau. En outre, l'inadéquation entre les compétences exigées et les compétences offertes par les personnes jeunes va croissant. On peut le voir, par exemple, dans les taux de chômage élevés et parfois en hausse de titulaires de diplômes universitaires. Le processus de mise en adéquation de l'offre et de la demande est par ailleurs un véritable défi. En effet, pendant que de nombreux jeunes se plaignent qu'ils seraient disposés à travailler s'ils savaient où trouver un emploi, de nombreuses entreprises se plaignent, dans le même temps, de ne pas parvenir à trouver des jeunes disposés à travailler. Enfin, ce que propose le marché du travail est très éloigné des attentes des jeunes à la recherche d'un emploi. Ainsi, les emplois classiques dans la fonction publique se font rares alors que ce sont précisément ceux auxquels les jeunes aspirent. Les emplois dans le secteur privé sont souvent jugés trop astreignants et l'activité indépendante continue à ne pas être perçue comme une option. Eu égard à la série de facteurs qui entravent le fonctionnement des marchés du travail, le renforcement du dialogue social devrait être un objectif prioritaire pour réduire les décalages sur le marché du travail et aider à faciliter la création d'emplois plus décents et productifs.

Même si l'on s'attend à un ralentissement de la croissance démographique dans les prochaines années, il restera néanmoins une génération perdue de jeunes au chômage. Plus ils demeureront longtemps sans emploi, plus ils auront du mal à en trouver un par la suite. Dès lors, ils risquent de perdre à la fois leurs compétences et leur motivation. Il faut donc véritablement mettre la jeune génération au centre des préoccupations dans la région. Fait encourageant, tous les pays de la région ont fait des questions de l'emploi des jeunes une priorité absolue de leurs plans nationaux de développement. Certains pays ont ainsi mis au point des plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes. D'autres (notamment l'Égypte, le Soudan et la Tunisie) voient dans le développement de plans d'action régionaux une approche prometteuse pour venir à bout des problèmes de l'emploi des jeunes. L'un des principaux éléments de la stratégie relative à ces problèmes devrait porter sur l'amélioration des compétences, et tout particulièrement des compétences techniques, informatiques et linguistiques. L'aide à l'activité indépendante et la création d'emplois dans les nouvelles activités économiques (par ex. emplois verts et emplois dans le secteur informatique et dans l'écotourisme) pourraient également s'inscrire dans les stratégies relatives à l'emploi des jeunes. Le renforcement des institutions en charge du dialogue social pourrait contribuer à favoriser une attitude plus positive tant des jeunes que des employeurs.

Les perspectives économiques pour la région sont favorables, avec une projection de croissance à 5,1 pour cent en 2011. Les flux de capitaux vers la région devraient normalement augmenter, les transferts de fonds ayant d'ores et déjà repris. Les pays exportateurs de pétrole devraient voir la demande progresser, ce qui les aidera à améliorer leur équilibre budgétaire et leur balance commerciale même si, pour leur développement économique, ces pays doivent absolument diversifier leur économie. Quant aux pays de la région importateurs de pétrole, ils devraient voir leur crois-

sance rebondir grâce à l'augmentation de leurs exportations et de la demande intérieure. Toutefois, aucune économie de l'Afrique du Nord n'affichera probablement de taux de croissance suffisant pour réduire dans un avenir proche son déficit considérable de travail décent. Selon les projections, le taux de chômage régional devrait demeurer inchangé à 9,8 pour cent en 2011 (intervalle de confiance de 8,6 à 10,9 pour cent).

Afrique subsaharienne

Le marché du travail continue de se caractériser par d'importants déficits de travail décent. Il faut donc concevoir de meilleures politiques de l'emploi centrées sur l'augmentation des possibilités d'emplois productifs et l'amélioration de la protection sociale

L'Afrique subsaharienne s'est redressée de la crise économique mondiale, même si la région n'a pas encore entièrement retrouvé ses taux de croissance économique d'avant la crise. De 2004 à 2007, la croissance économique dans la région a dépassé chaque année 6 pour cent, avant de ralentir à 5,5 pour cent en 2008 puis à 2,6 pour cent au plus fort de la crise mondiale en 2009. Selon les estimations, la région a connu en 2010 une croissance économique de 5,0 pour cent (voir tableau A1), soutenue par les prix des exportations et des produits de base dans les économies exportatrices de pétrole et les pays à revenu intermédiaire. En Angola, le deuxième plus important pays exportateur de pétrole de l'Afrique subsaharienne et l'un des plus fortement touchés par la crise économique en termes de chute du taux de croissance entre 2008 et 2009, on estime que la croissance économique, de 0,7 pour cent en 2009, a fait un bond à 5,9 pour cent en 2010. L'économie la plus importante de la région, l'Afrique du Sud, est redevenue positive en 2010, avec 3,0 pour cent, après avoir enregistré en 2009 son premier taux de croissance négatif à –1,8 pour cent depuis la fin de l'apartheid[67].

L'impact de la crise économique a généralement été moins violent dans les économies à faible revenu, essentiellement du fait de liens commerciaux et financiers limités avec l'économie mondiale. Dans les économies à faible revenu de l'Afrique subsaharienne, la croissance économique, de 5,8 pour cent en 2008, a chuté à 4,5 pour cent en 2009 (1,3 point de pourcentage) alors que, pendant la même période, elle a perdu 2,4 points de pourcentage dans les économies exportatrices de pétrole et 5,4 points dans les pays à revenu intermédiaire[68]. L'accélération des taux de croissance pendant la période de reprise mondiale a également été plus limitée dans les économies à faible revenu, puisque ce taux a été de 4,9 pour cent en 2010, soit 0,4 point de pourcentage de plus qu'en 2009. Au Ghana, par exemple, la croissance économique a chuté de 7,2 pour cent en 2008 à 4,1 en 2009, mais une baisse plus forte de la production a pu être évitée en partie grâce à la stabilité des performances du secteur agricole relativement important dans ce pays. Un autre élément qui a aidé à atténuer les effets à la baisse de la crise économique mondiale sur le taux de croissance économique du Ghana a été l'apport ininterrompu des investissements directs étrangers qui ont augmenté de 38 pour cent en 2009[69]. Pour 2010, l'estimation de croissance du pays est de 5,0 pour cent.

Des taux élevés de croissance économique sont nécessaires pour augmenter les revenus par habitant, à la fois dans la perspective des taux de croissance élevés de la population en âge de

[67] Un «spotlight par pays» n'a pas été produit pour la région de l'Afrique subsaharienne car on ne dispose de données trimestrielles sur l'emploi que pour Maurice et l'Afrique du Sud.

[68] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

[69] Voir BIT: *2e Colloque africain sur le travail décent 2010: Fiche pays – Risposte du Ghana à la crise*, Yaoundé, octobre 2010; http://www.ilo.org/public/french/region/afpro/addisababa/events/second_adw_symposium.htm.

travailler en Afrique subsaharienne, estimés à 2,7 pour cent par an, et pour s'attaquer aux importants déficits de travail décent de la région. En 2009, plus des trois quarts des travailleurs (75,8 pour cent) étaient en situation d'emploi vulnérable, ce taux dépassant nettement celui de toutes les autres régions à l'exception de l'Asie du Sud (voir tableau A12). Entre 2000 et 2009, le taux d'emploi vulnérable a régressé de 3,7 points de pourcentage, ce qui représente une amélioration notable par rapport aux années 1990, au cours desquelles le taux avait seulement perdu 1,4 point de pourcentage. Du fait de la crise économique mondiale, on estime que le taux d'emploi vulnérable a enregistré en 2009 sa première hausse depuis 2001, de 0,5 point de pourcentage. L'Afrique subsaharienne se caractérise également par ses taux très élevés de pauvreté au travail. Ainsi, en 2009, environ quatre travailleurs sur cinq faisaient partie des travailleurs pauvres (2 dollars EU par jour, voir tableau A14b).

Les disparités entre les sexes en termes d'accès aux marchés du travail sont limitées en Afrique subsaharienne, au moins par rapport à d'autres régions. Parmi les régions en développement, l'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes était de 19,1 pour cent en 2009, et seule l'Asie de l'Est affichait un écart plus faible. De même, l'écart entre les ratios emploi-population des hommes et des femmes est relativement faible en Afrique subsaharienne, mais il existe des disparités importantes entre les hommes et les femmes en termes de signification du mot «emploi». En 2009, la proportion de femmes en situation d'emploi vulnérable était de 84,0 pour cent, contre 69,5 pour cent de travailleurs hommes. L'écart de 14,5 points de pourcentage s'explique par la proportion de femmes qui relèvent de la catégorie des travailleurs familiaux non rémunérés, qui représente 45,2 pour cent de l'emploi total des femmes. Étant donné que les travailleurs familiaux non rémunérés dépendent de manière incontournable du bon vouloir et de la générosité des membres de leur famille pour veiller à leurs intérêts, la part élevée de ces travailleuses dans l'emploi féminin est un signal fort de la position défavorable des femmes sur le marché du travail en Afrique subsaharienne. Les parts des travailleurs rémunérés et salariés et des employeurs dans l'emploi total (les situations d'emploi non vulnérable dans les différentes catégories d'emploi) étaient toutes deux plus élevées chez les hommes, de même que dans la catégorie des travailleurs pour leur propre compte. Même si le travail pour son propre compte est considéré comme vulnérable, tout spécialement dans le contexte de l'Afrique subsaharienne où certains éléments du travail décent tels que la protection sociale lui font souvent défaut, ce type de travail soutient encore avantageusement la comparaison avec le travail familial non rémunéré. Dans le même ordre d'idée, les taux de pauvreté au travail ventilés par sexe mettent en exergue la position défavorable des femmes. Ainsi, les taux féminins de pauvreté au travail (seuil de 1,25 dollar EU par jour) dépassent les taux masculins dans 22 des 27 pays pour lesquels des estimations sont disponibles au niveau national[70].

La majeure partie des travailleurs pour leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés opère dans le secteur agricole, qui représentait 59,0 pour cent de l'emploi en Afrique subsaharienne en 2009 (voir tableau A10). De son côté, l'emploi dans le secteur industriel n'occupait qu'approximativement un travailleur sur dix la même année (10,6 pour cent). La croissance limitée de l'emploi dans l'industrie témoigne de l'absence de transformation structurelle, notamment du marché du travail, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Même si, en termes de PIB, certains pays ont vu progresser la part de leur secteur industriel, en particulier dans les économies exportatrices de pétrole, la part régionale de l'emploi industriel a très peu varié au cours des vingt dernières années. Pendant les années 1990, les emplois dans l'industrie ont à peine augmenté (de 8,2 à 8,9 pour cent des emplois) et, même pendant les années de forte croissance

[70] Voir tableau 20b de BIT: *Indicateurs clés du marché du travail, 6e édition* (Genève, 2009); http://www.ilo.org/empelm/what/pubs/lang--en/WCMS_114060/index.htm.

économique qui ont débouché sur la crise économique mondiale, l'emploi industriel n'a augmenté que de 1,8 point de pourcentage. Les niveaux sont demeurés bas par rapport à d'autres régions en développement, surtout par comparaison avec des régions à faible revenu telles que l'Asie du Sud.

L'absence de transformation structurelle du marché du travail et la persistance de niveaux élevés d'emploi vulnérable et de pauvreté au travail ont mis en péril la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique subsaharienne. Comme nous l'avons vu au chapitre 2, en dépit de la régression provoquée par la crise économique mondiale, la réalisation de l'objectif de la réduction de la pauvreté au titre de l'OMD1 est toujours prévue au niveau mondial à l'horizon 2015[71]. Tel n'est malheureusement pas le cas en Afrique subsaharienne, où l'obtention d'un travail décent reste un rêve lointain pour la plupart des travailleurs. Par ricochet, étant donné les liens existant entre le marché du travail et d'autres domaines tels que la santé et l'éducation, la réalisation de nombreux autres objectifs des OMD se trouve elle aussi compromise.

L'accélération des réalisations en faveur du travail décent en Afrique subsaharienne exige des ressources plus importantes et une amélioration des politiques économiques et sociales. Selon un article récent[72], des ressources sont nécessaires pour accroître le taux d'investissement dans la région, les niveaux d'investissement actuels n'étant pas suffisants pour soutenir une croissance économique rapide. Sur la scène macroéconomique, les objectifs de l'emploi devront être intégrés dans la conception des politiques, par exemple en recourant à des politiques budgétaires en faveur de la croissance et de l'équité. Dans de nombreux pays, il sera nécessaire, pour pouvoir intégrer les cibles et objectifs de la politique de l'emploi, de disposer de meilleures données et analyses relatives au marché du travail. En effet, l'absence d'informations et d'analyses suffisantes et actualisées concernant le marché du travail empêche souvent les pays de l'Afrique subsaharienne d'assurer à court terme un suivi satisfaisant des marchés du travail.

Un autre impératif mis en exergue pendant la crise économique est la nécessité de mesures et de systèmes de protection sociale, non seulement pour faire office de stabilisateurs automatiques contribuant à atténuer les effets de l'instabilité de la croissance économique, mais aussi pour aider le nombre considérable de personnes, avec ou sans emploi, qui vivent sous le seuil de pauvreté. Un projet récemment approuvé au Ghana offre un bon exemple de l'association de la création d'emplois et de transferts conditionnels en espèces dans le cadre d'une stratégie relative à la protection sociale (voir encadré 7). D'une manière plus générale, l'introduction progressive d'un niveau minimal de protection sociale – garantissant au moins les services sociaux de base et la sécurité d'un revenu de base – doit être placée au rang le plus élevé des priorités des programmes politiques[73].

On prévoit pour 2011 une croissance économique de 5,5 pour cent, soit le même taux qu'en 2008, juste avant la crise économique mondiale. Les perspectives sont toutefois très incertaines, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et les économies exportatrices de pétrole, et elles dépendront de la reprise de l'économie mondiale. Les projections actuelles du taux de chômage font apparaître une très faible évolution entre 2010 (8,0 pour cent) et 2011 (7,9 pour cent, intervalle de confiance de 7,4 à 8,4 pour cent).

---

[71] Voir OMD1: Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, dans NU, Groupe de développement des Nations Unies: *Documents thématiques sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, septembre, 2010; http://www.undg.org/index.cfm?P=1392.

[72] Voir BIT: *The crisis of orthodox macroeconomic policy: The case for a renewed commitment to full employment*, Employment Working Paper No. 53 (Genève, 2010); http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/lang--en/docName--WCMS_127678/index.htm.

[73] Voir BIT: *2e Colloque africain sur le travail décent 2010: Note d'information – Le défi de l'extension de la sécurité sociale en Afrique: Sécurité du revenu et prestations d'assurance maladie*, Yaoundé, octobre 2010; http://www.ilo.org/public/french/region/afpro/addisababa/events/second_adw_symposium.htm.

Encadré 7 Le Projet d'avantages sociaux au Ghana

On observe dans de nombreux pays un regain d'intérêt pour les programmes de travaux publics et les systèmes de garantie de l'emploi, l'idée étant d'associer les objectifs de la création d'emplois à court terme, de l'offre d'une aide au revenu et de la création et préservation des infrastructures et autres ressources. L'impulsion a été donnée par certains programmes à grande échelle tels que le Système national de garantie de l'emploi rural en Inde, le Projet de système de protection productif en Éthiopie et le Programme élargi des travaux publics en Afrique du Sud; cette impulsion s'étant conjuguée aux effets préjudiciables de la crise économique mondiale dans de nombreux pays en développement.

Au Ghana, le Projet d'avantages sociaux a été conçu pour pouvoir financer des dépenses de protection sociale ciblées, accroître l'accès à l'emploi et aux possibilités de gains en espèces pour les populations rurales démunies pendant la morte saison agricole, accroître l'accès aux transferts conditionnels en espèces et améliorer l'infrastructure économique dans certains districts cibles situés pour l'essentiel dans les régions septentrionales du pays relativement pauvres. Le projet, d'un montant total de 91 millions de dollars EU, sera mis en œuvre sur une période de cinq ans, et il fait partie de la Stratégie de protection sociale nationale (NSPS) du gouvernement. La NSPS illustre la vision du gouvernement pour la création d'une société socialement responsable et dont personne n'est exclu, grâce à la mise en place de mécanismes durables destinés à la protection des personnes vivant dans des situations d'extrême pauvreté susceptibles d'entraîner leur vulnérabilité et leur exclusion.

Le principal objectif du volet le plus important (56 millions de dollars EU), Labour Intensive Public Works (LIPW), un volet de travaux publics à fort coefficient de main-d'œuvre, est de permettre à des ménages pauvres ruraux ciblés d'accéder à des possibilités d'emploi et de revenu. Il s'agit tout particulièrement de compenser, par des travaux de rénovation et d'entretien d'infrastructures publiques ou communautaires, les déficits de demande de main-d'œuvre pendant la morte saison agricole ou par suite d'événements imprévus tels que les inondations ou les sécheresses. L'objectif est de maximiser l'emploi au niveau local tout en réaménageant des ressources en infrastructures productives présentant un potentiel de: 1) produire des effets en termes de création d'emplois secondaires locaux; et 2) protéger les ménages et les collectivités contre les événements extérieurs imprévus. Ce volet établira un instrument évolutif de protection sociale basé sur le LIPW, qui offrira des mécanismes de riposte rapide en cas de crise.

Le deuxième plus important volet (20 millions de dollars EU) soutient le programme actuellement en cours «Habilitation des moyens de subsistance contre la pauvreté» (Livelihood Empowerment Against Poverty [LEAP]), en vue de la réalisation totale de sa phase pilote en renforçant sa direction et sa gestion et en améliorant le ciblage par des incitations permettant de veiller à ce que les affectations du budget public annuel soient suffisantes. Il s'agit actuellement d'un programme de transferts monétaires ciblés financé et mis en œuvre par le ministère de la Protection sociale avec l'assistance technique et d'autres soutiens de donateurs. On a pris conscience de la nécessité de renforcer les capacités au sein de l'administration du programme aux niveaux national, régional, local et communautaire, pour permettre le développement rapide du programme et améliorer le ciblage. Le programme versera des incitations financières sur le compte de trésorerie unique, pour s'assurer que le LEAP atteigne sa cible de 164 370 ménages d'ici à 2012, contribuant ainsi à améliorer les résultats du capital humain de ces ménages.

Enfin, le renforcement des capacités (4,1 millions de dollars EU) aux niveaux national et local sera une composante importante du projet. La NSPS sera mise en œuvre dans certains districts sélectionnés du projet, en vue de permettre une transposition à grande échelle et un ciblage progressifs au niveau national. Cette composante viendra donc implicitement renforcer le programme de décentralisation du gouvernement. Plusieurs ensembles distincts d'activités de renforcement des capacités seront entrepris, y compris des activités de soutien aux cadres institutionnel, réglementaire et politique et de renforcement des capacités en relation avec la mise en œuvre du LIPW et du LEAP.

Source: BIT, Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre.

4 Conclusions

Les marchés du travail dans la crise économique mondiale

Avant la crise économique mondiale, de 2001 à 2006, le PIB mondial enregistrait un taux de croissance annuelle moyenne de plus de 4 pour cent, l'emploi augmentant quant à lui à un rythme légèrement plus lent que la productivité du travail (croissance de 1,9 pour cent par an contre 2,2 pour cent). Ces tendances mondiales relativement favorables masquent toutefois certains déséquilibres existant dans l'économie mondiale, qui n'ont fait que s'accroître au cours de la période ayant débouché sur la crise économique mondiale. Il s'agit notamment d'une trop grande dépendance à l'égard des exportations et d'une consommation intérieure limitée dans de nombreux pays en développement, d'une part; et, d'autre part, d'une trop grande dépendance à l'égard du crédit et de la consommation conjuguée à des taux d'épargne intenablement bas dans de nombreuses économies développées. En outre, alors que les taux de croissance et les marchés financiers caracolaient en tête des éléments qui ont conduit à la crise économique, l'inflation sans cesse croissante enregistrée dans les prix des produits alimentaires et du pétrole menaçait d'entraîner des millions de personnes de plus dans la pauvreté.

La croissance du PIB mondial a enregistré son niveau le plus élevé, 5,3 pour cent, en 2007, avant de chuter brusquement à 2,8 pour cent en 2008 et de régresser de 0,6 pour cent en 2009 au plus fort de la crise. L'impact de la crise en 2009 a été le plus important dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI où le PIB a régressé de 6,0 pour cent; dans la région des économies développées et de l'Union européenne, où la croissance a reculé de 3,4 pour cent; et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui a enregistré un repli de 1,7 pour cent. Dans les autres régions, le PIB n'a pas réellement régressé en 2009, mais la croissance a nettement chuté sous les niveaux de sa tendance d'avant la crise.

La baisse de la demande globale s'est essentiellement transmise par la baisse des exportations et des niveaux d'investissement. Il semble bien que la consommation a protégé la demande globale, en particulier dans la région des économies développées et de l'Union européenne, grâce au fonctionnement des stabilisateurs automatiques tels que les systèmes de protection sociale et les plans de relance sans précédent qui ont été adoptés. L'OIT estime que les plans de relance mis en œuvre dans les pays du G20 ont permis de sauver ou de créer quelque 21 millions d'emplois. Des estimations portant sur certains des plus importants plans de relance adoptés dans certains pays ne faisant pas partie du G20 font apparaître que 5 autres millions d'emplois ont été créés ou sauvés.

Pourtant, le présent rapport a montré que, en dépit de mesures correctives massives prises pour riposter à la crise, celle-ci a eu de graves répercussions sur le marché du travail mondial. Ainsi, au niveau mondial, la croissance de l'emploi est tombée à 0,7 pour cent en 2009 et le taux de chômage, qui était de 5,6 pour cent en 2007, est passé à 6,3 pour cent. Le nombre de chômeurs dans le monde a quant à lui fait un bond de 177,3 millions en 2007 à 205,2 millions en 2009, soit une augmentation de 27,9 millions. La tendance à la baisse du marché du travail mondial se traduit par ailleurs par l'effet de découragement chez les travailleurs, qui entraîne un fléchissement du taux d'activité et du ratio emploi-population. Les régions les plus durement touchées en termes de chômage ont été la région des économies développées et de l'Union européenne et la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, où le taux de chômage a respectivement

augmenté de 2,6 pour cent et de 1,7 point de pourcentage entre 2007 et 2009; suivies de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, où le taux de chômage a augmenté de 0,7 point de pourcentage et s'est établi à 7,7 pour cent en 2009.

La hausse de la productivité du travail mondiale a ralenti de 3,3 pour cent en 2007 à 1,3 pour cent en 2008, puis de nouveau de –1,4 pour cent au cours de l'année 2009, pendant laquelle les plus fortes baisses de la productivité du travail se sont produites dans les régions de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI (–5,5 pour cent), de l'Amérique latine et des Caraïbes (–2,4 pour cent), du Moyen-Orient (–1,3 pour cent) et dans celles des économies développées et de l'Union européenne et de l'Afrique subsaharienne (–1,2 pour cent). Alors que les salaires moyens ont continué d'augmenter de par le monde pendant la crise, le taux de croissance des salaires s'est ralenti considérablement en 2008 et en 2009.

La part mondiale de l'emploi dans l'industrie, qui n'avait cessé d'augmenter entre 2002 et 2007, a marqué une pause tout au long de 2007-08, avant de baisser légèrement en 2009 avec, dans de nombreux pays, de fortes chutes de l'emploi dans les secteurs de la production manufacturière et de la construction. La région la plus durement touchée dans le domaine de l'emploi industriel a été celle des économies développées et de l'Union européenne, où ce secteur a perdu 9,5 millions d'emplois entre 2007 et 2009. La région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont elles aussi enregistré un fort recul de l'emploi industriel en 2009. Au niveau mondial, on a observé un arrêt, au moins temporaire, dans le désengagement de l'emploi agricole, la part de ce secteur se maintenant à 35 pour cent de l'emploi mondial en 2009 et les emplois dans l'agriculture ayant augmenté de plus de 11 millions pendant la crise.

L'incidence de l'emploi vulnérable est restée à peu près stationnaire entre 2008 et 2009, après avoir enregistré une baisse moyenne constante et substantielle au cours des années ayant précédé la crise. Dans l'ensemble, au niveau mondial, le nombre de travailleurs en situation d'emploi vulnérable est estimé à 1,53 milliard de travailleurs en 2009, soit plus de la moitié de la totalité des travailleurs de la planète.

La crise a donné un coup d'arrêt à la baisse constante de la part des travailleurs vivant dans la pauvreté. Selon les estimations, un travailleur sur cinq dans le monde vivait en 2009 avec sa famille en situation d'extrême pauvreté sous le seuil de 1,25 dollar EU par personne par jour. On estime ainsi que, en 2009, le taux est supérieur de 1,6 point de pourcentage au taux projeté sur la base de la tendance observée avant la crise, ce qui représente environ 40 millions de travailleurs supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,25 dollar EU par jour par rapport à ce que l'on aurait pu prévoir en se basant sur les tendances observées avant la crise. On estime par ailleurs à environ 39 pour cent la part des travailleurs vivant avec leurs familles sous le seuil de pauvreté de 2 dollars EU par jour, soit un total de près de 1,2 milliard de travailleurs dans le monde.

Perspectives de reprise économique et de reprise de l'emploi

Les estimations de croissance du PIB pour 2010 ont fait l'objet de plusieurs révisions successives à la hausse de la part du FMI, la plus récente estimant la croissance à 4,8 pour cent. Les risques de récession demeurent toutefois prédominants, avec une projection de ralentissement de la croissance à 4,2 pour cent en 2011. Une grande incertitude règne actuellement quant à la solidité et à la trajectoire probable de la reprise en cours. Comme l'ont souligné les rapports *Perspectives économiques*, de l'OCDE, et *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011*, des NU, la persistance du chômage, une nouvelle dégradation des marchés immobiliers, les effets négatifs de niveaux élevés de la dette publique des États, la volatilité des taux de change et l'échec de coordination des politiques au niveau international comptent parmi les principaux risques qui pourraient à l'avenir réduire la croissance mondiale.

En outre, la reprise économique mondiale s'est avérée extrêmement inégale, ce qui a fait ressurgir la question de la nécessité d'un rééquilibrage de la croissance mondiale. En effet, la croissance demeure modérée dans de nombreuses économies de la région des économies développées et de l'Union européenne et de la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, alors que de nombreuses économies d'Asie et d'Amérique latine se sont fortement redressées et sont en passe de retrouver leurs taux de croissance d'avant la crise.

Ce rapport a montré que la reprise du marché du travail, à la fois plus lente et plus modeste que la reprise du PIB, intervient avec un retard important. On estime que le taux de chômage mondial, de 6,2 pour cent, a peu varié en 2010 mais se maintient à un niveau nettement plus élevé qu'il n'était de règle avant la crise. Dans la région des économies développées et de l'Union européenne, le taux de chômage a en réalité augmenté à 8,8 pour cent en 2010 et il ne s'est que faiblement amélioré dans la plupart des autres régions. Selon les estimations, en dépit d'une croissance économique rapide, le chômage mondial a peu varié en 2010, affichant 205 millions de chômeurs. Il importe de noter que le problème du retard de la reprise du marché du travail apparaît non seulement dans le décalage dans le temps entre la croissance de la production et de l'emploi et la réduction du chômage, mais aussi dans le décalage entre les gains de productivité et la hausse des salaires réels. Eu égard aux liens étroits existant entre l'augmentation des salaires réels et la hausse de la consommation, cette situation pourrait menacer les futures perspectives de reprise.

Le retard de la reprise du marché du travail ne fait qu'exacerber les formidables coûts humains de la récession, y compris en termes de réduction des revenus et d'employabilité sur toute une vie; avec, comme corollaire, des conséquences sociales et sur la santé plus importantes. Étant donné que ces effets pourraient perdurer, affectant la génération actuelle de travailleurs et menaçant le potentiel de capital humain tant de la présente que des futures générations, il est essentiel de concevoir une reprise qui soit à la fois créatrice d'emplois et durable.

Dans le même temps, la croissance de l'investissement, essentielle pour la création d'emplois et pour une reprise durable, est restée négative dans de nombreuses régions au cours du T1 2010. L'investissement a commencé à redevenir positif au T2 de l'année dans la plupart des régions du monde. Toutefois, entre 2008 et 2010, les ménages et les entreprises de nombreuses économies développées ont poursuivi leur processus de désendettement, les dépenses publiques continuant de compenser la réduction des investissements privés. L'augmentation de la dette de certains pays provoquée par une hausse des dépenses publiques et une réduction des recettes des États a entraîné une hausse du coût de l'emprunt, dont atteste la hausse du rendement des obligations. Ce phénomène a renforcé les pressions pour un assainissement budgétaire à court terme, précisément dans les pays les plus durement touchés par la crise, en particulier dans la région des économies développées et de l'Union européenne.

Considérations d'ordre politique

Cette situation de lente reprise du marché du travail, conjuguée à des pressions accrues en faveur d'une austérité budgétaire, laisse entrevoir deux grandes options macropolitiques opposées, à savoir la poursuite des plans de relance contre l'assainissement budgétaire. Les arguments en faveur de l'assainissement budgétaire sont clairs. Si les rendements des obligations restent élevés ou augmentent encore dans certains pays, le coût de l'emprunt demeurera intolérablement élevé, renchérissant ainsi le coût de la croissance de l'investissement, de l'augmentation du PIB et de la création d'emplois. Mais les arguments en faveur de la poursuite de la relance sont également nombreux. Il est incontestable que la reprise du marché du travail est à l'heure actuelle très faible, en particulier dans la région des économies développées et de l'Union européenne. La croissance de l'investissement demeure faible dans cette région et les investissements privés n'ont pas encore montré de signes d'augmentation significative. Si l'on réduit les dépenses publiques, la demande globale chutera, faisant peser de nouvelles pressions à la baisse sur le PIB et l'emploi.

De nombreuses économies ont entamé une marche de funambule sur la corde raide allant de la relance à l'assainissement budgétaire. Le calendrier et le rythme de la réduction des dépenses seront un élément crucial pour une reprise sans heurts. Dans le même temps, chaque fois que les budgets le permettent, il est vital de maintenir ou de renforcer les mesures susceptibles d'aider à favoriser la création d'emplois et à donner un nouvel élan à une reprise durable de l'emploi. Il s'agit là d'un objectif en soi; mais l'amélioration du marché du travail contribuerait également à une reprise macroéconomique plus large et pourrait aider à compenser les effets négatifs de l'assainissement budgétaire. Ainsi, par exemple, l'OCDE estime qu'une baisse du taux de chômage de 1 point de pourcentage pourrait redonner aux équilibres budgétaires 0,25 à 0,75 pour cent de PIB dans les pays de l'OCDE, ce qui permettrait d'obtenir la marge de manœuvre budgétaire supplémentaire indispensable[74]. Dans les économies avancées, des politiques et des incitations sont nécessaires pour stimuler les investissements privés, tout en annonçant simultanément des plans crédibles de réduction des déficits budgétaires à moyen terme. Dans tous les cas, une conception étroite axée sur la réduction des déficits sans relever le défi de la création d'emplois pourrait affaiblir encore les perspectives d'emplois et menacer la reprise.

Étant donné que les déséquilibres mondiaux qui ont contribué à provoquer la crise ont manifestement persisté pendant la reprise, il est essentiel que les pays déficitaires (essentiellement les pays développés) relancent leurs exportations nettes, permettant ainsi une hausse de la demande et une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour l'assainissement budgétaire[75]. Les pays en développement qui dépendaient de leurs exportations pour leur croissance doivent renforcer les sources de leur demande intérieure. Étant donné que les économies en développement ont généralement bénéficié d'un rebond plus rapide de la croissance, étayé par une marge de manœuvre budgétaire comparativement plus importante et par des fondamentaux macroéconomiques plus solides, elles disposent d'un bon point de départ pour une réorientation de la croissance vers la consommation intérieure[76]. Dans le même temps, des évolutions importantes dans les sources de la croissance mondiale peuvent provoquer des instabilités imprévues et les pays doivent admettre que les politiques intérieures peuvent avoir des effets considérables à l'étranger. Il est vital de renforcer les mécanismes de coopération internationale, y compris à travers le G20, pour obtenir une reprise durable et équilibrée[77].

Ainsi que l'a souligné le Directeur général du BIT dans sa déclaration aux dirigeants mondiaux au Sommet du G20 de 2010 à Séoul, «Pour recentrer l'économie mondiale sur une croissance à la fois forte et durable, il faut plus que de simples ajustements des politiques en matière monétaire et financière. Investir dans la protection sociale et dans les emplois de qualité permettra d'encourager à entreprendre et à investir dans l'économie réelle pour qu'une croissance durable se mette en marche[78]». L'Agenda du travail décent et le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT sont à cet égard des instruments importants et ils sont de plus souvent intégrés dans le cadre des initiatives nationales et internationales pour parvenir à une croissance et à un développement équilibrés.

---

[74] Voir OCDE: *Perspectives économiques n° 88* (Paris, novembre 2010); http://www.oecd.org/document/4/0,3746,fr_21571361_40155017_20347588_1_1_1_1,00.html.

[75] Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Reprise, risques et rééquilibrage* (Washington, DC, octobre 2010); http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/index.htm.

[76] Voir Banque mondiale: *Le monde de demain: Guide sur les orientations futures des politiques économiques dans les pays en développement* (Washington, DC, 2010); http://go.worldbank.org/TPPWANWXR0.

[77] Voir OCDE: *Perspectives économiques n° 88* (Paris, novembre 2010); http://www.oecd.org/document/4/0,3746,fr_21571361_40155017_20347588_1_1_1_1,00.html.

[78] Voir: http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/press-releases/WCMS_146477/lang--fr/index.htm.

Annexe 1 Tableaux mondiaux et régionaux*

Tableau A1 Taux de croissance du PIB réel annuel, monde et régions (%)

Région	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*
Monde	4,6	5,2	5,3	2,8	–0,6	4,8	4,2
Économies développées et Union européenne	2,6	2,9	2,6	0,3	–3,4	2,3	2,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	7,0	8,2	7,9	4,3	–6,0	4,9	4,3
Asie de l'Est	9,5	10,8	12,1	7,8	7,0	9,8	8,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	5,9	6,2	6,7	4,4	1,5	7,2	5,3
Asie du Sud	8,7	9,0	9,1	5,9	5,5	8,9	7,7
Amérique latine et Caraïbes	4,7	5,6	5,7	4,3	–1,7	5,7	4,0
Moyen-Orient	5,4	5,6	6,1	4,8	1,3	3,6	5,1
Afrique du Nord	5,0	6,1	5,8	5,3	3,5	5,1	5,1
Afrique subsaharienne	6,3	6,4	6,9	5,5	2,6	5,0	5,5

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; pour 2011, il s'agit de projections.

Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2010.

Tableau A2 Taux de chômage par sexe, monde et régions (%)

Les deux sexes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	6,3	6,4	6,2	5,9	5,6	5,7	6,3	5,9	6,2	6,5
Économies développées et Union européenne	6,7	7,2	6,9	6,3	5,8	6,1	8,4	8,5	8,8	9,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	10,9	9,9	9,4	9,3	8,6	8,6	10,4	9,1	9,6	10,1
Asie de l'Est	4,5	4,3	4,1	4,0	3,8	4,3	4,4	3,9	4,1	4,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	4,9	6,4	6,3	6,0	5,4	5,3	5,2	4,8	5,1	5,4
Asie du Sud	4,5	4,7	4,8	4,6	4,5	4,3	4,4	3,9	4,3	4,6
Amérique latine et Caraïbes	8,5	8,4	7,9	7,6	7,0	6,6	7,7	7,2	7,7	8,1
Moyen-Orient	10,6	11,2	11,2	10,7	10,5	10,2	10,3	9,6	10,3	10,9
Afrique du Nord	14,1	11,9	11,6	10,5	10,2	9,6	9,9	9,1	9,8	10,5
Afrique subsaharienne	9,0	8,6	8,6	8,0	7,9	7,9	7,9	7,6	8,0	8,4

* Sauf autre précision, les tableaux présentés ici et analysés dans le présent rapport sont tirés de BIT, *Modèles économétriques des tendances,* octobre 2010. Pour plus d'informations concernant la méthodologie employée pour l'estimation des données des indicateurs du marché du travail agrégées aux niveaux mondial et régional utilisées ici et dans d'autres rapports des *Tendances mondiales de l'emploi*, voir annexe 4.

Tableau A2 Taux de chômage par sexe, monde et régions (%) (suite)

Hommes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	6,1	6,1	5,9	5,7	5,4	5,5	6,2	5,7	6,0	6,3
Économies développées et Union européenne	6,3	6,9	6,6	6,0	5,5	6,0	8,8	8,9	9,3	9,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	10,6	10,0	9,5	9,3	8,7	8,7	10,6	9,2	9,6	10,2
Asie de l'Est	5,0	4,8	4,7	4,5	4,3	4,9	5,0	4,4	4,6	4,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	5,0	5,9	5,9	5,6	5,2	5,2	5,2	4,7	5,0	5,3
Asie du Sud	4,4	4,3	4,3	4,3	4,2	3,9	4,1	3,7	4,0	4,2
Amérique latine et Caraïbes	7,2	6,9	6,4	6,2	5,6	5,3	6,5	6,0	6,4	6,8
Moyen-Orient	8,8	9,4	9,1	8,8	8,5	8,1	8,2	7,7	8,2	8,7
Afrique du Nord	11,9	9,7	9,3	8,4	8,4	7,7	7,8	7,3	7,8	8,4
Afrique subsaharienne	8,4	8,1	8,1	7,7	7,5	7,5	7,6	7,3	7,6	7,9

Femmes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	6,6	6,8	6,7	6,3	6,0	6,0	6,5	6,1	6,5	6,8
Économies développées et Union européenne	7,3	7,5	7,2	6,7	6,0	6,2	7,9	7,9	8,2	8,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	11,3	9,8	9,4	9,2	8,5	8,5	10,1	9,0	9,4	9,9
Asie de l'Est	3,8	3,6	3,5	3,3	3,2	3,6	3,7	3,4	3,5	3,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	4,9	7,0	6,9	6,6	5,7	5,5	5,2	4,9	5,2	5,5
Asie du Sud	4,6	5,6	5,8	5,4	5,3	5,1	5,1	4,6	4,9	5,3
Amérique latine et Caraïbes	10,6	10,8	10,0	9,7	9,0	8,5	9,5	8,9	9,5	10,0
Moyen-Orient	17,4	17,4	18,4	17,2	17,3	17,4	17,3	15,9	17,0	18,2
Afrique du Nord	20,5	18,1	18,0	16,2	14,9	14,8	15,3	14,1	15,0	16,0
Afrique subsaharienne	9,6	9,2	9,2	8,5	8,3	8,3	8,3	8,1	8,5	8,9

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; pour plus d'informations, voir annexe 4 et «Estimations et projections des indicateurs du marché du travail», en particulier *Trends econometric models: A review of methodology*, disponible à: http://www.ilo.org/empelm/what/projects/lang—en/WCMS_114246/index.htm. Les écarts par rapport aux estimations de précédents rapports *Tendances mondiales de l'emploi* sont dus à des révisions d'estimations du FMI et de la Banque mondiale portant sur le PIB et ses composantes, qui sont utilisées dans les modèles, ainsi qu'aux révisions apportées aux informations sur le marché du travail utilisées. Ces dernières sont basées sur BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 6e édition, 2009.

Tableau A3 Taux de chômage des jeunes et des adultes, monde et régions (%)

Jeunes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	12,8	13,0	12,9	12,4	11,8	11,9	12,8	11,9	12,6	13,3
Économies développées et Union européenne	13,5	14,6	14,2	13,3	12,4	13,3	17,4	17,6	18,2	18,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	20,4	19,9	19,2	19,0	18,1	17,6	20,8	18,1	18,9	20,0
Asie de l'Est	9,0	8,6	8,3	8,0	7,7	8,7	8,9	7,9	8,3	8,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	12,9	16,6	17,4	16,8	14,5	14,2	13,9	13,3	14,2	15,0
Asie du Sud	10,2	9,8	10,1	10,0	9,9	9,5	9,9	8,8	9,5	10,2
Amérique latine et Caraïbes	15,7	16,5	15,7	15,3	14,2	13,8	15,7	14,3	15,2	16,1
Moyen-Orient	23,7	24,9	25,3	24,4	24,5	24,5	24,9	23,5	25,1	26,7
Afrique du Nord	29,5	26,0	26,7	24,4	24,3	22,6	23,4	22,1	23,6	25,1
Afrique subsaharienne	13,8	13,2	13,1	12,2	12,1	12,1	12,1	11,7	12,3	12,9

Tableau A3 Taux de chômage des jeunes et des adultes, monde et régions (suite)

Adultes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	4,6	4,7	4,6	4,3	4,1	4,2	4,8	4,5	4,8	5,0
Économies développées et Union européenne	5,6	6,1	5,8	5,3	4,8	5,0	7,1	7,2	7,5	7,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	9,0	8,0	7,6	7,5	6,9	6,9	8,5	7,6	7,9	8,4
Asie de l'Est	3,5	3,3	3,2	3,1	2,9	3,4	3,5	3,1	3,3	3,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	2,5	3,5	3,3	3,2	3,1	3,1	3,1	2,8	3,0	3,2
Asie du Sud	2,6	3,1	3,1	3,0	2,9	2,7	2,8	2,6	2,8	3,0
Amérique latine et Caraïbes	6,2	6,1	5,6	5,5	5,1	4,8	5,7	5,5	5,8	6,1
Moyen-Orient	6,2	6,8	6,7	6,5	6,5	6,3	6,4	6,1	6,5	6,9
Afrique du Nord	8,8	7,3	6,7	6,2	6,1	6,0	6,2	5,8	6,2	6,7
Afrique subsaharienne	7,0	6,7	6,8	6,4	6,2	6,2	6,3	6,1	6,4	6,7

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A4 Chômage dans le monde (millions)

	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Total	177,2	192,5	191,2	184,6	177,3	182,9	205,2	194,3	205,0	215,4
Hommes	103,2	109,9	108,7	105,3	101,4	104,8	119,5	112,3	118,4	124,4
Femmes	74,0	82,6	82,5	79,4	75,9	78,1	85,7	82,0	86,5	91,0
Jeunes	74,4	79,2	79,6	76,9	73,5	74,4	79,6	73,5	77,7	81,9
Adultes	102,8	113,3	111,6	107,7	103,8	108,5	125,6	120,9	127,3	133,5

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Note: Il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement, car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A5 Ratio emploi-population par sexe, monde et régions (%)

Les deux sexes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	61,5	61,4	61,4	61,6	61,7	61,6	61,2	60,9	61,1	61,3
Économies développées et Union européenne	56,7	55,9	56,2	56,7	57,1	57,1	55,5	54,5	54,7	54,9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	51,7	51,9	52,4	52,8	53,7	54,1	53,4	53,3	53,6	53,8
Asie de l'Est	73,5	72,5	71,9	71,4	71,0	70,4	70,0	69,8	69,9	70,1
Asie du Sud-Est et Pacifique	67,1	65,8	65,6	65,6	66,0	66,0	65,9	65,6	65,8	66,1
Asie du Sud	57,5	58,4	58,5	58,7	58,8	59,0	59,0	58,9	59,1	59,2
Amérique latine et Caraïbes	58,1	59,2	59,9	60,6	60,9	61,3	60,6	60,4	60,7	61,0
Moyen-Orient	44,8	44,9	45,1	45,3	45,3	45,1	45,2	45,1	45,4	45,8
Afrique du Nord	43,9	45,2	45,4	46,0	46,1	46,5	46,4	46,2	46,6	46,9
Afrique subsaharienne	63,5	64,2	64,3	64,8	65,1	65,2	65,2	64,9	65,2	65,5

Tableau A5 Ratio emploi-population par sexe, monde et régions (%) (suite)

Hommes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	74,3	73,9	73,9	73,9	74,0	73,8	73,1	72,7	72,9	73,2
Économies développées et Union européenne	65,8	64,1	64,4	64,8	65,2	64,9	62,4	61,2	61,4	61,6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	60,8	60,8	61,5	61,8	62,8	63,4	62,5	62,4	62,8	63,1
Asie de l'Est	79,2	78,4	77,8	77,2	76,8	76,1	75,7	75,5	75,6	75,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	79,3	78,4	77,9	77,9	77,9	77,6	77,5	77,2	77,4	77,7
Asie du Sud	79,6	79,8	79,8	79,7	79,5	79,6	79,2	78,9	79,1	79,3
Amérique latine et Caraïbes	74,7	74,7	75,1	75,6	75,7	75,9	74,8	74,2	74,6	74,9
Moyen-Orient	68,5	67,7	68,1	68,0	67,9	67,5	67,7	67,6	68,0	68,3
Afrique du Nord	67,1	68,5	68,7	69,4	69,1	69,7	69,7	69,3	69,8	70,2
Afrique subsaharienne	73,6	73,8	73,8	74,2	74,4	74,5	74,3	74,1	74,3	74,6

Femmes	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	48,6	48,8	48,9	49,2	49,4	49,5	49,2	49,0	49,2	49,4
Économies développées et Union européenne	48,1	48,1	48,4	49,0	49,5	49,7	48,9	48,2	48,3	48,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	43,6	44,0	44,4	44,9	45,7	45,9	45,3	45,2	45,5	45,7
Asie de l'Est	67,6	66,5	65,9	65,3	65,0	64,4	64,1	63,9	64,0	64,1
Asie du Sud-Est et Pacifique	55,2	53,6	53,7	53,7	54,4	54,7	54,6	54,4	54,6	54,8
Asie du Sud	33,9	35,7	36,0	36,6	36,9	37,3	37,6	37,8	38,0	38,1
Amérique latine et Caraïbes	42,3	44,4	45,4	46,4	46,8	47,4	47,1	47,2	47,5	47,8
Moyen-Orient	18,6	19,6	19,7	20,1	20,2	20,3	20,5	20,4	20,7	21,0
Afrique du Nord	20,8	22,1	22,3	22,8	23,2	23,4	23,4	23,3	23,6	23,8
Afrique subsaharienne	53,7	54,9	55,1	55,7	56,0	56,2	56,3	56,1	56,3	56,6

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A6 Croissance annuelle de l'emploi, monde et régions (%)

Région	2001-2006	2007	2008	2009	2010*		
					Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	1,9	1,8	1,5	0,7	1,0	1,3	1,7
Économies développées et Union européenne	0,9	1,4	0,6	–2,2	–1,2	–0,9	–0,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	1,0	2,1	1,1	–0,9	0,1	0,6	1,2
Asie de l'Est	1,1	0,7	0,2	0,5	0,7	0,9	1,1
Asie du Sud-Est et Pacifique	1,8	2,5	1,9	1,7	1,3	1,7	2,0
Asie du Sud	2,7	2,4	2,6	2,2	2,0	2,3	2,7
Amérique latine et Caraïbes	2,8	2,2	2,3	0,5	1,5	2,0	2,5
Moyen-Orient	3,6	2,9	2,3	3,0	2,1	2,9	3,6
Afrique du Nord	3,5	2,6	3,1	2,1	1,7	2,5	3,2
Afrique subsaharienne	3,2	3,1	3,0	2,6	2,4	2,8	3,2

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A7 Production par travailleur, niveau et croissance annuelle

Région	Production par travailleur 2009	Croissance annuelle (%) 2001-2006	2007	2008	2009	2010* Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	21 180	2,2	3,3	1,3	–1,4	2,7	3,1	3,4
Économies développées et Union européenne	70 946	1,5	1,1	–0,1	–1,2	2,7	3,1	3,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	23 514	6,0	5,2	3,0	–5,5	3,6	4,1	4,7
Asie de l'Est	12 383	8,3	11,8	8,2	7,0	8,2	8,5	8,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	9 263	4,1	3,9	2,2	–0,4	4,7	5,0	5,4
Asie du Sud	6 714	4,7	6,6	2,3	4,8	5,5	5,9	6,2
Amérique latine et Caraïbes	22 352	0,8	3,4	1,7	–2,4	2,4	3,0	3,5
Moyen-Orient	35 822	1,6	3,0	2,8	–1,3	–0,4	0,3	1,0
Afrique du Nord	16 235	1,3	2,9	2,1	1,6	1,6	2,4	3,1
Afrique subsaharienne	5 141	2,3	3,5	2,4	–1,2	1,4	1,8	2,2

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Note: Production calculée sur la base de dollars internationaux constants de 2005 ajustés à l'aide des PPA.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A8 Taux d'activité par sexe, monde et régions (%)

Les deux sexes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	65,6	65,5	65,7	65,6	65,5	65,5	65,4	65,3	65,4	65,3
Économies développées et Union européenne	60,8	60,5	60,3	60,2	60,2	60,3	60,5	60,6	60,8	60,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	58,0	58,1	58,1	57,5	57,6	57,9	58,3	58,8	59,2	59,6
Asie de l'Est	77,0	76,7	77,1	76,5	75,8	75,0	74,3	73,8	73,5	73,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	70,6	70,7	70,4	70,4	70,3	70,1	69,8	69,7	69,7	69,5
Asie du Sud	60,1	60,4	60,7	61,0	61,3	61,4	61,6	61,6	61,6	61,7
Amérique latine et Caraïbes	63,6	63,5	63,9	64,0	64,6	65,0	65,6	65,5	65,6	65,6
Moyen-Orient	50,1	50,1	50,2	50,4	50,6	50,8	50,7	50,6	50,2	50,4
Afrique du Nord	51,1	51,0	51,0	51,2	51,3	51,3	51,4	51,3	51,4	51,5
Afrique subsaharienne	69,7	69,8	69,9	70,1	70,2	70,4	70,5	70,6	70,8	70,8

Hommes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	79,2	79,0	79,0	78,8	78,7	78,5	78,4	78,2	78,1	77,9
Économies développées et Union européenne	70,2	69,8	69,4	69,1	68,9	68,9	69,0	69,0	69,0	68,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	68,1	67,9	67,6	67,1	67,5	67,9	68,2	68,8	69,4	69,9
Asie de l'Est	83,4	83,1	83,6	83,0	82,3	81,6	80,8	80,2	80,0	79,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	83,5	83,6	83,4	83,3	83,3	82,8	82,5	82,1	81,8	81,7
Asie du Sud	83,3	83,3	83,4	83,4	83,4	83,4	83,3	83,0	82,8	82,6
Amérique latine et Caraïbes	80,6	80,3	80,2	80,0	80,2	80,2	80,5	80,2	80,1	79,9
Moyen-Orient	75,1	74,9	74,8	74,8	74,8	75,0	74,6	74,2	73,5	73,7
Afrique du Nord	76,2	76,1	75,9	75,8	75,8	75,7	75,7	75,5	75,6	75,6
Afrique subsaharienne	80,4	80,3	80,3	80,3	80,3	80,3	80,4	80,4	80,6	80,4

Tableau A8 Taux d'activité par sexe, monde et régions (%) (suite)

Femmes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	52,1	52,1	52,4	52,4	52,4	52,5	52,5	52,6	52,7	52,7
Économies développées et Union européenne	51,9	51,8	51,7	51,9	52,0	52,2	52,5	52,7	53,0	53,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	49,1	49,4	49,7	49,0	48,8	49,0	49,5	49,9	50,1	50,4
Asie de l'Est	70,3	70,0	70,3	69,7	69,0	68,3	67,6	67,2	66,8	66,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	58,1	58,1	57,9	57,8	57,7	57,7	57,5	57,7	57,9	57,6
Asie du Sud	35,5	36,1	36,6	37,2	37,8	38,2	38,6	39,0	39,3	39,6
Amérique latine et Caraïbes	47,3	47,4	48,3	48,7	49,8	50,5	51,4	51,4	51,8	52,0
Moyen-Orient	22,6	22,8	23,1	23,4	23,8	24,1	24,3	24,5	24,6	24,8
Afrique du Nord	26,2	26,1	26,2	26,7	27,0	27,1	27,2	27,3	27,5	27,6
Afrique subsaharienne	59,4	59,7	59,9	60,2	60,5	60,7	60,9	61,0	61,3	61,3

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A9 Taux d'activité des adultes et des jeunes, monde et régions (%)

Jeunes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	53,6	53,1	52,9	52,5	52,4	52,2	52,0	51,7	51,4	51,1
Économies développées et Union européenne	52,8	51,8	50,9	50,0	49,9	50,0	50,3	50,0	49,9	48,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	43,0	42,5	41,9	40,5	40,5	40,7	41,0	41,5	43,2	43,7
Asie de l'Est	65,9	64,7	64,5	63,6	62,7	61,9	61,1	60,6	59,9	59,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	57,5	57,2	56,6	56,1	55,8	55,2	54,2	53,4	52,8	52,3
Asie du Sud	48,4	48,6	48,8	48,9	48,9	48,9	48,9	48,5	48,3	48,1
Amérique latine et Caraïbes	54,5	53,8	53,8	53,3	53,9	53,6	53,8	53,2	53,0	52,7
Moyen-Orient	36,1	36,1	36,1	36,2	36,3	36,4	35,8	35,3	34,6	34,5
Afrique du Nord	39,0	38,8	38,6	38,9	39,0	38,9	37,9	36,9	36,8	36,6
Afrique subsaharienne	55,6	55,6	55,6	55,5	55,6	55,6	55,6	55,7	55,7	55,5

Adultes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	69,7	69,8	70,0	70,0	70,0	69,9	69,9	69,9	69,9	69,8
Économies développées et Union européenne	62,3	62,2	62,1	62,2	62,2	62,3	62,4	62,6	62,7	62,6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	62,3	62,6	62,8	62,4	62,6	62,9	63,2	63,6	63,5	63,8
Asie de l'Est	79,9	79,9	80,4	80,0	79,4	78,7	78,0	77,5	77,3	76,9
Asie du Sud-Est et Pacifique	75,9	76,0	75,8	75,9	75,8	75,6	75,5	75,6	75,6	75,4
Asie du Sud	65,4	65,6	65,9	66,2	66,6	66,7	66,9	67,0	67,1	67,2
Amérique latine et Caraïbes	67,2	67,3	67,8	68,0	68,6	69,1	69,8	69,8	69,9	70,0
Moyen-Orient	57,6	57,7	57,7	57,9	58,0	58,1	58,0	57,9	57,5	57,5
Afrique du Nord	57,1	57,1	57,1	57,2	57,3	57,2	57,6	57,8	57,9	57,9
Afrique subsaharienne	77,6	77,8	78,0	78,2	78,4	78,6	78,7	78,9	79,1	79,1

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A10 Parts de l'emploi par secteur et par sexe, monde et régions (%)

Les deux sexes	Agriculture				Industrie				Services			
	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009
Monde	40,2	35,4	35,0	35,0	20,6	22,1	22,1	21,8	39,1	42,5	42,9	43,2
Économies développées et Union européenne	5,6	3,9	3,7	3,7	27,6	25,0	24,6	23,4	66,9	71,1	71,7	72,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	27,0	20,0	20,2	20,2	24,5	25,6	25,2	24,6	48,5	54,5	54,6	55,2
Asie de l'Est	47,9	38,9	37,7	36,9	23,8	27,1	27,5	27,8	28,3	33,9	34,8	35,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	49,3	45,0	44,7	44,3	15,9	18,0	17,8	17,8	34,8	37,0	37,5	38,0
Asie du Sud	59,5	53,5	53,5	53,5	15,4	18,9	18,9	18,9	25,1	27,6	27,6	27,6
Amérique latine et Caraïbes	21,5	17,0	16,4	16,3	21,4	22,6	22,8	22,1	57,1	60,5	60,8	61,6
Moyen-Orient	22,1	20,5	19,5	19,1	25,9	26,5	26,1	26,1	52,1	53,1	54,4	54,8
Afrique du Nord	29,2	28,4	28,0	27,8	20,5	21,8	22,2	22,5	50,3	49,8	49,7	49,7
Afrique subsaharienne	62,4	59,4	58,9	59,0	8,8	10,4	10,6	10,6	28,8	30,2	30,5	30,4

Hommes	Agriculture				Industrie				Services			
	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009
Monde	38,3	33,6	33,2	33,3	24,3	26,3	26,3	26,0	37,5	40,1	40,4	40,7
Économies développées et Union européenne	6,2	4,5	4,3	4,4	36,6	34,8	34,5	33,3	57,2	60,7	61,2	62,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	27,1	20,2	20,2	20,4	29,9	32,3	32,3	30,8	43,0	47,5	47,5	48,8
Asie de l'Est	42,6	35,0	34,1	33,4	27,4	31,2	31,6	31,9	30,1	33,8	34,4	34,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	48,7	44,8	44,6	44,4	18,2	20,3	20,3	20,3	33,1	34,9	35,1	35,4
Asie du Sud	53,3	45,9	45,7	45,5	17,2	21,3	21,3	21,3	29,6	32,9	33,0	33,2
Amérique latine et Caraïbes	25,9	21,3	20,8	20,8	26,1	28,2	28,6	27,8	48,0	50,5	50,7	51,5
Moyen-Orient	18,9	16,5	15,7	15,2	27,6	28,7	28,5	28,7	53,5	54,8	55,8	56,1
Afrique du Nord	29,9	27,1	26,8	26,7	22,2	24,3	24,8	25,1	47,9	48,6	48,4	48,2
Afrique subsaharienne	61,7	59,3	58,8	59,0	10,9	12,6	12,8	12,8	27,4	28,1	28,4	28,3

Femmes	Agriculture				Industrie				Services			
	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009
Monde	43,2	38,2	37,7	37,6	15,1	15,9	15,7	15,6	41,7	46,0	46,6	46,8
Économies développées et Union européenne	4,9	3,2	3,0	3,0	15,9	12,9	12,4	11,5	79,3	84,0	84,6	85,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	27,0	19,7	20,1	19,9	17,7	17,3	16,5	17,1	55,3	63,0	63,4	63,1
Asie de l'Est	54,4	43,7	42,2	41,2	19,4	22,2	22,5	22,7	26,2	34,1	35,3	36,1
Asie du Sud-Est et Pacifique	50,2	45,4	44,8	44,1	12,8	14,7	14,4	14,3	37,0	39,9	40,9	41,6
Asie du Sud	75,0	70,8	71,1	71,2	11,2	13,6	13,5	13,5	13,9	15,6	15,4	15,3
Amérique latine et Caraïbes	13,8	10,3	9,8	9,5	13,3	13,9	13,9	13,6	72,9	75,8	76,3	76,9
Moyen-Orient	35,0	35,0	33,5	33,1	18,8	18,4	17,3	16,6	46,3	46,6	49,2	50,3
Afrique du Nord	26,9	32,1	31,6	31,1	15,3	14,7	14,8	14,7	57,8	53,2	53,6	54,2
Afrique subsaharienne	63,3	59,5	59,0	59,0	6,1	7,6	7,8	7,9	30,6	32,9	33,2	33,2

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A11 Emploi par secteur et par sexe, monde et régions (millions)

Les deux sexes	Agriculture				Industrie				Services			
	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009
Monde	1038,9	1056,8	1061,2	1068,1	533,2	659,5	668,5	666,4	1010,8	1267,3	1299,2	1316,7
Économies développées et Union européenne	24,8	18,7	17,8	17,5	122,0	119,3	117,9	109,8	296,1	338,4	343,3	341,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	39,1	32,0	32,6	32,3	35,3	40,9	40,8	39,5	70,1	87,2	88,4	88,6
Asie de l'Est	354,3	314,2	305,1	299,7	176,1	219,0	222,3	226,0	209,5	273,7	281,3	287,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	115,8	122,2	123,7	124,5	37,4	48,8	49,2	49,9	81,5	100,4	103,8	106,8
Asie du Sud	299,7	330,4	339,3	346,6	77,7	117,0	119,7	122,2	126,2	170,6	175,1	179,0
Amérique latine et Caraïbes	43,4	41,7	41,4	41,2	43,3	55,5	57,3	56,1	115,5	148,9	153,2	155,9
Moyen-Orient	10,1	12,2	11,9	12,0	11,8	15,8	15,9	16,4	23,7	31,6	33,2	34,4
Afrique du Nord	14,4	17,9	18,2	18,4	10,1	13,7	14,4	14,9	24,7	31,3	32,3	32,9
Afrique subsaharienne	137,5	167,5	171,2	175,9	19,4	29,5	30,9	31,7	63,4	85,3	88,7	90,7

Hommes	Agriculture				Industrie				Services			
	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009
Monde	597,0	599,6	601,6	605,5	378,6	469,5	477,0	474,0	584,2	716,8	732,3	741,6
Économies développées et Union européenne	15,4	11,9	11,3	11,1	91,4	91,9	91,3	85,3	142,7	160,0	161,7	159,6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	21,6	17,7	18,0	18,0	23,9	28,4	28,8	27,1	34,3	41,7	42,2	43,0
Asie de l'Est	173,2	155,9	152,0	149,7	111,4	138,8	140,9	143,3	122,4	150,3	153,3	155,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	66,5	70,7	71,5	72,3	24,8	32,1	32,5	33,0	45,2	55,1	56,3	57,7
Asie du Sud	191,5	196,8	200,5	203,1	61,6	91,3	93,4	94,9	106,2	141,1	145,0	148,2
Amérique latine et Caraïbes	33,1	31,7	31,6	31,6	33,4	42,1	43,5	42,3	61,3	75,4	77,1	78,5
Moyen-Orient	6,9	7,8	7,5	7,5	10,1	13,5	13,7	14,1	19,6	25,7	26,7	27,6
Afrique du Nord	11,2	12,8	13,0	13,2	8,3	11,4	12,0	12,4	17,9	22,8	23,5	23,8
Afrique subsaharienne	77,7	94,2	96,2	98,9	13,7	20,1	21,0	21,5	34,5	44,7	46,5	47,4

Femmes	Agriculture				Industrie				Services			
	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009	1999	2007	2008	2009
Monde	441,9	457,2	459,6	462,6	154,6	190,1	191,5	192,4	426,6	550,5	566,9	575,2
Économies développées et Union européenne	9,4	6,8	6,5	6,3	30,7	27,4	26,6	24,5	153,4	178,4	181,6	181,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	17,5	14,3	14,7	14,4	11,5	12,5	12,0	12,4	35,7	45,5	46,2	45,6
Asie de l'Est	181,1	158,3	153,1	149,9	64,7	80,2	81,4	82,7	87,1	123,4	128,0	131,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	49,3	51,5	52,1	52,2	12,6	16,7	16,7	16,9	36,3	45,4	47,5	49,2
Asie du Sud	108,2	133,6	138,9	143,5	16,1	25,8	26,3	27,2	20,0	29,5	30,1	30,8
Amérique latine et Caraïbes	10,3	10,0	9,8	9,6	9,9	13,4	13,9	13,7	54,2	73,4	76,1	77,4
Moyen-Orient	3,1	4,4	4,4	4,5	1,7	2,3	2,3	2,3	4,1	5,9	6,4	6,8
Afrique du Nord	3,2	5,1	5,2	5,2	1,8	2,3	2,4	2,5	6,8	8,5	8,8	9,1
Afrique subsaharienne	59,8	73,2	74,9	77,0	5,7	9,4	9,9	10,3	28,9	40,5	42,2	43,3

Note: Il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement, car les chiffres ont été arrondis.
Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A12 Parts de l'emploi vulnérable par sexe, monde et régions (%)

Les deux sexes	1998	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	53,7	53,5	53,3	51,9	51,4	51,0	50,2	50,1
Économies développées et Union européenne	11,3	11,1	10,8	10,3	10,0	9,9	9,7	9,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	24,1	26,7	25,6	22,8	21,9	20,7	20,4	20,0
Asie de l'Est	61,4	60,2	59,1	55,8	55,2	54,5	52,2	50,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	63,8	66,2	65,5	62,6	62,3	62,0	62,5	61,8
Asie du Sud	81,9	81,1	82,1	80,5	80,2	79,9	78,9	78,5
Amérique latine et Caraïbes	35,7	36,1	35,8	33,8	32,7	32,3	31,8	32,2
Moyen-Orient	36,8	36,0	35,7	33,9	33,7	33,3	32,9	32,7
Afrique du Nord	43,7	42,1	42,4	42,6	41,1	41,2	40,2	40,4
Afrique subsaharienne	80,5	79,9	79,5	77,1	76,6	76,0	75,3	75,8

Hommes	1998	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	52,0	51,8	51,8	50,5	50,0	49,5	48,9	48,9
Économies développées et Union européenne	11,8	11,7	11,4	11,3	11,0	10,9	10,7	10,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	24,7	26,7	25,8	23,3	22,4	20,9	20,6	20,2
Asie de l'Est	56,7	55,7	54,7	51,9	51,3	50,6	48,9	47,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	60,4	62,5	61,8	59,6	59,3	58,7	59,7	58,9
Asie du Sud	79,0	78,1	79,9	78,0	77,5	77,2	76,2	75,8
Amérique latine et Caraïbes	35,0	35,4	35,3	33,5	32,6	31,8	31,3	31,6
Moyen-Orient	33,6	32,4	31,8	30,2	30,1	29,8	29,8	29,6
Afrique du Nord	40,1	38,7	38,2	37,0	35,4	35,1	34,1	34,9
Afrique subsaharienne	75,5	74,5	74,0	70,1	69,6	69,2	68,5	69,5

Femmes	1998	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	56,3	56,1	55,5	54,0	53,5	53,2	52,1	51,8
Économies développées et Union européenne	10,7	10,3	10,1	9,1	8,8	8,6	8,4	8,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	23,4	26,7	25,4	22,1	21,3	20,4	20,2	19,8
Asie de l'Est	67,1	65,7	64,4	60,6	59,9	59,2	56,2	54,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	68,6	71,3	70,6	67,0	66,5	66,6	66,4	65,7
Asie du Sud	89,2	88,5	87,6	86,5	86,3	86,1	85,0	84,5
Amérique latine et Caraïbes	37,0	37,3	36,5	34,3	33,0	33,0	32,6	33,2
Moyen-Orient	49,9	50,8	51,6	48,0	46,8	46,5	44,2	43,7
Afrique du Nord	55,4	52,9	56,0	59,7	58,3	59,3	58,2	56,7
Afrique subsaharienne	87,3	87,1	86,9	86,2	85,6	84,9	84,0	84,0

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A13 Emploi vulnérable par sexe, monde et régions (millions)

Les deux sexes	1998	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	1364,4	1382,3	1399,4	1489,7	1505,3	1521,6	1519,3	1528,2
Économies développées et Union européenne	49,5	49,1	48,5	47,6	47,1	47,2	46,5	45,6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	34,7	38,5	37,5	35,2	34,4	33,1	33,1	32,1
Asie de l'Est	450,3	445,2	443,1	444,4	441,8	439,6	421,7	413,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	145,2	155,3	156,8	162,7	165,0	168,3	172,9	173,7
Asie du Sud	404,7	408,2	421,1	473,0	484,0	493,6	500,2	508,7
Amérique latine et Caraïbes	70,6	72,9	73,8	79,0	78,8	79,5	80,1	81,6
Moyen-Orient	16,0	16,4	16,9	19,0	19,5	19,9	20,0	20,5
Afrique du Nord	20,9	20,7	21,2	25,2	25,2	25,9	26,1	26,8
Afrique subsaharienne	172,5	176,0	180,4	203,6	209,5	214,5	218,8	226,2

Hommes	1998	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	798,4	808,0	821,8	870,5	877,7	884,3	885,3	891,0
Économies développées et Union européenne	29,1	29,1	28,7	29,0	28,7	28,8	28,4	27,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	19,7	21,3	20,9	19,9	19,3	18,4	18,3	17,8
Asie de l'Est	228,9	226,6	225,7	227,9	226,5	225,3	218,2	214,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	79,8	85,3	86,2	90,4	91,8	92,7	95,7	96,0
Asie du Sud	278,0	280,5	292,5	321,0	326,1	331,1	334,3	338,4
Amérique latine et Caraïbes	44,0	45,2	45,8	47,9	47,7	47,5	47,5	48,1
Moyen-Orient	11,8	11,9	12,0	13,4	13,8	14,0	14,3	14,6
Afrique du Nord	14,7	14,5	14,6	16,5	16,3	16,5	16,5	17,3
Afrique subsaharienne	92,5	93,7	95,5	104,5	107,4	110,0	112,1	116,6

Femmes	1998	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	565,9	574,3	577,6	619,2	627,6	637,3	634,0	637,2
Économies développées et Union européenne	20,3	20,0	19,9	18,6	18,3	18,3	18,1	17,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	15,0	17,2	16,7	15,4	15,1	14,7	14,7	14,3
Asie de l'Est	221,4	218,6	217,4	216,5	215,2	214,3	203,5	198,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	65,4	70,0	70,6	72,2	73,2	75,6	77,3	77,6
Asie du Sud	126,7	127,7	128,6	152,0	157,9	162,5	165,9	170,3
Amérique latine et Caraïbes	26,6	27,7	28,0	31,1	31,1	32,0	32,5	33,4
Moyen-Orient	4,2	4,6	4,8	5,6	5,7	5,9	5,8	5,9
Afrique du Nord	6,2	6,2	6,7	8,7	8,9	9,4	9,5	9,5
Afrique subsaharienne	80,1	82,3	85,0	99,1	102,2	104,5	106,7	109,6

Note: Il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement, car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A14a Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et régions (1,25 dollar EU par jour)

	Nombre de personnes (millions)				Part dans l'emploi total (%)			
Les deux sexes	**1999**	**2003**	**2008***	**2009***	**1999**	**2003**	**2008***	**2009***
Monde	875,1	785,6	640,0	631,9	33,9	28,4	21,1	20,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	10,6	9,3	7,0	7,0	7,3	6,2	4,3	4,3
Asie de l'Est	286,2	203,8	83,1	73,0	38,7	26,0	10,3	9,0
Asie du Sud-Est et Pacifique	106,0	81,6	64,3	63,6	45,2	32,5	23,3	22,6
Asie du Sud	285,2	291,7	284,5	282,0	56,6	52,2	44,9	43,5
Amérique latine et Caraïbes	26,3	28,0	16,6	17,4	13,0	12,8	6,6	6,9
Moyen-Orient	2,8	3,8	3,7	3,7	6,2	7,4	6,0	5,9
Afrique du Nord	10,5	11,1	10,5	10,7	21,4	20,2	16,2	16,1
Afrique subsaharienne	147,5	156,2	170,2	174,6	66,9	63,0	58,5	58,5

* Les estimations pour 2008 et 2009 sont préliminaires.

Note: Il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement, car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Tableau A14b Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et régions (2 dollars EU par jour)

	Nombre de personnes (millions)				Part dans l'emploi total (%)			
Les deux sexes	**1999**	**2003**	**2008***	**2009***	**1999**	**2003**	**2008***	**2009***
Monde	1403,1	1346,6	1199,1	1193,2	54,3	48,6	39,6	39,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	32,1	23,5	20,9	21,6	22,2	15,7	12,9	13,5
Asie de l'Est	494,4	395,8	224,5	204,2	66,8	50,4	27,8	25,1
Asie du Sud-Est et Pacifique	167,4	156,6	142,2	143,0	71,3	62,4	51,4	50,9
Asie du Sud	434,7	471,3	504,2	508,5	86,3	84,3	79,5	78,5
Amérique latine et Caraïbes	55,3	56,9	38,5	40,3	27,3	26,0	15,3	15,9
Moyen-Orient	8,8	11,7	11,5	11,7	19,4	22,7	18,8	18,7
Afrique du Nord	20,7	21,5	20,6	20,7	42,2	39,1	31,7	31,2
Afrique subsaharienne	189,6	209,3	236,7	243,2	86,1	84,4	81,4	81,5

* Les estimations pour 2008 et 2009 sont préliminaires.

Note: Il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement, car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2.

Annexe 2 Projections

Tableau P1 Chômage 2007-2011 (taux)

Région	2007	2008	2009	2010* Limite inférieure de l'IC	2010* Estimation préliminaire	2010* Limite supérieure de l'IC	2011* Limite inférieure de l'IC	2011* Projection préliminaire	2011* Limite supérieure de l'IC
	Taux (%)								
Monde	5,6	5,7	6,3	5,9	6,2	6,5	5,6	6,1	6,6
Économies développées et Union européenne	5,8	6,1	8,4	8,5	8,8	9,1	7,9	8,6	9,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	8,6	8,6	10,4	9,1	9,6	10,1	8,9	9,7	10,6
Asie de l'Est	3,8	4,3	4,4	3,9	4,1	4,3	3,8	4,0	4,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	5,4	5,3	5,2	4,8	5,1	5,4	4,5	4,9	5,3
Asie du Sud	4,5	4,3	4,4	3,9	4,3	4,6	3,7	4,1	4,4
Amérique latine et Caraïbes	7,0	6,6	7,7	7,2	7,7	8,1	6,8	7,4	8,1
Moyen-Orient	10,5	10,2	10,3	9,6	10,3	10,9	9,3	10,0	10,8
Afrique du Nord	10,2	9,6	9,9	9,1	9,8	10,5	8,6	9,8	10,9
Afrique subsaharienne	7,9	7,9	7,9	7,6	8,0	8,4	7,4	7,9	8,4

Région	2008	2009	2010* Limite inférieure de l'IC	2010* Estimation préliminaire	2010* Limite supérieure de l'IC	2011* Limite inférieure de l'IC	2011* Projection préliminaire	2011* Limite supérieure de l'IC
	Variation par rapport à 2007 (points de pourcentage)							
Monde	0,1	0,6	0,3	0,6	0,9	0,0	0,5	1,0
Économies développées et Union européenne	0,3	2,3	2,7	3,0	3,3	2,1	2,9	3,6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	0,0	1,7	0,5	0,9	1,5	0,2	1,1	2,0
Asie de l'Est	0,5	0,1	0,2	0,4	0,6	0,0	0,2	0,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	–0,1	–0,1	–0,6	–0,3	0,0	–0,9	–0,5	–0,1
Asie du Sud	–0,3	0,1	–0,6	–0,3	0,0	–0,8	–0,4	–0,1
Amérique latine et Caraïbes	–0,3	1,1	0,2	0,7	1,1	–0,2	0,4	1,1
Moyen-Orient	–0,3	0,1	–0,9	–0,3	0,4	–1,3	–0,5	0,3
Afrique du Nord	–0,5	0,2	–1,0	–0,4	0,3	–1,5	–0,4	0,8
Afrique subsaharienne	0,0	0,0	–0,2	0,2	0,5	–0,4	0,1	0,6

* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; pour 2011, il s'agit de projections; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2 et l'annexe 5.

Tableau P2 Chômage 2007-2011 (nombre de personnes)

Région	2007	2008	2009	2010* Limite inférieure de l'IC	2010* Estimation préliminaire	2010* Limite supérieure de l'IC	2011* Limite inférieure de l'IC	2011* Projection préliminaire	2011* Limite supérieure de l'IC
	Nombre (millions)								
Monde	177,3	182,9	205,2	194,3	205,0	215,4	187,1	203,3	219,5
Économies développées et Union européenne	29,1	30,9	42,7	43,1	44,8	46,1	40,6	44,5	48,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	15,1	15,3	18,5	16,2	17,1	18,0	15,9	17,5	19,0
Asie de l'Est	31,7	36,4	37,6	33,7	35,4	37,1	32,2	34,3	36,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	15,5	15,5	15,4	14,5	15,4	16,3	13,8	15,0	16,3
Asie du Sud	29,3	28,3	29,8	27,3	29,5	31,6	26,4	28,9	31,4
Amérique latine et Caraïbes	18,4	17,9	21,2	20,1	21,4	22,6	19,2	21,1	22,9
Moyen-Orient	7,0	7,0	7,2	6,9	7,4	7,9	6,8	7,4	8,0
Afrique du Nord	7,1	6,9	7,2	6,9	7,4	7,9	6,6	7,5	8,4
Afrique subsaharienne	24,1	24,8	25,6	25,5	26,7	27,9	25,5	27,2	28,9

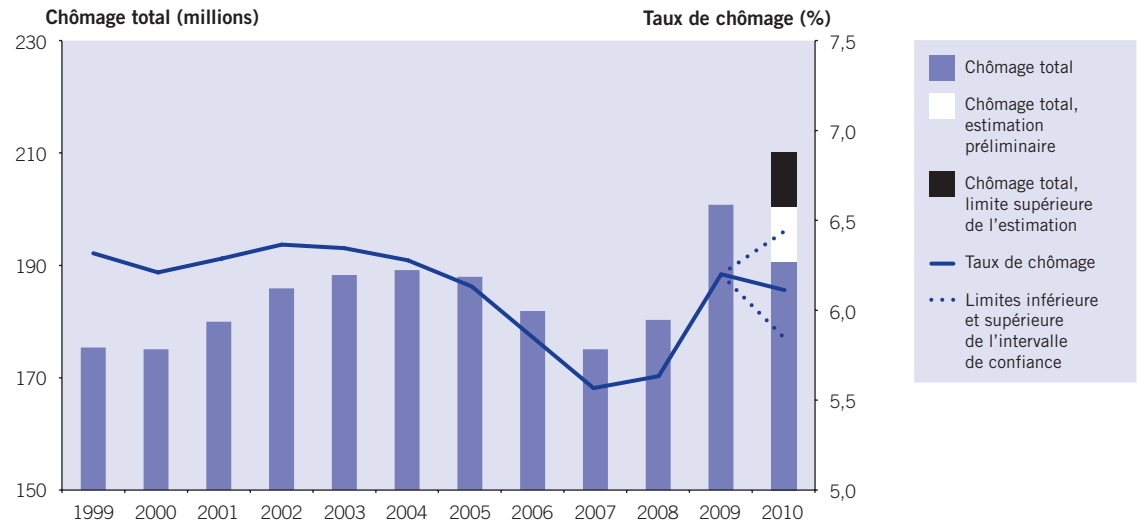
Région	2008	2009	2010* Limite inférieure de l'IC	2010* Estimation préliminaire	2010* Limite supérieure de l'IC	2011* Limite inférieure de l'IC	2011* Projection préliminaire	2011* Limite supérieure de l'IC
	Variation par rapport à 2007 (points de pourcentage)							
Monde	5,6	27,9	17,0	27,6	38,0	9,8	26,0	42,2
Économies développées et Union européenne	1,8	13,6	14,0	15,6	17,0	11,5	15,3	19,2
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	0,2	3,4	1,1	2,0	2,9	0,8	2,4	3,9
Asie de l'Est	4,7	5,8	2,0	3,7	5,4	0,5	2,6	4,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	0,0	–0,1	–1,0	–0,1	0,8	–1,6	–0,4	0,8
Asie du Sud	–1,0	0,5	–2,0	0,2	2,3	–2,9	–0,4	2,1
Amérique latine et Caraïbes	–0,6	2,7	1,7	2,9	4,2	0,8	2,6	4,5
Moyen-Orient	–0,1	0,2	–0,1	0,4	0,8	–0,2	0,4	1,0
Afrique du Nord	–0,2	0,1	–0,2	0,2	0,8	–0,5	0,4	1,3
Afrique subsaharienne	0,8	1,6	1,4	2,7	3,9	1,4	3,1	4,9

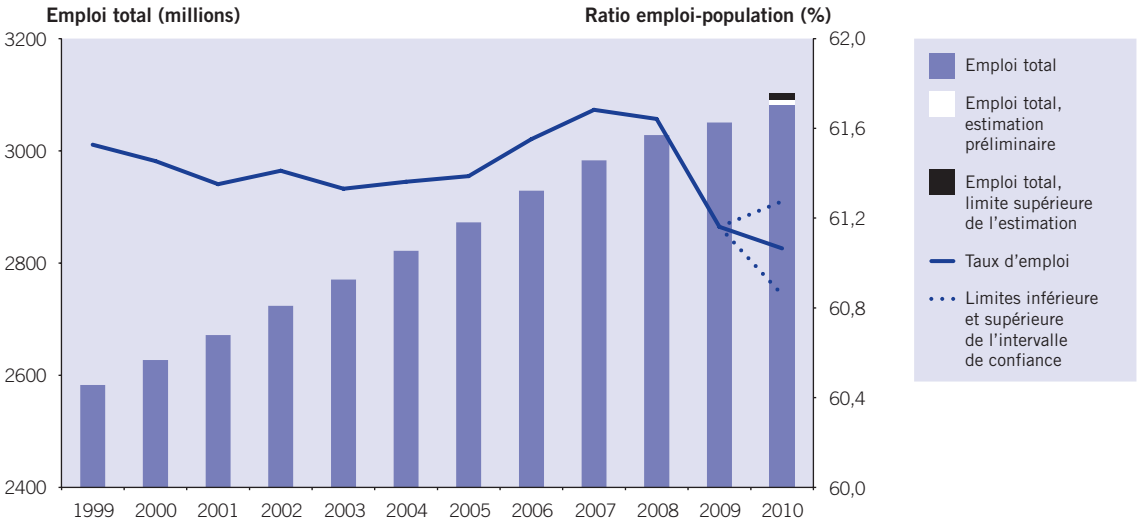
* Les estimations pour 2010 sont préliminaires; pour 2011, il s'agit de projections; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010; voir également les sources du tableau A2 et l'annexe 5.

Annexe 3 Figures régionales*

Figure R1 Monde: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres





* Les figures ci-après présentent quelques indicateurs du marché du travail par région, suivis des regroupements régionaux d'économies utilisés dans le présent rapport. Toutes les figures sont tirées de BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010 (voir également les sources du tableau A2 et l'annexe 5).

Figure R1 Monde: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

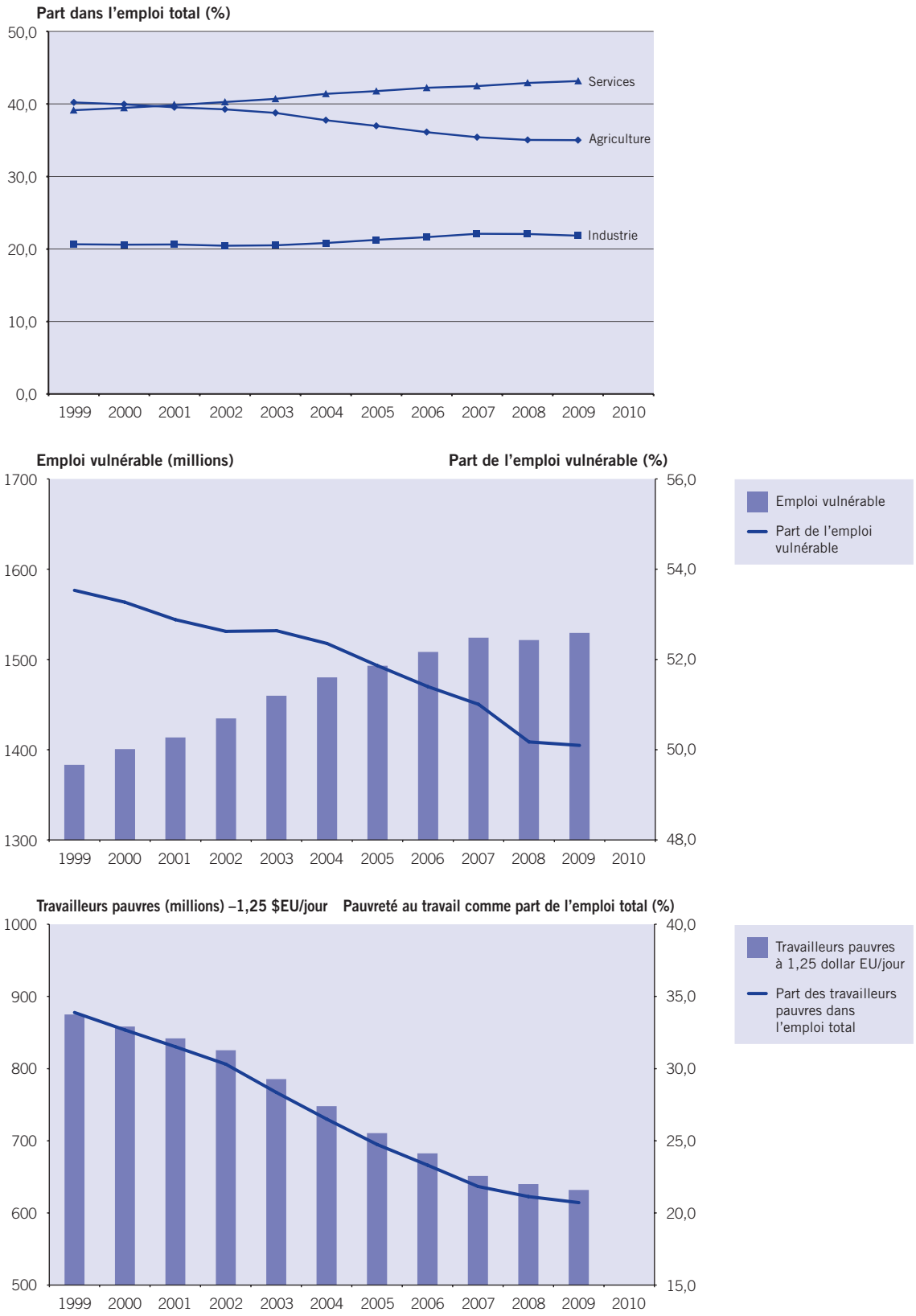


Figure R1 Monde: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

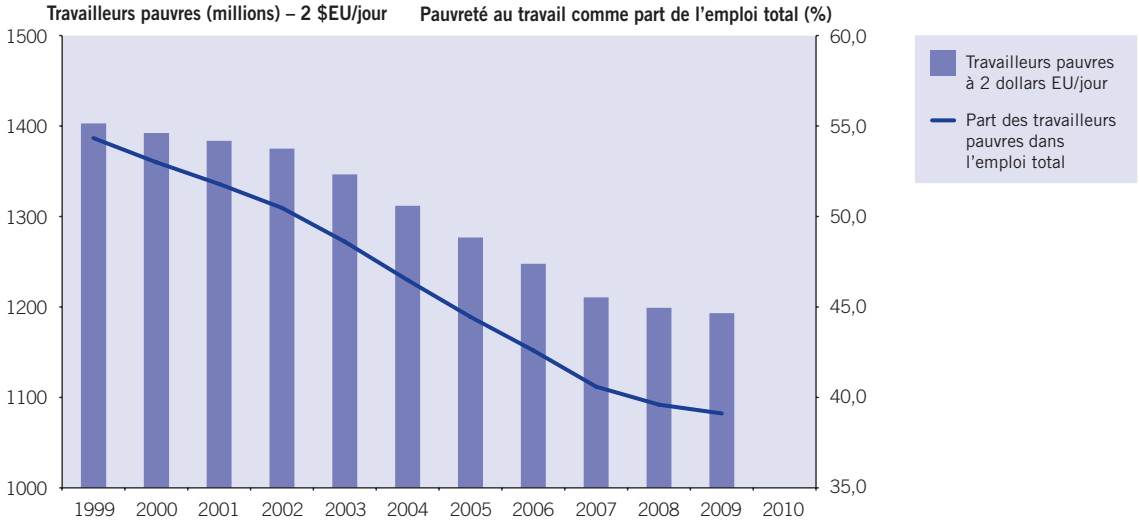
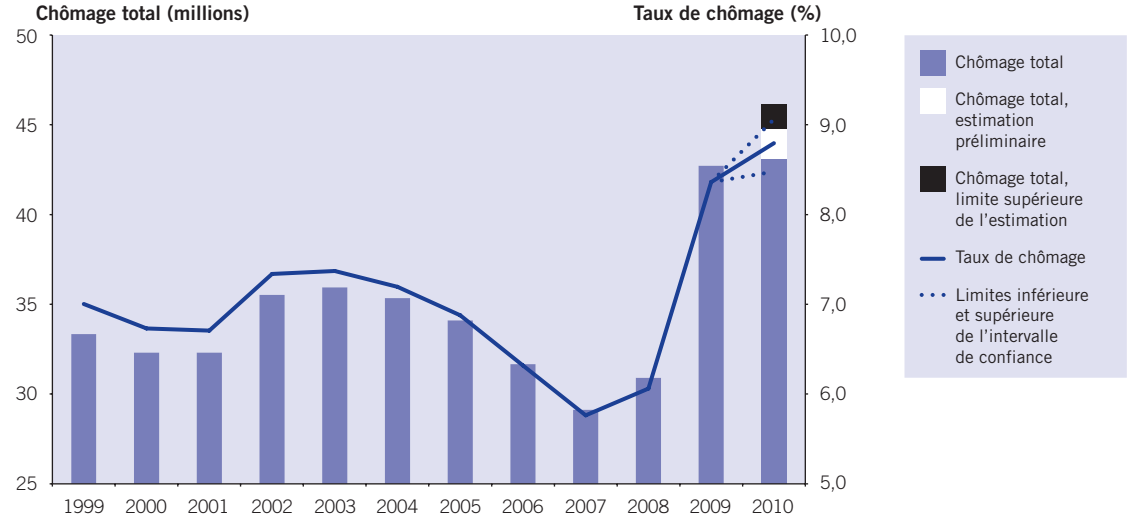


Figure R2 Économies développées et Union européenne: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres



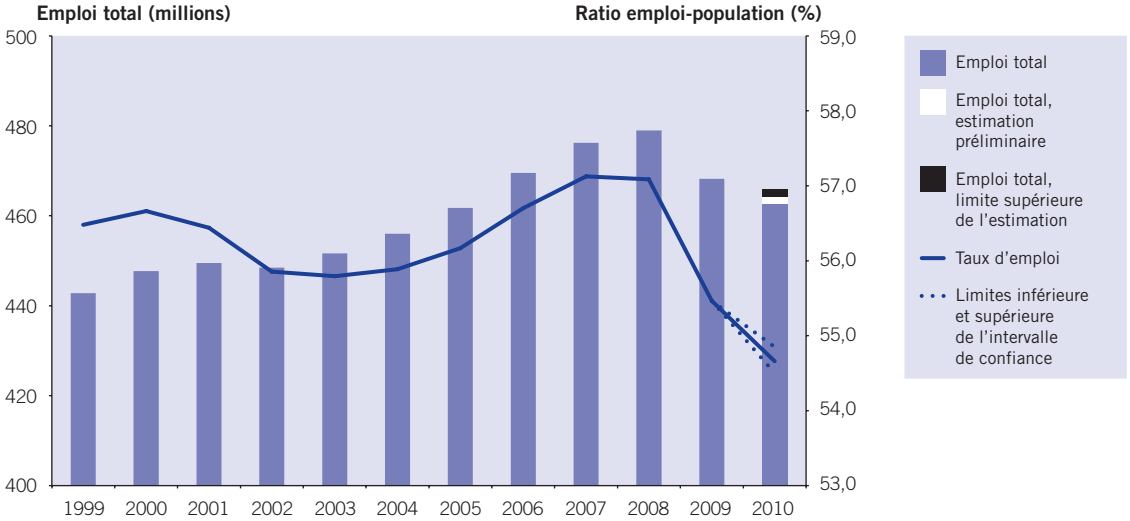
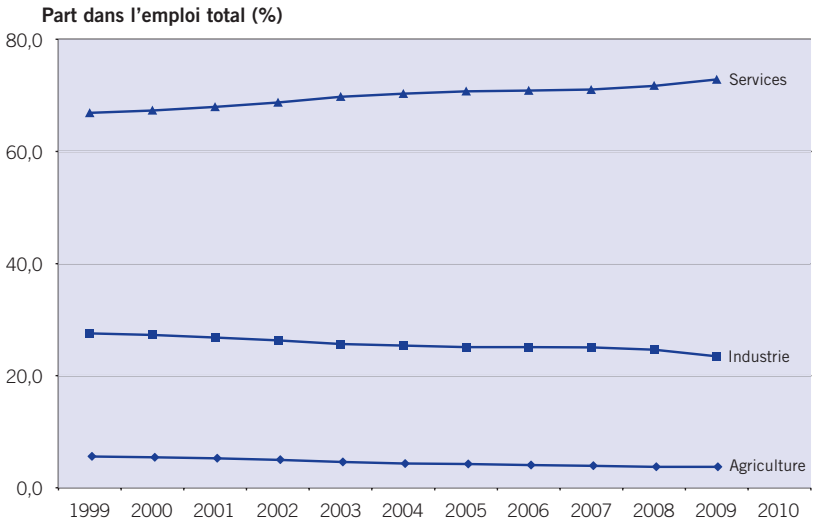


Figure R2 Économies développées et Union européenne: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)



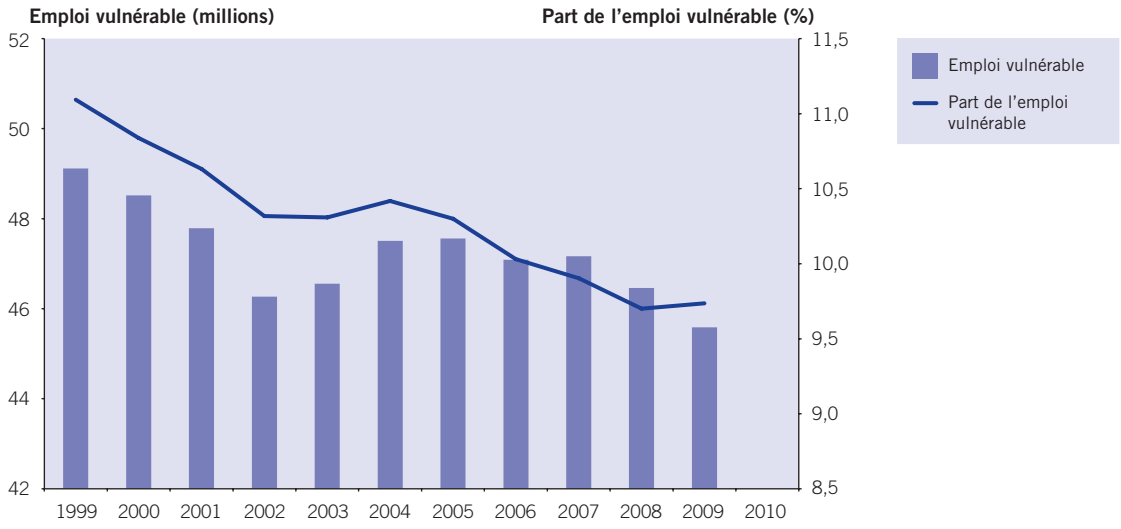


Figure R3 Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

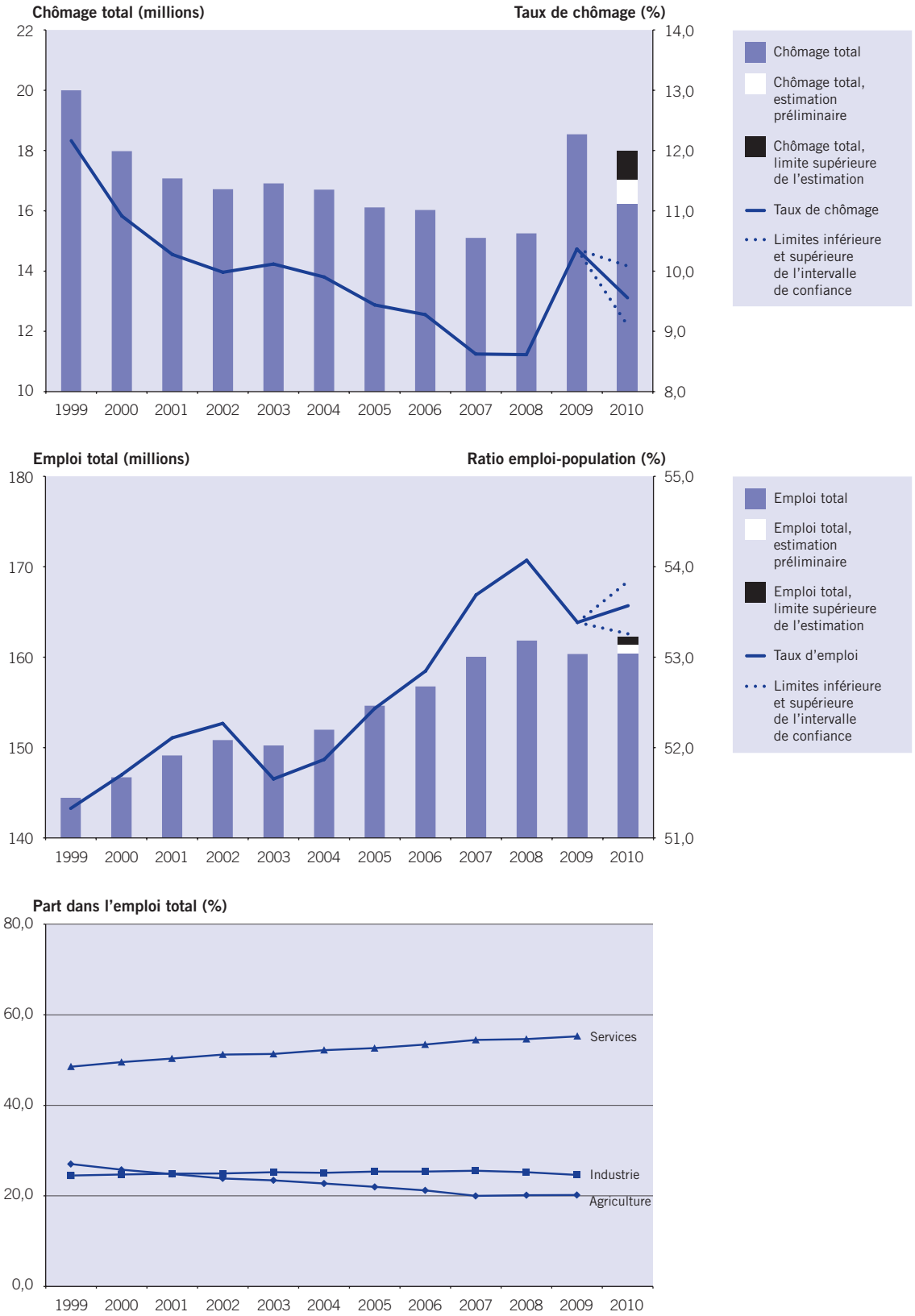


Figure R3 Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

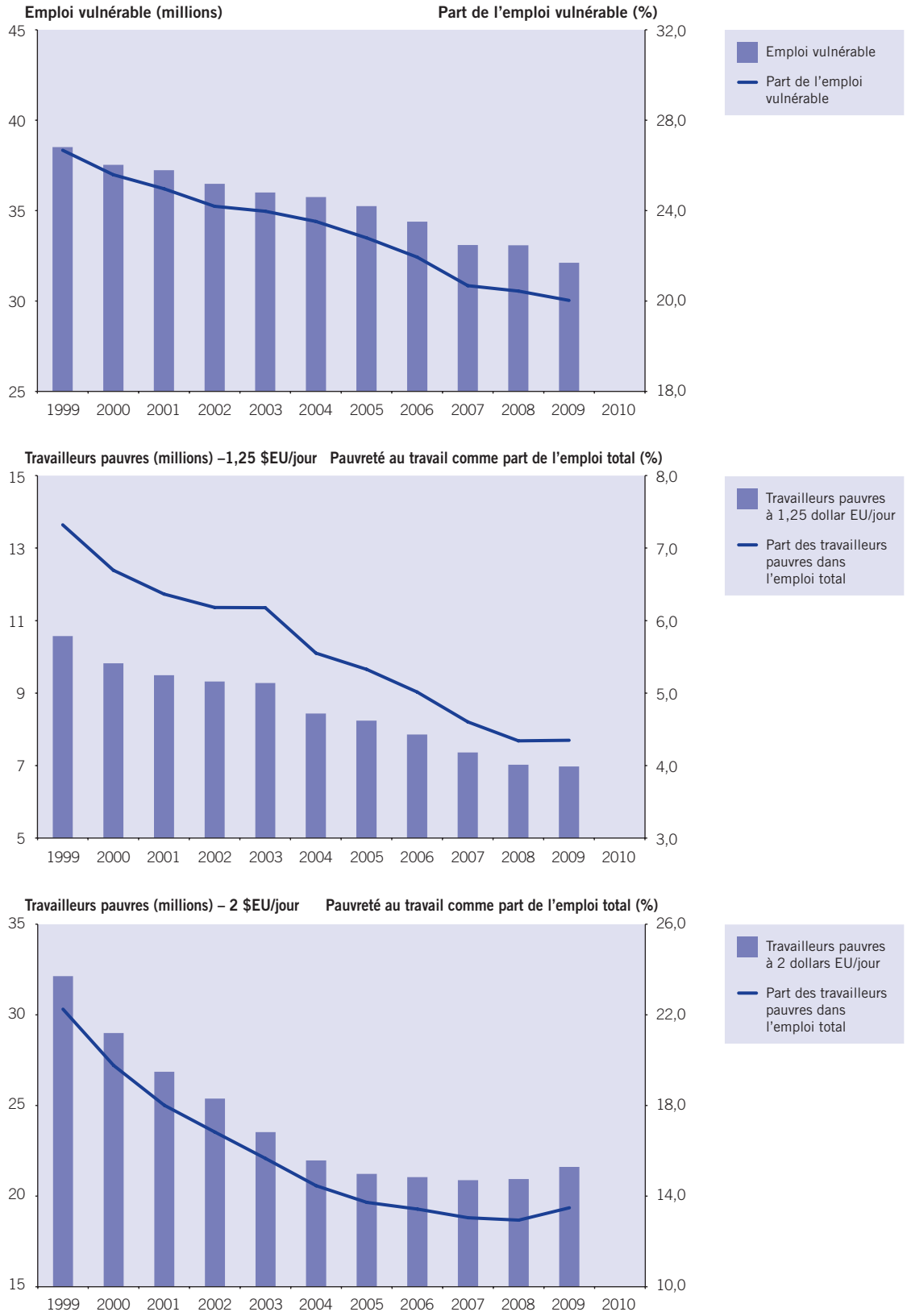


Figure R4 Amérique latine et Caraïbes: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

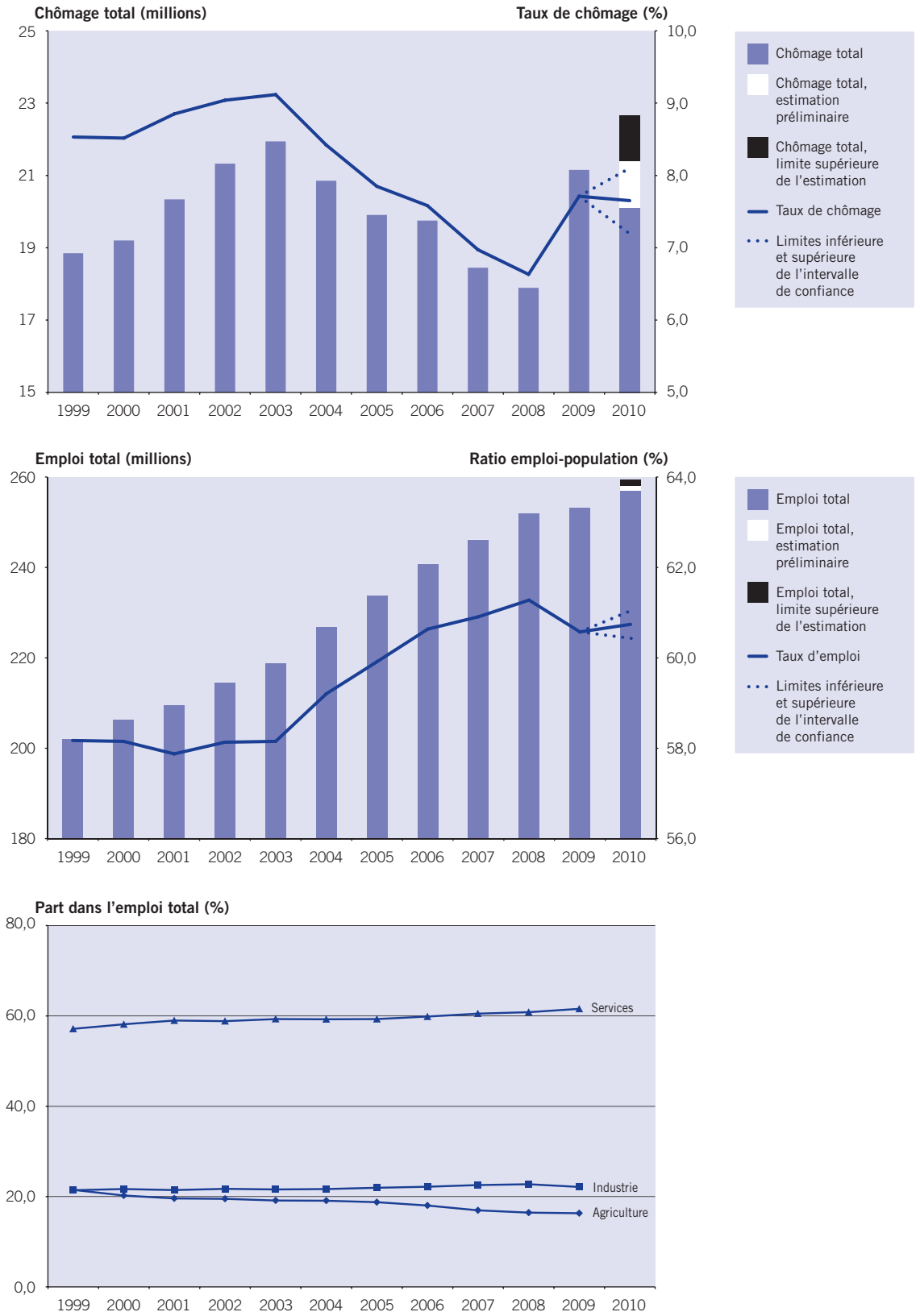


Figure R4 Amérique latine et Caraïbes: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

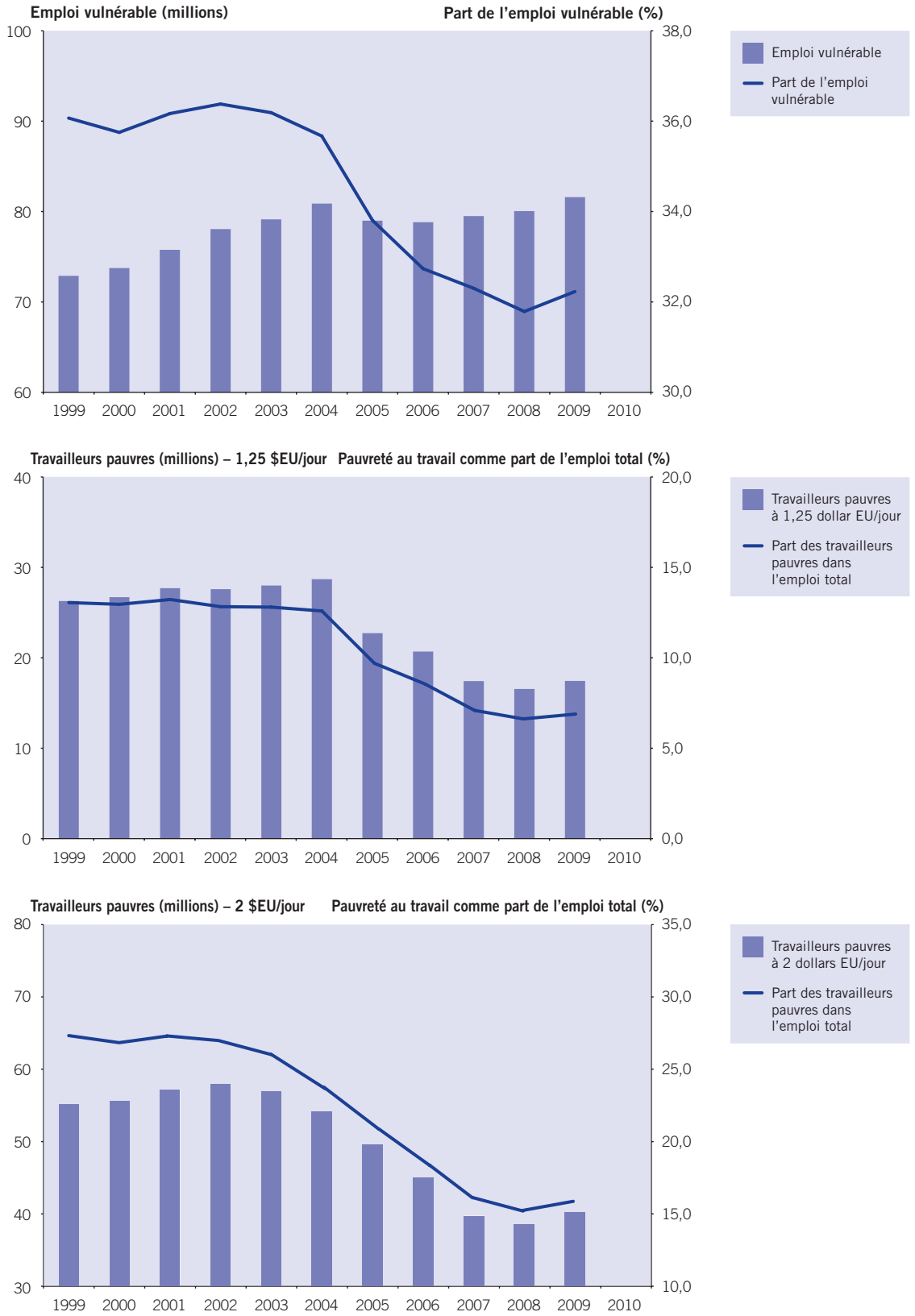


Figure R5 Asie de l'Est: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

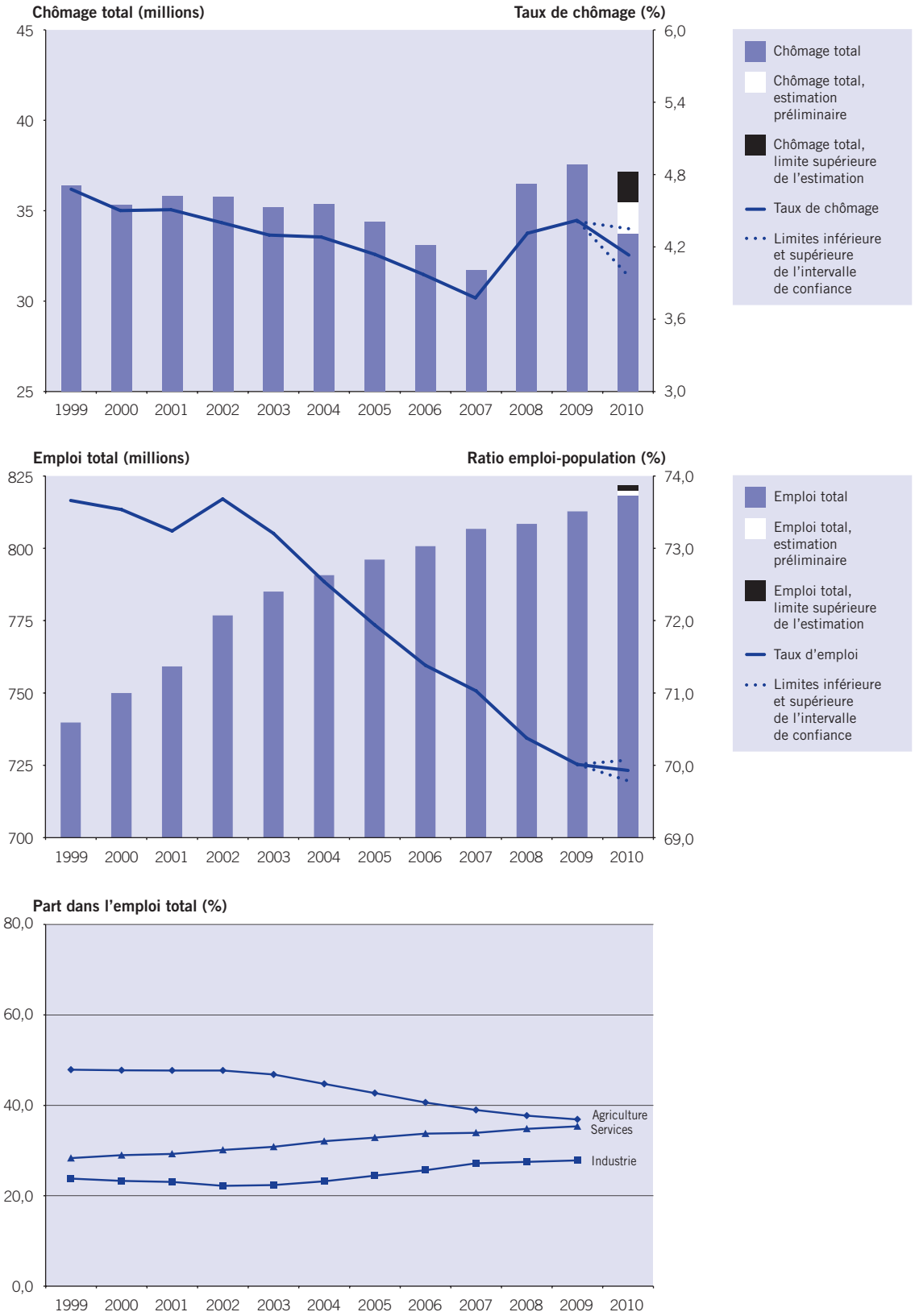


Figure R5 Asie de l'Est: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

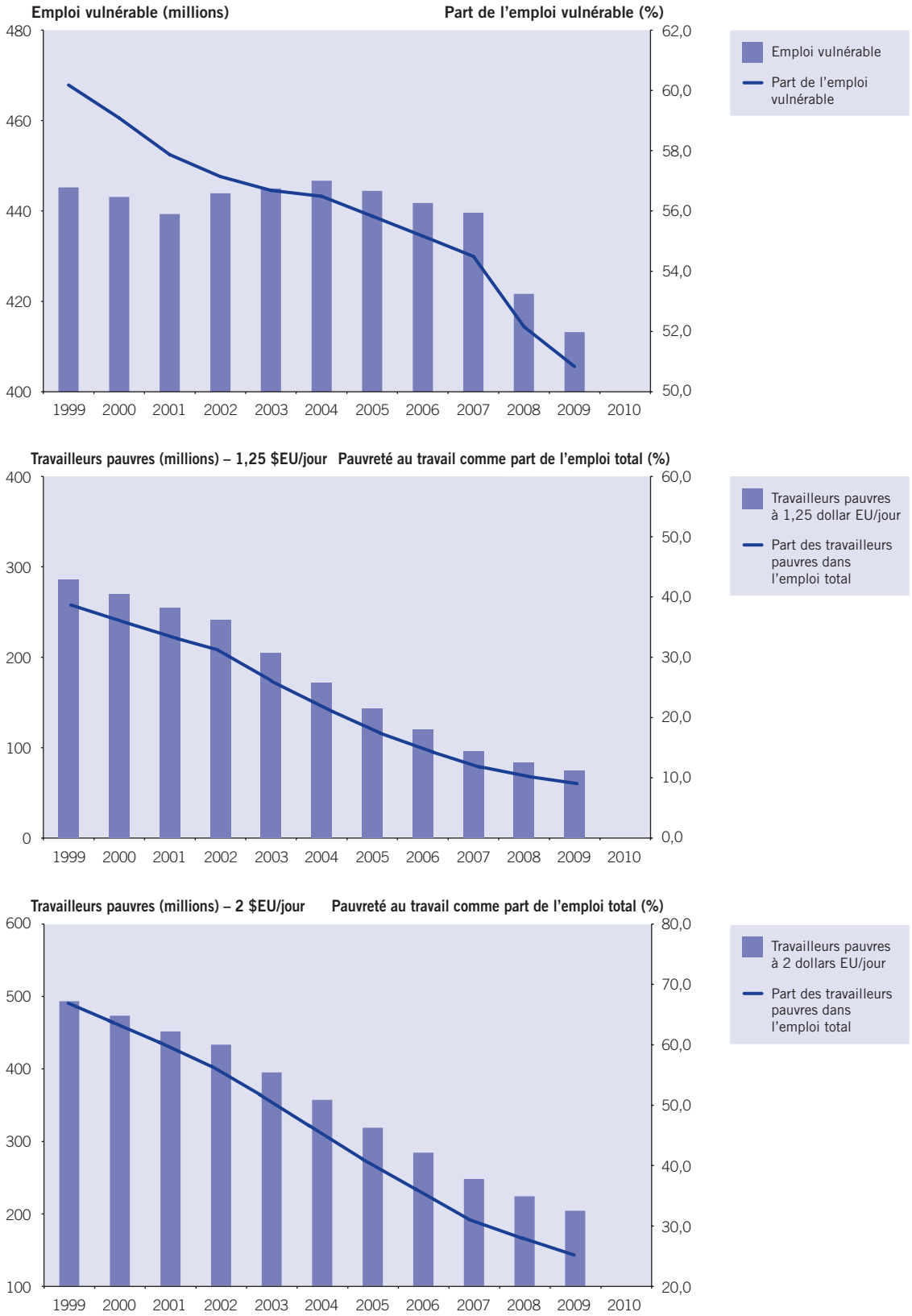


Figure R6 Asie du Sud-Est et Pacifique: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

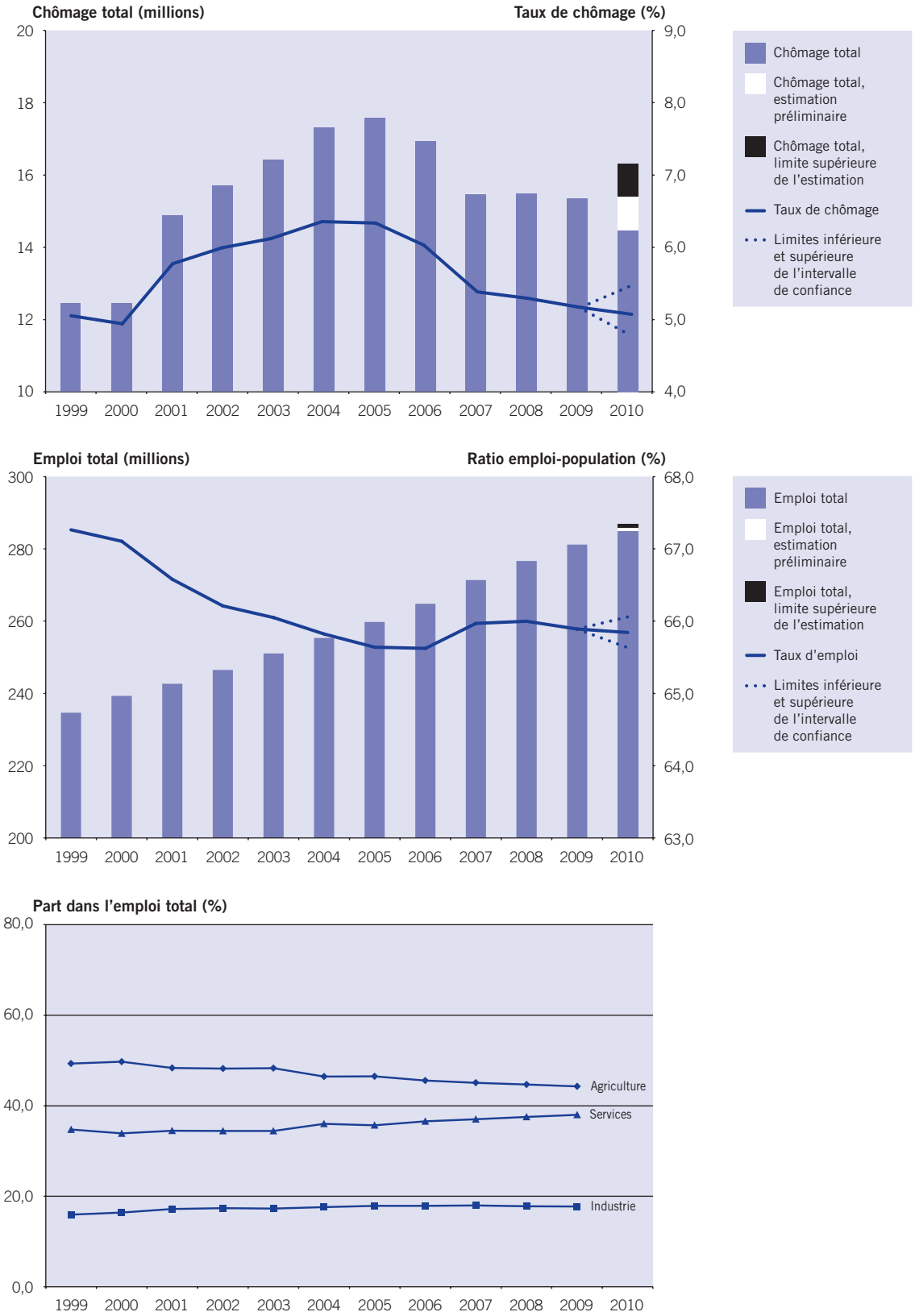


Figure R6 Asie du Sud-Est et Pacifique: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

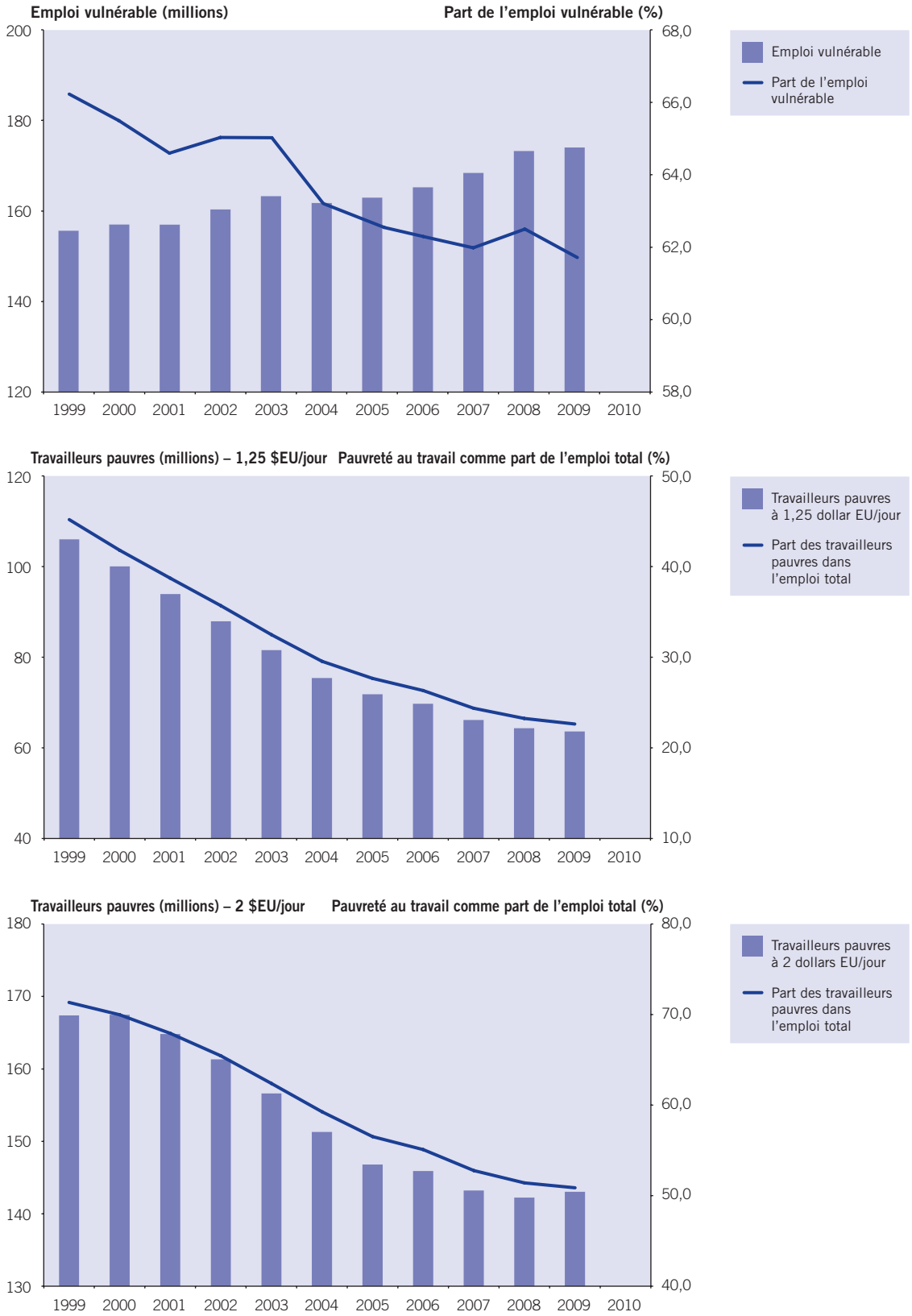


Figure R7 Asie du Sud: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

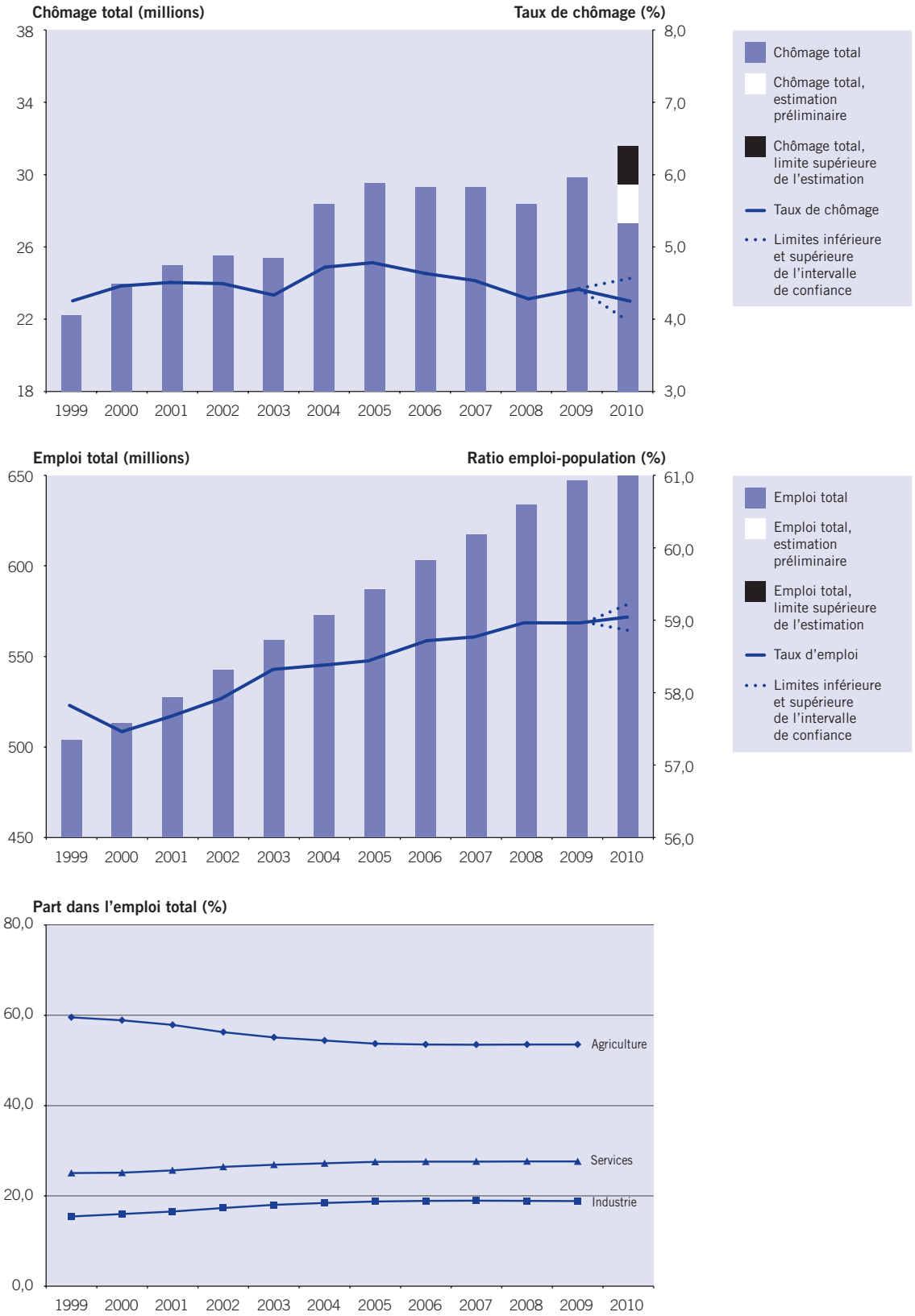


Figure R7 Asie du Sud: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

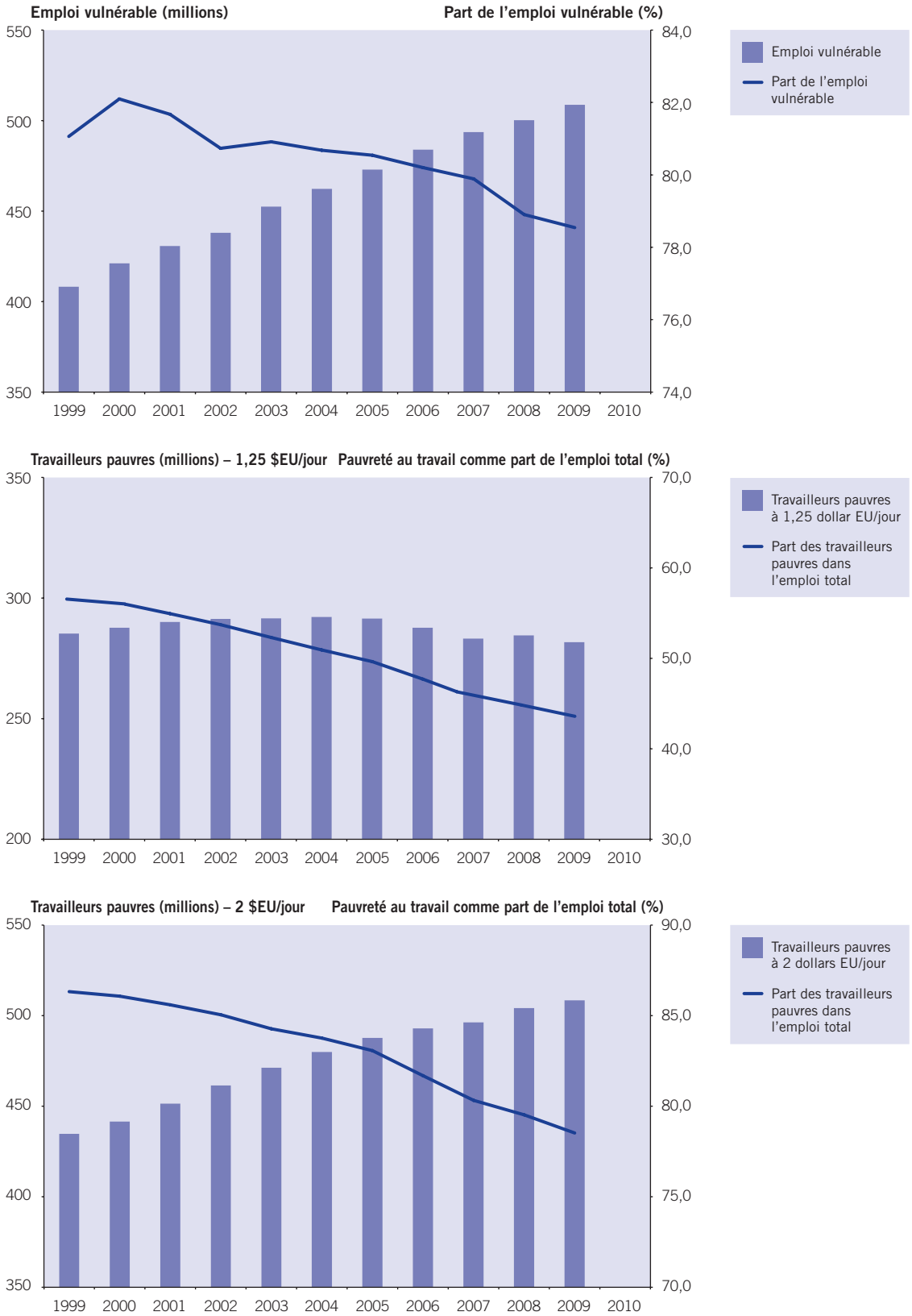


Figure R8 Moyen-Orient: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

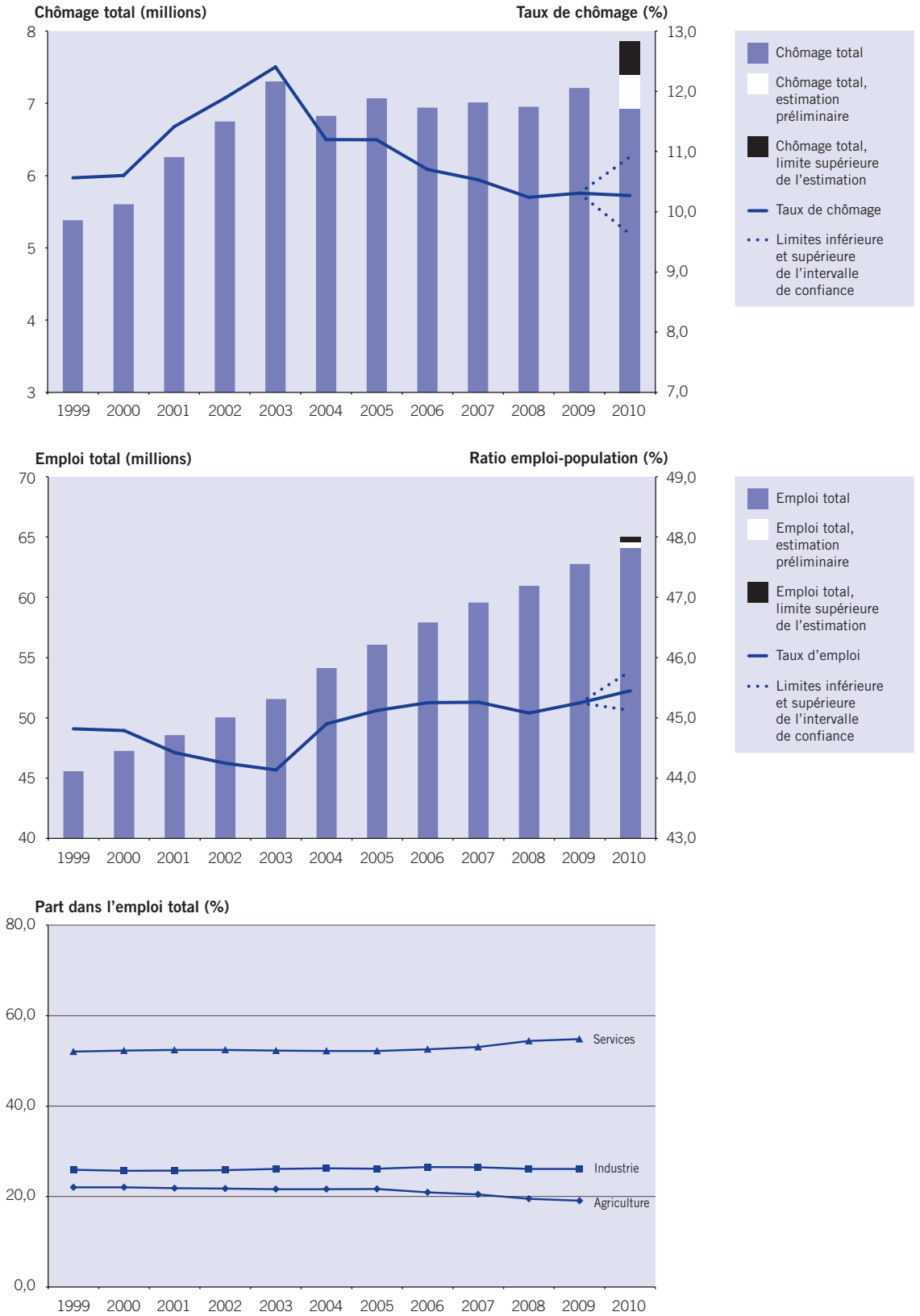


Figure R8 Moyen-Orient: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

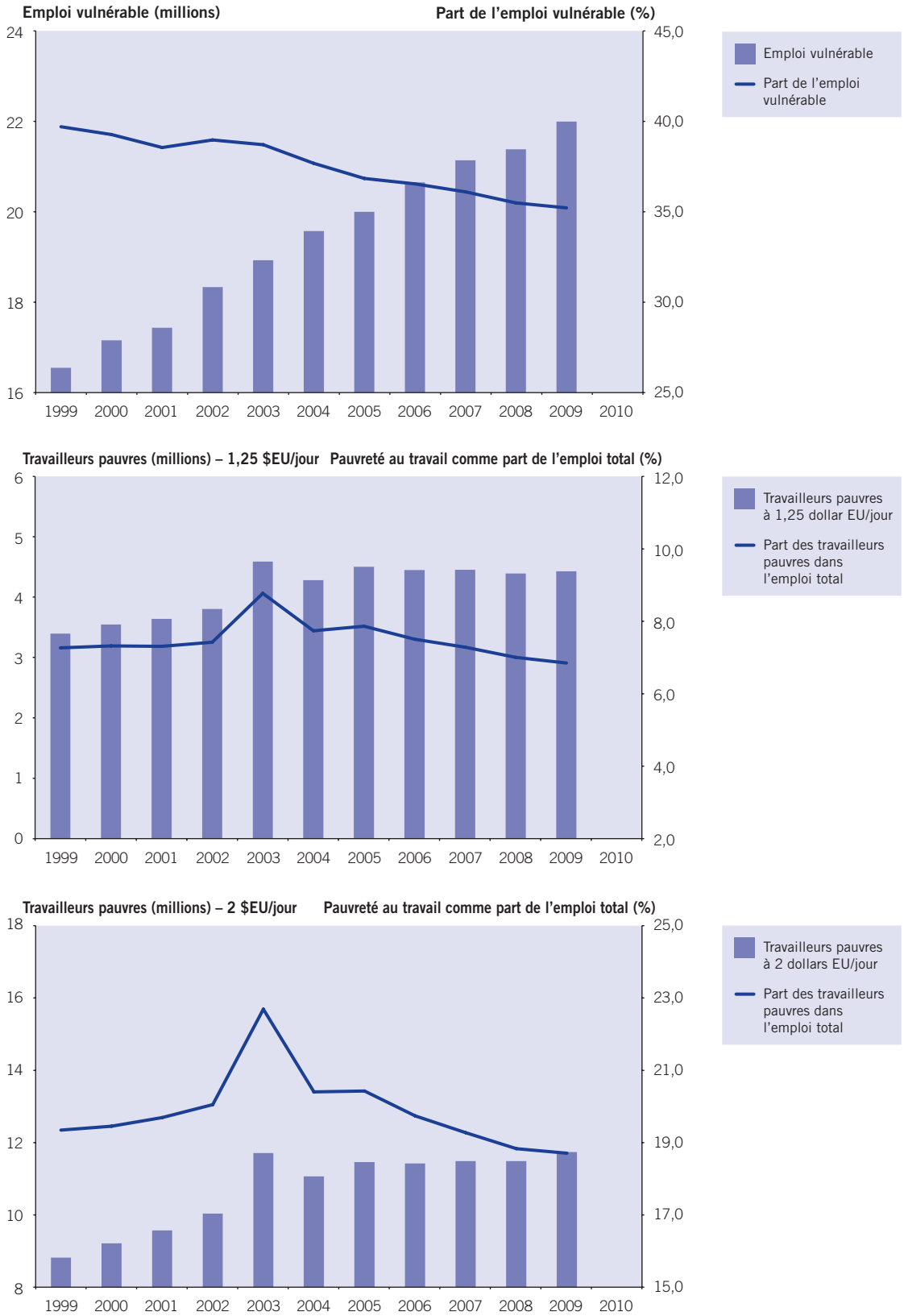


Figure R9 Afrique du Nord: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

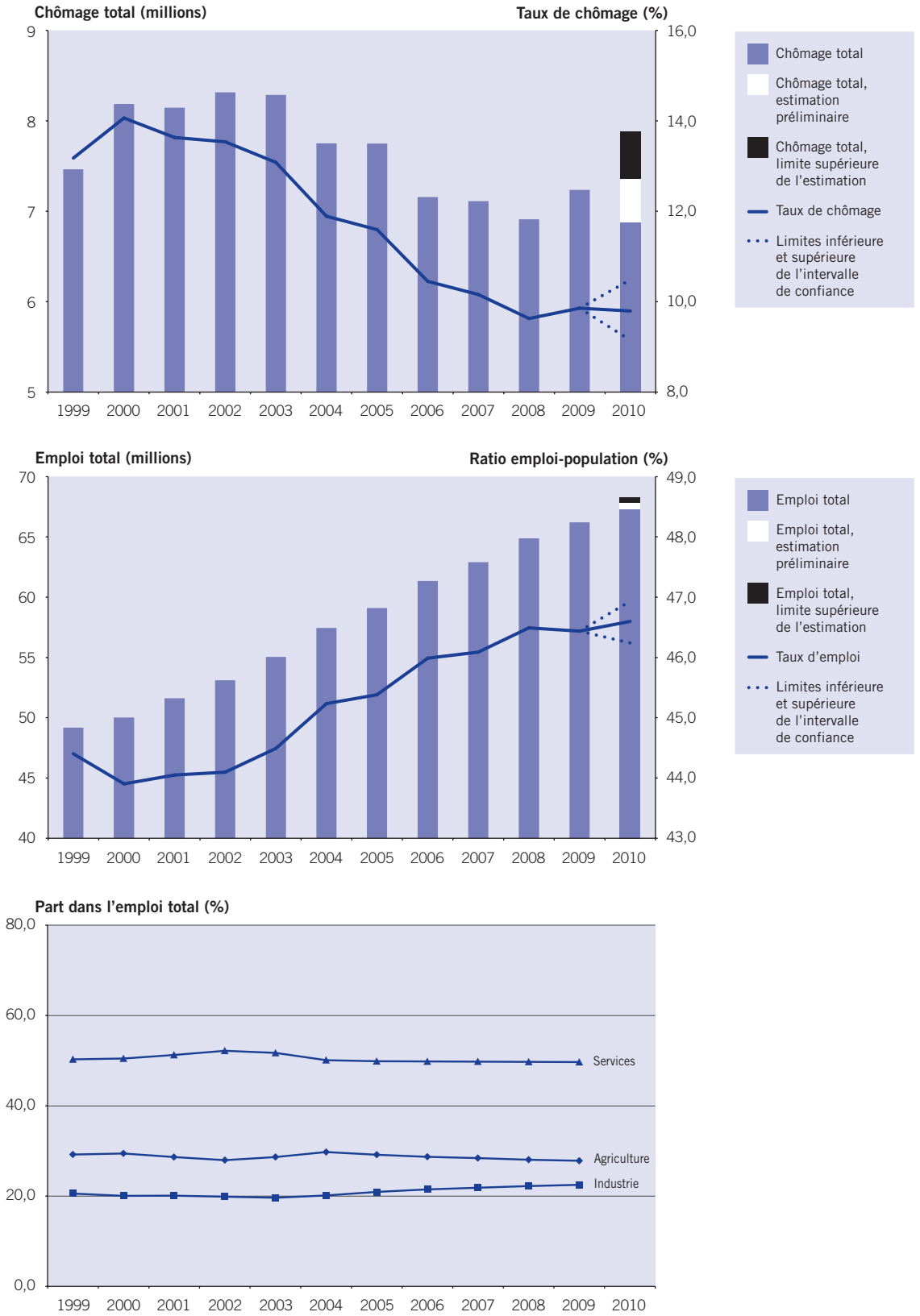


Figure R9 Afrique du Nord: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)

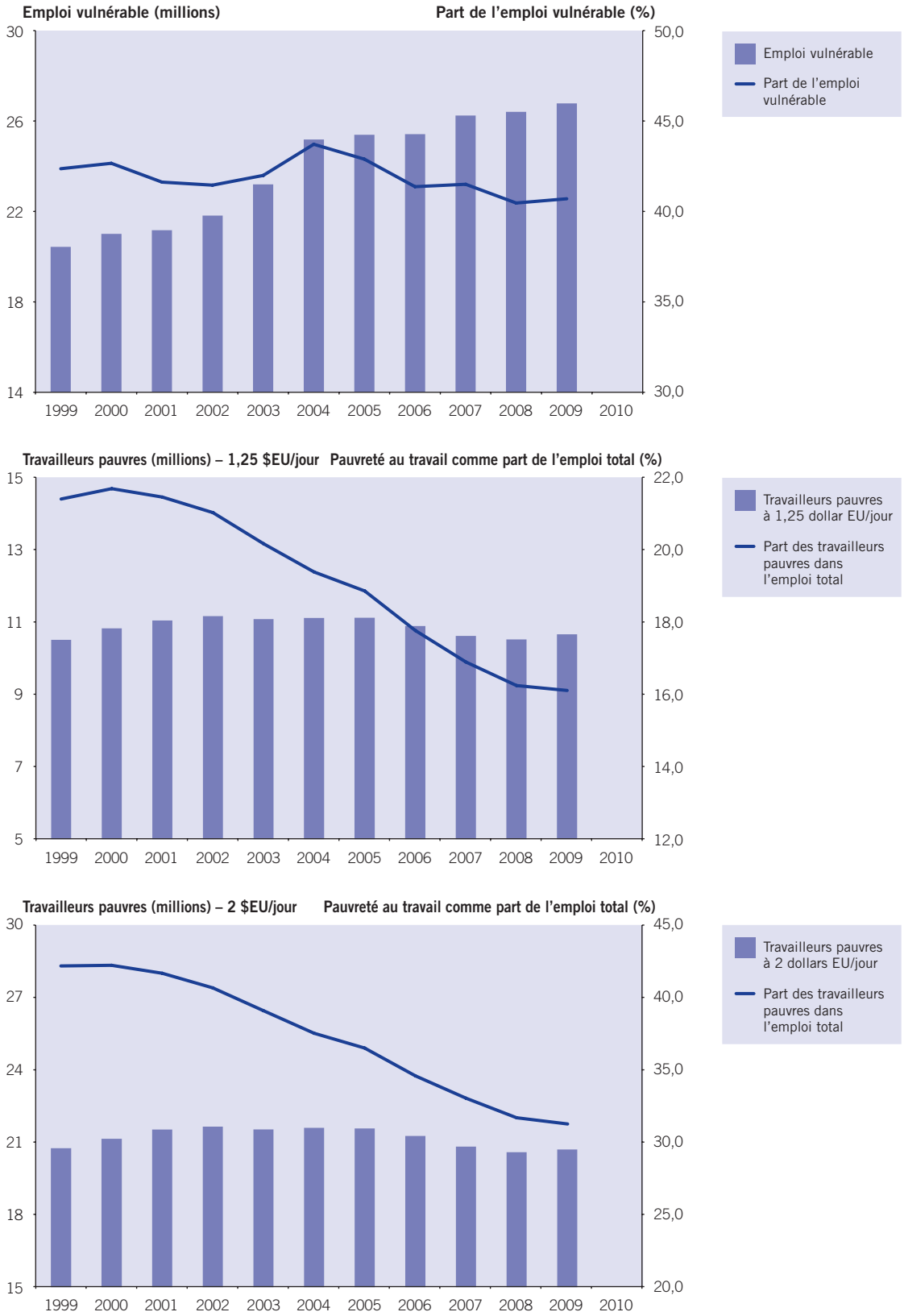


Figure R10 Afrique subsaharienne: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres

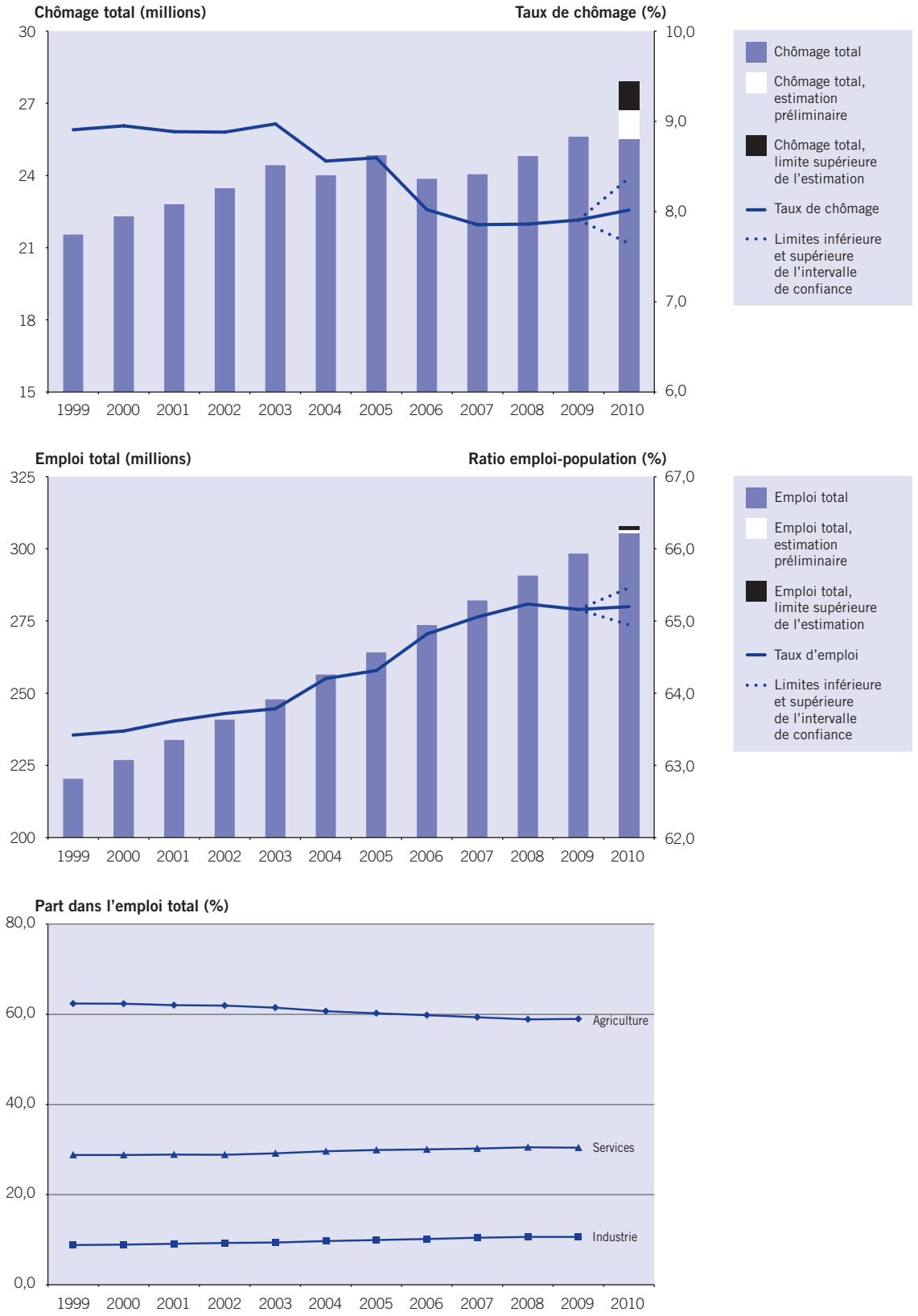
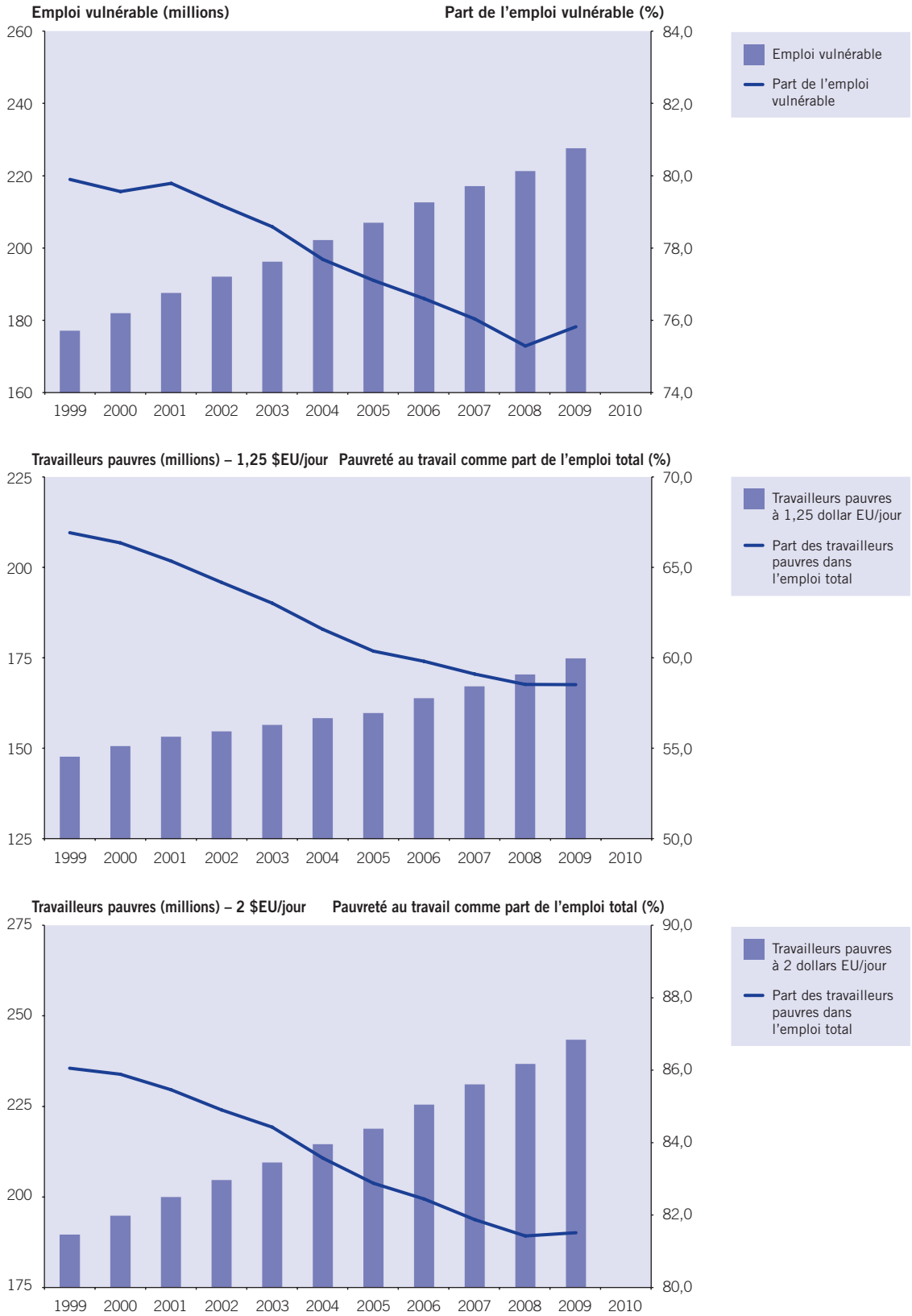


Figure R10 Afrique subsaharienne: Chômage, emploi, emploi vulnérable et travailleurs pauvres (suite)



Annexe 4 Note sur les estimations mondiales et régionales

Toutes les estimations du marché du travail aux niveaux mondial et régional de la présente édition des *Tendances mondiales de l'emploi* sont tirées des *Modèles économétriques des tendances* du BIT d'octobre 2010. L'équipe des tendances de l'emploi du BIT a conçu et entretient activement des modèles économétriques qui servent à estimer les indicateurs du marché du travail dans les pays et les années pour lesquelles les données nationales ne sont pas disponibles, de sorte que ces estimations sont les seules qui permettent au BIT de produire des informations régionales sur les marchés du travail pour toutes les régions du monde.

Le modèle des tendances mondiales de l'emploi (modèle des TME) sert à faire des estimations – ventilées selon l'âge et le sexe, au besoin – sur le chômage, l'emploi, la situation d'emploi et l'emploi par secteur. Le produit de ce modèle est une matrice complète de données sur 178 pays. Les données collectées par pays peuvent ainsi être agrégées pour produire des estimations sur des indicateurs du marché du travail aux plans régional et mondial tels que le taux de chômage, le ratio emploi-population, les parts d'emplois par secteur, les parts des situations d'emploi et l'emploi vulnérable.

Avant d'utiliser le modèle des TME, les spécialistes de l'information sur le marché du travail au sein de l'Unité des tendances de l'emploi, en collaboration avec les spécialistes des Bureaux de l'OIT sur le terrain, analysent les données fournies au niveau national pour ne retenir que celles des observations jugées suffisamment comparables entre les pays – avec des critères tels que: 1) le type de source de données; 2) la couverture géographique; et 3) la couverture par groupe d'âge.

- S'agissant du premier critère, pour que des données soient introduites dans le modèle, elles doivent être issues d'une enquête sur la population active ou d'un recensement de la population. Les enquêtes nationales sur la population active sont généralement les mêmes dans tous les pays, et les données issues de ces enquêtes sont plus comparables que celles obtenues à partir d'autres sources. En conséquence, une préférence nette est accordée aux données issues des enquêtes sur la population active dans le processus de sélection. Toutefois, de nombreux pays en développement ne disposant pas de ressources suffisantes pour mener une enquête sur la population active fournissent des informations sur le marché du travail issues des recensements de la population. Par conséquent, en raison de la nécessité de concilier les objectifs divergents de la comparabilité des données et de la couverture des données, certaines données obtenues à partir d'un recensement de la population sont introduites dans le modèle.

- Le deuxième critère est que seuls des indicateurs du marché du travail ayant un caractère totalement national (c'est-à-dire non limités géographiquement) sont pris en compte. Des observations correspondant aux seules zones urbaines ou aux seules zones rurales ne sont pas prises en compte, étant donné qu'il existe des différences fondamentales entre les marchés du travail ruraux et urbains, et que le fait de ne retenir que des données issues des zones rurales ou des zones urbaines ne serait pas compatible avec des éléments de référence tels que le PIB.

- Le troisième critère est que les groupes d'âge couverts par les données observées doivent être suffisamment comparables entre les pays. Les pays rendent publiques des informations sur le marché du travail concernant divers groupes d'âge, et le groupe d'âge retenu peut influer sur la valeur observée d'un indicateur donné du marché du travail.

En dehors des informations publiées sur le marché du travail par pays, le modèle des TME utilise les éléments de référence ci-après:

- Estimations et projections démographiques des Nations Unies, révision de 2008.
- Estimations et projections du BIT sur la population active.
- Données FMI/Banque mondiale sur les PIB (PPA, croissance par habitant), tirées des Indicateurs du développement dans le monde.
- Estimations de la Banque mondiale sur la pauvreté issues de la banque de données PovcalNet.

La première phase du modèle produit des estimations relatives aux taux de chômage, ce qui permet également de calculer l'ensemble des taux d'emploi, de chômage et des ratios emploi-population. Une fois l'ensemble des taux de chômage comparables rassemblés et enregistrés, on procède à des régressions multivariées pour différentes régions du monde dans lesquelles les taux de chômage selon l'âge et le sexe (jeunes garçons, jeunes filles, hommes adultes, femmes adultes) sont calculés par rapport aux taux de croissance du PIB. Des pondérations sont utilisées dans les régressions pour corriger des distorsions pouvant résulter du fait que les pays qui publient leurs taux de chômage tendent à être différents (sur des aspects statistiquement importants) des pays qui ne publient pas leurs taux de chômage[79]. On utilise à la fois les régressions et les considérations liées à la proximité régionale pour compléter les valeurs manquantes pour les pays et les années pour lesquels des données nationales ne sont pas disponibles.

Au cours des phases suivantes, on procède à l'estimation de l'emploi par secteur et par situation d'emploi. Des modèles économétriques complémentaires sont alors utilisés pour produire des estimations mondiales et régionales relatives au taux d'activité, à la pauvreté au travail et aux élasticités de l'emploi. Ces modèles utilisent des techniques semblables à celles employées dans le modèle des TME pour imputer les valeurs manquantes au niveau de chaque pays.

Pour de plus amples informations sur la méthodologie de production des estimations mondiales et régionales, voir: www.ilo.org/trends.

[79] Si, par exemple, de simples moyennes des taux de chômage rendus publics par certains pays dans une région donnée étaient utilisées pour estimer le taux de chômage dans cette région, et si les taux de chômage non publiés par certains autres pays étaient différents de ceux rendus publics par le premier groupe de pays, sans un tel mécanisme de correction, le taux de chômage régional estimé qui en résulterait serait biaisé. L'approche des «moindres carrés pondérés» retenue dans le modèle des tendances mondiales de l'emploi permet de corriger ce problème potentiel.

Annexe 5 Note sur les projections mondiales et régionales

On obtient les prévisions du taux de chômage en utilisant le lien historique entre taux de chômage et croissance du PIB au cours de la pire période de crise/récession pour chaque pays entre 1991 et 2005, et au cours de la période de reprise correspondante[80]. Pour ce faire, on a intégré les termes d'interaction de la crise et des variables fictives de reprise avec la croissance du PIB dans des régressions de panel avec effets fixes[81]. Plus précisément, on a opéré une régression du taux de chômage logistiquement transformé sur un ensemble de covariables comprenant le taux de chômage décalé, le taux de croissance du PIB, le taux de croissance du PIB décalé, (l'inscription du) PIB par habitant et un ensemble de covariables constituées de l'interaction des variables fictives sur la crise et sur la reprise avec chacune des autres variables.

Des régressions de panel séparées ont été opérées entre trois différents regroupements de pays, sur la base de:

1) la proximité géographique et les ressemblances économiques/institutionnelles;

2) les niveaux de revenu[82];

3) le niveau de dépendance à l'égard des exportations (mesuré en pourcentage du PIB)[83].

La logique sous-jacente à ces regroupements est la suivante. Les pays appartenant à une même zone géographique ou présentant des caractéristiques économiques/institutionnelles semblables sont susceptibles d'être touchés de la même manière par la crise et d'avoir recours à des mécanismes similaires pour atténuer l'impact de la crise sur leurs marchés du travail. Qui plus est, étant donné que les pays d'une même zone géographique ont souvent de solides liens commerciaux et financiers, il est probable que la crise se propage d'une économie aux économies voisines (par ex. l'évolution de l'économie et du marché du travail du Canada est étroitement liée à celle des États-Unis). Les pays ayant des niveaux de revenu semblables sont également susceptibles d'avoir des

[80] La période de crise est constituée de la période s'étendant entre l'année au cours de laquelle un pays a subi la plus forte chute de croissance de son PIB et l'«année du renversement de tendance» lorsque la croissance a atteint son niveau le plus bas à la suite de la crise, avant de commencer à repartir à la hausse pour retrouver son niveau d'avant la crise. La période de reprise est constituée des années entre l'«année du renversement de tendance» et l'année au cours de laquelle la croissance a retrouvé son niveau d'avant la crise.

[81] Afin de faire une projection du chômage au cours de la période de reprise en cours, des variables fictives sur l'année de la crise et l'année de la reprise ont été ajustées en partant de la définition suivante: un pays était considéré comme «actuellement en crise» si la chute de la croissance du PIB après 2007 était supérieure à 75 pour cent de la valeur totale de l'écart type de la croissance du PIB sur la période 1991-2008 et/ou supérieure à 3 points de pourcentage.

[82] Les groupes de revenu correspondent à la classification des groupes de revenus de la Banque mondiale divisée en quatre catégories, sur la base de l'INB par habitant en 2008 (calculé à l'aide de la méthode Atlas): les pays à faible revenu, de 975 $EU ou moins; les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure, de 976 $EU à 3 855 $EU; les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure, de 3 856 $EU à 11 905 $EU; et les pays à revenu élevé, de 11 906 $EU et plus.

[83] Les groupes basés sur la dépendance à l'égard des exportations sont les suivants: exportations les plus fortes (exportations ≥70 pour cent du PIB); exportations élevées (exportations <70 pour cent mais ≥50 pour cent du PIB); exportations de niveau moyen (exportations <50 pour cent mais ≥20 pour cent du PIB); et faibles exportations (exportations <20 pour cent du PIB).

institutions du marché du travail similaires (par ex. les mesures de protection sociale) et des capacités semblables de mettre en œuvre des mesures de relance budgétaire et d'autres politiques pour parer à l'impact de la crise. Enfin, étant donné que la baisse des exportations a été le principal vecteur de transmission de la crise des économies développées aux économies en développement, les pays ont été regroupés en fonction de leur niveau d'exposition à ce vecteur, mesuré selon le pourcentage de PIB que représentent leurs exportations. L'impact de la crise sur les marchés du travail à travers le vecteur des exportations dépend également du type de ces exportations (les secteurs de l'économie touchés), de la part de la valeur ajoutée intérieure dans les exportations et de l'importance relative de la consommation intérieure (par ex. des pays tels que l'Inde ou l'Indonésie, qui ont un marché intérieur important, se sont avérés moins vulnérables que des pays tels que la Thaïlande et Singapour). Ces caractéristiques sont vérifiées en utilisant des effets fixes dans les régressions.

Outre les régressions de panel, des régressions nationales ont été réalisées pour des pays disposant de suffisamment de données. Les régressions nationales au moindre carré comprenaient les mêmes variables que les régressions de panel, à l'exception du PIB par habitant. La projection finale était produite comme une simple moyenne des estimations obtenues à partir des régressions de panel des trois groupes et, pour les pays ayant suffisamment de données, également à partir des régressions nationales.

Amélioration des projections mondiales et régionales

Au T4 2010, au moment où le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2011* a été produit, 66 pays sur un échantillon total de 178 pays avaient publié des estimations du chômage mensuel ou trimestriel pour une partie de 2010. Dans 3 pays, des estimations étaient disponibles jusqu'à mars (T1); dans 26 pays, jusqu'en juin (T2); dans 4 pays, jusqu'en juillet; dans 30 pays, jusqu'en août; et dans 3 pays, jusqu'à la fin septembre (T3). On utilise ces données mensuelles/trimestrielles pour produire une estimation du taux de chômage annuel en 2010. La projection 2010 pour le reste de l'échantillon (pays sans aucune donnée pour 2010), de même que les projections pour 2011 et au-delà, sont produites en étendant le modèle des TME utilisant la relation entre croissance économique et chômage pendant les précédentes périodes de reprise des pays concernés, comme décrit plus haut.

Pour produire l'estimation ponctuelle 2010 pour 66 pays pour lesquels on dispose de données pour 2010, on commence par prendre la moyenne non pondérée du taux de chômage (corrigé des variations saisonnières) portant sur les mois ou trimestres de 2010 disponibles, défini comme étant l'estimation ponctuelle. Un intervalle de confiance est produit concernant cette estimation ponctuelle, sur la base d'un écart type du taux de chômage mensuel ou trimestriel depuis le début 2008, multiplié par le coefficient des mois ou des trimestres restants, soit 12 (pour les estimations mensuelles) ou 4 (pour les estimations trimestrielles)[84]. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, plus le nombre de mois pour lesquels on dispose de données pour un pays est important, plus l'estimation du taux de chômage annuel sera certain, l'incertitude étant inversement proportionnelle au nombre de mois pour lesquels des données sont disponibles.

[84] Dans le cas où le ratio de l'estimation ponctuelle et de l'écart type est inférieur ou égal à 5, l'écart type est alors élaboré en partant du début 2009. Le principe est qu'il est peu probable que l'instabilité extrêmement forte des taux de chômage pendant la phase initiale de la crise financière mondiale persiste au-delà d'une période de court à moyen terme. Alors que l'on peut plutôt s'attendre à voir persister le niveau d'instabilité le plus récent.

Afin d'intégrer les tendances à court et à moyen termes dans les fluctuations des taux de chômage, on ajuste l'estimation ponctuelle susmentionnée en fonction de la concordance ou non-concordance des deux tendances[85]. Plus précisément,

- si les deux tendances sont positives (négatives), l'estimation ponctuelle en question est recalculée comme étant la moyenne pondérée de 60 (40) pour cent de la limite supérieure et 40 (60) pour cent de la limite inférieure;
- si les deux tendances vont dans des directions opposées, le taux de chômage du tout dernier mois ou trimestre disponible est attribué aux mois ou trimestres restants de 2010, et l'estimation ponctuelle en question est recalculée comme étant une moyenne non pondérée sur les 12 mois ou les 4 trimestres de 2010.

L'hypothèse de départ sous-jacente est que, dans les cas où une tendance manifeste à la hausse (à la baisse) apparaît pour deux périodes consécutives, la tendance penchera vers des taux de chômage quelque peu supérieurs (inférieurs) à ceux des tout derniers mois pour lesquels des données sont disponibles. Dans les cas où aucune tendance ne se détache pour les deux dernières périodes, le chômage est censé se maintenir à son taux le plus récent et l'on accordera alors plus d'importance aux toutes dernières informations disponibles. L'estimation finale du taux de chômage 2010 pour ces 66 pays correspond à l'estimation ponctuelle ajustée.

La même procédure est suivie pour le taux de chômage des sous-composantes relatives aux jeunes pour les pays pour lesquels au moins deux trimestres sont disponibles en 2010 (48 des 66 pays). Les projections pour le taux de chômage du reste des sous-composantes pour 2010 et au-delà sont produites en étendant le modèle des TME, en utilisant séparément pour chaque sous-composante les mêmes caractéristiques de modèle que pour le taux de chômage total. Le chômage nominal pour les diverses sous-composantes estimées en étendant le modèle des TME est agrégé pour produire un chômage nominal total, qui peut être différent de l'estimation obtenue en suivant la procédure ci-dessus pour le chômage nominal total. L'écart entre le chômage nominal total obtenu en additionnant les sous-composantes et celui obtenu par des estimations séparées est réparti entre les sous-composantes proportionnellement à la part de chacune d'elles dans l'emploi total[86]. Ces estimations ponctuelles ajustées représentent l'estimation ponctuelle finale pour chacune des sous-composantes.

Pour les 66 pays pour lesquels on dispose de données pour 2010, l'intervalle de confiance demeure tel que décrit ci-dessus. Pour le reste des pays et pour les projections pour 2011 et au-delà, les intervalles de confiance concernant les projections sont produits avec des seuils de plus en plus réduits (plus restrictifs) de signification à mesure que la période de production s'allonge, afin de traduire un niveau d'incertitude croissant concernant la situation du marché du travail au fil du temps. Plus précisément, on a réparti les pays en trois groupes sur la base du ratio de l'écart type de leur taux de chômage pendant la période allant de 1998 à 2008 par rapport à l'estimation de leur taux de chômage de 2010. On attribue un seuil de signification inférieur (et, partant, un intervalle de confiance plus large) aux pays présentant des ratios plus faibles, pour traduire la plus grande incertitude associée à la situation du marché du travail dans ces pays. Ainsi, les pays présentant des ratios inférieurs à 0,06 se voient accorder un seuil de signification de 20 pour cent en

[85] La tendance à court terme et la tendance à long terme sont définies, respectivement, comme les écarts de point de pourcentage entre le taux de chômage du tout dernier mois M (ou trimestre T) disponible et le taux de chômage du mois M-3 (ou trimestre T-1), et le mois M-6 (ou trimestre T-2), respectivement.

[86] L'hypothèse de base sous-jacente est que l'on comprend mieux la relation entre le taux de chômage total et la croissance du PIB, que celle entre les taux de chômage de sous-groupes de travailleurs et la croissance du PIB.

2010, qui baisse ensuite progressivement à 5 pour cent jusqu'en 2015 (15 pour cent en 2011); les pays présentant des ratios allant de 0,06 à 0,20 – tous deux inclus – se voient accorder un seuil de signification de 50 pour cent en 2010, qui baisse ensuite progressivement à 35 pour cent jusqu'en 2015 (45 pour cent en 2011); et les pays qui présentent les ratios les plus élevés (écart type historique supérieur à 20 pour cent du taux de chômage 2010) se voient accorder un seuil de signification de 80 pour cent en 2010, qui baisse ensuite progressivement à 65 pour cent jusqu'en 2015 (75 pour cent en 2011).

Afin d'élaborer l'intervalle de confiance pour chaque sous-composante, le ratio du taux de chômage de la sous-composante par rapport au taux de chômage total est appliqué aux estimations des limites supérieure et inférieure du taux de chômage total.

Pour de plus amples informations sur la méthodologie de production des estimations mondiales et régionales, voir: www.ilo.org/trends.